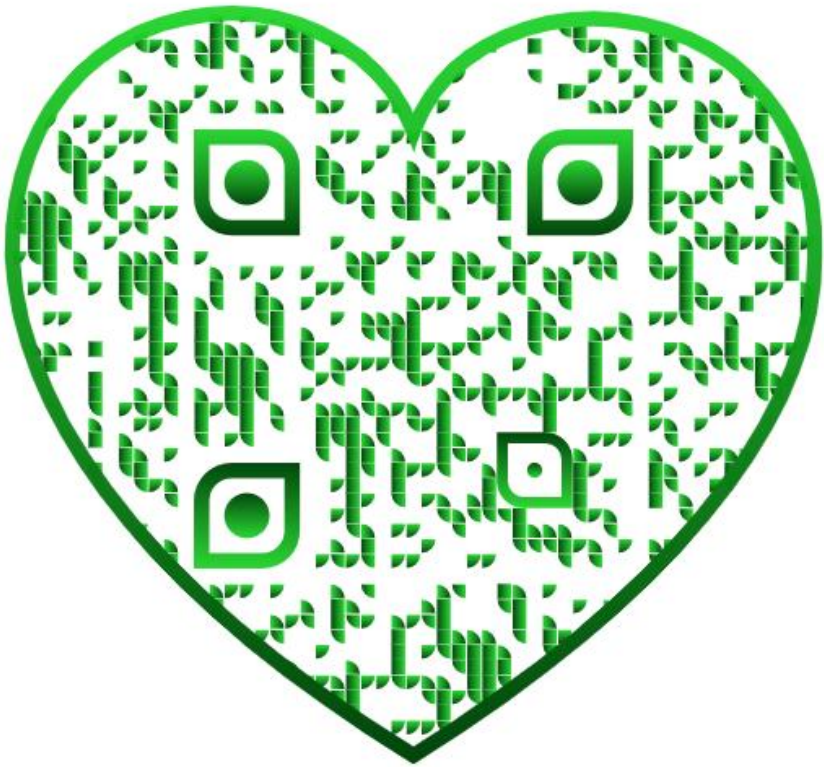
Philippe Alexandre

Dictionnaire amoureux de la Politique

Plon



Philippe Alexandre

Dictionnaire amoureux de la Politique

Plon

Philippe Alexandre

Dictionnaire amoureux de la Politique

Plon

Du même auteur

Gaston Defferre, Solar, 1964.

Le président est mort, Solar, 1965.

L'Élysée en péril, Fayard, 1969.

Le Duel de Gaulle-Pompidou, Grasset, 1970.

Chronique des jours moroses, Solar, 1971.

Exécution d'un homme politique, Grasset, 1973.

Le Roman de la gauche, Plon, 1977.

La Vie secrète de Monsieur Le, Grasset, 1982.

Marianne et le pot au lait, en collaboration avec Roger Priouret, Grasset, 1983.

En sortir ou pas, en collaboration avec Jacques Delors, Grasset, 1985.

Paysages de campagne, prix Aujourd'hui, Grasset, 1988.

Mon livre de cuisine politique, Grasset, 1992.

Plaidoyer impossible pour un vieux président abandonné par les siens, Albin Michel, 1994.

Nouveaux paysages de campagne, Grasset, 1997.

Les Éléphants malades de la peste, Albin Michel, 2006.

De François à Ségolène, entretiens avec François Rebsamen, Fayard 2007.

Avec Béatrix de L'Aulnoit

La Dernière Reine. Victoria, 1819-1901, Robert Laffont, 2000.

La Dame des 35 heures, Robert Laffont, 2002.

Le Roi Carême, Albin Michel, 2003.

La Dame à la cassette, Robert Laffont, 2004.

Trop d'impôts tue l'emploi, Robert Laffont, 2005.

Pour mon fils, pour mon roi, Robert Laffont, 2009.

Des fourchettes dans les étoiles, Fayard, 2010.

PHILIPPE ALEXANDRE

DICTIONNAIRE AMOUREUX DE LA POLITIQUE

Dessins d'Alain Bouldouyre

Plon

COLLECTION DIRIGÉE PAR
JEAN-CLAUDE SIMOËN

www.plon.fr

© Plon, 2011

Couverture : Design collection : www.atelierdominiquetoutain.com
Illustration © Alain Bouldouyre

EAN : 978-2-259-21651-7

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

Pour B.,
B. comme bonheur

Introduction

Amoureux de la politique ? Il y a plutôt, aujourd'hui, un vif désamour des Français à l'égard de leurs dirigeants et de leurs élus. Tout leur est reproché : la raideur de leurs discours, la frilosité de leurs actions, la minceur polémique de leurs débats, et bien d'autres carences encore. « Où sont-ils donc nos politiques du passé qui possédaient la rigueur morale, l'art d'enchanter avec les mots, de susciter la confiance et l'espérance ? » grognent les politologues désabusés.

Malgré cette nostalgie, on peut contester qu'il y ait en France un déclin accéléré de la politique. Il y a toujours autant de discussions sur le sujet, tant au café du coin à l'heure du petit noir que dans les dîners bobos de la capitale. Lorsque la question qui leur est posée est difficile, comme celle sur les institutions européennes au référendum de 2005, les Français se mobilisent en masse, en évitant les mots d'ordre venus d'en haut, pour dialoguer sur la Toile avec leurs compatriotes. Et si les livres politiques ne sont plus des best-sellers, tous les médias, y compris la presse people et les émissions de divertissement, ont l'œil fixé sur nos dirigeants. RTL, par exemple, invite des personnalités publiques de haut rang à ses « Grosses têtes » et n'essuie que de très rares refus. Il n'y a plus d'éloquence lyrique, mais petites répliques et mots d'auteur font le tour du pays en un instant. Enfin, la participation aux primaires de la gauche a été saluée comme un événement historique.

Face à la déferlante politico-phobique, je me réconforte comme je peux. Comme la communication dont elle est fille, la politique évolue. Les hommes et les femmes qui embrassent cette âpre carrière ne ressemblent pas en effet aux Jaurès et aux Blum du siècle passé, pas même aux François Mitterrand et aux Edgar Faure d'hier. Ils ont une autre culture, une formation différente (les économistes et les énarques ont pris la place des tribuns), bref, ils sont d'une autre espèce. Il y a de la facilité à soutenir qu'ils ne valent pas leurs aînés.

Cette hostilité à la politique est un phénomène saisonnier. Elle se manifeste entre deux élections, mais généralement s'efface dès l'entrée en campagne. Alors les Français ne se désolent pas que les coups échangés visent très au-dessous de la ceinture. Ils sont d'ailleurs les premiers à se délecter de comédies ou de tragédies qui sont les fruits de la politique sans être du tout mêlées à elle : l'affaire Strauss-Kahn, sans doute un fatal égarement sexuel, a fasciné l'opinion sans être le moins du monde prise dans son contexte

politique, national, et même historique.

Les procureurs qui se chargent du réquisitoire contre la politique et ses acteurs sont divers : les extrémistes bien sûr, qui font de l'antiparlementarisme primaire leurs choux gras, les déçus chassés de la scène par les électeurs, les frustrés experts, politologues voire journalistes qui n'ont jamais osé sauter le pas… Toutes les crises exigeant des sacrifices s'accompagnent de ces flambées de dépit. Lorsqu'ils subissent un grave revers, les politiques présentent à leurs compatriotes leur plus beau sourire jaune et prononcent cette phrase : « Bah ! Il n'y a pas que la politique dans la vie… » Je n'en ai pourtant croisé que quelques-uns qui aient réussi une reconversion, cédé à la tentation de Venise ou à la fringale de hauts revenus. Au contraire, on s'accroche à cette activité souvent au-delà des limites raisonnables. On tente de rester parlementaire, maire ou conseiller général bien au-delà de l'âge de la retraite que l'on a fixé pour la population. Au besoin, on s'en va, après soixante-dix ans, occuper une fonction de vieux sage pour laquelle on a été nommé. C'est que la politique est une médecine de survie : elle a permis à François Mitterrand d'ignorer tous les pronostics vitaux des médecins et d'aller au terme de son mandat de quatorze ans.

La politique est un abrégé de la comédie-tragédie humaine. Elle conjugue les arts de la guerre, du spectacle, du discours et aussi du mensonge. Les hommes et les femmes qui en font profession ne sont pas plus malhonnêtes et pas plus vertueux que la moyenne des Français. Même s'ils ne traduisent pas la diversité de la population et la totalité des couches sociales, ils sont bien à l'image de ceux qu'ils représentent. « Tous pourris ! » est une imprécation injuste, infâme.

La vie d'un ou d'une politique est, en règle générale, un sacerdoce. Il faut tout à la fois ne pas mégoter son temps – Martine Aubry, elle-même, est à l'ouvrage trois fois 35 heures par semaine –, ne pas vouloir s'enrichir – les anciens élèves de l'ENA qui choisissent cette voie gagnent trois fois moins que leurs camarades entrés dans une entreprise privée –, enfin, incarner vingt-quatre heures sur vingt-quatre une vertu spartiate. Après cela, étonnez-vous que les candidatures à cette honorable carrière soient si rares ! Mais qu'apparaisse un homme d'État courageux, audacieux et visionnaire (il y en a bien un par demi-siècle), et on se bousculera sur les chemins tortueux de la politique.

Je ne vais pas hurler avec les loups et me mettre à dénigrer la politique et ses serviteurs. Je serais bien ingrat : je lui ai consacré ma vie et elle me l'a rendu au centuple. Certes, au cours de cette heureuse carrière de journaliste politique, je me suis souvent montré implacable envers les acteurs de notre vie publique. Non pour respecter la règle de « qui aime bien châtie bien ». Mais parce que c'était mon devoir, une obligation quasi contractuelle. Jusqu'à une période récente, les journalistes étaient, avec les parlementaires et les syndicalistes, les partenaires attitrés du débat républicain. La rue n'avait en charge que la musique d'accompagnement. Nous étions quelquefois redoutés

des politiques, quelquefois encouragés par eux, et toujours respectés. L'intrusion forcenée de l'image puis de la Toile a chahuté une frontière qui jusque-là délimitait sans contestation les prérogatives et les libertés respectives des pouvoirs et des médias.

Je suis tombé amoureux de la politique très tôt. À quatorze, quinze ans, au lycée Janson-de-Sailly, on se passionnait pour les ardeurs et les épreuves d'une IVe République encore dans la force de l'âge. Il y avait de fréquentes élections. Beaucoup d'entre nous, à la fin des cours, collaient sur le chemin du retour des tracts électoraux grands comme les deux mains. Comme on devine, dans cet établissement huppé du 16e arrondissement parisien, pas un de ces militants en herbe n'osait se déclarer communiste. Pourtant, par haine de la collaboration, on trouvait dans la bonne bourgeoisie des sympathisants du Parti qui se proclamait celui des mille fusillés. Il y en avait à la table de mes parents.

Je dévorais les journaux, *Combat*, que j'achetais tous les matins, et *Le Monde*, que mon père rapportait tous les soirs. J'y lisais pour commencer les comptes-rendus de séance de l'Assemblée, siège exclusif de la politique. Les députés se disputaient jusqu'à en venir presque aux mains, cultivaient l'éloquence classique et un peu ronflante, renversaient les gouvernements d'une pichenette pour en adopter un à peu près identique. Ainsi, les crises gouvernementales ne chiffonnaient pas trop l'opinion.

Proust, dans la *Recherche*, cite une phrase extraite d'un de ces comptes-rendus : « Le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes : "Nous verrons bien." (Vives exclamations à l'extrême gauche. Très bien, Très bien ! sur quelques bancs à gauche et au centre.) »

Alors que j'étudiais Racine et apprenais par cœur Victor Hugo, je ne suis pas sûr d'avoir partagé l'éblouissement de Marcel Proust, qui qualifie cette phrase de « Vénus collective, dont on n'a qu'un membre mutilé si l'on s'en tient à la pensée de l'auteur car elle ne se réalise que dans l'esprit de ses lecteurs ». Je devais faire appel à mon imagination pour dessiner le décor, velours et cariatides, le ballet des huissiers à chaîne s'interposant quand les invectives entre adversaires passaient la mesure, et les acteurs politiques dont la presse ne publiait pas toujours les portraits.

J'avais quinze ans et mon amour de la politique n'a pas faibli depuis, même lorsque j'ai constaté les dérives, les abus, les ivresses démagogiques dont elle est capable. J'ai appris, au fil de tant d'années d'observation affectueuse, combien le courage, qui fait la noblesse de la politique, est peu répandu. Ce dictionnaire tente de faire la bonne mesure entre mes indulgences et mes condamnations. Ne voulant pas philosopher ni me lancer dans une politologie de pacotille (je n'ai pas fait Sciences-Po…), je n'évoque que les hommes et les choses que j'ai vus de mes propres yeux. Ainsi, cet ouvrage a pris, au fil des entrées, des allures de souvenirs, exercice douloureux et difficile pour un journaliste. Mais bon, allez, le plaisir est venu assez vite.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais adresser dans son

tombeau un clin d'œil à Jean-François Deniau, qui fut ministre, notable mais aussi romancier et aventurier. Dans son livre intitulé *Ce que je crois*, il raconte qu'une délégation de la cour de Pékin était venue déplorer devant Confucius les malheurs en tout genre qui frappaient l'empire, la fin du respect dû aux pères, l'engloutissement des récoltes, la corruption des élites et les désertions de soldats. « Maître, que faut-il faire ? » La réponse du sage tient en deux mots : « Un dictionnaire. » Manière de dire que le plus grand malheur dont un peuple puisse souffrir c'est de voir que les mots n'ont plus de sens. Que Confucius et Deniau me pardonnent : on ne trouvera pas ici de remède aux maux dont souffre notre pays.

Adieux

Il y a eu ceux de Fontainebleau et, plus près de nous, mais mouillée d'autant de larmes, la chaise vide de Giscard quittant l'Élysée. En politique, il n'y a d'adieux qu'au cimetière, et notre histoire fourmille de ces faux départs suivis de retours fracassants – ne serait-ce que pour cent jours.

Après son échec, ressenti par lui comme une insupportable insulte à son génie, Valéry Giscard d'Estaing s'est vu recommander par ceux de ses ministres qui osaient encore, mais timidement, se dire ses amis, de quitter l'Élysée le plus sobrement possible. C'était trop lui demander. Metteur en scène de sa propre geste, le président déchu a planté lui-même le décor, un mur gris de l'Élysée, et choisi l'unique meuble, un fauteuil fait pour accueillir le postérieur de l'histoire. Devant la télévision et les Français abasourdis, il a lancé, en faisant vibrer les consonnes, son « au revoir ». Puis tourné les talons et présenté son dos aux téléspectateurs.

À sa sortie, dans la rue qu'il a voulu franchir à pied, des sifflets, des huées. Ensuite, le *presidency blues* : plusieurs mois à se cogner contre les murs de son hôtel vaguement Regency de la rue Benouville, entre un vigile à la porte, hélas ! presque comme à l'Élysée, et Anne-Aymone quasi muette, comme toujours. Travail de deuil : tenter de vaincre la douleur en ressassant les causes de l'échec.

François Mitterrand a entretenu une familiarité avec la mort tout au long de sa vie. Ses adieux ne lui pesaient guère. Ils furent plus lyriques, plus

apaisés, plus souverains que ceux de son prédécesseur. Et écrits avec ce soin teinté de pédanterie qui est la marque du style Mitterrand. Quatre mois à l'avance, le président-à-la-rose, terrassé par la maladie, a fait ses adieux au peuple de gauche et de droite en invoquant « les forces de l'esprit ». Par un reste de respect, les Français ont fait semblant de comprendre. Le 19 avril 1995, le chef de l'État, dans un bel effort, prononce ses adieux à ce gouvernement Balladur auquel il n'a jamais fait la grâce de poser avec lui sur le perron de l'Élysée. Un mois plus tard, il abandonne le palais à Chirac, sans manifester de sentiment quelconque. Puis la presse annonce que l'ex-Président a acheté un are de bonne terre, au sommet de ce mont Beuvray qu'illustra Vercingétorix. Mais c'est à Jarnac, auprès de ses ancêtres, qu'il est inhumé.

Enfin, au chapitre des adieux, comment ne pas mentionner ceux que Lionel Jospin fit aux Français le soir de son Waterloo, le 21 avril 2002 ? À peine les avait-il prononcés qu'il se mordit les doigts et entreprit avec beaucoup de zigzags de se frayer à nouveau un chemin vers le pouvoir. Mais ses camarades socialistes s'empressèrent de considérer ses adieux comme définitifs. Moralité : il faut y réfléchir à deux fois, et même à quatre, avant de renoncer à la politique.

Affaires

Dans le langage usuel, elles sont bonnes ou mauvaises sans susciter de particulière indignation ou euphorie. Il faut les accueillir avec fatalisme : « Les affaires sont les affaires », proclamait Octave Mirbeau en titre d'une comédie corrosive. En politique, c'est tout autre chose : une espèce de mal fulgurant et mortel qui frappe la micro-société de nos élus ou dirigeants, en moyenne une fois par législature. Le mot se conjugue avec un nom propre : l'affaire Ben Barka, autrefois, et, au fil de la V^e^ République, les affaires Markovic, de Broglie, Boulin, Urba, Pelat, Noir-Botton, Clearstream, Woerth (M. et Mme), sans compter celles que l'histoire laissera au rebut. Quelques exceptions : des affaires anonymes comme celle des fausses factures de la Mairie de Paris ou du raid contre la Société Générale. Dans presque tous les cas, l'affaire se solde par une ou plusieurs exécutions capitales. Cette expression devant être prise au sens figuré. De belles carrières se sont englouties dans les affaires, notamment celle de Michel Noir, ancien député-maire de Lyon qui se voyait déjà promis à un destin présidentiel. Quelquefois, les hommes politiques ainsi grièvement atteints tentent, après une retraite de quelques années, de repartir de zéro et de reprendre le fil de leurs ambitions. Rares sont ceux qui y parviennent. L'ancien maire de Grenoble, Alain Carignon, qui fut ministre avant de connaître l'ombre du cachot, s'est présenté aux suffrages des électeurs, une fois sa peine purgée. Il bénéficiait de l'amitié du président de la République Nicolas Sarkozy avec qui il avait siégé dans un gouvernement Balladur. Peine perdue : le malheureux, qui se promettait de

régler quelques comptes, à dû se contenter de retourner aux affaires, les vraies, celles qui rapportent autant d'argent mais en toute légalité.

Les affaires sont presque toujours déclenchées par la presse, la presse écrite. Longtemps, *Le Canard enchaîné*, qui ne vit pas de publicité et peut se payer le luxe de la liberté, a eu le monopole de ces coups d'envoi. Les affaires font les délices des citoyens qui vivent modestement et exclusivement de leur salaire : elles font les choux gras et mettent du beurre dans les épinards de certains journaux.

L'affaire du *Rainbow Warrior*, qui a coûté son portefeuille et peut-être même la vie à l'aimable mitterrandien Charles Hernu, a été « sortie » par *Le Monde* et plus particulièrement par le journaliste Edwy Plenel, alors en étroite relation avec le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe. Le soupçon vient naturellement à l'esprit le plus simple : Joxe s'est énergiquement défendu d'avoir donné le moindre grain à moudre à Plenel. Et pourquoi aurait-il voulu nuire à Hernu qui était, naturellement, son ami ?

Pourquoi ? Eh bien, c'est tout vu. On était alors à la veille d'élections législatives qui s'annonçaient incertaines : elles ont d'ailleurs été perdues par la gauche qui s'était pourtant mitonné un mode de scrutin « sûr », à la sauce proportionnelle. Bien informé de ces sombres perspectives, le ministre de l'Intérieur pouvait penser raisonnable de sacrifier l'ami Hernu pour sauver l'empire mitterrandien.

Il arrive souvent que les affaires naissent d'un règlement de comptes. En 1994, un juge d'instruction nommé Halphen a vu tomber sur son bureau un dossier fiscal concernant une entreprise de peinture qui conduisait automatiquement au financement illégal du RPR par la Mairie de Paris. Le ministre en charge des impôts et dépositaire des vérifications approfondies s'appelait Nicolas Sarkozy. Il était l'homme de confiance du Premier ministre et candidat à la présidence de la République, Édouard Balladur. Le grand maître du RPR de la Mairie de Paris, c'était Jacques Chirac. Celui-ci n'a pas mis longtemps à savoir d'où venait le coup qui allait éternellement lui empoisonner l'existence. L'autre victime collatérale de cette affaire dite « de la Mairie de Paris » (emplois fictifs et financement occulte) est Alain Juppé

qui a payé la facture pendant plusieurs années. Chirac a fini par dénoncer dans le tome II de ses *Mémoires* le criminel, mais Juppé a prononcé l'absolution en échange d'un portefeuille de ministre d'État.

Sans avoir l'esprit tordu, on peut regarder l'affaire Clearstream comme la suite de ce mauvais coup. Exécuteur des hautes et basses œuvres de Chirac, Dominique de Villepin trouve, divine surprise, dans les listings de la chambre de compensation luxembourgeoise la machine infernale qui fera périr Nicolas Sarkozy.

Ces affaires qui captivent l'opinion pendant des mois ou des années, on n'en a jamais le fin mot. La justice trouve des coupables, oui, et parfois leur inflige, comme à Juppé, de terribles châtiments. Mais de là à connaître les manœuvres obliques, les vengeances mortelles, les stratégies ténébreuses qu'il y a derrière, ou dessous, c'est une autre affaire !

Airbus

Nous avons eu le Concorde. Aujourd'hui, notre orgueil national, c'est l'Airbus. Un avion qui rétablit miraculeusement notre balance commerciale et permet à nos politiques de nous donner enfin de bonnes nouvelles, aux Français de redevenir optimistes sur leurs capacités à affronter l'avenir. À chaque commande mirobolante, nous poussons de si beaux « cocorico » qu'on finirait presque par oublier que l'Airbus est une réussite franco-allemande. Et même un peu britannique, par-dessus le marché.

Ambition

La meilleure et la pire des choses, selon les circonstances et le côté où l'on se trouve. Une règle élémentaire en politique : ne l'avouer jamais. Au cours de l'hiver 1968-69, Georges Pompidou en voyage à Rome a eu le front de revendiquer la succession du Général épuisé.

Indignation furieuse des gaullistes patentés qui pourtant lui devaient tous leur survie. D'avoir avoué une ambition archinaturelle et légitimée par tous les Français, c'était pour ses « compagnons politiques » un blasphème. Certains soutenaient que les électeurs ne lui pardonneraient jamais ce meurtre du père.

Quelques mois plus tard, installé à l'Élysée dans le bureau du Général, le nouveau Président me disait, avec une lueur d'acier dans l'œil : « Quand on est à Matignon, et depuis longtemps, où porter son regard sinon ici, de ce côté-ci de la Seine ? »

Dans notre V^e^ République mâtinée de monarchie, il n'y a point de Premier ministre qui n'ait jamais songé à la présidence. Un Laurent Fabius, si jeune Premier ministre des années Mitterrand, ne s'est jamais remis de cette ambition présidentielle qui continue, au bout de quinze ou vingt ans, de lui nouer la gorge.

Fort de sa propre expérience, Pompidou, une fois élu Président, faisait signer à ses Premiers ministres une lettre de démission dont il ne manquait que la date. La précaution était inutile pour Pierre Messmer, un soldat cuirassé de discipline et de respect. Mais avec Jacques Chaban-Delmas, le Président, toujours aux aguets, avait vite flairé l'ambition suprême. Jacques Chirac, si souvent trahi dans sa confiance, a sûrement deviné l'ambition de hussard de Dominique de Villepin. Il s'en accommodait, sachant bien que les ambitieux ne manqueraient pas pour se disputer à dents rageuses sa couronne, sa dépouille. Nicolas Sarkozy, dès le premier jour de son règne, s'est employé à réduire son Premier ministre François Fillon à une dimension subalterne afin de lui interdire les trop folles espérances. Le successeur de Chirac sait mieux que quiconque combien l'on est facilement happé, hanté, dévoré par l'ambition présidentielle. Même et surtout lorsqu'elle demeure inavouée. Le cadet Jean-François Copé a eu le tort de se déclarer un jour destiné au poste suprême. Nul doute qu'il paie un autre jour cette faute.

Mais si l'on n'a pas l'ambition au cœur, mieux vaut choisir un autre métier. Il y en a où l'humilité est permise.

Ambulance

Est-ce Françoise Giroud qui a trouvé la formule : « On ne tire pas sur une ambulance » ? C'est du moins elle qui l'a écrite dans *L'Express*, histoire de montrer un peu de compassion envers le Premier ministre Chaban-Delmas alors empêtré dans mille embrouilles. Elle ne savait pas encore que, trois ans plus tard, elle serait prise par le démon (de midi) de la politique et deviendrait ambulance à son tour.

Quoi qu'il en soit, le principe qu'elle a énoncé n'est jamais appliqué en politique. Nous ne sommes pas dans l'humanitaire. Il y a au contraire une jubilation ostensible du troupeau lorsqu'un des animaux est blessé à mort. L'odeur du sang est comme un puissant aphrodisiaque. Plus de dix ans avant

le Sofitel de New York, Dominique Strauss-Kahn, quand il était ministre de l'Économie du gouvernement Jospin, a subi cette cruelle épreuve. Épinglé par la justice pour une affaire dont il devait être ensuite totalement blanchi, il a dû démissionner. C'est de ses « camarades » socialistes que sont partis les coups les plus violents. Mais, droite et gauche, toute la classe politique se réjouissait déjà de se voir débarrassée d'un concurrent insolemment brillant.

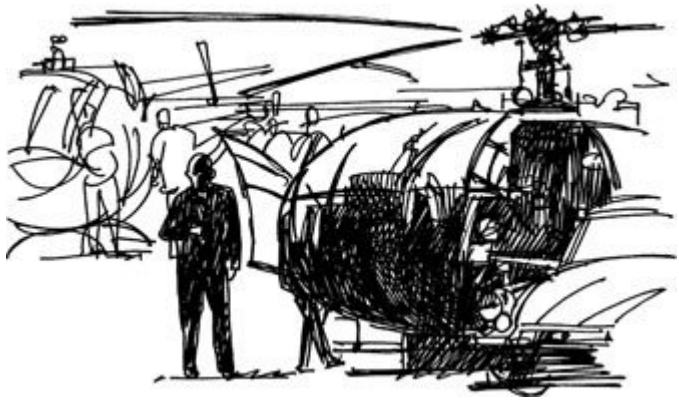
En fait, Françoise Giroud n'a jamais mis en pratique le principe qu'elle a énoncé. L'indulgence n'était pas sa tasse de thé. Moralité, car il y en a une en politique, elle s'est fait canarder à mort lorsque, comme ancienne ministre de Giscard, elle s'est présentée aux élections municipales à Paris contre Chirac. Elle a commis l'incroyable sottise de s'attribuer alors une médaille de la Résistance qui avait été décernée… à sa sœur. Échec électoral et fin de carrière politique.

Bonne fille, la société politico-journalistique a passé sous silence cette misérable anecdote de décoration usurpée. On ne tire pas sur un corbillard.

Âme

Lorsque j'ai commencé à fréquenter les hommes politiques (en ce temps-là, les femmes étaient si rares dans ce petit monde qu'on ne les rencontrait pas), je me suis posé une question élémentaire mais primordiale : « Ont-ils une âme ? » Aujourd'hui, après toute une vie à m'interroger à ce sujet, je ne suis pas encore sûr d'avoir trouvé la réponse. Et si la politique exigeait une insensibilité exceptionnelle, une nature d'homme spéciale ? On lit, ici et là, que pour faire ce drôle de métier il faut avoir le cuir épais. Mais derrière, ou dessous, y a-t-il un cœur qui bat, qui s'exalte, qui chavire ? Un esprit qui doute ? Un être qui s'enflamme ou qui désespère ?

Plus tard, lorsque j'ai approché et interrogé des dignitaires gaullistes qui venaient de parvenir au pouvoir dans la foulée du Général, ils m'ont raconté que le grand homme, le libérateur de la patrie, quelques mois après avoir rendu la France à son honneur, avait été submergé par un grand vent de désespoir. Quittant alors la capitale et ses politiciens (il disait : « politichiens ») incorrigibles et ingrats, il était parti quelques jours au bord de la mer, au cap d'Antibes, puis de retour il avait démissionné et s'était retiré dans sa thébaïde de Colombey-les-Deux-Églises. Il devait y rester douze ans. Dans ses *Mémoires de guerre*, il a évoqué ce coup de déprime : il en avait connu un autre pendant la guerre. Des envies de laisser tomber ce pays, qui, en somme, ne le méritait pas.



Après mai 68, j'ai mené de longues investigations sur les événements qui avaient déboussolé le monde politique, et en particulier sur le voyage éclair du général de Gaulle, à Baden, chez le général Massu qui commandait les troupes françaises en Allemagne. La thèse officielle, habilement répandue, unanimement admise tant par les politiques que par le peuple, était que de Gaulle avait effectué un repli stratégique magistral, une de ces manœuvres éclairs que l'on enseigne à l'École de guerre.

J'ai eu l'occasion d'interroger plusieurs officiers supérieurs qui se trouvaient à Baden : tous m'ont dit avoir vu alors un de Gaulle désemparé, en pleine déprime. Je l'ai écrit. Quelques gaullistes et – hélas ! – quelques journalistes m'ont traité d'affabulateur. Mais pour qui diable est-ce que je travaillais ? Il a fallu patienter quelques années pour que l'on me donne raison, des témoins indiscutables, le général Massu lui-même et, en 1983, Bernard Tricot qui était en 1968 secrétaire général de la présidence de la République. Pudiquement, ce haut fonctionnaire a déclaré à la télévision que de Gaulle était sujet à des « décalages psychologiques ». En fait, de vrais coups de bambou.

Les hommes politiques seraient donc sujets au spleen, au blues, et parfois à des dépressions qui peuvent durer plusieurs semaines. Mais les hommes d'État, qui sont moins que personne à l'abri de ces accidents de l'âme, se doivent de n'en rien laisser paraître.

François Mitterrand a eu une crise terrible qui a bien failli le pousser au suicide. C'était après la rocambolesque affaire de l'Observatoire où il s'était escagassé dans ses propres mensonges.

Deux jours avant sa déconfiture annoncée à la présidentielle, Balladur bouclait sa campagne dans les fermes à élevage de la Mayenne, offrant aux électeurs ruraux un chagrin distant, ennuyé, à peine courtois. J'étais assis à côté de lui dans un car qui l'emmenait, avec une petite escouade de journalistes, aux alentours de Château-Gontier. Il savait, et il savait que nous savions tous. J'ai tenté bêtement de jouer les consolateurs : « Dimanche soir, vous n'attendrez pas les derniers chiffres pour annoncer votre soutien à

Chirac. Vous lui fixez un rendez-vous pour le lendemain. Et là, en échange de votre loyauté, vous lui demandez la Mairie de Paris… » Il m'a lancé un regard à vous faire entrer sous terre : « Vous n'y pensez pas ? Vous me voyez m'occuper des poubelles et des crottes de chien ? »

Dans la défaite, Ségolène Royal a manifesté une espèce de jubilation qui doit bien relever de la pathologie psychosomatique. Du reste, elle a effacé de sa mémoire et même de son inconscient ce 6 mai 2007. Cas exactement inverse : au bout de trente ans, Valéry Giscard d'Estaing n'a pas réussi à assimiler le camouflet inique, forcément inique, que lui a infligé le corps électoral au printemps 1981. Quelques mois plus tard, avec ce qui pourrait presque passer pour de l'humilité, il a repris son ascension de zéro en se présentant à une élection cantonale dans le Puy-de-Dôme. Il allait de ferme en ferme, conduisant lui-même une petite voiture verte, sa femme Anne-Aymone souffrant en silence le martyre sur le siège arrière. Mais lorsqu'on lui posait une question évoquant de près ou de loin son grand malheur de 1981, il passait à un autre sujet, sans doute pour ne pas laisser les larmes jaillir de ses yeux.

Ami

Ce beau nom, en politique, ne doit pas être pris au pied de la lettre. Il n'a pas le même sens que pour Montaigne et La Boétie. Lorsque Jacques Chirac parle d'Édouard Balladur, c'est au passé : « Un ami de trente ans. » C'est-à-dire un ennemi juré.

En consultant l'histoire depuis César et Brutus, on constate que l'amitié en politique n'a rien à voir avec le sentiment. La règle est connue : « Mon Dieu, protégez-moi de mes amis. Pour mes ennemis, je m'en charge. »

Un ami, ce n'est rien qu'un camarade de parti, de chapelle ou de courant de pensée. On en change au fil des événements, ils vous lâchent au premier coup de tabac. Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007, le candidat François Bayrou, malgré un score miraculeux de quelque 18 % de voix, a vu tous ses amis centristes lui filer entre les doigts pour rejoindre le vainqueur promis du second tour. Bayrou n'en a pas été exagérément surpris : ils avaient des carrières à assurer, des sièges à préserver, bref, une vie à mener. Il faudrait être naïf pour croire que les amitiés en politique sont scellées dans le marbre.

Au fur et à mesure que l'on gravit l'échelle sacrée du pouvoir, on voit venir à soi des amis pas toujours désintéressés, pas forcément honorables. Avant de partager avec eux les délices du gouvernement, Michel Poniatowski, ami attitré de Giscard, traitait les gaullistes de « copains et coquins ». Plus les responsabilités sont lourdes, plus les amitiés sont périlleuses.

Parvenu au sommet, doit-on, comme de Gaulle, s'interdire les amis ? Une fois à l'Élysée, Giscard n'a guère tardé à écarter Poniatowski à l'amitié encombrante. Ayant une conception solitaire du pouvoir, il se refusait à choisir

ses amis dans la classe politique et réservait son commerce à des hommes de son rang : en l'occurrence le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt qui, délicate coïncidence, n'avait aucune sympathie pour les socialistes français. Dans ses mémoires, l'ex-Président raconte comment, le cœur glacé, il a cru voir son ami allemand mourir à ses pieds, sur un tapis.

Tout a changé avec Mitterrand. Le président-à-la-rose a érigé l'amitié en valeur fondamentale – de la République, de la démocratie, du civisme. Quiconque était reconnu comme son ami devenait intouchable.

Longtemps, ce privilège a été réservé à Georges Dayan, compagnon d'humeur placide doué d'humour froid. Dayan disparu peu de temps avant l'avènement mitterrandien, la place a été occupée dès les premières heures du règne par un favori d'une autre espèce, trapu, débonnaire, Roger-Patrice Pelat, homme d'affaires et d'argent, de cet argent que le nouveau génie du socialisme prétendait abhorrer.

Dans ces années où la gauche française découvrait les délices et les embarras du pouvoir, on voyait les deux amis déambuler dans Paris, accoutrés comme des gentilshommes fermiers, partis d'un pas de sénateur à la recherche d'une édition rare.

Pelat était gaulliste, élu local sous l'étiquette du parti de Chirac. Mais résistant authentique et reconnu, sa fréquentation permettait peut-être à Mitterrand de camoufler une autre amitié, honteuse celle-là, avec le « collabo » Bousquet qui avait livré des cohortes de Juifs à l'occupant nazi. En somme, la haute silhouette de Pelat effaçait la francisque que Mitterrand avait portée sous Pétain avant d'opter à point nommé pour la Résistance.

Mitterrand élu, l'ami Pelat est promu citoyen d'exception, au-dessus des lois, à commencer par celles du marché. Son entreprise, Vibrachoc, est rachetée *illico presto* par un groupe nationalisé à un prix dépassant largement sa valeur boursière. Un peu plus tard, le compagnon de promenade du chef de l'État est soupçonné de délit d'initié : d'avoir, grâce à des informations

recueillies dans les antichambres du pouvoir, réalisé un joli coup de Bourse. La justice s'en mêle. Alors Mitterrand, quittant son olympe élyséen, s'en vient à la télévision défendre l'épinglé d'un argument irréfutable et souverain : l'amitié. Une vieille amitié conférant à Pelat l'immunité.

Et puis la fatalité intervient : la mort frappe l'ami de façon soudaine et l'affaire est enterrée. On notera d'ailleurs que l'amitié de Mitterrand déclenche des puissances meurtrières : après Dayan, Pelat, François de Grossouvre et Pierre Bérégovoy n'y survivront pas.

En amitié, Mitterrand se montre généreux mécène. À l'un, Rousselet, il donne une chaîne de télévision. À l'autre, Dumas, le ministère des Affaires étrangères. À ceux du second rang, une ambassade, une prébende, un fromage. Le Président que les socialistes appellent Dieu, renoue avec une pratique que la République avait interrompue. Les prédécesseurs de Mitterrand, à l'école vertueuse du général de Gaulle, n'osaient pas afficher le prix de leur amitié.

Au cours de son long règne, le président socialiste ne dédaigne pas les amitiés fructueuses comme celle du mécène Pierre Bergé. Jacques Chirac, qui certes ne se déclare ni socialiste ni allergique à « l'argent qui corrompt », reprend le flambeau : ses liens avec François Pinault et avec le nabab libanais Rafic Hariri sont publics.

Sur ce terrain des amitiés en or massif, Nicolas Sarkozy pulvérise les records et s'en flatte. Dès le soir de son élection, il boit le champagne avec les plus grands patrons du pays, plaçant ainsi sa présidence sous le signe de l'argent roi. Même la crise ne le fait pas renoncer à ses copinages trop rutilants.

Mais le sixième président de la V^{e} République n'oublie pas pour autant ceux de ses amis qui ne sont pas nés coiffés, acteurs, chanteurs, potes de la jet-set. Il leur distribue les hochets de la République, rubans bleus ou rouges, missions dans des groupes de travail ou à l'étranger. Que l'acteur Christian Clavier ait sa pelouse occupée par des autonomistes corses et le sang de Sarkozy ne fait qu'un tour : un commis de l'État est puni pour avoir négligé ses devoirs de protection des amis du Président. Quant aux journalistes, ceux qui ne sont pas « avec » lui sont « contre » lui.

Ah ! Vous n'auriez jamais imaginé un Giscard ou un Pompidou montrer un semblant d'amitié pour un journaliste. Des deux côtés de la barrière, on était respecté, considéré, craint. C'était le bon temps.

Amour

L'amour en politique est coté comme au CAC 40. Nos grands fauves, parvenus ou non au sommet de leur trajectoire, ne cessent d'en consulter le cours grâce aux instituts de sondage. Arrive toujours, inexorable, le temps du désamour, ce qui prouve bien qu'il y a eu quelque amour auparavant. Parfois, c'est l'inverse : François Mitterrand a été, dans la force de l'âge, l'homme le

plus haï de France. Mais une fois à l'Élysée, malgré toutes sortes de mésaventures ténébreuses, « Tonton » est devenu l'objet d'un élan irréfrénable. Et la « tontonmania », ce culte du peuple de gauche, faisait monter jusqu'à lui les parfums enivrants de l'encens. Erik Orsenna, qui fut son nègre avant de se mettre à son compte et d'entrer à l'Académie, a écrit en 1995 un livre magistral et malicieux sur le phénomène. Titre : *Grand amour*. Mitterrand ne lui en a pas été éternellement reconnaissant mais il l'avait déjà récompensé, huit ans auparavant, en le nommant maître des requêtes au Conseil d'État.

Quant à Franz-Olivier Giesbert, tout au long du règne, il a été en butte à la défaveur du monarque pour avoir écrit sur lui une biographie excellente mais qui avait déplu. Et puis, sur le tard, alors que Mitterrand, luttant contre son cancer, arrachait des larmes à la France presque réconciliée, Giesbert est allé se jeter dans les bras du pauvre malade et avait déclaré son remords dans un livre intitulé *Le Vieil Homme et la Mort*. On y lit ceci : « Avec lui, j'étais comme l'Hermione de Racine. Je l'aimais trop pour ne le point haïr, je le haïssais trop pour ne le point aimer. S'il ne m'avait pas rabaissé par ses éloges, je n'aurais pas résisté à l'élan qui m'entraînait vers lui… Il remit sa main sur ma veste pour en ajuster le col. C'était un geste de femme et il me ravit. Je lui rendis la pareille. Pour un peu, je l'aurais embrassé. »

En lisant ces phrases, Jack Lang a dû périr de jalousie. Mon cœur n'a jamais battu pour la statue de pierre blanche au regard de boa que j'ai eue parfois devant moi. Pour moi, il y avait du Méphisto dans cet homme-là, et il fallait s'interdire de souper avec lui, même avec une longue cuiller.

Mais enfin, soyons juste : nous n'avons guère eu de politique qui ait reçu autant d'amour… et l'ait si peu mérité. De Gaulle ? Le Général a eu une armée, des légions, des godillots. Mais il n'appelait pas l'amour, pas même au temps où il a été le plus populaire. Pompidou, c'était le super-prof de mai 1968. Quant à l'ineffable Giscard d'Estaing, il a cru quelques instants, après son élection, qu'il serait le bien-aimé, comme son pseudo-ancêtre Louis XV. Mais il singeait les rois de France et il y a longtemps que les Français sont fâchés avec la monarchie, même s'il leur vient parfois des bouffées de nostalgie. Enfin, Sarkozy : pas assez ventru, provincial, bon vivant pour inspirer à ses électeurs un sentiment amoureux.

La preuve est donc patente que cet amour, auquel nos politiques aspirent, n'est pas nécessaire pour parvenir au sommet. Ce serait d'ailleurs à désespérer…

Amours

Qu'elles soient hérétiques ou hétéro, orthodoxes ou pas très catholiques, amourettes ou flambées dévorantes, elles sont en règle générale jugées incompatibles avec une vie politique bien conduite. Voyez l'histoire : combien de destins éblouissants, du général Boulanger à Paul Reynaud, se sont

fracassés sur des coups de foudre qui ne feraient même pas un mauvais roman. Giscard, qui en a écrit de pires avec une plume de midinette adolescente, a songé un jour, paraît-il, à quitter Anne-Aymone, et pas pour une altesse royale. Jacques Chirac, lui, a bien failli sacrifier son avenir et Bernadette à une femme que nous autres, sur le bord de notre Aventin, nous connaissons, belle, vive, spirituelle.

Ah, ce n'est pas Mitterrand qui aurait abandonné la mère de sa fille ! Exception à toutes les règles du savoir-vivre en politique, l'homme-à-la-rose a su concilier le légitime et le morganatique, le chrétien et l'anticlérical, la gauche et la droite, le socialisme et le centre droit, et tout le monde y a perdu son latin.

Nicolas Sarkozy a réussi le premier depuis l'Ancien Régime à mêler, avec une dextérité savante, ses ambitions et ses amours, heureuses et malheureuses. Quand Cécilia, son épouse n° 2 que depuis des années il tenait fermement à la main, est partie, il s'en est allé à la télévision raconter ses déboires conjugaux comme le boulanger de Pagnol mais sans la voix de Raimu. Puis elle est revenue, pas vraiment pour de bon, puis est repartie. Et cette fois, on a bien cru qu'il allait craquer, notre tout nouveau Président. Mais la bonne fée Séguéla veillait. Oui, ce Séguéla même qui avait si bien arrangé, vingt-six ans plus tôt, les épousailles de Mitterrand avec la France. La politique, chez nous, c'est une province à la Flaubert avec toutes sortes de chassés-croisés invraisemblables. Bref, voilà notre président-de-tous-les-Français amoureux. En moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire, le voilà remarié. Avec sur les bras un enfant que sa nouvelle épouse, Carla, a posé dans la corbeille de noces.

La nouvelle Mme Sarkozy a fait de son mari le premier bobo de France et corrigé quelques faux pas impardonnables comme lorsqu'il s'est endormi à la Comédie-Française à une pièce de Jean-Luc Lagarce que le Tout-Paris des

lettres qualifiait de géniale. Après une année de cours du soir, il a officialisé sa conversion en nommant Frédéric Mitterrand au ministère de la Culture.

Mais enfin, la belle histoire d'amour avec Carla est une exception : en politique, il vaut mieux garder ses élans du cœur dans une pudique clandestinité. Le verbe aimer doit être exclusivement réservé aux électeurs, au peuple, au pays. Et alors on peut laisser déborder son cœur et ses lèvres.

Âne (coup de pied de l')

Sans aucun doute, La Fontaine, mon moraliste préféré, pensait à François Mitterrand lorsqu'il a écrit sa fable « Le lion devenu vieux » : attaqué par ses propres sujets « forts par sa faiblesse », il attend son destin sans se plaindre. Mais lorsqu'il voit l'âne venir à lui pour lui porter un coup, l'ancien roi des animaux se révolte :

« Ah ! c'est trop, lui dit-il, je voulais bien mourir
Mais c'est mourir deux fois que souffrir tes atteintes. »

L'âne de Mitterrand, c'est Lionel Jospin. D'un militant anonyme dont il ne savait pas qu'il était un sous-marin trotskiste, le vieux lion socialiste, entrant à l'Élysée, a fait son successeur à la tête du parti socialiste. Faveur de roi, insigne et même « injuste », ronchonnaient en silence ses concurrents. Pendant sept ans, Jospin a accompli sa tâche avec une rudesse de bon aloi. Puis il a eu soif d'un autre destin et l'a annoncé *urbi et orbi* sans attendre d'avoir adressé sa requête au président-parrain. Bref, en 1994, Mitterrand, vieux et faible, abandonné de tous comme le lion de La Fontaine, voit son passé pétainiste mis à jour. Le peuple de gauche avec ses dignitaires clame son indignation. Jospin y va de son couplet, lui aussi, en revendiquant la main sur le cœur son « devoir d'inventaire », jolie formule qu'il refusera de s'appliquer à lui-même lorsque sera révélé son passé de révolutionnaire clandestin.

Le coup de pied de l'âne, si parfaitement décrit par La Fontaine, est une figure classique du quadrille politique. Mitterrand et Chirac l'ont souvent subi stoïquement. Sarkozy ne perd rien pour attendre : quand il sera faible et esseulé, les ânes ne lui manqueront pas.

Aphorisme

Quel acteur de la politique n'a pas, à un moment quelconque, lancé un aphorisme en guise de mot de la fin ? En la matière, il y a des modes. Sous la IV^{e} République, on dénonçait volontiers la « politique du chien crevé au fil de l'eau ». Jacques Delors, que nul ne soupçonne d'aussi criminels desseins, faisait grand usage de la phrase de Lénine : « Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. »

De nos jours, on ne se prive pas de rappeler cette formule administrée par nos meilleurs économistes : « Les emprunts d'aujourd'hui sont les impôts de demain. » Mais tous les aphorismes ne se valent pas. Ceux que lançait jadis

Raymond Barre visaient à rappeler au bon peuple sans diplômes que le chef du gouvernement avait été longtemps professeur à Sciences-Po et auteur d'un manuel d'économie recommandé à plusieurs générations d'étudiants.

Je respecte trop la politique pour ne pas avoir en horreur cet aphorisme d'Édouard Herriot, grand ponte du radicalisme au siècle dernier et gastronome insatiable : « La politique, c'est comme l'andouillette. Ça doit sentir la merde, mais pas trop. » Il n'y a guère d'ouvrage sur la politique qui ne rappelle cet aphorisme malodorant. Voilà qui est fait. Mais j'aime bien l'andouillette.

Appartement de fonction

La République a mis un point d'honneur, pendant cent trente ans, à loger royalement ses serviteurs. Du moins ceux d'entre eux, rares, qui ne possèdent pas un décor digne de leur éphémère aristocratie.

Hélas et, si j'ose dire, misère ! En 2005, un jeune ministre de l'Économie et des Finances, Hervé Gaymard, père de huit enfants, provoque un tsunami dans l'opinion pour avoir loué aux frais de la princesse un appartement de plusieurs centaines de mètres carrés avenue Montaigne, une des artères les plus chic de la capitale. Empoisonné, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, lui-même petitement logé à l'hôtel Matignon, le condamne à déménager et à démissionner.

On se demande à quoi tient un avenir prometteur en politique : Gaymard n'a pas quarante-cinq ans ! Jusque-là, on n'a jamais cherché des poux dans la tête de qui que ce soit pour des histoires de pied-à-terre. Son collègue Patrick Devedjian, ministre de l'Industrie, n'ayant pu être logé à Bercy dont les appartements sont accaparés par le ministre des Finances Nicolas Sarkozy, se voit mettre à sa disposition un duplex dans l'île Saint-Louis, avec vue sur Seine. Il habite Antony, il n'a que quatre enfants dont deux ne sont plus à sa charge, et, avec les embouteillages, il lui faut bien un logement de fonction entre Bercy et l'Élysée. Bingo ! On voit sa belle voiture noire stationner, de jour comme de nuit, sur le pont Louis-Philippe. Le chauffeur tue le temps en bavardant avec le garde du corps.

L'affaire Gaymard met fin à ces sortes d'abus. Enfin, presque : Raffarin fait établir le barème des surfaces allouées aux ministres, proportionnelles au nombre des enfants « à charge ». Mais ministres et hauts fonctionnaires continuent d'être logés par la République, certains bénéficiant d'appartements dont la puissance publique est propriétaire dans les beaux quartiers.

Soyons justes, il y a eu un coup de balai. Je revois la consternation qui s'est emparée de certains de nos dignitaires, locataires depuis trente ou quarante ans et obligés de déguerpir dans les trois mois ou de payer un loyer « au prix du marché ». Tant et si bien qu'aujourd'hui des chargés de mission sont logés, pour les besoins du service, dans des immeubles de fonction et d'époque tandis que leurs patrons sont obligés tous les soirs de quitter leurs dorures républicaines.

Aragon (Louis)

Parfois, sous le coup d'une inspiration fulgurante, les poètes se lancent dans l'aventure politique. Hugo, Lamartine, et lui, Aragon, figure angélique du parti communiste pendant un demi-siècle. En 1982, l'année de sa mort, il est encore membre du comité central du PC, célébré à la fête de l'Humanité avec une solennité burlesque. En privé, comme on sait, c'est autre chose…

Mon père et lui étaient amis d'adolescence. Au même lycée, dans la même classe, tous deux nés en octobre 1897, mon père le 2 et lui le 3. Ils se partageaient les deux premières places. Parfois, une jeune femme qu'il présentait comme sa sœur et qui était sa mère venait le chercher à la sortie des cours. Pendant la guerre, avant de s'engager, mon père en 1915 et lui en 1918, ils échangent des lettres d'un patriotisme impeccable. Après la victoire, Aragon met fin à cette amitié qu'il juge sans doute trop bourgeoise. C'est Nancy Cunard qui l'occupe alors entièrement.

Un jour de 1972, mon père me demande d'organiser une rencontre : ils ne se sont pas vus depuis plus d'un demi-siècle. Nous voilà donc partis tous les deux, dans cet appartement de la rue de Varenne, en haut d'une annexe de Matignon, que Georges Pompidou a fait attribuer à notre gloire nationale pour qu'il y finisse ses jours. Je suis témoin de ces retrouvailles embarrassées : les deux patriarches ne savent pas par quoi commencer, devinant sans doute la bizarrerie de cette rencontre. « Tu te souviens » : ce n'est pas leur genre. Pour meubler le silence, Aragon nous commente les photos qui occupent tout le mur de son salon. Il n'y en a aucune de Brejnev qui lui a pourtant remis la médaille de la Révolution quelques semaines après avoir écrasé le printemps de Prague.

Pour briser la glace, je lance Aragon sur Waldeck-Rochet. Le secrétaire général du PC a soutenu de mauvaise grâce l'Union soviétique qui a fait taire avec ses chars la jeunesse tchécoslovaque. Là-dessus, il a été expédié à Moscou pour s'y faire soigner et il en est revenu à l'état de légume.

Alors, Aragon prend feu. Il se lance dans une furieuse imprécation

contre les médecins soviétiques, disant que lorsqu'on tombait entre leurs mains on était assuré de ne pas s'en tirer. Lui-même avait échappé une ou deux fois, durant ses séjours à Moscou, à cette hospitalisation en forme de condamnation. Il disait : « Jamais… jamais… » Il en avait encore froid dans le dos.

En descendant l'escalier de ce bel hôtel du XVIIIe siècle, mon père m'a poussé du coude et m'a soufflé à l'oreille : « Il a beaucoup vieilli. » Je trouvais au contraire que la politique lui donnait un regain de jeunesse. Il ne nous avait pas une seule fois parlé d'Elsa.

Argent

Pourquoi, je vous le demande, Michel Rocard a-t-il fait rire la France lorsque, fraîchement nommé Premier ministre, il a déclaré le 29 juin 1988 : « Nous sommes socialistes, donc nous ne nous intéressons pas à l'argent » ? Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, sept ans plus tôt, la France avait été éberluée par quelques scandales. Et Mitterrand lui-même, qui s'était jadis fendu d'un couplet sur l'agent-qui-salit-et-qui-corrompt avait laissé se constituer autour de lui quelques fortunes éclairs.

Mais Rocard, débarquant à Matignon, riche de bonnes et vertueuses intentions, n'imaginait pas que le second mandat du président socialiste verrait les vilaines affaires d'argent surgir comme champignons après la rosée. En guise d'apothéose, après le raid manqué sur la Société Générale ou l'affaire Tapie-Crédit Lyonnais (qui connaîtra son épilogue dix-sept ans plus tard !), le septennat est couronné, si l'on ose dire, par la pitoyable histoire du prêt consenti par l'ami (du Président) Pelat au Premier ministre Pierre Bérégovoy pour l'achat d'un appartement du côté de l'avenue Foch. (Quelle mouche avait piqué le brave Béré de vouloir habiter entre les émirs du Golfe et le baron belge Albert Frère, enrichi dans la quincaillerie ?)

En mal d'explication, le Premier ministre, qui commence à perdre la tête, prétend qu'il a remboursé sa dette avec quelques livres anciens. Les Français comprennent que, au lieu de ce riche et sulfureux prêteur, il pouvait emprunter son million de francs (150 000 euros) à son banquier dont, à la différence des Français du type lambda, il n'aurait pas eu besoin d'attendre deux mois la réponse.

Au même moment, le député-maire de Lyon Michel Noir s'enferre avec son gendre Pierre Botton dans des sommes cent fois plus importantes dont il ne peut révéler l'origine. Devant le juge Courroye, alors à ses débuts et ne disposant pas encore de hautes relations, Noir avoue que le mari de sa fille lui paie ses costumes, ses notes de restaurant, ses déplacements et jusqu'au cadeau d'anniversaire de sa femme. Et il ajoute cet aveu en quelque sorte impayable : « Je croyais qu'il s'agissait de ses deniers personnels ! »

Alors que le chômage atteint la barre des cinq millions, ces histoires de millions de francs, celui de Bérégovoy et ceux consentis à Noir par son

gendre, ont de quoi indigner les militants – de droite et plus encore de gauche.

Assistant dans la Nièvre à un banquet, oh ! très frugal, de vétérans socialistes, j'ai eu la légèreté de hausser les épaules sur le petit million du Premier ministre. Mon voisin de table m'a foudroyé : « Monsieur, ici, dans le département, pour cette somme, on a un château ! »

On était en 1993. Voilà donc une vingtaine d'années que la justice et l'opinion se relaient pour stigmatiser et condamner les indélicatesses de nos politiques. Vingt ans d'un cycle infernal qui a vu des élus et des ministres appréhendés sous les ors de la République comme de vils malfaiteurs. La liste est longue de ceux qui ont été condamnés. Et, du coup, les Français ont acquis, hélas ! la conviction que l'ensemble de la classe politique est malhonnête, cupide, et pour tout dire pourrie jusqu'à la moelle.

Nous, journalistes, étions accusés par les élus d'être à l'origine de cette détestable réputation. Comme mes confrères, je me suis posé la question : fallait-il couvrir d'un silence pudique ces affaires d'argent pour ne pas mettre en danger la démocratie et ses fondés de pouvoir ? Je me suis attiré quelques inimitiés, de Tapie à Carignon, en passant par le duo Noir-Botton. Je n'en ai pas été troublé outre mesure. Compromettre son honneur pour de l'argent m'a toujours paru imbécile.

Raison de plus pour prendre ici et maintenant la défense de nos politiques. Il n'y a pas plus, chez eux, de corrompus que dans le commun de la population. Il y a même davantage d'exemples de vies sacrifiées à la politique et parfois ruinées par elle. J'ai rencontré, bien sûr, des personnalités « éminentes » dont la fortune avait de quoi intriguer : tel Bernard Pons, médecin de campagne à l'origine, qui, après une vie de ministre, possédait une grande propriété sur la Côte d'Azur et son yacht en Méditerranée. Avec ses diamants offerts par Bokassa, Giscard a, lui aussi, contribué à faire croire à nos compatriotes que le pouvoir se rétribuait en pierres précieuses.

Au fil des scandales, des procédures et des condamnations, les Français sont devenus incroyablement pudibonds sur les rapports entre argent et politique. Ils ne sont pas les seuls : cette vague de moralisation civique a atteint toutes les démocraties, à commencer par celle qui paraissait jusqu'ici irréprochable, l'Angleterre.

Pour autant, nos politiques sont-ils désormais des parangons de vertu ? C'est plutôt la vigilance de la justice et de la police qui s'est renforcée. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, le nombre des conflits d'intérêts impliquant des députés ou des ministres n'a nullement fléchi. Les rémunérations hyperboliques des dirigeants du CAC 40 ou des cadres de la finance font naturellement saliver des personnes n'ayant pour vivre que leurs indemnités d'élu.

Ascenseur

En politique, Roux et Combaluzier sont des prophètes et le renvoi d'ascenseur un dogme. Celui-ci est, naturellement, fait pour qu'on le bafoue mais au risque de le payer cher. Les électeurs, pourtant, ne s'offusquent pas qu'un service rendu réponde à un service prêté.

Le plus spectaculaire renvoi d'ascenseur s'est produit sous la régence d'Édouard Balladur qui faisait mine de ne pas y toucher. On était à six mois de l'élection présidentielle et le Premier ministre commençait à peine à douter de son succès. Le roi du béton (et de quelques autres gâteaux) Francis Bouygues était mort un an plus tôt. Son successeur, son fils Martin, n'avait certes pas hérité de sa délicatesse pour ce type de manipulation. Avec superbe, Balladur octroie coup sur coup au groupe Bouygues la moitié du plus grand chantier de l'année, la construction du Stade de France, et le troisième réseau de radio-téléphonie. Le lendemain, sans plus attendre, Balladur est invité au journal de 20 heures de TF1, interrogé longuement et gracieusement sur tous les bienfaits de sa politique.

Ministre et fils spirituel d'Édouard Balladur, Nicolas Sarkozy n'a pas attendu d'entrer à l'Élysée pour lancer à son tour l'ascenseur en direction du groupe Bouygues. Martin est son ami proclamé, ce qui légitimerait les attentions que lui prodigue Sarkozy récompensé par des heures d'antenne à TF1. La suppression de la publicité sur les écrans de la télévision publique est le plus somptueux des cadeaux. Et TF1 a peut-être bien renvoyé l'ascenseur

en se séparant de sa star Patrick Poivre d'Arvor, coupable d'une impertinence inattendue lorsqu'il a traité le président de la République de « petit garçon ».

Avec celles et ceux qui sont entrés dans son premier cercle, Nicolas Sarkozy échange des marques appuyées d'amitié. Il faudrait avoir le regard vicié pour y voir l'ombre d'un ascenseur.

Autodidacte

Employé à Gaz de France, apparatchik de seconde zone au parti socialiste avant Mitterrand, Pierre Bérégovoy se retrouve, du jour au lendemain, secrétaire général de l'Élysée et s'émerveille : « Vous vous rendez compte, me dit-il, me voilà patron de tous les énarques de France. Moi, un autodidacte ! »

Sans doute choisi par Mitterrand pour sa modestie, « Béré » affiche sa condition d'autodidacte comme d'autres leur arbre généalogique. Le jour où il me fait cette confidence attendrissante, il vient d'accueillir sur le perron de l'Élysée le président des États-Unis, George Bush père. Ouvrant le tiroir de son bureau d'époque, il brandit la photo immortalisant la rencontre, lui-même entre Mitterrand et le visiteur, avec, aux lèvres, un sourire à vous fendre le cœur.

Il faut dire que dans notre monde politique, les autodidactes ne sont pas légion. À droite, on ne croise que des super-diplômés. À gauche, des enseignants formés au feu des réunions de section. Bérégovoy a été remarqué avant Épinay, par le chef du parti, Alain Savary. Mais arrive Mitterrand et, sur-le-champ, notre autodidacte change de camp et se met au service de celui que les socialistes appellent déjà, comme par avance, « le Président ». Il n'a pas eu besoin de hautes études pour apprendre qu'en politique il faut marcher dans le sens du vent.

Hélas ! Mitterrand qui n'a pourtant pas la religion des diplômes, ne devait pas lui porter beaucoup d'estime ni d'amitié. Il lui a fallu plusieurs expériences malheureuses – Rocard puis Édith Cresson – pour qu'il se décide à nommer Premier ministre celui que la presse appelait le « Pinay de gauche » – comme si ces deux mots étaient compatibles ! Il est vrai que c'est à quelques mois d'élections annoncées comme perdues. Le vieux Président sait ses jours comptés et peut pratiquer une souveraine indifférence.

Les autodidactes, tant d'années après la mort de Bérégovoy, sont une espèce en péril. En politique, les rares qui subsistent sont confinés dans l'anonymat. Dans le journalisme, c'est pareil. Je me flatte d'être l'un des derniers à n'être passé ni par une école spécialisée ni par Sciences-Po. J'ai publié mon premier article à dix-neuf ans et j'ai appris mon métier grâce à des rédacteurs en chef qui me faisaient recommencer huit fois un entrefilet et me disaient : « Finalement, c'est la première version qui est la bonne. » Quant à la politique, je l'ai apprise sur le tas, dans les congrès ou les corridors, en observant des maîtres comme il n'y en a plus, les Edgar Faure, Defferre ou

Chaban-Delmas. De nos jours, les partis enseignent aux hommes et aux femmes, avant de les lâcher sur le pavé de la politique, l'art et la manière de parler aux médias. C'est plus qu'il ne faut pour se lancer dans la carrière.

Autorité de l'État

C'est la formule cabalistique avec laquelle les hommes qui exercent le pouvoir tentent d'exorciser les rébellions. En France, sous la Ve République, l'État a tous les moyens jusqu'à l'excès, d'exercer son autorité. Il n'est menacé par aucun contre-pouvoir : il place ses hommes à tous les postes où cette autorité se manifeste. À sa tête, un homme, appelé son « chef » élu pour cinq ans, n'a de comptes à rendre à personne sinon au peuple au terme de ce quinquennat, libre de ses choix tant pour la grande stratégie que pour les promotions individuelles. Auprès de lui, le gouvernement et le Premier ministre lui servent de « fusibles ». C'est sa politique qu'ils mènent, quoi qu'en dise la Constitution. Son discours seul est parole d'Évangile.

Alors, quand nos politiques invoquent cette sacro-sainte autorité, c'est généralement qu'elle leur fait défaut. Ils ne devraient s'en prendre qu'à eux-mêmes, car aucun texte, aucun code, aucune Constitution ne garantit l'autorité de l'État.

Au mois d'avril 1983, en voyage dans le Nord, François Mitterrand exhorte le peuple de gauche, tout-puissant depuis le début du siècle dans la région, à rétablir l'État dans toute son autorité. Il n'y a pas deux ans que le président socialiste trône à l'Élysée. À divers signes, la confiance qui donne à l'État son autorité semble déjà s'effriter. Les électeurs ont clairement exprimé leur dédain aux élections municipales en privant la gauche de seize villes de plus de trente mille habitants. Le Premier ministre Pierre Mauroy reconduit, mais avec un effectif gouvernemental diminué de moitié, est obligé de présenter un plan de rigueur dont il niait la nécessité avant le scrutin. Les médecins et les étudiants sont mobilisés sans relâche contre le pouvoir, et la droite annonce avec jubilation un autre mai 68 mais « à l'envers ». La réforme de l'Éducation nationale, en chantier depuis deux ans, suscite des manifestations spectaculaires, et les agriculteurs se battent parfois violemment, les producteurs de porc et de lait pour commencer, bientôt suivis par les viticulteurs du Midi.

Au début de juin, ce sont les policiers qui partent en guerre contre l'autorité de l'État. Situation inédite pour ne pas dire révolutionnaire que le ministre vétéran Gaston Defferre a du mal à commenter. Avec une modestie inhabituelle, il déclare : « Il y a là-dessous quelque chose que je ne m'explique pas. » Dans notre République, les dirigeants vont chercher leurs modèles dans l'histoire : Giscard du côté de Louis XV, Mitterrand du Roi-Soleil, Pompidou chez le roi bourgeois Louis-Philippe et Nicolas Sarkozy, avec son impératrice, se verrait bien en nouveau Napoléon III. L'autorité de l'État, pour eux, c'est la majesté présidentielle. Elle doit s'afficher en toutes

circonstances, même les plus futiles.

Aux sommets européens, Giscard d'Estaing arrivait toujours le dernier pour obliger tous nos partenaires à se lever en une sorte de révérence. La France seule est représentée par son chef de l'État dans ces conciles, nos partenaires par de vulgaires Premiers ministres.

Avocat

Dès que j'ai atteint l'âge de voter (à l'époque, vingt et un ans), je suis allé assister à ma première réunion électorale, dans le préau d'une école du Quartier latin. Pour prendre une leçon de civisme ? Surtout pour écouter et voir un monument national du verbe, l'avocat Vincent de Moro-Giafferi. (Où donc était-il allé pêcher cette particule ? Il était le fils d'un artisan coutelier de Thiers nommé Giafferi.)

Il avait soixante-dix-huit ans et toute sa voix : une voix de grandes orgues, profonde, grave, charriant des prophéties et des indignations. Il était député sortant, candidat à une troisième élection dans cette circonscription de la rive gauche (qu'il devait obtenir facilement). Il avait été élu pour la première fois au sortir de la Grande Guerre, glorieux de ses blessures ramassées à Verdun. Mais plus qu'un homme politique, c'était l'un des plus illustres avocats de son siècle. Il avait défendu notamment Landru, Caillaux, l'inventeur de l'impôt sur le revenu accusé d'intelligence avec l'ennemi allemand, Dieudonné de la bande à Bonnot, Arlette, la femme de l'escroc Stavisky, et un Allemand nommé Weidmann, assassin de six personnes qui sera le dernier guillotiné en place publique.

Sous les III^{e} et IV^{e} Républiques, le barreau envoyait au Parlement ses meilleurs ténors qui faisaient déferler sur le Palais-Bourbon et le Luxembourg des flots d'éloquence. Les débats voyaient s'affronter, en des joutes sublimes, avocats de droite et de gauche, ceux-ci fort nombreux au parti radical, comme

Moro-Giafferi. En vérité, ces virtuoses de la réplique et de la plaidoirie monopolisaient les présidences et les portefeuilles.

De nos jours, c'est exactement l'inverse. Le Parlement n'a plus besoin d'orateurs et même s'en méfie. La tribune est occupée par des fonctionnaires, des argentiers qui lisent, parfois même d'un débit soporifique en s'aidant d'un micro, ce qui eût fait rire le tonitruant Moro-Giafferi. En retour, l'Assemblée nationale et le Sénat envoient au barreau les parlementaires qui le souhaitent : il leur suffit d'en faire la demande au bâtonnier. Un seul a essuyé un refus – mais parce qu'il faisait l'objet d'une procédure.

L'élection au suffrage universel vaudrait-il brevet de capacités juridiques ? Une fois revêtus de la robe noire, nos parlementaires sont présumés compétents alors que les avocats « ordinaires » doivent suivre quarante heures de formation par an sous peine de perdre le droit à une assurance professionnelle.

Au reste, nos parlementaires-avocats ne viennent pas au Palais défendre la veuve et l'orphelin en arrachant des larmes aux juges. Ou rarement. Ils sont plutôt recrutés pour ouvrir leur carnet d'adresses, nouer des contacts, jouer les intermédiaires, parfois même effectuer un discret travail de lobbying que leur mandat parlementaire leur interdit.

C'est là que le bât blesse. Au risque d'être vulgaire, il faut préciser qu'ils peuvent cumuler leurs émoluments d'avocat à ceux de parlementaire. Et cette addition peut se révéler mirobolante. Quand il rejoint l'un des plus importants cabinets d'avocats, le président du groupe UMP à l'Assemblée, Jean-François Copé, candidat déclaré à la présidence de la République en 2017, refuse de révéler publiquement le montant de ses honoraires.

Mais voyez où nous entraîne un dictionnaire : faut-il ajouter que la combinaison d'une robe d'avocat et d'un siège de représentant du peuple pourrait, en diverses occasions, produire des conflits d'intérêts, à la limite de la délinquance ? Nos députés commencent à peine à étudier la question. Contentons-nous d'une pensée pour le député de Paris Moro-Giafferi (Vincent de), mort dans le train qui le ramenait d'Angers où il était allé plaider pour trois anciens francs de l'époque, ce qui lui arrivait, étant le moins économe qui soit de son génie oratoire.

B

Balladur (Édouard)

Notre meilleur chroniqueur politique, le dessinateur Plantu, a tracé de lui un portrait définitif en le représentant en perruque dans une chaise à porteurs. Mais il incarne bien plus la bourgeoisie chère à Eugène Labiche. On l'imagine aisément s'exclamer comme Monsieur Perrichon : « Que l'homme est petit quand on le contemple du haut de la mer de Glace. » D'ailleurs, il est propriétaire d'un chalet à Chamonix.

Au début, lorsqu'il a fait campagne à Paris pour être élu député, il gardait ses gants pour serrer la main des électeurs. Le dimanche matin, je le voyais parfois sur le marché de la rue de la Convention, se frayant un chemin entre les fruits et légumes et les fromages, portant parfois du bout des doigts un gâteau dans un carton. Jamais sans quitter ses gants…

C'est un homme d'une courtoisie à vous glacer le sang. Lorsqu'il l'a vu débarquer dans les pas du fondateur du RPR, Pasqua, qui n'avait pas été averti, a bougonné : « Avec celui-là, on ne va pas rigoler tous les jours. » De Pasqua et Chirac à Balladur, il y a un monde. Une éternité… Quant à parler d'amitié entre ce maître à penser et son illustre élève, cela ne viendrait à l'idée de personne. Chirac tutoie la terre entière à deux exceptions près : son épouse et Balladur. Voilà un sujet de réflexion pour les psychanalystes de bazar.

Dans le premier gouvernement de cohabitation, en 1986-88, il était un ministre à part, chargé de l'Économie donc omniprésent. Il siégeait au Louvre,

avec délices. Mais il avait le regard insulté par la pyramide de Pei qui se dressait devant ses fenêtres. Il testait ses visiteurs : « Ça vous plaît, ça ? » Les gaullistes, parmi lesquels il comptait peu d'amis, lui ont attribué la défaite de Chirac à la présidentielle de 1988 : à les entendre, ses privatisations avec nominations des bons amis, toujours les mêmes, dans les conseils d'administration, aux avant-postes du CAC 40, tout cela avait été pain bénit pour le président socialiste et pour la « génération Mitterrand ». Mais il avait une façon de vous faire rentrer sous terre en vous demandant : « Et vous, vous croyez ça, vous aussi ? »

Après le raz de marée de la droite aux législatives de mars 1993, le voilà à Matignon. Chirac avait « déjà donné », disait-il, et il n'y avait pas d'autre candidat sérieux au RPR. La cohabitation avec Mitterrand n'effrayait nullement Balladur qui avait écrit un ou deux articles pour en expliquer le bon usage. Le combat contre Chirac a débuté sur le mode mineur, feutré, balladurien. Une petite vacherie par-ci par-là quand le Premier ministre recevait des journalistes. Il se faisait fort de représenter la sagesse, le calme, le sang-froid, par opposition à… « ce pauvre Jacques ». Dix-huit mois à ce régime-là : imaginez ce que pouvait éprouver Chirac, en silence… C'est au cours des dix dernières semaines avant l'élection présidentielle que le conflit a tourné au carnage. Balladur ne se gênait plus pour fustiger l'agitation perpétuelle de son chef de parti et adversaire. Mais à cette époque, horribles semaines dont, une douzaine d'années plus tard, il gardait comme des larmes d'enfant au fond du larynx, il a expérimenté ce qu'il y a de boueux dans la politique : on lui a jeté au visage des affaires d'argent – une méchante petite plus-value – et, à son tour, il a laissé ses hommes de main, Pasqua, Sarkozy, échafauder de diaboliques complots judiciaires contre la maison Chirac. Des noms ? Affaire Poullain, premier maillon d'une kyrielle de procédures contre le RPR et la Mairie de Paris, affaire Maréchal destinée à abattre un nommé Schuller, et même une vilaine embrouille, qui a d'ailleurs tourné court, contre Bernadette Chirac.

Balladur gardait les mains propres dans ses gants. Mais il avait beau être flanqué de toutes sortes de beaux esprits, genre Alain Minc, le coach des

hommes d'affaires, sa campagne demeurait désespérante.

Après son échec, il est resté quelque temps sans se montrer. Personne n'y prenait garde. Une fois par semaine, il réunissait autour d'un croissant une camarilla révérencieuse. Sarkozy en était, du moins au début. Balladur écrivait beaucoup. Un livre par an, garanti sur facture. Des impertinents chuchotaient qu'il rêvait d'une épée d'académicien.

À la victoire de Sarkozy, il comptait devenir le vieux sage de la rupture. Le chef de l'État l'a bombardé à la présidence d'une ou deux commissions. Mais au fil des saisons, il a pris la mesure de son inutilité. Ultime exploit : en 2009, il a écrit un livre, au titre incorrigiblement baroque, *Le Pouvoir ne se partage pas*, pour raconter sa cohabitation avec Mitterrand. Et comme il est doué d'un humour au 3e ou 4e degré, c'est son autoportrait qu'il y dessine d'une plume amère, acide, dans les tons pastels. Un petit effort et il devenait écrivain, académicien même. Mais le train de l'immortalité lui a filé sous le nez.

Baraka

Pour les politiques comme pour les soldats en campagne, la chance s'appelle baraka : mot arabe hérité de nos guerres coloniales. Il y a ceux qui l'ont et les autres. Surtout il faut y croire : elle compte plus que tous les plans stratégiques. Les politiques n'y manquent pas. La plupart sont superstitieux, certains consultent en cachette les cartomanciennes, comme autrefois le général de Gaulle ou Giscard pourtant polytechnicien. D'autres ont leurs grigris qu'ils cachent sous leurs vêtements. Mais tous évitent d'invoquer publiquement la baraka, de peur de l'irriter comme les Romains de l'Antiquité qui redoutaient la colère des dieux et l'orage des auspices.

Baroin (François)

Tout au long des plus belles années de notre Ve République, les campagnes de Jacques Chirac étaient des divertissements de choix dans le spectacle de la vie politique. Et surtout en Corrèze, terre d'élection du grand homme. En mars 1992, me voilà donc parti en direction d'Ussel. On était à huit jours d'élections régionales et cantonales et le maire de Paris n'était dans ses terres presque natales que le supporter de sa femme, conseillère générale pleine d'autorité et qui n'avait alors pas à craindre une quelconque déconvenue.

La tragédie de sa défaite contre Mitterrand quatre ans plus tôt était presque oubliée : Chirac, inamovible chef (de guerre) du RPR avait en ligne de mire des législatives, et peut-être commençait-il à tirer des plans sur la comète des présidentielles de 1995. Dans le train, je tombe sur un journaliste envoyé par Europe 1 qui devait avoir dans les vingt-cinq ans. J'avais bien connu son père, Michel Baroin, ancien grand maître du Grand Orient, ancien patron de la Garantie mutuelle des fonctionnaires et ancien commissaire de

police, mort six ans plus tôt dans un accident d'avion en Afrique sur lequel ont circulé longtemps de ténébreuses rumeurs.

François Baroin avait un air propret, pas très courant dans notre profession d'aventuriers. On savait qu'il était un protégé de Chirac qui se croyait tout désigné pour lui servir de second père. Nous avons donc passé cette journée en Corrèze, de ripailles en ripailles, à écouter les discours fort conventionnels de Bernadette et de son fameux mari.

Au cours de notre voyage de retour, le jeune homme, qui avait été discret toute la journée et n'avait pas reçu de marques d'affection particulières de la part de l'illustre Corrézien, a pris un ton confidentiel, de ceux dont on use pour distiller des secrets d'État : « J'ai un conseil à vous demander. » Il n'osait pas tutoyer le vieux confrère. J'ai assez vite deviné la suite. Il voulait abandonner le journalisme pour faire de la politique. Probable que Chirac l'a fait succomber à la tentation. Je me suis gardé de l'encourager : apparemment, sa décision était prise.

Un an après notre virée corrézienne, il était élu député dans une des deux circonscriptions de Troyes, l'autre étant dévolue depuis des lustres au gendre du général Leclerc, Robert Galley, un ingénieur polytechnicien que Pompidou avait débauché, tout comme Chirac l'a fait pour le jeunot Baroin.

Au début, il était fort discret. Il n'a montré le bout de l'oreille que lorsque Chirac a été candidat à la présidence contre Balladur. Baroin faisait naturellement partie du petit noyau qui, au RPR, est resté rebelle au Premier ministre favori de la presse et des sondages. La victoire de son protecteur l'a propulsé rapidement : secrétaire d'État, maire de Troyes après que Galley eut été aimablement poussé vers la retraite. La suite ? Un parcours normal, plutôt bien mené, avec une fidélité inextinguible à son présumé tuteur, même après l'élection de Sarkozy.

Pour marquer le coup, Chirac, à la fin de son règne, l'a nommé pour quelques semaines au ministère de l'Intérieur, lui accordant la même spectaculaire faveur dont Pompidou l'avait gratifié peu de temps avant de mourir.

Trois ans, Baroin a tenu trois ans, consacrant le plus clair de son activité à administrer des vacheries plus ou moins bienvenues au successeur de Chirac. Sarkozy, finement, en pleine crise financière, lui a offert le secrétariat d'État au Budget sur lequel il a tout de suite flashé. Chirac lui aura répété ce que Pompidou lui avait dit : « C'est un poste où l'on voit tout, où l'on entend tout, le point de passage par excellence vers un destin national. » Il y a pris de l'assurance, et même un peu de morgue. Pour accéder au fauteuil des Finances abandonné par Christine Lagarde, il a forcé Sarkozy au recul alors qu'il n'a pas le centième des diplômes, titres et capacités de son concurrent Bruno Le Maire. Il ne parle même pas anglais.

Comme Chirac, Baroin pratique la langue de bois avec application mais il lui manque cette faconde qui faisait le charme du grand Jacquot.

Barre (Raymond)

Normalement, il ne devrait pas figurer dans ce dictionnaire. Qualifié un jour par Giscard de « meilleur économiste de France », il considérerait comme insultant d'être ravalé au rang d'homme politique, de corpuscule de ce microcosme pour lequel il a affiché un pontifiant mépris.

Mais j'ai une dette envers lui : il m'a accordé une sorte de privilège. J'ai été interdit d'accès à l'hôtel Matignon, et c'était me faire beaucoup d'honneur. J'avais, dans une chronique, ironisé sur la rapidité vraiment prodigieuse avec laquelle, étant Premier ministre, il s'était vu accorder un permis de construire sur la pointe de Saint-Jean-Cap-Ferrat, périmètre réservé aux multi-milliardaires. Le précieux document, qui n'est plus guère délivré de nos jours, lui avait été remis par un préfet qu'il avait lui-même nommé dans les Alpes-Maritimes quelques semaines plus tôt. Il avait fait savoir par les services de Matignon que les droits d'auteur de son manuel d'économie lui avaient permis ce placement ensoleillé.

Je n'ai jamais revu M. Barre. Je n'ai pas été trop handicapé par l'interdiction qui me frappait : il y avait un petit bar en face de Matignon et j'y rencontrais, en secret, un ou deux membres de son cabinet.

Ce minuscule conflit, que n'importe quel homme politique de modèle courant eût évité, montre bien que le Premier ministre des années 1976-81 est un personnage d'exception : de toute la Ve République, celui qui a la plus haute idée de soi-même, battant même Giscard sur son terrain. Au cours d'une carrière aussi soudaine que brève, il s'est illustré par quelques sentences semblables à celles dont il égayait ses cours de Sciences-Po. Submergé par un chômage déferlant, il a recommandé aux demandeurs d'emploi de créer leur entreprise, ce qui a soulevé une tornade de rires amers. On lui doit des bons mots comme les « Éliacins » pour qualifier les jeunes élus trop ambitieux.

Mais ces malices d'universitaire ne doivent pas cacher la vraie nature de M. Barre : jusqu'aux dernières années de sa vie, il s'est vu en homme providentiel. Ne manquait-il pas, à la France, un sage qui enseigne à ce peuple, indéfectiblement gaulois, les vertus de l'économie, du travail, de l'effort ? Hélas ! Très vite, une fois à Matignon, en butte au harcèlement du

parti de son prédécesseur Chirac, il découvre les mystères insondables de l'impopularité. Au bout de deux ans, le microcosme croit tenir sa revanche et annonce son départ. En bonne logique, on assure que Giscard, pour être réélu à un second mandat, devra trouver un Premier ministre moins rébarbatif : des noms circulent, en tête celui de Robert Boulin, un gaulliste de la bonne cuvée des années 40, ministre depuis un quart de siècle à peu près, constamment aimable, modéré, modeste, le contraire du professeur.

Ce rival éventuel éliminé dans quinze centimètres d'eau, Barre reste à Matignon et Giscard est battu. Débute alors pour le fossoyeur de la Giscardie un magistère silencieux. Même à l'Assemblée, où il est élu un peu plus tard, il est un député quasi muet, le plus souvent tassé sur son banc, les mains croisées sur une digestion poussive, les yeux clos : ses voisins affirment qu'il dort. Oui, mais d'un œil, car il ne doute pas d'être appelé par les Français pour remplacer le président socialiste.

Il annonce sa candidature sur le mode confidentiel, en se comparant à la tortue de La Fontaine à qui, précise-t-il, « rien ne sert de courir ». Au départ, les sondages le donnent favori. Puis, peu à peu, avant même que l'on sache si Mitterrand sera candidat à sa propre succession, la cote du professeur faiblit, s'étiole, s'effondre. En novembre, à cinq mois du scrutin, il présente son « équipe de France » : une poignée de groupies. Giscard n'en fait pas partie. Nettement battu par Chirac au premier tour, il peut se consoler : c'est Mitterrand qui est finalement réélu et lui adresse quelques gestes de sympathie. M. Barre aime les hommages même lorsqu'ils sont teintés d'hypocrisie. Il se replie sur Lyon, s'y montre peu : c'est déjà lui faire beaucoup d'honneur de se consacrer à cette ville qui ne mesure pas son bonheur… Il s'en va aux quatre coins du monde délivrer, à bon prix, ses leçons magistrales d'économie. Mais enfin, incorrigible, indéracinable, il y pense toujours… En septembre 1994, à sept mois d'une nouvelle élection présidentielle, il déclare qu'il « n'exclut pas *a priori* d'être candidat ». Il a

soixante-dix ans. Il attendra la dernière minute pour renoncer officiellement. Personne n'imaginait son entrée en lice. Sauf lui.

Bigamie

Elle était en usage dans le monde politique du temps, lointain déjà, où le TGV n'avait pas libéré les mœurs, où le cumul des mandats n'était pas jugé immoral mais au contraire superbement démocratique. Elle survit, malgré toutes les révolutions de la société, bien que le parfum de scandale qui l'entourait se soit dissipé.

Jeune journaliste, je croyais à la vertu immanente de nos élus lorsque j'ai découvert que la bigamie était en somme le prix à payer pour l'ubiquité exigée de nos notables. Les parlementaires devaient mener deux vies rigoureusement égales et parallèles, chacune étrangère à l'autre : l'une dans la capitale, siège des pouvoirs exécutif et législatif, l'autre dans son fief électoral, son village, sa province.

Un jour, un de nos notables assez considérables me propose de venir le mercredi suivant déjeuner chez lui du côté d'Auteuil. Le mercredi, c'est le jour où toute la société politique se retrouve obligatoirement à Paris, où les ministres phosphorent et les parlementaires les asticotent. Mais le vendredi précédant ce rendez-vous, voilà qu'un contretemps sérieux m'oblige à me décommander. En fin de semaine, nos élus sont sur le terrain, chez leurs électeurs. J'appelle mon bonhomme chez lui, dans sa province. Une voix féminine me répond qu'elle est celle de sa femme. Je lui dis : « Il me faut annuler le déjeuner que je devais avoir chez vous… » Je n'ai pas fini ma phrase que je réalise les conséquences catastrophiques de ma bévue. Dans ces cas-là, on essaie de se rattraper aux branches et on plonge de plus belle.

Mon histoire a fait rire mes confrères plus expérimentés qui, naturellement, doivent tenir à jour les points de repère privés et galants de nos élus.

La bigamie est monnaie courante chez nos hommes politiques. Parfois, le ménage de la main gauche est plus respectable et considéré que celui ayant bénéficié du patronage de la République et éventuellement de l'Église. C'est François Mitterrand qui a donné ses lettres de noblesse à ces unions morganatiques. Les journalistes politiques connaissaient tous l'existence de sa maîtresse républicaine bien avant son entrée à l'Élysée. J'avais été informé à un congrès socialiste par une de mes consœurs qui avait elle-même agrémenté le lit de plusieurs excellences, peut-être du chef socialiste lui-même : « Regarde, m'a-t-elle dit en me poussant du coude, Mme Mitterrand est là. » C'était Anne Pingeot, bien droite et convenable au milieu de cette camarilla débraillée. J'ai très vite appris, ensuite, l'existence de la petite Mazarine. Naturellement, si Mitterrand voulait qu'elle bénéficie d'une certaine discrétion, il fallait lui trouver un autre prénom.

En vertu de cette bigamie fièrement assumée, François Mitterrand a eu

droit à deux cérémonies funèbres : l'une à Notre-Dame, célébrée par l'archevêque de Paris, avec les grands de ce monde, et l'autre à Jarnac présidée par quelques prélats charentais, en présence pieuse des deux familles pour la première fois réunies. J'ai demandé à un éminent représentant de l'Église de France, évêque de Reims, si cette bénédiction consentie à ce que beaucoup de catholiques appellent un adultère n'avait pas troublé la conscience des fidèles. Son Éminence a levé les bras au ciel : « Ne m'en parlez pas. Nous avons été assaillis de protestations et de reproches. À quelque temps de là, la réunion des évêques de France a été très… passionnée à ce sujet. Mais nous n'allions pas nous confesser publiquement. »

Depuis, en une quinzaine d'années, le monde politique a changé de code. Les liaisons hors mariage, comme on disait autrefois, sont autorisées aux plus hauts dignitaires de la République. C'est le mariage qui est devenu incongru : celui de Nicolas Sarkozy, à l'Élysée, avec Carla Bruni, a certes été discrètement expédié, mais la présidence de la République n'en a jamais fait mystère.

Il y a bien longtemps, j'avais écrit un livre, mon premier, sur Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille dont on annonçait la candidature à la présidence de la République contre de Gaulle. Alors que l'ouvrage était sous presse, l'intrépide Gaston a renoncé. Il m'a dit, avec sa façon de cacher un accent marseillais qui lui brûlait les lèvres : « En vous lisant, les Français vont découvrir que je suis protestant, divorcé, et que mon père a dû fuir en Afrique pour effacer des dettes de jeu. Je suis donc inéligible ! » À l'époque, Mme de Gaulle, qui ne badinait pas avec les sacrements, refusait de recevoir à la table de l'Élysée le ministre Olivier Guichard, fidèle collaborateur du Général, dont la bigamie était quasi officielle.

Oui, de nos jours, ce serait plutôt un mariage à l'église qu'il faudrait cacher, pour ne pas heurter nos républicains libres-penseurs.

Billet

Comme les cailloux du Petit Poucet, longtemps les billets ont jalonné et éclairé le paysage politique. C'étaient quelques lignes, bon sens et humour obligés, figurant à la première page des grands journaux. Ils donnaient le ton de l'actualité et inspiraient les élus à court d'idées.

Les deux plus fameux billettistes de la V^e^ République s'appelaient Robert Escarpit, au *Monde,* et André Frossard au *Figaro*. Deux sacrées plumes, aiguës, brillantes, meurtrières à l'occasion. Le premier a rempli son office de 1949 à 1981, son confrère de 1961 à 1995. Escarpit a publié, en 1966, une *Lettre ouverte à Dieu*, et Frossard, en 1969, un petit livre intitulé *Dieu existe, je l'ai rencontré*. Étrange coïncidence. À force de travailler dans l'éphémère, leur prose finissant par envelopper des radis, les deux billettistes devaient être obsédés par la vie éternelle. Escarpit était « apparenté » communiste, presque une religion. Frossard, fils d'un secrétaire général du

parti communiste en 1921, a honoré successivement le général de Gaulle et le pape Jean-Paul II. Sans prétendre avoir occupé la même place dans son cœur, j'étais un peu plus qu'un simple confrère. Une fois par mois, nous déjeunions jusqu'à la moitié de l'après-midi. Il était bourru, drôle, vite passionné. D'une voix traînante, il se moquait des honneurs et des vanités, notamment ceux de l'Académie française où il avait été élu à plus de soixante-dix ans.

Résistant sous l'Occupation, Frossard avait été arrêté par le policier nazi Klaus Barbie et incarcéré à Lyon sans doute en même temps que Jean Moulin. Il ne tirait gloire de rien. Pas même de son patriotisme dont il se moquait. Dans un livre intitulé *Excusez-moi d'être français*, il avait tracé de lui-même un portrait en contre-jour : « Je suis égoïste, vaniteux, servile, cocardier, incivique, inapte aux grandes affaires, hargneux, indiscipliné, bavard, intempérant. Je ne sors de chez moi que pour courir après la gloire, qui me fuit, houspiller le gouvernement ou promener mon chien… Je suis alternativement ou simultanément de droite ou de gauche. Il n'est pas jusqu'à mes abstentions qui n'expriment cette double appartenance. »

Mais il ne disait pas l'essentiel : c'était un esprit libre comme il n'y en avait déjà plus guère de son temps. La politique lui fournissait une matière inépuisable. Chaque jour, il écrivait deux ou trois billets pour *Le Figaro*, et c'est à la dernière minute qu'il choisissait. Il aimait surtout torpiller les idées reçues. C'est dire qu'il a eu beaucoup d'ouvrage.

Bouc émissaire

Dans le bestiaire politique, il est précieux, mais d'un emploi délicat : il peut mordre cruellement la main qui l'a nourri. Demandez plutôt à Pierre Mauroy. Au cours du premier septennat de François Mitterrand, le Premier ministre et patriarche socialiste, surnommé « Gros Quinquin », a lâché un bouc émissaire sur la scène à deux reprises. Et sans succès.

En 1982, il est chargé de mettre en œuvre les nationalisations promises par le nouveau président et considérées par les socialistes comme la grande œuvre de la gauche au pouvoir, la réplique, en somme, des congés payés du Front populaire.

La loi est votée le 13 février et les nationalisés se laissent dépouiller sans trop de cris. Une seule réaction tangible : celle d'une banque d'affaires, la Banque de Paris et des Pays-Bas que dirige depuis une dizaine d'années Pierre Moussa, soixante ans, un inspecteur des Finances ayant appartenu à divers cabinets ministériels. Sa riposte à la nationalisation est pompeusement baptisée « Opération Cheval de Troie ». Rien de génial : Moussa a imaginé de transférer à des filiales belges et suisses une bonne partie des avoirs de la banque. Il est secondé par un homme d'affaires belge, Albert Frère, qui jouera bientôt un rôle décisif dans le capitalisme français.

Dès qu'il s'aperçoit que l'argent de Paribas lui a filé sous le nez, Mauroy pousse des cris avec un vocabulaire emprunté à la Révolution. Il dénonce au

peuple de gauche ces « émigrés de Coblence » qui partent en masse hors des frontières en emportant leur patrimoine, ces privilégiés de l'Ancien Régime qui ont choisi le parti de l'étranger. Moussa est naturellement le premier des traîtres. Au nom de la « morale publique », le Premier ministre engage contre lui des poursuites judiciaires. Peine perdue : Moussa est à Londres. Il rentrera en France en 1986, sous le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac, et se remettra aussitôt à l'ouvrage bancaire.

Nullement découragé, Mauroy déclenche un nouveau lâcher de bouc émissaire à l'automne 1983, lors du congrès socialiste réuni à Bourg-en-Bresse. Les élections municipales, au printemps, ont été mauvaises pour la gauche. Mitterrand a dû effectuer une volte-face économique en catastrophe. Le parti est divisé en profondeur.

Le bouc émissaire appelé à rétablir l'union sacrée dans le parti, l'artisan involontaire de ce miracle attendu, c'est le patron de presse, le « papyvore » Robert Hersant. Dès l'ouverture du congrès, plutôt que de parler monnaie ou chômage, le Premier ministre sort sa grosse voix de tribun socialiste, arrosée à la bière, proclame la République mise en danger par les concentrations dans la presse. Tout le monde comprend qui est visé. Moins de deux semaines plus tard, Mauroy s'en va à la télévision annoncer une loi contre le nabab des journaux pour lui interdire de posséder plus de trois publications. La droite s'indigne : Valéry Giscard d'Estaing promet malheur à tous ceux qui touchent à la presse. Mais à gauche aussi, les réserves s'expriment à mi-voix.

Fin de l'épisode : le gouvernement aura bientôt d'autres soucis, notamment l'acier, l'école, le chômage… Et François Mitterrand préférera l'épouvantail, en l'occurrence Le Pen, au bouc émissaire.

Quant à Robert Hersant, il embellit encore sa collection de journaux en y ajoutant *France-Soir* et *Le Progrès de Lyon*. En prime, il sera élu : au Parlement européen puis à l'Assemblée nationale où les socialistes éviteront

désormais toute imprécation contre lui.

Bouffons

De Fernand Reynaud à Laurent Gerra, de Coluche à Nicolas Canteloup, en passant par Thierry Le Luron et les chansonniers de Jacques Mailhot, la liste est longue de ces amuseurs qui ont donné aux Français le goût de la politique. J'ai envers eux une dette de reconnaissance : l'humour ne les empêche pas de dire des vérités profondes sur la politique. Depuis Molière, on sait que le rire suppose de l'intelligence, de la lucidité, de la réflexion. Nos grands bouffons sont parfois cruels mais rarement injustes. Surtout, ils traduisent avec exactitude et drôlerie la *vox populi*, la voix du peuple.

Bruxelles

Si Paris est le siège incontesté des pouvoirs et des contre-pouvoirs, Bruxelles en est la succursale. Pour nos hommes politiques, c'est la seconde chance, le deuxième choix, l'ambition qui leur reste quand ils ont épuisé toutes les autres.

Bruxelles est la capitale de l'Europe unie. Longtemps, la cité belge a partagé ce titre avec Strasbourg. Les dirigeants français se faisaient un devoir de rugir lorsqu'elle oubliait sa rivale alsacienne. C'était l'époque où cette Europe ne comptait qu'une douzaine d'États membres. Aujourd'hui, il y en a vingt-sept et ce n'est pas fini. La ville est le siège d'une des premières puissances économiques mondiales. On y trouve à foison des fonctionnaires parlant plusieurs langues, des diplomates, des interprètes et des lobbyistes venus du monde entier. C'est dire que Strasbourg ne fait pas le poids, d'autant qu'avec le Thalys Bruxelles est à une centaine de minutes de Paris et de l'Allemagne. Strasbourg essaie de se rattraper en imposant aux parlementaires européens d'y tenir leur session, ce qui oblige à une transhumance, deux fois par an, des élus, des administrateurs et des ordinateurs. La dépense est considérable mais le budget européen en a vu d'autres !

L'exil à Bruxelles, au total, n'est pas trop pénible. Ne parlons pas des conditions matérielles et fiscales qui sont avantageuses. Pourtant, à de rares exceptions près, Simone Veil, jadis, et Jacques Delors, naguère, personne ne peut espérer y récolter cette notoriété si convoitée par tous les hommes (et femmes) politiques. C'est un point de chute : dans ce dernier mot, il entre la détresse et le désespoir.

Buzz

Un mot, devenu usuel même pour les Français qui ne parlent pas anglais (il y en a plus qu'on ne croit jusqu'au sommet de l'État et de l'administration). C'est le signe que la politique emprunte sans vergogne au show business, aux paillettes, à la presse people, à cette insoutenable frivolité

des sociétés capitalistes. En anglais, littéralement, c'est le bourdonnement. Dans notre langage, faire le buzz, c'est créer l'événement dont on parle sur Internet et les réseaux sociaux. Ainsi, le buzz s'apparente à la rumeur. Mais toutes les rumeurs, ces simulacres de vérité, ne sont pas maudites en politique. Quelquefois, elles sont utilisées pour démolir un adversaire, un concurrent ou simplement faire parler de soi. L'Élysée de Sarkozy produit des démentis avec virtuosité dès qu'un ragot quelconque circule sur Facebook ou Twitter. Les pouvoirs publics ont même été réquisitionnés lorsque le bruit a couru, venu on ne sait d'où, qu'une scène de ménage avait éclaté dans le couple présidentiel. Il est vrai que l'actuel chef de l'État ne prend pas les rumeurs à la légère : avant d'être élu, il est venu lui-même confirmer à la télévision le buzz du départ de son épouse, Cécilia.

Par définition, le buzz, c'est de la fumée, difficile à cerner. Le gouvernement a bien essayé, lors de l'affaire Bettencourt-Woerth, de localiser le point de départ d'une rumeur. Il a fait saisir les facturettes des portables d'un ou deux journalistes, un ou deux magistrats. Il n'y a gagné qu'une réprobation générale.

La multiplication des réseaux sociaux et des stations d'information en boucle sur Internet a développé une vraie « culture du buzz ». C'est le buzz qui a déclenché les printemps arabes et mobilisé, à Athènes et à Madrid, les « indignés ». On comprend que les gouvernements aient tous peur de cet antipouvoir et rêvent de le contrôler ou, mieux, de l'interdire. Les journaux les plus respectables ont désormais leur propre réseau Internet au moyen duquel ils diffusent à travers le monde des informations sans origine définie.

Mais, au total, quelque danger que le buzz fasse courir dans nos sociétés à haute gouvernance, je préfère cette anarchie-là à la tyrannie de l'information officielle qui a sévi si longtemps dans les démocraties dites socialistes comme dans les républiques bananières ou pétrolières.

C

Café du Commerce

Hauts lieux de la politique avec leurs zincs encombrés tous les matins, les bons vieux cafés du Commerce sont, hélas, de plus en plus rares dans les grandes villes. À Paris, jusqu'ici aux mains des Auvergnats, ils sont passés dans celles des Chinois. Je n'ai rien contre les Chinois mais je crains que, n'ayant pas notre pratique de la démocratie au quotidien, ils laissent péricliter cette fonction essentielle de leurs établissements.

Du temps où les cafés du Commerce étaient des usines à fabriquer du bon sens populaire, nos politiques s'obligeaient à les fréquenter assidûment. Où vont-ils désormais prendre le pouls de l'opinion tout en buvant une « petite Côtes » et en fumant une cigarette ? La fin de ces cafés, dont la France avait le monopole, est un mauvais coup porté à la politique comme les Français l'aiment.

Campagne

Le même mot pour les politiques et pour les militaires. Normal : la politique emprunte à l'art de la guerre jusqu'à son vocabulaire. Ici et là, les campagnes ouvrent la voie à de glorieuses destinées, ou à d'irréparables fiascos. De tout temps, j'ai adoré les campagnes. Non qu'il me soit jamais venu à l'esprit d'y participer moi-même : Dieu m'en garde. Mais à les observer, j'éprouve – excusez la référence – le même éblouissement que Fabrice à Waterloo.

Je me suis toujours efforcé d'être un spectateur privilégié, tour à tour au premier rang ou dans les coulisses aux meetings, ou suivant la voiture du candidat au risque de me crasher dans le fossé, ce qui m'est arrivé durant la dernière campagne dans l'Eure de Pierre Mendès France. L'ancien président du Conseil de la IV^{e} République a eu beau sauter comme une puce d'une commune à l'autre de cet arrondissement de Louviers qui l'avait élu depuis les années 30, il s'est fait battre par un inconnu nommé Rémy Montagne dont la carrière devait se limiter à ce fabuleux exploit. C'est le charme des campagnes électorales que leur résultat, n'en déplaise aux dévoreurs de sondages, n'est jamais prévu à l'avance. En campagne, Mendès avait le sourire rare, l'effusion parcimonieuse : il ne s'abaissait pas jusqu'à se mettre au niveau de ses électeurs agriculteurs normands.

Il ne manifestait aucun plaisir à s'en aller à la pêche aux voix. L'électeur n'est pas dupe : au premier coup d'œil, il sait mesurer le désir de gagner du candidat. De ce point de vue, dimension mise à part, il n'y a pas de différence entre une campagne pour la présidence de la République et pour un siège de conseiller général. Hier dans un préau d'école ou aujourd'hui sous les caméras de télé, le candidat en campagne doit manifester la même volonté de forcer la victoire dans ses derniers retranchements.

Mitterrand, quel que soit l'enjeu, utilisait la même force de frappe, une éloquence un peu désuète, raffinée, frôlant la pédanterie sans y tomber. Dans les années 70, je ne manquais jamais ses tournées de candidat dans sa circonscription de la Nièvre où il faisait partie du paysage. Il lui arrivait de tenir réunion électorale dans un café de village, autour d'un poêle à bois qui vous mettait la larme à l'œil. Il bavardait, ou plutôt il monologuait devant une demi-douzaine d'agriculteurs en âge de retraite. Il leur parlait toujours (c'était à son programme) de la mort avec laquelle il entretenait une mystérieuse complicité ou du patrimoine forestier que l'État laissait à l'abandon. Et la soirée traînait en longueur, au fil du soliloque mitterrandien, devant des auditeurs qui hochaient la tête et sommeillaient. Le président (du conseil général) poussait l'amabilité jusqu'à poser une question à l'un d'eux, et je ne suis pas sûr qu'il entendait la réponse. Puis un cadre socialiste local l'emmenait dans une modeste voiture jusqu'au village voisin avant de le déposer en pleine nuit à son refuge attitré, l'hôtel du Vieux-Morvan, à Château-Chinon.

Il n'y a guère que son successeur Jacques Chirac qui ait éprouvé – et pas seulement dans son fief corrézien – la même délectation à faire campagne. Il a connu, comme tout animal politique, de sanglantes défaites qui le laissaient déprimé et comme abasourdi, égaré. Puis il repartait en campagne. « À cheval ! », disait-il, et aussitôt ne doutait plus de rien. Déployant bras et jambes, il s'en allait labourer cette terre de France, du nord au sud, à la vitesse d'un mousquetaire d'Alexandre Dumas, distribuant les poignées de main à une cadence vraiment phénoménale. À chaque étape, il s'empiffrait de sandwichs et de charcuterie et crevait les chargés de mission qui devaient le suivre. En janvier 1983, dix-huit mois après sa première Berezina électorale, il est reparti bravement à l'assaut du pouvoir passé entre les mains des « socialo-communistes » (c'était l'expression qu'il utilisait à tout bout de champ), montrant une sorte d'humilité inhabituelle. Il démarrait toujours sans tambour ni trompette ni conférence de presse, se ménageant un crescendo jusqu'à la fin de la campagne.

Mais en Corrèze, ah ! c'était autre chose. Au mois de mars 1992, je suis allé le voir là-bas, en campagne pour les élections régionales. On disait, à Paris, qu'il avait changé depuis son échec de 1988 face à Mitterrand, que le chagrin avait eu raison de sa légendaire énergie. Il fallait y regarder de plus près : le vrai Chirac, c'est dans ses terres corréziennes qu'on peut l'apprécier, son art de la bise aux mémés et aux mouflets, sans jamais un trou de mémoire

ni une hésitation sur le prénom du conseiller municipal de Saint-Augustin, ni sur celui de son père qui l'a précédé dans la fonction, ni sur ceux de tous les membres de cette famille d'élection. Il fallait le voir jubiler dans le village de cinquante-trois habitants, Mérignac, dont le maire était officiellement écologiste mais naturellement chiraquien, comme tous les notables de la circonscription.

Avec Chirac, la campagne électorale était artisanale, même quand elle se déroulait devant une salle pleine de milliers de partisans déclarés. Avec Sarkozy, c'en est fini de la petite entreprise : tout est prévu, calculé, peaufiné dans les moindres détails. Orateur de choc sinon tribun, le nouveau président pourrait improviser une heure entière sur n'importe quel sujet, ce dont son prédécesseur était bien incapable. Avec lui, la campagne électorale est passée à l'heure de la stratégie nucléaire : pas sûr que ce chef de l'État ait une seule fois dans son existence envisagé l'échec. Mais le charme discret, provincial, des campagnes de ses prédécesseurs a fait place avec lui à une efficacité inébranlable, impressionnante.

Nous voilà loin de la première campagne que j'ai été appelé à observer : elle n'était pas banale. C'était dans l'Oise, circonscription de Beauvais pour les premières législatives de la V^{e} République. De Gaulle avait exhumé le vieux scrutin d'arrondissement de la III^{e} République, avec possibilité d'inqualifiables marchandages entre les deux tours. Le milliardaire créateur et marchand d'avions Marcel Dassault, sénateur de l'Oise depuis quelques mois, avait décidé de se présenter sous l'étiquette du tout jeune parti gaulliste, l'UNR, que, bien entendu, il subventionnait.

Avec ce solide bon sens dont il a fait preuve dans sa chronique « Le café du commerce », il n'écoutait guère les conseils des politiciens éprouvés. Ceux-ci déploraient de le voir visiter les communes betteravières de sa circonscription dans une magnifique Bentley blanche. Il leur a répondu de sa voix traînante : « Vous n'y comprenez rien. Les gens m'éliront parce que je suis riche. Ils seront ravis de me voir dans une voiture de riche.»

Dassault (que toute ma vie j'appellerai « l'oncle Marcel », ayant été huit ans son salarié choyé) a inventé cette « transparence » que nos dirigeants invoquent de nos jours avec emphase. À la fin de sa campagne, il a tenu une grande réunion électorale à Beauvais. Toute la population avait été convoquée par tracts et ne voulait pas manquer l'événement. Le candidat député, âgé de soixante ans, s'était fait cornaquer par le prototype du notable inamovible, président du conseil général, François Bénard. Cet influent personnage était affreusement sourd : l'oncle Marcel lui avait offert des lunettes auditives dernier cri de la technologie importée des États-Unis. Au moment de prendre la parole, il se tourna vers le président du département et lui lança : « Eh bien, monsieur Bénard ! Eh bien, mettez vos lunettes pour entendre… » Le public applaudit à la plaisanterie. Dassault rit à son tour. C'était gagné.

La campagne électorale exige le sens de la repartie et ce n'est pas donné à tout le monde d'avoir de l'à-propos, de trouver le mot juste dans les situations les plus incongrues.

Casseroles

Ce mot qui exprime des saveurs et des odeurs délicieuses résume pourtant les délits dont les hommes politiques sont soupçonnés – parfois, mais rarement –, à tort. En politique, seul le bruit des casseroles vous plombe une réputation.

La plupart des politiques affublés de casseroles et, si l'on ose dire, pris la main dedans, tentent bravement de se faire absoudre par le corps électoral. Bizarrement, on ne compte pas le nombre de ces notables frappés en plein vol et qui pourtant réussissent à se faire réélire sans même avoir eu le temps de se refaire une virginité : à droite, le député-maire de Levallois-Perret, Patrick Balkany, à gauche, l'ancien député-maire de Béthune, Jacques Mellick. Mais il faut croire que les Français sont indulgents, blasés ou fatalistes, et qu'ils préfèrent un politique un peu malhonnête mais malin à un vertueux naïf.

Plus l'élection est d'importance, plus les casseroles font du vacarme. C'est le cas lors des présidentielles. Certaines ont ainsi joué un rôle notable dans l'histoire de notre V^{e} République : l'affaire Markovic de Pompidou, les diamants de Giscard, les emplois fictifs de Chirac.

On en a découvert l'impact politique du temps de De Gaulle. La guerre d'Algérie avait pris fin, laissant les Français d'Algérie débordant de rage contre le Général. En ce temps-là, le président de la République était élu par un collège de notables. Et les gaullistes voyaient avec effroi se dresser l'ombre d'un candidat présidentiel chéri de nos provinces. Il s'appelait Antoine Pinay.

C'est alors que les stratèges gaullistes ont fait répandre à travers les mairies et les conseils généraux le bruit que le « père Pinay » traînait de méchantes casseroles, une histoire de jeune fille soi-disant abusée par ce patriarche de soixante-dix ans. Qu'y avait-il de vrai dans ces casseroles-là ?

L'histoire ne le dit pas. De Gaulle lui-même donna à ses lieutenants l'ordre de ne pas fouler ce terrain boueux. Il trouva un meilleur moyen d'éliminer son concurrent : il établit l'élection du chef de l'État au suffrage universel. Pinay renonça à la politique, se contenta de donner son avis et mourut à cent trois ans avec une réputation sans tache.

Depuis, à gauche comme à droite, on sait que les casseroles peuvent éliminer un adversaire en les faisant simplement traîner derrière lui.

Centristes

Dans leur nom de famille, c'est la seconde syllabe qui compte. C'est bien compréhensible. Depuis la naissance de la Ve République, les centristes se cherchent une raison d'être, une foi et une place sur le territoire de la politique. Ils sont congénitalement tristes car ils n'ont jamais pu occuper, fût-ce pour quelques jours, une place au firmament.

À chaque élection présidentielle, ils ont eu un porte-drapeau. Au lendemain de mai 1968, c'était le président du Sénat Alain Poher, alors âgé de soixante ans. Président de la République par intérim après la démission du général de Gaulle, son entrée inopinée à l'Élysée lui a donné des idées, ou plutôt des appétits. C'était un bonhomme tout rond, au parler doucereux. Quand il s'assoit dans le fauteuil encore chaud du Général, il marque un point pour le Sénat, contre lequel de Gaulle a engagé les hostilités sept ans plus tôt. La tête lui a un peu tourné. Il est le seul centriste à être parvenu au second tour de l'élection présidentielle. À ce titre, l'histoire aurait bien pu lui réserver une petite place… Elle ne lui a pas accordé cet honneur, pas plus qu'à son ami Jean Lecanuet qui eut l'impudence de se mesurer au fondateur de la Ve République, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel et que la France appelait « Dents blanches », tout un programme.

Au départ, les centristes sont unis dans leur combat contre le gaullisme. Quelques mois après la Libération, ils provoquent déjà la fureur et la démission du Général. Quand de Gaulle parle du régime des partis, ces partis qui ont causé tous les malheurs de la France, c'est à eux qu'il pense. À eux aussi lorsqu'il pourfend, quelques années après son retour au pouvoir, ceux qui « sautent comme des cabris en criant : l'Europe ! L'Europe ! ». Ce combat ne finira jamais.

Méthodiquement, les successeurs du Général s'emploient à déchirer et amputer les centristes en les gavant de friandises. Pompidou, Giscard, Chirac, Sarkozy, tous quatre ont employé cette technique de la mortelle séduction, sachant qu'on peut être vertueux voire chrétien et, la main sur le cœur, céder aux délices du pouvoir. Même Mitterrand réussira, au début de son second mandat, à glisser un ou deux centristes à la table du Conseil des ministres.

Cet appétit modéré pour ce qui s'appelle la « soupe » les a conduits à des arabesques, des tête-à-queue, de singulières circonvolutions, en requérant toujours la bénédiction de la divine providence puisque leurs ancêtres, après la

guerre, se déclaraient démocrates-chrétiens. Et lorsque arrivent les échéances électorales, ils cherchent désespérément la meilleure branche à laquelle s'accrocher. Au mois d'avril 1985, la gauche étant au pouvoir avec, dans l'ombre de Mitterrand, un jeune Premier ministre nommé Fabius, les centristes ont donné un spectacle tout à fait conforme à leur manière.

Dans un premier temps, les deux dirigeants du parti centriste alors nommé CDS, Jacques Barrot et Pierre Méhaignerie, font solennellement allégeance au chef du principal parti d'opposition, Jacques Chirac : un gaulliste, juste ciel ! Trois jours plus tard, les mêmes changent de partenaire et s'acoquinent avec Raymond Barre, l'ennemi juré de Chirac. Problème : Barre est hostile à toute cohabitation avec un président socialiste alors que Chirac y est favorable.

Ayant exposé ces embardées à mes auditeurs matinaux de RTL, je reçois de Jacques Barrot une longue lettre de douloureux reproches : « Il est clair que lorsque nous avions signé l'accord avec le RPR, nous étions hostiles à la cohabitation. Le CDS appartient à une alliance où il a apporté un concours loyal, que cette alliance fût animée par Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac ou Raymond Barre : qu'il puisse aujourd'hui se sentir plus proche de Raymond Barre n'a rien d'une dérisoire mascarade. » Pauvre Barrot, à peine un an plus tard, son parti était brillamment représenté, notamment par Pierre Méhaignerie, dans un gouvernement de cohabitation dirigé par Chirac et voué au feu de l'enfer par Barre.

Les années passent et les centristes ont toujours autant de mal à trouver leur voie. Finalement, ils tombent sous la coupe de François Bayrou, un petit malin qui s'est faufilé dans le fauteuil négligemment abandonné par Valéry Giscard d'Estaing.

J'ai toujours eu du mal à le déchiffrer. Ou plutôt défricher : c'est un terrain campagnard où ne pousse pas grand-chose, juste de l'herbe pour petits chevaux béarnais. Par exemple : comment ses compagnons d'armes ont-ils pu attendre jusqu'à 2007 pour découvrir qu'il était mégalomane, dévoré

d'ambition, horrible égocentriste ? Quand il commençait à être connu, je l'ai invité à déjeuner. Je voulais lui poser les questions habituelles sur l'école (sa spécialité, au début), sur l'Europe, sur le gaullisme, bla bla bla… À peine avions-nous déplié nos serviettes qu'il me clouait le bec avec ses propres questions : « Vous avez lu quoi ? Dernièrement, quel bouquin ? Vos écrivains préférés ? » Je croulais sous l'assaut. Bayrou a un complexe vis-à-vis des énarques, de ces grosses têtes déplumées qui vous décortiquent un bilan et savent faire chanter les statistiques. Alors il tâche de prendre sa revanche en se montrant plus lettré qu'eux, sachant – le rusé – que la littérature est le rêve inassouvi des politiciens ordinaires. Son pari fou est de s'être penché à gauche après la présidentielle de 2007. La quasi-totalité de ses troupes l'a alors abandonné par fidélité à leurs alliés de toujours qui sont à droite. Il s'est retrouvé seul. Il ne semble pas qu'il ait été ébranlé pour autant dans sa foi en son destin national.

Chapeau

Il n'est plus de mise chez nos politiques. Le dernier à l'avoir régulièrement porté est François Mitterrand. Devenu socialiste sur le tard, à quarante-cinq ans, le président-à-la-rose avait pensé s'attirer les bonnes grâces de ses « camarades » en adoptant un couvre-chef à la Léon Blum, mais en plus monumental : un feutre à large bord qu'il soulignait parfois d'une écharpe d'un rouge flamboyant. Lui seul pouvait porter un tel chapeau. Après sa mort, son ancien Premier ministre Laurent Fabius, revendiquant éperdument le titre de dauphin, a coiffé un jour le feutre mitterrandien mais n'a réussi qu'à provoquer l'hilarité. Aujourd'hui, on n'imagine pas Nicolas Sarkozy posant pour la couverture de *Paris Match* affublé d'un semblable galurin.

Les politiques portent quelquefois ou font porter le chapeau. Dans notre Ve République, le meilleur porteur de chapeau est le Premier ministre : quand il y a crise ou simple mécontentement de la population, c'est lui qui paie la facture.

Ce qui n'est pas rare, en politique, c'est de manger son chapeau. Les présidents de la République eux-mêmes donnent l'exemple. Cela s'appelle la « real politik ». De Gaulle, en mai 1968, a été le premier à se prêter à cet exercice forcément douloureux. Il a promis d'organiser un référendum et non des élections législatives pour calmer l'ardeur des étudiants. C'est tout le contraire auquel il a dû se résoudre. Mitterrand, quinze ans plus tard, doit avaler, en guise de couvre-chef, son service public et laïque d'Éducation nationale, fleuron des 101 propositions délivrées aux Français pour leur changer la vie. Chirac, lui, s'est livré à une impayable contorsion pour se tirer du guêpier dans lequel Dominique de Villepin l'avait plongé avec son « contrat pour l'emploi ». Et, en fait de couleuvre, c'est un tigre du Bengale que Nicolas Sarkozy a dû ingurgiter en vendant au tycoon indien Lakshmi Mittal son joyau sidérurgique Arcelor. Chaque jour qui passe, un responsable politique est obligé d'avaler son amour-propre en forme de chapeau. Ce qui ne l'incite pourtant pas à une raisonnable humilité.

Chirac (Jacques)

Il était là, hiératique, patriarcal, lointain, sur la scène de l'auditorium de « son » musée des Arts Premiers. Il a lu son discours, de son style mécanique habituel. Puis, à tout petits pas, il est venu s'asseoir devant un verre non de bière mais de soda. Ailleurs, indifférent. Pour quelqu'un qui, comme moi, l'a connu jeune énarque chez Pompidou à Matignon, il y a quarante-cinq ans, le spectacle était pathétique. Sa femme, debout, à côté de lui, lançait d'une voix de gendarme quand quelqu'un s'approchait et avant même qu'il ait ouvert la bouche : « Parlez plus fort. Mon mari est très sourd ! » Un vieil ami m'a dit : « Elle tient sa revanche… »

Chirac a été victime du grand naufrage de la vieillesse dès qu'il a quitté l'Élysée, le pouvoir, la vie publique. Ce sont des accidents fréquents : la politique est une médecine de survie, comme l'a montré Mitterrand avant lui. Il a eu un éclair de bonheur à la publication du second tome de ses *Mémoires*, lorsqu'il a proclamé son amitié pour François Hollande, histoire simplement de faire enrager Bernadette ou Sarkozy, ou les deux. Le week-end, il lui arrive de déjeuner en tête à tête avec sa femme dans un restaurant vietnamien proche de l'Élysée : c'est toujours glacial. Parfois, il s'en va avant qu'elle ait fini son dessert : « Je vais faire ma sieste. Je vous renvoie le chauffeur ! » Quand elle est entrée au conseil d'administration de LVMH, chez Bernard Arnault, le rival détesté de François Pinault, il a eu du mal à accepter ce camouflet. Bernadette et sa fille Claude surveillent si étroitement leur grand homme qu'elles l'infantilisent. Il s'enferme dans une désolante carapace.

Il y a quarante-cinq ans, Marcel Dassault, mécène du parti gaulliste, chez qui j'étais salarié comme journaliste, m'a dit un jour : « Je vais vous présenter à un garçon dont je voudrais faire un secrétaire d'État à l'Aviation civile. Il va se présenter aux élections. Vous irez là-bas, dans le Limousin, monter un journal électoral comme celui auquel vous avez collaboré pour moi dans l'Oise. Mais ce sera un hebdo. » Quand Chirac est entré, je l'ai tutoyé. Nous nous connaissions depuis l'Algérie. Le parrain-avionneur a été ravi. Mais quand Chirac est parti, il m'a dit : « Vous me téléphonerez tous les soirs pour me dire ce qu'il vous demande. »

La base de départ était Limoges. Chirac déboulait le samedi matin. La veille au soir, très tard, Bernadette appelait : « Comment ? Mon mari n'est pas là ? » Je trouvais une explication : je crois bien qu'elle m'en a toujours voulu. On labourait la Corrèze. Chirac au volant conduisait comme un fou, derrière un nuage de fumée.

Le « bulldozer », l'appelaient les journaux. C'était plutôt une fusée. Il était gai, charmant, avec déjà tout l'art de caresser l'omoplate des électeurs et de faire la bise aux dames. Chez lui, c'était inné. Son baptême du feu, le point de départ de son destin national, c'est mai 1968. Il joue à la guerre secrète en nouant avec la CGT, et notamment avec Henri Krasucki, alors n° 2 du syndicat, des relations secrètes, précautionneuses, en déguisant sa voix au téléphone et en se rendant dans des HLM de banlieue avec un revolver dans la poche. Il colle à Pompidou, alors que la plupart des ministres regardent plutôt du côté du Général ou de cette gauche mitterrandiste/mendésiste qui se croit déjà au pouvoir.

Résultats : un an plus tard, Pompidou entre à l'Élysée et son protégé commence à mettre les bouchées doubles. Ses débuts comme ministre, chargé des Relations avec le Parlement, sont chaotiques. Le scandale de son château de Bity, trop vite qualifié de « monument historique », lui vaut même un blâme du chef de l'État : « Jacques, quand on veut faire de la politique, on ne se transforme pas en châtelain. » *Le Canard enchaîné* le surnomme « Château Chirac ». Il se tire de ce mauvais pas, tout en gardant la bâtisse corrézienne où, peu à peu, Bernadette prolonge ses séjours. Pour étayer ses ambitions, il est nommé ministre de l'Intérieur (des élections) quelques semaines avant la mort de Pompidou. Il ne le restera pas longtemps.

Dans les débuts du septennat suivant, il est tellement fasciné par Giscard qu'il imite l'élocution du chef de l'État, le chuintement excepté. Ses gourous, Juillet et Garaud, sauront mettre de l'huile sur le feu. Ils lui sont indispensables. Toute sa vie, il lui faudra un maître à penser-stratège. Il réchauffera ainsi beaucoup de serpents dans son sein : Juillet, Garaud, Pasqua, Balladur, jusqu'à Jérôme Monod. Il ne se croit pas – pas encore ? – à la hauteur d'un Edgar Faure…

La suite de l'histoire est connue. Pour plus de sûreté, il l'a racontée dans ses *Mémoires*, en se donnant le beau rôle, avouant quelques erreurs connues de tous et réglant ses comptes en gros et en détail.

Si les épreuves, les échecs et les deuils font les intrépides combattants, il a été bien servi. Anomalie pour un homme politique, il garde pour lui ses chagrins et ses humeurs, comme si c'était une faiblesse d'en prendre le public à témoin. La maladie de sa fille aînée, Laurence, est sa grande tragédie et peut-être son remords : la sanction du père absent. Quand elle a tenté de se suicider en se jetant par la fenêtre, la rumeur de sa mort a traversé le Tout-Paris des puissants et des médias. J'ai rendu visite à Chirac à l'Hôtel de Ville et j'ai dû lui dire une banalité pour lui exprimer ma compassion. Il m'a expliqué que cette épreuve durait depuis tant d'années qu'elle faisait en somme partie de lui-même.

Coupable ? Assurément. Hommes et femmes sont tellement dévorés par la politique qu'ils lui sacrifient sans regret leur vie de famille, parentale et conjugale. Chirac a passé son temps à courir, dans tous les sens du mot. On lui connaît deux grands amours pour des femmes qui lui auraient aisément fait oublier Bernadette. Mais il est de la dernière génération de l'hypocrisie obligée : un homme politique peut entretenir toutes les maîtresses et toutes les débauches, il ne divorce pas et garde la bague au doigt pour toucher la pogne de l'électeur. À cet égard, ce radical-conservateur est d'un classicisme absolu.

De son acharnement à se barricader derrière le mur de sa vie personnelle, certains ont conclu qu'il « ne s'aimait pas ». Je ne m'aventurerai pas dans cette psychologie de bazar. Il a sûrement une certaine humilité : il ne se rêve pas en grand acteur de l'histoire mais il ne doit pas en souffrir. Il aime, ou du moins il a aimé, la vie avec gourmandise et volupté. Arrivant un jour en retard pour le rituel des vœux à la presse des présidents de la République, je le vois dans l'antichambre embrasser une journaliste à pleine bouche sous le regard des gardes républicains. Après quoi, ma consœur, ravie, me pousse du coude : « Il est vraiment fou ! »

Non, on ne peut pas s'apitoyer sur la vie et le parcours de Jacques Chirac. Il y a du miracle là-dedans : il n'a pas la dimension de ses quatre prédécesseurs, mais la politique n'a pas toujours des personnalités d'exception à se mettre sous la dent. D'ailleurs, les citoyens accordent plus volontiers leur confiance à quelqu'un de « normal » (comme dit François Hollande) qui leur ressemble. Chirac est bien de sa terre, de ses racines et de sa tradition. Pompidou ne s'y était pas trompé en le sélectionnant. Ses répliques de corps de garde – « La Thatcher, elle veut mes couilles sur un plateau ? » – sont bien françaises, rurales même, et font partie de son charme. Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988, avant son fameux débat avec Mitterrand qui lui coûtera la victoire, il lâche à quelques journalistes : « Oh, vous savez, dans ces sortes de débat, on dit toujours n'importe quoi. » Cette belle spontanéité fait oublier qu'il pratique par ailleurs une impeccable langue de bois et prononce des discours écrits par d'autres avec un naturel confondant.

Dans sa phénoménale épopée, il y a une phase héroïque, en 1993-94, lorsqu'il a laissé Balladur s'en aller à Matignon. Il ne s'est pas un instant attendu à la trahison tout simplement parce qu'il juge son ex-collègue du

cabinet de Pompidou si précieux, si gourmé, invendable électoralement. Six mois plus tard, l'autre lui avait déjà chapardé les deux tiers du RPR et caracolait en tête des sondages. Chirac avait installé ce qu'on appelait bêtement une « antenne présidentielle », boulevard Saint-Germain où erraient deux ou trois âmes en peine, surveillées par Madame fille, Claude.

Heureusement, par modèle en latex interposé, il se rappelait au souvenir des Français grâce aux « Guignols de l'info ». Un soir sur deux, on le voyait faire et défaire ses valises pour le voyage vers l'Élysée, avec le couteau de Sarkozy planté dans le dos. Puis il se réveillait au milieu de la nuit avec des sueurs froides, craignant d'avoir oublié ses souliers vernis. Et toujours son intervention se terminait par un cri de douleur : « Putain ! Encore deux ans… »

Au long de ces deux mortelles années, il n'avait plus de maître stratège ni même de « lieutenant » à sa disposition. Alain Juppé était ministre de Balladur et nullement pressé de choisir entre deux hommes qui allaient inévitablement s'affronter. Chirac conservera un souvenir brûlant de cette traversée solitaire et ne pardonnera jamais au ministre du Budget d'Édouard Balladur, le déjà omniprésent Sarkozy, d'avoir déclenché contre lui le feu judiciaire en envoyant à un juge d'instruction le dossier fiscal d'une entreprise de peinture travaillant pour la Ville de Paris et subventionnant en sous-main le RPR. Après plus de quinze années, avant même de comparaître en justice pour ces « abracadabrantesques » histoires, Chirac a lancé à l'adresse de son successeur, dans ses *Mémoires* : « Je sais désormais à quoi m'en tenir. » Il aura mis le temps…

Le signe affectueux que les Français lui envoient à travers les sondages ne lui est plus d'un grand secours. Il réserve à présent ses forces au combat contre l'âge, les handicaps, la décrépitude.

Quand il s'est installé quai Voltaire, dans le bel appartement offert ou prêté par la famille de son « frère » assassiné, Rafic Hariri, un de ses plus vieux amis lui a dit : « N'y reste pas trop longtemps. Les Français sont choqués… » Il a répondu : « Je m'en fous. » Il découvre, bien tard, une liberté sans précautions que sa femme et sa fille tâchent de lui mesurer.

Choux farcis

On appelle ministère des Choux farcis un portefeuille gouvernemental dont la seule raison d'être est de procurer à son titulaire une ligne dans sa carte de visite, des voitures avec chauffeur et un bureau de style fourni par le Mobilier national. Cette trouvaille remarquable a pour auteur Jacques Chirac, alors Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing. À quelques mois des élections municipales, il voulait offrir un titre à quelques candidats de ses amis. C'est ainsi que Jean Tiberi, sur qui Chirac comptait pour l'aider à conquérir Paris, s'est retrouvé le plus officiellement du monde secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture et auprès du ministre de l'Industrie

et de la Recherche chargé des Industries alimentaires.

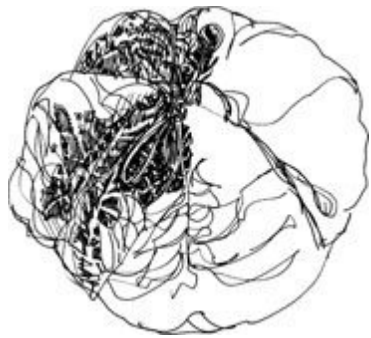
Éclat de rire général de la classe politique. Tiberi est magistrat et a tout juste trente ans. Il est marié avec Xavière. Il va bientôt remplir sa véritable fonction consistant à recruter, morts ou vifs, des électeurs pour Jacques Chirac et accessoirement pour lui-même. Son expérience ministérielle a duré, en tout et pour tout, sept mois. Au bout de cette période, Chirac a démissionné et Barre n'a pas cru devoir maintenir à son poste le secrétaire d'État aux Industries alimentaires. Tiberi lui-même ne s'est jamais fait d'illusions sur son destin ministériel et ne s'est jamais fait appeler, selon l'usage, « monsieur le Ministre ».

Les ministères des Choux farcis ont fait des petits, régulièrement, dans des gouvernements de gauche ou de droite. Les deux premiers gouvernements de la gauche, constitués par Pierre Mauroy pour le compte de François Mitterrand, comportaient, parmi quarante-quatre ministres et secrétaires d'État, un ministère du Temps libre confié à André Henry.

C'était l'ancien secrétaire général du syndicat de l'Éducation nationale dont il avait cédé le siège, rue de Solférino, au parti socialiste. Son activité gouvernementale a été des plus modestes. Elle n'a laissé aucune trace dans les annales de la République mais l'usage s'est perpétué de ces ministères à la dénomination parfois exotique et sans attribution réelle.

Dans les premières années de la présidence Sarkozy, il y avait une secrétaire d'État chargée de l'Écologie auprès du ministre de l'Environnement. Elle avait son franc-parler, elle n'hésitait pas à critiquer publiquement le ministre chargé de sa tutelle. Faute de la remplacer, car elle n'avait pas failli, elle a été nommée secrétaire d'État chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique.

Adieu les choux farcis ! Les dénominations des ministères cèdent à la mode. Nous avons eu, pour flanquer la ministre de l'Économie, un ministre en charge de la « mise en œuvre du Plan de relance ». Il fallait trouver un emploi au secrétaire général de l'UMP Patrick Devedjian qui avait cessé de plaire. En prime, on lui a déniché un joli hôtel du XVIIIe siècle, avec vue sur les jardins de l'évêché, au cœur de ce Faubourg Saint-Germain où résidait autrefois la noblesse française.



Chrysanthèmes

L'inauguration des chrysanthèmes, c'est l'exact contraire de l'omniprésidence instaurée par Nicolas Sarkozy. Par cette formule bucolique, le général de Gaulle entendait stigmatiser les pouvoirs, exclusivement protocolaires, incombant aux présidents des III^e^ et IV^e^ Républiques. Avant lui, on parlait de Président-potiche, mais, après tout, du pot à la fleur, la distance n'est pas considérable.

Une fois investi d'un pouvoir suprême dérivant superbement vers la monarchie, le Général lui-même ne négligeait pas pour autant les chrysanthèmes. Il note, dans ses *Mémoires d'espoir,* qu'au cours de ses visites en province, il effectue « au long du chemin, visites d'usines, de chantiers, de mines, d'exploitations agricoles, d'universités, de laboratoires, d'écoles, d'établissements militaires, etc. ». À l'Élysée, de janvier 1959 à 1962, il reçoit à sa table quinze mille Français et étrangers. Ses successeurs ne manqueront pas de sacrifier à ces inaugurations, surtout lorsque des élections apparaissent à l'horizon. En 1985, Mitterrand passe ainsi en l'espace de quelques heures d'une commémoration de la Résistance dans le Vercors à une visite du Salon de la bande dessinée à Angoulême. Mais aucun président de la République n'éprouve autant l'ivresse des chrysanthèmes que Nicolas Sarkozy. Les cérémonies funèbres, les consolations aux victimes de catastrophes plus ou moins naturelles, les événements sportifs : tout lui est occasion d'apparaître, de se montrer, de dire un mot. Le soir, il se regarde aux journaux télévisés avec le même ravissement que de Gaulle découvrant la magie du petit écran.

Ces chrysanthèmes-là ne sont pas sans danger. Ils offrent une occasion aux mécontents de crier des insultes au chef de l'État, aux manifestants de s'approcher avec leurs banderoles jusqu'à une distance plus ou moins respectueuse établie par un service d'ordre musclé. C'est le prix à payer pour ces inaugurations qui donnent au président de la République l'illusion de sa place dans l'histoire, de son immortalité et de la confiance de son peuple.

Cinquième

À peine née, et sacrée ou plutôt plébiscitée (79 % des suffrages au référendum), la Cinquième a accusé de tous les maux, péchés et crimes, la IV^e^ République, sa mère nourricière. Celle-ci était-elle aussi coupable qu'on l'a dit après sa mort ? Elle avait assuré rapidement la reconstruction du pays. Elle avait certes échoué à mener à bien la décolonisation. Mais ce n'était pas l'heure et le pays n'y était pas prêt. Les pères fondateurs de la Cinquième, les gaullistes, stigmatisaient les crises ministérielles à répétition : vingt-quatre gouvernements en douze ans, mais c'étaient les mêmes hommes qui s'échangeaient les postes, comme au jeu des chaises musicales. Pendant les crises, l'État était tenu en main par une haute administration exemplaire.

Dix ans plus tard, après avoir quitté le pouvoir et regagné sa solitude de Colombey, de Gaulle s'obstinait à régler ses comptes avec ce régime de

malheur qui l'avait, de 1946 à 1958, condamné à une traversée du désert. Dans les premières pages de ses *Mémoires d'espoir*, il dénonçait encore « l'écheveau des combinaisons, intrigues et défections parlementaires, alimentées par les motions des congrès et des comités, sous les sommations des journaux, des colloques, des groupes de pression ».

La Cinquième a toujours nié avec force devoir quoi que ce soit aux militaires d'Algérie. Les gaullistes du premier cercle, Delbecque, Neuwirth et Soustelle, pendant l'agonie de la Quatrième, se trouvaient bien en Algérie, mais « à mon insu » répétera de Gaulle ! À ceux qui s'opposaient à son retour au pouvoir, craignant sa dictature, il lançait d'une grosse voix amère : « Eh bien ! Je n'ai pas autre chose à faire que vous laisser vous expliquer avec les parachutistes ! »

Le rappel du Général, en cette fin de mai 1958, est hâté par le président de la République, Quatrième du nom, René Coty : « Brave homme et bon Français », concède le Général du bout des lèvres.

L'acte de naissance de la Cinquième, sa Constitution, est rédigé par Michel Debré, lu et approuvé par un conseil consultatif de 39 membres dont 26 parlementaires. Le nouveau régime sera constitué autour d'un chef de l'État « qui soit réellement la tête du pouvoir », un Premier ministre ayant à déterminer et à conduire la politique, un Parlement dont les membres ne pourront simultanément participer au gouvernement.

Dans les notes prises au jour le jour durant cette période lourde d'histoire, le chef du parti socialiste et ministre d'État Guy Mollet rapporte un entretien avec de Gaulle. À la question, alors débattue, du mode d'élection du président de la République, le Général s'était opposé au suffrage universel pour ce scrutin : « Ce serait un cirque à l'américaine et les Français finiraient par élire Léon Zitrone. » De Gaulle était clairvoyant sur le rôle que la télévision (dont Zitrone était la vedette n° 1) allait jouer dans la politique.

La Cinquième n'a pas encore égalé le record de longévité de la Troisième : soixante-six ans. Pour dépasser la cinquantaine, ce qui est déjà beau, elle a dû subir quelques liftings.

Mais l'essentiel, l'autorité du chef de l'État, hommage furtif de la République à la monarchie, est préservé.

Cohabitation

Les politiques l'ont en horreur, qu'ils soient de gauche ou de droite. L'idée de partager le pouvoir équitablement entre les deux rives de la Seine, entre le palais de l'Élysée et l'hôtel Matignon, leur est intolérable. Quand ils pratiquaient à leur tour la cohabitation, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont trouvé un stratagème pour l'empêcher à jamais : en faisant coïncider, à quelques semaines près, les élections présidentielle et législatives, ils se persuadaient que les Français avaient un minimum de suite dans les idées et donneraient au président qu'ils avaient élu une majorité solide pour gouverner

dans la tranquillité.

Mais nos deux cohabitants auraient dû se méfier : cette réforme institutionnelle, touchant le calendrier électoral, était approuvée, avec des roucoulements de la glotte, par Giscard, le tacticien le plus dangereux et pervers de la République. Il est possible que les Français, aussi diaboliques que l'ancien Président, se vengent des politiques qui veulent leur forcer la main en votant à droite un jour et à gauche le lendemain. Ou vice-versa.

Je ne sais si les Français détestent la cohabitation autant que leurs élus. Pour ma part, je serais bien ingrat si je la condamnais aujourd'hui : elle m'a donné chaque fois de beaux instants de tension théâtrale, de séduisants moments de virtuosité tactique, bref, de pures délectations pour un amoureux de la politique. Il me semble que la cohabitation corrige la dérive monarchique de la Ve République, atténue les fâcheux effets du pouvoir personnel ou de l'omniprésidence.

Selon une légende comme il s'en est tant écrit à son propos, Mitterrand aurait été victime d'une vraie dépression lorsque les élections législatives de 1986 perdues par la gauche (malgré l'adoption d'un scrutin à la proportionnelle qui a fait entrer le Front national à l'Assemblée) lui ont imposé une cohabitation avec la droite. Les premiers Conseils des ministres furent d'une froideur polaire. Chirac se remuait et se montrait. Mais aux premières difficultés sérieuses du gouvernement, une fronde des lycéens, des manifestations et la mort d'un homme, Mitterrand s'est rappelé au bon souvenir des Français en recevant, à l'Élysée, une délégation de jeunes manifestants. Plusieurs bons apôtres ont alors conseillé au Premier ministre de démissionner mais celui-ci a aussitôt écarté cette éventualité : « J'ai déjà démissionné du temps de Giscard. Je ne veux pas être le Premier ministre qui démissionne tous les dix ans ! »

Placé en position défensive, le Président – qu'on avait alors cessé d'appeler « Dieu » – a vite recouvré toute sa combativité. À la fin de cette période de calvaire supposé, il a déclaré aux socialistes, en un euphémisme caractérisé : « Oui, j'étais peut-être un peu lassé de fréquenter qui je fréquentais. » Avec Chirac, il a connu de drôles d'épisodes, notamment un voyage d'État à Madrid pour parler Europe avec le Premier ministre espagnol (son ami Felipe Gonzalez) en mars 1987. Au sortir d'un dîner de gala, en habit, chez le roi, alors que Mitterrand est allé se coucher, le Premier ministre convoque à brûle-pourpoint une conférence de presse. À 1 heure du matin ! Il s'ingénie à démontrer que les relations franco-espagnoles se sont améliorées grâce à sa politique d'extradition des réfugiés basques ! Mitterrand attend le lendemain matin pour riposter et rappeler que l'actuel Premier ministre s'est opposé à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Les premiers à rire de cette incroyable passe d'armes franco-française sont les Espagnols.

Cinq ans plus tard, rebelote pour Mitterrand, mais avec un partenaire d'un tout autre modèle, ce Balladur qu'il a connu ministre des privatisations au cours de la première cohabitation. La partie est, cette fois, moins rude,

entre un Mitterrand en fin de règne et affaibli par le cancer et un Balladur qui se voit déjà lui succéder. Les fleurets sont mouchetés, les poignards en carton. Le Premier ministre se croit le plus malin des deux. Il devait, quinze ans plus tard, raconter cette cohabitation, réalisant sans doute que Mitterrand avec ses compliments papelards, l'a constamment roulé dans la farine des illusions.

Dans le troisième acte, on retrouve Chirac mais, cette fois, dans le costume de Président. Là encore, les premières semaines sont aigres, la présence de tous ces socialistes à la table du Conseil rappelle à chaque minute au chef de l'État qu'il a été l'artificier de cette maudite cohabitation. La bourde magistrale de la dissolution est vraiment dure à digérer. Mais le nouveau Président a retenu la leçon de son prédécesseur : tout vient à point à qui sait attendre. Chirac attend donc, et c'est tout à la fin de son mandat, au cours de la campagne électorale pour sa réélection, que son adversaire fait un faux pas irréparable : dans notre pays de vieux électeurs, Jospin ironise sur l'usure du chef de l'État.

La cohabitation donne toujours lieu à des dérapages de ce genre car elle oblige les protagonistes, en public, à la plus impeccable courtoisie. Résultat : en privé, devant des journalistes pris pour témoins, ils se défoulent. Mitterrand, fameux renard, savait tenir sa langue et garder la main sur le cœur, mais sa hautaine retenue faisait sortir Chirac et même Balladur de leurs gonds. En 2002, c'est Lionel Jospin qui, n'en pouvant plus, attribuait à son adversaire, le Président sortant, toutes les misères qu'il avait subies comme Premier ministre : aussi bien les attaques du patronat contre les 35 heures que la révélation de son passé trotskiste dont il avait pensé se tirer avec des mensonges.

Dans la cohabitation, avatar de notre V^{e} République monarchique, le président de la République bénéficie d'un handicap avantageux. Tout juste lui faut-il, pendant le temps que dure cette épreuve, manifester du sang-froid, du flegme, une espèce d'invulnérabilité.

Collaborateur

Le mot vient – ou plutôt venait car il n'est plus en usage de nos jours dans son acception politique – des années noires de l'Occupation. On disait « collabo » et les pédants « collaborationniste ». Sous ce vocable étaient désignés les partisans de la collaboration avec l'Allemagne nazie, et ceux du régime de Pétain : les mauvais Français, eux-mêmes se jugeant les « bien-pensants ». Je ne vais pas me hasarder ici à décider lesquels étaient les plus nombreux. Quelques semaines avant la Libération, les Parisiens venaient en masse acclamer le vieux Maréchal qui, lui-même, ne croyait plus guère aux vertus de la collaboration.

Après la guerre, pendant un demi-siècle, jusqu'à la mort de François Mitterrand, quiconque prétendait à une carrière politique devait jurer sur les saintes huiles de la République qu'il n'avait pas été collabo. La génération de Chirac a été la première à n'être pas soumise à cette obligation. Âgé de dix ans en 1942, le successeur du président socialiste n'était naturellement pas tenu de prouver qu'il n'avait pas eu connaissance des lois antisémites écrites par Vichy.

Cette histoire de collaboration est la grande affaire de François Mitterrand qui, comme beaucoup de Français, avait commencé collabo pour tourner résistant ensuite. On savait depuis longtemps qu'il avait reçu la francisque, Légion d'honneur pétainiste, des mains du Maréchal. En 1965, lorsque Mitterrand s'est présenté contre le Général à l'élection présidentielle, les gaullistes brûlaient de sortir de leurs archives, avec photo, la preuve de l'appartenance du (nouveau) socialiste aux damnés de la collaboration. C'est de Gaulle lui-même qui leur a interdit ce lancer de « boules puantes ». Et pendant trente ans, élection à l'Élysée aidant, l'ancien collabo honteux a pu écarter de lui l'infâme soupçon. Mais vers la fin de sa vie, les Français, socialistes inclus, ont découvert avec une belle indignation qu'il avait, pendant toutes ces années, pour lui glorieuses, conservé d'amicales relations avec un stratège de la collaboration, nommé Bousquet, organisateur des rafles de Juifs à Paris. Malade, abandonné peu à peu par ses fidèles, le vieux monarque en fin de règne a eu toutes les peines du monde à se défendre. Il pouvait raconter tout ce qu'il voulait, mensonges et aveux mêlés, Bousquet ne passait pas. Devenu homme d'affaires sous la IVe République après avoir passé entre les mailles du filet de l'épuration, le sulfureux personnage n'a cessé de subvenir aux dépenses de campagne de Mitterrand. Tout à coup, un demi-siècle après la fin de l'Occupation, la collaboration surgissait au cœur de la vie politique.

Réapparition éphémère. Après Mitterrand, Chirac se paya le luxe, dans un discours au Vél' d'Hiv qui demeure un temps fort de ses douze ans de présidence, de dénoncer l'État français de Vichy responsable de collaboration avec les nazis.

Son successeur a fermé la page sans doute définitivement. Sarkozy est né dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Peut-être a-t-il lu des livres sur la collaboration, mais ce n'est pas sûr. Notre République avec lui

peut espérer cesser d'avoir mal à son histoire et la France en avoir fini avec les souvenirs d'un pays divisé, déchiré entre victimes et bourreaux, où seule une minorité représentait le courage et l'honneur.

D'ailleurs, quelques mois après son entrée à l'Élysée, Nicolas Sarkozy a qualifié le Premier ministre de « collaborateur ». Le mot chargé de condescendance a fait scandale. Mais personne n'a imaginé pour autant que François Fillon avait été un mauvais Français sous l'Occupation : il n'était pas né.

Comédie

Au début de l'année 1995, alors que le sang ruisselait dans le combat entre Chirac et Balladur, la Comédie-Française a mis à l'affiche la première tragédie de Racine intitulée *La Thébaïde ou les frères ennemis*. La malice ou l'impertinence n'est pas fortuite d'autant que cette œuvre de jeunesse de l'auteur de *Phèdre* ne méritait pas cette exhumation par notre premier théâtre national. C'est l'histoire de deux frères, Étéocle et Polynice, qui se combattent jusqu'à la mort malgré les supplications de leur mère Jocaste et de leur sœur Antigone. Tout à leur sauvage duel, Chirac et Balladur n'y ont vu que du feu et n'ont même pas poussé la curiosité jusqu'à venir passer la soirée à la Comédie-Française.

La politique ne fait pas grande consommation de tragédies classiques en alexandrins. En revanche, elle nous joue des comédies souvent burlesques et parfois hilarantes. À la première place de son répertoire figure un vaudeville d'Eugène Labiche datant de 1850 et intitulé : « Embrassons-nous, Folleville ». Les Français ont pu en voir une version savoureuse à la télévision le 9 juin 1992 avec deux jeunes acteurs promis à une carrière exceptionnelle : François Léotard, âge de cinquante ans, et son cadet Nicolas Sarkozy, trente-sept ans. Dans une scène de haut vol, ils ont échangé avec un sérieux impayable les serments, les cajoleries, les embrassades. Or, au même moment, leurs familles respectives, le RPR de Jacques Chirac et l'UDF, nous rejouaient le drame sanglant des Capulet et des Montaigu, avec l'Europe de Maastricht comme champ de bataille.

L'UDF avait approuvé, de concert avec les socialistes, un texte en faveur du futur traité. D'où fureur du RPR. Échange de menaces et d'injures de part et d'autre. Chirac, toujours fier-à-bras, a promis « de retrouver sur sa route jusqu'à la fin de ses jours » le porte-parole de l'UDF Charles Millon qui venait de remercier, à la tribune de l'Assemblée, les socialistes pour leur coopération au service de la cause européenne.

Il y a d'autres classiques : par exemple, le one-man show sur la « politique politicienne », Giscard et Chirac réalisant de jolies performances sur ce thème. Nous, journalistes politiques, nous avons droit régulièrement à une représentation dans le fastueux décor du Palais-Bourbon : échange, entre la droite et la gauche de l'hémicycle, de menaces, de commentaires ironiques,

et parfois d'insultes, sous l'arbitrage plus ou moins sérieux du président de l'Assemblée. Quelquefois, la pièce connaît une prolongation dans les couloirs. Parfois, plus rarement, à la buvette où c'est toujours avec joie que l'on peut applaudir à la réconciliation d'adversaires qui en venaient presque aux mains le quart d'heure précédent, en séance.

Grâce à la télévision, toutes ces comédies qui se jouaient jadis à huis clos ont le peuple français comme public. À commencer par la séance hebdomadaire des questions d'actualité : aucun parlementaire ne manque cette occasion de se donner en spectacle à ses électeurs. Chacun peut apprécier comme il se doit l'humour des répliques, les sifflets et les rictus des acteurs. Et quand le public est mécontent, il soupire : « On se croirait à Guignol. »

Comités

C'est, avec les escargots dont ils ont la méditative lenteur, une spécialité française. Comités, instituts, conseils (parfois hauts) : diverses appellations contrôlées pour désigner le même genre de zinzin.

De Gaulle leur avait, je ne sais pourquoi, donné le beau nom de Théodule. Ces machins existent donc depuis la nuit des temps. C'est le moyen qu'a trouvé la République pour fournir de minuscules prébendes à ses protégés, sans risquer la moindre contestation : les membres des comités sont généralement nommés par le pouvoir, et choisis pour une compétence que nul ne voudrait vérifier.

Il y en a de toutes sortes, dans les domaines les plus variés. Dans sa loi de finances 2010, le ministère du Budget en a dénombré 719. Ce recensement très officiel prouve du moins qu'ils coûtent cher, très cher à notre Trésor public. Tous les ans, on en supprime qui ne servent manifestement plus à rien. Et tous les ans, on en crée au moins autant – sinon davantage.

Le même document officiel révèle par exemple qu'il existe un « Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics » comprenant 28 membres dont certains sont peut-être – qui va vérifier ? – fonctionnaires en activité ou retraités. Cet organisme émarge au budget de l'État pour plus de 220 000 euros. Il ne semble pas qu'il se soit réuni depuis trois ans : peut-être a-t-il fait le tour complet de la redoutable question qui lui était posée.

Certains de ces comités ont une existence purement théorique ou, si l'on préfère, virtuelle. Tel est le cas de l'« Observatoire de la laïcité », ou encore du « Comité national de la facilitation » dont un journal sérieux comme *Le Monde* n'a jamais réussi à découvrir quelle était sa raison d'être. On sait seulement qu'il aura bientôt quinze ans d'âge mais il n'a été trouvé nulle part la moindre trace de ses travaux.

Nicolas Sarkozy a fait un usage judicieux de ces comités : il y a accueilli des représentants éminents de l'opposition, comme Jack Lang, Pierre Mauroy ou Michel Rocard. Faut-il enregistrer dans cette rubrique le Conseil économique, social et environnemental ? Cette assemblée, avec son grand

train de vie, compte dans son sein nombre de « personnalités qualifiées » nommées par le gouvernement : en général, des amis politiques tombés au champ d'honneur d'une bataille électorale. L'indemnité est confortable : trois fois et demi le Smic. Le travail, pour ainsi dire facultatif. Le Conseil sert aussi de maison de retraite pour syndicalistes de bonne composition.

Commission

Depuis qu'il y a chez nous une République présumée parlementaire, comme l'est la Cinquième, la commission remplit deux usages : soit elle enquête sur un dysfonctionnement quelconque de l'État ou les méandres d'une « affaire » en majuscule, soit elle suggère des solutions pour résoudre une difficulté nouvelle.

Dans ce dernier cas, une commission a eu à phosphorer sur le port du foulard islamique à l'école laïque et républicaine. Quant au type de la commission d'enquête, c'est celle, de caractère parlementaire, constituée pour tirer au clair la colossale bévue de la Justice consécutive à « l'affaire d'Outreau ». Ses conclusions dorment dans un placard. Il y a cent ans, Clemenceau se moquait déjà : « Quand on ne sait pas régler un problème, on crée une commission. » L'artisan de la victoire du 11 novembre 1918 nous a transmis une autre règle d'or : « Pour être efficace, une commission d'enquête ne doit comporter que trois membres dont deux sont systématiquement absents. »

En 1992, sous le règne de François Mitterrand, face au péril que faisaient courir deux scandales financiers, consécutifs l'un à une vente de Péchiney et l'autre à un « raid » d'ailleurs raté sur la Société Générale, une commission parlementaire a été chargée d'établir que certaines personnes s'étaient enrichies en commettant un « délit d'initié ». Étaient visés, outre quelques patriarches des affaires que la presse appelait les « golden papies », deux proches collaborateurs du Premier ministre et ancien ministre des Finances, Pierre Bérégovoy.

La commission s'est perdue dans je ne sais quels sables. Les « papies » qui voulaient me traîner en justice pour avoir dénoncé la mansuétude bizarre dont ils bénéficiaient de la part des socialistes n'ont pas été ruinés. Et si M. Boublil et M. Naouri ont été inculpés, leurs malheurs judiciaires ne les ont pas achevés : Jean-Charles Naouri, ancien directeur de cabinet du pauvre Bérégovoy, poursuit une paisible carrière de grand patron, P-DG du groupe Casino et membre de plusieurs conseils d'administration. Comme quoi les bons tuyaux qui tombent dans l'oreille de ces messieurs du CAC 40 ne constituent pas des délits mais des petits avantages en nature inhérents à leur statut.

Le raid sur la Société Générale aurait pourtant pu être facilement déchiffré par n'importe quelle commission d'enquête. Les faits datent de 1988 : revenue au pouvoir dans les bagages de François Mitterrand, la gauche

s'était mise en tête de reprendre le contrôle de la banque qu'elle avait nationalisée en 1981 et que le gouvernement Chirac avait privatisée cinq ans plus tard.

L'opération a été organisée, avec la bénédiction de « Béré » et le concours de plusieurs financiers de haut vol, les illustres papies, en liaison avec la Caisse des dépôts et consignations. Un milliard de francs de l'époque ont été versés par le Trésor public, et des sociétés écrans, ayant leur siège dans des paradis fiscaux, utilisées. C'est ainsi que de jolies plus-values ont été réalisées grâce à l'argent des petits, tout petits épargnants.

Une fois à l'Élysée, Nicolas Sarkozy a trouvé un usage intéressant des commissions non parlementaires. Il distribue leurs sièges aux gens dont il veut s'assurer la neutralité. Il a ainsi nommé Rocard à la tête d'une commission chargée de dire à quoi pouvait servir l'argent collecté dans un grand emprunt. On n'avait jamais rien vu de tel : un emprunt annoncé des mois à l'avance sans que l'on sache à quoi il servirait, au juste. Rocard siégeait à la tête d'un aréopage d'experts variés, en coprésidence avec Alain Juppé, chiraquien notoire à qui Sarkozy rendait de temps en temps hommage pour manifester son ouverture d'esprit.

Tout cela ne tire guère à conséquence, sinon que ces commissions qui occupent des fonctionnaires, des bureaux, des voitures avec chauffeur coûtent de l'argent aux contribuables. Et cette mode n'est pas près de disparaître.

Communication

En français d'aujourd'hui : la com. Dérivés : dircom (en anglais *spin doctor*), plan com, etc. C'est la quintessence de la politique, sa matrice, sa forme aboutie. Les hommes politiques ont, autour d'eux, des équipes de communicants qui les managent, les drivent et, pour parler clair, les dirigent. La communication politique est devenue un secteur d'activités considérable. Elle a ses agences, ses artisans, ses travailleurs au black. Beaucoup de journalistes se convertissent à la communication politique, certains officiellement et à temps plein, d'autres masqués. On assiste ainsi à des carrières étonnantes. La plus épatante sans doute est celle de Jean-Luc Mano. Ce garçon, devenu un homme important dans tous les sens du terme, roulant dans des carrosses de cinéma, a débuté dans la vie comme journaliste à *L'Humanité*, ce qui n'interdit pas les rêves de splendeur. En 1981, la gauche unie triomphe. Il a vingt-cinq ans. Il faut faire de la place aux journalistes communistes qui galèrent depuis tant d'années pour des salaires de sous-prolétaires. Voilà notre Mano journaliste à la télévision (publique) puis conseiller à l'Élysée pour les voyages présidentiels. Il fait son chemin. On le retrouve chef du service politique de France 2. Puis, après un passage au *Canard enchaîné*, directeur de l'information de France 2 durant la cohabitation Balladur-Mitterrand. Après, il va ici ou là, dans des rédactions en difficulté : je l'ai croisé à la radio BFM avant sa mise en liquidation. Il avait

été recruté pour une opération de sauvetage qui a capoté en quelques semaines. De mauvaises langues prétendent qu'il n'est pas étranger au naufrage.

C'est ensuite qu'il devient communicant politique pour des ministres de droite, notamment pour Michèle Alliot-Marie pas toujours très regardante sur le pedigree de ses collaborateurs.

La communication dévore les budgets des campagnes électorales. Celles-ci ne sont au fond qu'une variante des campagnes publicitaires : mêmes méthodes, mêmes processus, même objectif : vendre. La com est à l'origine de l'abaissement de la politique, de la pauvreté du discours, de la démagogie et du clientélisme dont elle se nourrit. Mais nos communicants émérites savent camoufler cette misère sous un charabia pédant enseigné dans les nombreuses écoles de com. De nos jours, les plus redoutés spécialistes en stratégie de communication viennent de nos meilleures agences de publicité.

Ce sont eux qui interviennent, comme des médecins urgentistes, lorsqu'un homme politique est pris dans quelque méchante affaire. À coup sûr, si Valéry Giscard d'Estaing, emporté dans le scandale des diamants, avait consenti à faire appel à quelques grands professionnels, il aurait sauvé sa dignité et peut-être son fauteuil élyséen.

Dans notre histoire récente, deux grands maîtres de la communication ont fait des prodiges en politique : Jacques Séguéla, généralement considéré comme l'artisan de l'élection de Mitterrand à la présidence de la République, et Jacques Pilhan, qui a fait bénéficier de ses talents tant Mitterrand que Chirac. Une douzaine d'années après sa disparition, Pilhan est encore vénéré comme un génie de la communication, de la politique, du pouvoir. Méritait-il cet excès d'honneur ? Il avait convaincu Mitterrand d'user de la parole avec parcimonie. Inutile d'être sorcier pour savoir le prix du silence.

J'ai servi d'alibi à Pilhan. Au moment où j'étais jugé par Mitterrand indigne de toute espèce de fréquentation, il me recevait ostensiblement, poussait l'audace jusqu'à partager avec moi le pain et le sel. Une figure de diable, mais de diable gentil, avec des yeux d'azur. Mais je ne crois pas qu'il était aussi débonnaire qu'on le dit. Il suffisait de ne pas se prosterner devant lui, de ne pas le craindre. Il paraît qu'à l'Élysée il a coupé quelques têtes. Depuis la nuit des temps, les conjurations sont courantes à l'ombre du Prince… Aux premières heures du règne de Mitterrand, Pilhan avait un alter ego, Colé. Un facile jeu de mots circulait dans Paris : Colé-Pilhan devenait Colan-Pilé.

Comme la plupart de ces maîtres de la communication, Pilhan ne réservait pas aux politiques l'exclusivité de sa science. Il en faisait profiter aussi les patrons des grands groupes. Il pratiquait ainsi le cumul public-privé, sachant que la politique est éphémère, du moins versatile. Le plus bel exemple de réussite prodigieuse, c'est Anne Méaux. Toute jeune, sortant de Sciences-Po, elle a été embauchée au service de Giscard. Blonde, jolie, bon genre. Elle était cornaquée par la communicante attitrée de VGE, Marie-Hélène dite

Mylène Descamps. Comme souvent dans ces sortes d'histoires, l'élève a fini par croquer le maître. Aujourd'hui, Anne a pour clients tout ce qui compte dans le monde des affaires et elle a cultivé ses relations politiques. Quand Raffarin était Premier ministre, Anne avait l'œil à tout. C'est elle qui a organisé le rachat du groupe sidérurgique franco-luxembourgeois Arcelor par le richissime Indien Mittal.

À gauche, le *spin doctor* infaillible s'appelle Stéphane Fouks. Il a débuté au cabinet de Rocard, à la fin des années 80. Puis, lorsque son patron a été congédié comme un « larbin », il est passé à la publicité, c'est-à-dire à la communication qui n'ose pas dire son nom. Patron d'Euro RSCG, il s'est occupé jusqu'au printemps de façon intense des intérêts et de l'image de Dominique Strauss-Kahn. Les courants du PS, où tant de bons nageurs ont été engloutis, n'ont pas de secret pour lui. Quand DSK, directeur du FMI, a été dénoncé par les vertueux journaux américains pour une misérable aventure qui chez nous n'aurait que fait sourire, hop ! prestissimo, c'est tout l'état-major de Fouks qui débarque à Washington pour mettre au point une contre-offensive.

Ainsi, publicité et politique se mêlent et se confondent sous le sigle de la communication. Mais la tragi-comédie du Sofitel a montré les limites de ces communicants infaillibles.

Pourtant, une fois au pouvoir, nos dirigeants attribuent toujours à la com des vertus proprement miraculeuses. Quand ils affrontent une révolte des banlieues, quand ils essuient un raz de marée électoral ou lorsqu'ils sont menacés d'une crise, la communication est à la fois la cause et le remède. Ils sont persuadés qu'un bon plan com leur permettra de regagner la confiance des Français. Nicolas Sarkozy, davantage que ses prédécesseurs, ayant atteint en 2010 le fond de l'impopularité, n'a cessé de croire qu'il était seulement victime d'une panne de com. Tous les princes qui nous gouvernent ou aspirent à le faire ont à cœur de cacher derrière un défaut de communication leurs propres fautes.

Et peut-être finissent-ils par s'imaginer que la politique est la version sophistiquée de la communication.

Communiste

« Je vous parle d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître »… Sans larmes aznavouriennes dans la voix, je vous parle du Parti communiste français, antenne en ce temps-là du tout-puissant grand frère soviétique. Pendant un demi-siècle, tout ce qu'il y avait de plus intelligent chez nous avait la foi communiste du charbonnier. Marx était le dieu et Lénine son prophète. *L'Huma* se vendait au coin des rues. Les camarades se groupaient en cellules où ils apprenaient et récitaient le catéchisme du bon prolétaire. Le PCF, c'était comme le Vatican avec ses permanents, ses grands prêtres et ses finances occultes : sauf que la forteresse impénétrable où il avait

son siège ne ressemblait pas plus à Saint-Pierre de Rome que Jacques Duclos, l'un de ses chefs les plus populaires, à Jean-Paul II.

Cette magnifique bâtisse blanche construite par Oscar Niemeyer était appelée Fabien par les camarades du PCF, tout simplement parce qu'elle était située place du Colonel-Fabien, du nom d'un héros de la Résistance communiste. Parmi les légendes sur lesquelles le Parti prospérait, en ce temps-là, il fallait prendre pour argent comptant celle selon laquelle le PC résumait à lui seul la guerre de l'ombre contre l'occupant nazi. Il y avait là une bonne part de vérité : en 1968, j'ai interviewé l'ancien n° 2 de la Gestapo dans la France occupée, Helmut Knochen, qui venait d'être libéré après vingt-quatre ans de prison : « Il n'y avait que les communistes à prendre au sérieux. Les seuls réseaux que nous n'avons jamais pu pénétrer, c'étaient les leurs », m'a-t-il dit.

L'organisation, vertu cardinale des communistes. Si l'un d'eux voulait savoir si vous étiez membre du Parti, ou de sa courroie de transmission, la CGT, il vous demandait : « Et toi, es-tu organisé ? » L'organisation, le PC l'avait poussée jusqu'à ses limites extrêmes. Dans le Parti, elle s'appelait « centralisme démocratique » : un système totalitaire destiné à supprimer partout la démocratie. Un jour, maître du Kremlin et par conséquent du communisme en Europe, Gorbatchev décidera d'instiller de la démocratie dans le communisme soviétique. Il autorisera plusieurs candidats à se présenter pour le même siège aux élections législatives, la retransmission télévisée des débats parlementaires, la liberté du culte, des funérailles quasi nationales pour le « dissident » Sakharov. Enfin et surtout, il mettra fin au soutien inconditionnel de Moscou aux régimes communistes des pays de l'Est.

Il n'en faudra pas davantage pour que le communisme vole en éclats dans toute l'Europe et soit partout rayé de la carte. Partout ? Là comme ailleurs, il y a une exception française : nous avons encore un parti qui se proclame communiste, se présente aux suffrages des Français et en recueille quelques-uns. Mais le parti communiste d'aujourd'hui n'a plus de dogme à défendre : les immenses statues de Lénine et de Staline ont été déboulonnées de toutes les places. Le PC ne reçoit plus la lumière qui vient de l'Est et pas davantage les subsides de Moscou. Ses dirigeants se chamaillent comme dans n'importe quel parti capitaliste, claquent les portes, reviennent, repartent, ne savent plus trop où ils en sont. Quant à Fabien, la forteresse a été en partie sous-louée.

C'est à vous serrer le cœur ! Je me rappelle les beaux jours, quand j'étais reçu à Fabien après de longues tractations avec le service de presse du Parti. À l'entrée, il y avait quelques gros bras. L'un d'eux vous emmenait dans de longs corridors aux murs nus. Il régnait là un silence de monastère trappiste. Parfois, nous étions admis à suivre ce qu'ils appelaient les « travaux » du Comité central, un échange de litanies savamment ordonné.

Beaucoup de mes confrères se flattaient d'entretenir avec les dirigeants

communistes des relations franches et cordiales. Honnêtement, je ne peux en dire autant. Parfois, l'un d'eux m'invitait à un repas qui était toujours des plus raffinés. Comme dans d'autres partis, les responsables du PC croyaient qu'un journaliste de la presse non communiste s'achetait facilement avec des merveilles gastronomiques. Aux congrès du Parti, nous étions invités à déjeuner dans des salles à manger particulières, à l'écart des militants, et j'imagine que nous avions droit à des menus réservés à la nomenklatura.

Je me rappelle aussi une invitation de Roland Leroy, au dernier étage de *L'Humanité,* dont il était alors directeur, sur les Grands Boulevards. J'ai le souvenir d'un pont-l'évêque dont j'ai dû lui faire compliment. Il m'a dit avec une coquetterie appuyée : « Vous savez, tout ça n'empêche pas que je sois un vrai sybarite. »

Roland Leroy était le plus malin des dirigeants communistes. Il a dû en avoir gros sur le cœur lorsque Moscou lui a préféré, pour la succession de Waldeck-Rochet, un homme comme Georges Marchais qui ne lui arrivait pas à la cheville. Mais dans le cadre de l'organisation communiste, ce n'est pas l'intelligence, l'humour, la culture qui comptent mais la discipline. Après 1968, il tâchait de me faire croire qu'il avait abjuré la foi révolutionnaire et était inscrit sur les listes noires de Moscou. En vérité, après la mort du printemps de Prague, il continuait de se rendre en Tchécoslovaquie, pour chasser, prétendait-il. Je n'ai jamais pensé qu'en dépit de sa gouaille il soit devenu un rebelle. Il a conservé ses fonctions à la direction du parti et de *L'Humanité* jusqu'au départ de Georges Marchais, en 1994.

Le trésorier du PC, Georges Gosnat, qui était le conseiller spécial de Marchais dans ses rapports (tourmentés) avec l'audiovisuel, m'a fait aussi le coup des agapes. Il m'invitait dans un petit restaurant raffiné, de ces établissements discrets avec fanfreluches et abat-jour destinés aux soirées d'amoureux. Avec sa carrure de garde du corps, il ne disait pas grand-chose, mais il avait le coup de fourchette contagieux. Comme j'étais la voix politique de la première radio de France, je devais figurer en bonne place sur son cahier des charges. Il me traitait d'« anarchiste bourgeois », ce qui manquait d'originalité : le PC regroupe sous ces deux mots tout ce qui n'appartient pas à la classe des travailleurs. Je lui répondais entre deux bouchées : « Bourgeois, je veux bien. Mais anarchiste, où avez-vous pêché ça ? »

Aujourd'hui, alors que le PC ne vit plus que de ses souvenirs, a perdu les trois quarts de ses électeurs et de ses militants, il est difficile de concevoir la violence des passions qu'il suscitait naguère. C'était le loup-garou de la politique française. À la langue de bois sans finesse des communistes, leurs adversaires répliquaient en cultivant la peur, avec des arguments tout aussi primaires. À la présidentielle de 1981, Michel Poniatowski déclarait encore d'une voix d'enfant de chœur que si la gauche l'emportait avec les communistes, les chars de l'Armée rouge débarqueraient place de la Concorde.

On est effaré que, dans un pays qui se pique d'allier intelligence et

subtilité, tant de diatribes stupides, simplistes aient alimenté si longtemps le débat politique.

Mais aussi c'est être sottement présomptueux que de vouloir meubler dans une entrée de dictionnaire cette étrange matière nommée communisme qui a entraîné depuis près de deux siècles des kilomètres et des tonnes d'ouvrages plus ou moins savants, plus ou moins ardents, plus ou moins exhaustifs. Aux lecteurs déçus par cet aperçu anecdotique, je peux du moins recommander le livre de l'historien François Furet : *Le Passé d'une illusion*. Publié en 1995, il est toujours d'actualité bien que l'illusion, ou l'utopie, dont il s'agit appartienne à des temps révolus.

Conférence de presse

Avec son chapeau à fleurs, elle était l'attraction des conférences de presse de l'Élysée. Comme elle entendait mal, on lui réservait une place au milieu du premier rang : le Général l'avait littéralement sous le nez. Elle ne posait pas de questions. Forcément, Geneviève Tabouis savait tout à l'avance. C'était sa marque de fabrique, le titre de sa chronique à RTL : « Attendez-vous à savoir… » Dans cette radio dite « périphérique » dont son mari était vice-président, elle traversait les couloirs une ou deux fois par trimestre, généralement flanquée d'une suivante, comme une reine de Racine. Un jour, elle avait prodigué des conseils à une jeune journaliste : « Tu couches ? Ma petite, dans ce métier, il faut coucher. Sinon, tu n'arriveras à rien. »

Avait-elle employé cette méthode ? Elle avait dû être jolie, fine, avec de grands yeux, lorsqu'elle avait débuté à trente ans, comme correspondante d'un petit journal de Gironde à Genève. Elle y suivait les travaux de la SDN, première version bien malheureuse de notre ONU. Elle y recueillait les tuyaux d'Aristide Briand, grand chasseur de femmes. Mais elle n'avait pas besoin de payer de sa personne étant la nièce du ministre des Affaires étrangères Jules Cambon à qui elle avait servi de secrétaire durant la guerre de 14-18. Autant dire qu'elle était née dans l'histoire et fréquentait le gratin du monde politique. Rien ni personne ne pouvait lui interdire d'être au premier rang de ces conférences de presse d'un nouveau genre qu'on appelait des « grand-messes ».

C'est de Gaulle qui a inventé, à la veille de son retour au pouvoir en 1958, ce rituel qui tenait davantage d'une « première » de théâtre que d'une cérémonie religieuse. Les Français lui découvraient une espèce de génie de la communication. Il y avait les mots qu'il dénichait Dieu sait où – exemple : le volapük –, les répliques qui faisaient rire – « Je ne manquerai pas de mourir » –, les superbes grondements que lui avait enseignés, à la Libération, un sociétaire de la Comédie-Française spécialiste de Corneille nommé Jean Yonnel.

Le public, des journalistes et beaucoup de hauts fonctionnaires, marchait au canon. Les questions étaient déférentes, non dépourvues d'émotion et de

componction. Elles étaient rassemblées par sujet, ce qui permettait au chef de l'État de débiter le couplet qu'il avait projeté. Le Général avait ses thuriféraires, genre Michel Droit ou Édouard Sablier. Il prenait un plaisir visible à ces réunions bien que les journalistes – « tout ce qui scribouille » – n'aient jamais bénéficié de sa mansuétude. Il avait découvert l'utilité de ces conférences lorsque, à la fin du « putsch » d'Alger, au moment d'être appelé à la tête du gouvernement malgré les craintes d'une grande partie de l'opinion, il s'était écrié : « Croit-on qu'à soixante-sept ans je vais commencer une carrière de dictateur ? »

De Gaulle parti, son successeur devait démontrer qu'il était capable, sinon d'égaler le Général sur son terrain de prédilection, du moins de trouver son style. Pompidou avait « des lettres », il les avait même enseignées, ce qui lui a permis d'émailler ses conférences de presse de citations. Pour le reste, il ne se laissait pas intimider : à une question vaguement impertinente sur la télévision, il répondit que c'était « la Voix de la France », et aucun journaliste ne se crut fondé à quitter l'Élysée en guise de protestation.

Après lui, l'exercice de la conférence de presse tomba peu à peu en désuétude. Giscard y sacrifia pourtant mais dut ensuite y renoncer pour éviter les questions sur les diamants de Bokassa et autres misérables polémiques. Mitterrand, dûment cornaqué par Pilhan, préféra une utilisation plus judicieuse de la télévision, des émissions plus courtes, des entretiens avec un ou deux journalistes seulement, toujours agréés par lui-même. Il revient à la conférence de presse à l'occasion de la première guerre du Golfe : mais rien à voir avec la virtuosité du Général. La crainte d'une comparaison peu favorable le persuade bientôt de remplacer les conférences de presse à l'Élysée par des rencontres avec ses interviewers préférés.

Nicolas Sarkozy ne craint rien, pas même la comparaison avec de Gaulle, d'autant que la voix du Général, près de quarante ans après sa mort, ne doit plus résonner dans beaucoup d'oreilles. Dès son élection, il se promet de rétablir le grand rituel de la conférence de presse. Son génie de la répartie, son sens du mot font mouche, bref son talent lui promet une belle

performance, comme il en réalise à chacun de ses passages à la télévision. Mais ce n'est pas un exposé de géostratégie, une vision planétaire qu'il veut offrir aux Français. Un ou deux effets d'annonce lui suffisent. Résultat très moyen : le choc que devait provoquer la nomination du P-DG de la télévision d'État s'avère même franchement négatif. Le président de la République mettra plus de dix-huit mois avant de donner une seconde conférence de presse : encore celle-ci sera-t-elle exclusivement consacrée à la question de l'Europe.

La conférence de presse présidentielle serait-elle incompatible avec la politique telle qu'elle se pratique aujourd'hui ? Alors que le chef de l'État, comme tous les politiques de haut rang, ne cesse d'intervenir devant les Français, par médias audiovisuels interposés, la conférence de presse apparaît comme une liturgie superfétatoire et obsolète. Elle n'avait de sens que du temps, oublié, où la parole présidentielle se faisait rare.

Confiance

C'est le mot magique, en politique, le sésame, la réponse à tout. Mais ce n'est qu'un mot. Les politiques l'emploient d'autant plus couramment qu'ils sont par nature enclins à la méfiance.

Les ministres vivent de la confiance du président de la République, les gouvernements posent la question de confiance à la représentation nationale, et, d'une façon générale, tous les politiques s'inquiètent tous les jours de la confiance du peuple, laquelle est mesurée, de façon plus ou moins scientifique, par des instituts spécialisés. Ces trois types de confiance sont rarement concordants : en 1996, submergé par un discrédit vertigineux, au plus bas des indices de popularité, le Premier ministre Alain Juppé obtient la confiance de l'Assemblée nationale par 464 voix sur 568 votants. La même année, en octobre, le « French doctor » et ancien ministre de Mitterrand, porte-drapeau de la cause humanitaire et théoricien de l'ingérence, Bernard Kouchner, occupe la première place des sondages d'opinion, sans rival. Il se présente à une élection législative dans la 10e circonscription des Bouches-du-Rhône et essuie dès le premier tour ce qui s'appelle une déculottée ou, en parler provençal, une « cagade ».

Après cela, inutile de philosopher à perte de vue sur le mot confiance. Celle-ci est d'ailleurs en politique aléatoire et éphémère. Bizarre, quoi ! Le cas Chirac est édifiant : après avoir quitté la vie publique, l'ancien président de la République a bénéficié d'une confiance populaire à lui faire perdre la tête, à lui qui, tout au long d'une carrière longue et laborieuse, n'avait jamais recueilli un soutien caractérisé de l'opinion. Après son échec à l'élection présidentielle de 1988, son épouse Bernadette s'interrogeait publiquement : « Pourquoi les Français n'aiment-ils pas mon mari ? »

Le statut d'homme de confiance est à durée limitée. Pendant son interminable règne, combien François Mitterrand a-t-il découragé ceux qui

pouvaient prétendre à cette position privilégiée ? Joxe, Jospin, Fabius, Bérégovoy. Et ne parlons pas de François de Grossouvre. Aux derniers mois, il n'y avait pas de monarque plus seul, maintenant à bonne distance quiconque se jugeait digne d'un petit peu de sa confiance.

Les personnes qui se croient promises à ce que Malraux appelait un « destin national » compulsent fébrilement les sondages d'opinion pour mesurer la confiance qu'elles inspirent aux Français. Et personne jamais n'a été découragé par un chiffre médiocre. Nul ne désespère de recevoir un jour cette grâce providentielle. En proie, durant son quinquennat, à une pénurie de confiance, Nicolas Sarkozy n'en continue pas moins de rêver à une réélection en forme de plébiscite.

Congrès

Tous les congrès ont une odeur, chacun la sienne. Il suffit d'ouvrir les narines pour savoir où l'on se trouve. Au RPR, hier, et à présent, à l'UMP, une odeur de cigare flotte après le déjeuner, défiant la loi antitabac (dont l'auteur est d'ailleurs un socialiste, Claude Evin). Chez les socialistes, où l'on siège en bras de chemise, le parfum de la sueur domine. Les communistes, eux, envoient des effluves de lessive, de ceux qui servent au lavage des cerveaux. Les grands anciens évoquent la III^e^ République, qu'ils n'ont pas connue, où les congrès du parti radical étaient de mirobolantes fêtes du cassoulet dont le fumet stimulait l'éloquence des orateurs à gros ventre.

Alléché par l'odeur, mais aussi par le vacarme, par le rituel, par ce mélange perceptible de haine mortelle et de franche camaraderie, je n'ai guère manqué de congrès pendant les quelque trente années où j'officiais à la radio. À moins d'être congressiste de plein droit, il faut s'organiser longtemps à l'avance : les hôtels et les restaurants locaux sont pris d'assaut. À midi, on déjeune avec les militants. Mais le soir, malheur à l'innocent qui n'aurait pas retenu sa table, recommandée par le guide Michelin, sa chambre d'hôtel, le logement chez l'habitant étant toujours très hasardeux.

Mes plus illustres confrères méprisent ces rendez-vous et ils ont tort. Bien sûr, les deux ou trois grands discours prononcés dans les congrès sont retransmis par les médias. Mais personne ne reste collé à sa chaise pendant les deux jours et les deux nuits : on se promène dans les coulisses de la salle, entre les rangées. Et il y a toujours une voix pour vous faire entendre un autre son de cloche que la parole officielle et contrôlée du parti. La politique ne se fait pas seulement dans les instituts de sondages ou les centres d'études. Il faut la sentir (toujours l'odorat) là où elle se mitonne, dans l'ivresse, la passion et souvent le rêve. Et quand, à la fin d'un discours vibrant, des milliers de congressistes, tous réunis dans un magnifique élan, oublient leurs querelles et se lèvent pour entonner en chœur *L'Internationale* (la gauche hier) ou *La Marseillaise* (la droite et le centre), comment ne pas éprouver un pincement au cœur !

Comme toute représentation, un congrès requiert des organisateurs, des metteurs en scène. Il leur revient, en premier lieu, de remplir la salle. Au RPR, hier, Charles Pasqua n'avait pas son pareil pour faire venir des cars bondés des quatre coins de la France. Beaucoup de congressistes débarquaient avec une « dame », pas forcément l'officielle. Tout ce beau monde dépense sans trop compter : l'affaire est juteuse pour la ville choisie par le parti. Mais il faut surtout contrôler à l'avance le déroulement du congrès, les votes, l'ordre de passage et le temps consenti aux intervenants.

Au début des années 1970, j'ai vu de mes propres yeux un dirigeant du RPR (aujourd'hui décédé) bourrer l'urne d'un gros paquet de bulletins de vote. Bah ! Il n'y avait pas de mal à ça : à droite, la démocratie dans les partis est aussi contrôlée que chez les communistes. Les élections internes se déroulent sur le modèle soviétique. Aux Assises du RPR, au Bourget en 1990, Jacques Chirac a été réélu président du parti avec 100 % des voix. Il n'y avait pas d'opposant. Histoire de manifester un semblant d'indépendance, les membres de ce parti ont réservé quelques sifflets au fils chéri du même Chirac, Alain Juppé.

Seuls les socialistes ont le génie des congrès. Mais pour eux il ne s'agit pas d'une cérémonie, encore moins d'une réunion de famille. C'est une bataille à visage découvert entre les uns et les autres, les courants, les écuries présidentielles, les clochers, à l'issue de laquelle le parti sera doté d'une direction, d'un chef.

Les socialistes continuent aujourd'hui, quarante ans après, de célébrer le congrès d'Épinay, leur date historique par excellence. À la faveur de conciliabules et de petits arrangements en sous-main, François Mitterrand, qui n'était pas socialiste et rappelait les compromissions de la IV^{e} République, a pris la place du dauphin choisi par le patriarche Guy Mollet. Il avait compris qu'il se trouvait en terre étrangère lorsque, prenant place au milieu de la salle, loin de la tribune avec sa brochette de notables, il avait entendu une voix lui dire : « Pousse-toi, camarade, que je puisse m'asseoir. » C'était le petit-fils de la pasionaria du Nord Rachel Lempereur. Ce tutoiement, alors que depuis ses débuts en politique on lui donnait du « monsieur le Président » long comme un jour sans scrutin, il l'a toujours interdit à tous, même à ses vieux amis.

Trois jours après ce congrès d'Épinay cuisiné aux petits oignons par les anciens, Defferre et Mauroy, et par un jeune loup nommé Chevènement, Mitterrand était bombardé, sans l'avoir souhaité, à la tête du parti socialiste. Celui-ci, du coup, bannissait sa vieille étiquette « SFIO » dont on ne savait déjà plus ce qu'elle signifiait. Avec ce chef-là, on devinait que le parti cessait d'être « ouvrier ».

Deux autres congrès ont marqué l'histoire socialiste, mais d'un éclat moins glorieux : celui de Rennes, en mars 1990, et dix-huit ans plus tard celui de Reims. Dans la capitale bretonne, la bataille est sanglante entre Mauroy, Jospin, Chevènement (toujours lui), Fabius et Rocard alors Premier ministre. De l'Élysée, Mitterrand souffle le froid et le chaud. La tragi-comédie

commence, quelques jours avant l'ouverture du congrès avec le vote dans les fédérations. Dans cette vaste consultation des militants, certaines bizarreries sentent bon le tour de main : pas une voix pour Jospin ou Mauroy dans le fief fabiusien de Seine-Maritime, vingt et une seulement pour Fabius dans le département du Nord. Dans les Bouches-du-Rhône, le camarade maire de Châteauneuf-les-Martigues réussit à transvaser subrepticement mille bulletins de Chevènement à Fabius. Dans le Pas-de-Calais, la direction fédérale s'enferme trois quarts d'heure avant d'annoncer que Fabius obtient 59 % des suffrages et le voisin Mauroy à peine 14 %. Les blessures saignent encore lorsque les congressistes arrivent à pied d'œuvre : les fidèles se disputent les meilleures chambres d'hôtel comme des chiffonniers.

Rebelote à Reims en 2008 : cette fois, il s'agit d'un duel entre les deux femmes du parti : Ségolène Royal et Martine Aubry. Les accusations de fraude volent bas. Le parti ne s'en remettra qu'après douze ou quinze mois d'humilité et de silence. Mais pas question pour autant de renoncer à ces congrès dans lesquels se font et se défont quelques destins nationaux.

Conseil constitutionnel

Membre de ce conseil, c'est le plus beau job de la République. Un sage du Palais-Royal, comme on dit pompeusement et sottement. Élu pour neuf ans, sans autre obligation que de se taire, ce qui n'est pas une punition mais une bénédiction pour la plupart des conseillers.

Un cadeau de roi que le chef de l'État et les présidents des deux assemblées font à leurs amis sans exiger d'eux des compétences exceptionnelles en matière de droit constitutionnel. Le premier président s'appelait Léon Noël, il était docteur en droit, oui, mais surtout un fidèle du général de Gaulle. Et aussi administrateur d'un bouquet de grandes sociétés. Son successeur, Gaston Palewski, n'était pas juriste mais gaulliste de la première cuvée : il avait rejoint la France libre en août 1940. Toujours en habit de cour, pommadé, il était surnommé « Gaston la lavande ». Il avait été le collaborateur de Lyautey : sans doute homosexuel comme le maréchal, à une époque où il ne fallait pour rien au monde le laisser deviner, il a fini par se marier à soixante-huit ans avec une Talleyrand afin de pouvoir être reçu à l'Élysée par Mme de Gaulle en toute respectabilité et virilité. Aujourd'hui, cette présidence, la plus convoitée des hommes qui ont abandonné les ambitions, échoit à Jean-Louis Debré qui a pour lui d'être le fils de son père et d'appeler Chirac – à qui il doit tout – « Monsieur ». Son père, alors Premier ministre, l'avait confié à son collaborateur Pierre Mazeaud pour qu'il décroche enfin un bout de diplôme. Près de cinquante ans plus tard, Chirac a eu l'idée de faire succéder l'élève au maître. Mazeaud a piqué une grandiose colère en considérant sans doute que la fonction s'en trouverait fâcheusement rabaissée.

Sarkozy a nommé les meilleurs de ses obligés au Conseil

constitutionnel, la reine des prébendes, un mandat de neuf ans, avec le salaire le plus élevé de la fonction publique, bureau et salle à manger sur les jardins du Palais-Royal. Le bouillant chef de l'État a eu un geste auquel Mitterrand lui-même avait renoncé : il a promu sage au Palais-Royal le sénateur plus ou moins socialiste Charasse qui fut, sous le règne socialiste, le factotum, le confident et certains disent « le bouffon » de celui qu'on appelait alors « Dieu ». Autrefois, quand Mitterrand avait eu l'idée d'anoblir ainsi son serviteur, j'avais vilainement ironisé en disant que si Charasse était nommé au Conseil constitutionnel, cette institution perdrait le peu de crédit qui lui restait. L'homme aux bretelles m'avait poursuivi en justice sur ses terres d'Auvergne : à Clermont-Ferrand, en première instance, il avait gagné, mais, en appel, j'avais remporté la belle à Riom. (Procès de Riom : mon Dieu, quelle dégringolade…)

Il faut croire que le Conseil constitutionnel n'a plus guère le souci de son honorabilité : on y nomme des sénateurs dans l'unique but de libérer des sièges, et personne ne trouve à y redire. Charasse, lui, doit son épatante promotion au soutien qu'il a apporté, au nom de la gauche auvergnate, au candidat Sarkozy en 2007.

La Constitution donne aux anciens présidents de la République le droit de siéger au Conseil jusqu'à leur dernier jour. Giscard a été le premier à user de cette disposition, suivi comme une ombre par Chirac. Jean-Louis Debré se taille un joli succès dans les dîners en racontant les querelles de gamin des deux ex, avec un joli talent d'imitateur.

Le Conseil constitutionnel a subi des réformes nombreuses tendant toutes à augmenter ses prérogatives. Jusqu'à ces fameuses et controversées QPC (Questions prioritaires de constitutionnalité) permettant un jugement suprême et sans appel de nos lois. Le trublion socialiste Arnaud Montebourg, qui se rêve toutes les nuits en garde des Sceaux, a levé un fichu lièvre en se demandant si les anciens députés ou ministres étaient qualifiés pour apprécier la validité de textes qu'ils ont eux-mêmes écrits ou votés.

La partialité naturelle des sages est une vieille rengaine. Mais on peut dormir en paix au Palais-Royal : les Français se moquent de ces maisons de

retraite dorée que la République a créées à son propre usage.

Constitution

La IVe République est morte de peur, peur d'être agressée et violée par les colonels qu'elle avait envoyés faire la guerre en Algérie. Et c'est un général – mais quel général ! – qui nous a donné la Cinquième. La Quatrième n'aura vécu que douze ans : on ne donnait guère davantage à la Cinquième, qui va pourtant entrer dans sa cinquante-quatrième année. Le père et inspirateur de cette Constitution qui est notre bible républicaine l'a lui-même modifiée dans une de ses dispositions essentielles : le mode d'élection du chef de l'État.

La rédaction a pris plusieurs semaines. Pendant que Michel Debré, alors ministre de la Justice, écrivait le premier jet, de Gaulle consultait beaucoup de monde, et notamment les chefs de ces « partis de malheur » qui l'avaient contraint à douze années de désert et auxquels il avait gardé un sacré chien de sa chienne. Parmi ces confidents de choix : Guy Mollet, le socialiste, qu'il avait fait ministre d'État dans son gouvernement. Ce personnage, follement détesté et vilipendé, m'a fait ses confidences et ouvert ses archives dans les mois suivant l'accession de Mitterrand à son cher parti. Jusqu'ici, je n'ai jamais avoué l'inavouable : il m'a été sympathique. Ses remords (l'Algérie), ses regrets, ses haines inaltérables (Mitterrand, bien sûr), cette voix de violoncelle qu'il n'avait plus guère l'occasion de lancer dans les congrès socialistes, le sentiment qu'il avait de sa mort prochaine (il avait eu un grave accident cardiaque), toute sa propre histoire dont il n'était jamais revenu, tout cela m'intéressait et même, pardonnez-moi, m'attendrissait.

Il m'a raconté, en relisant les notes qu'il avait prises après ses conversations avec de Gaulle, que le Général, au départ, était profondément hostile à l'élection du président de la République au suffrage universel.

Quatre ans plus tard, le Grand Charles changeait d'avis et Mollet se sentait floué. Il a tenté, mais en vain, de lui demander des explications sur cette volte-face. Inutile d'ajouter que cette élection, qui a vu, en 1965, Mitterrand porter les couleurs de la gauche unie, lui restait sur le cœur.

Coué (Émile)

Psychothérapeute, pharmacien et philosophe, né en 1857 à Nancy, aux heures fastes du Second Empire, mort en 1926 lorsque la IIIe République se croyait encore éternelle. Sa méthode, « l'autosuggestion » appliquée à l'eurythmie de l'organisme. En clair : l'exploitation ou manipulation du subconscient, n'est enseignée ni à Sciences-Po ni à l'ENA. C'est pourtant le b.a.-ba pour toute personne qui s'engage dans une carrière d'élu. Il s'agit, pour le candidat se présentant aux suffrages de ses compatriotes, de prendre ses désirs pour des réalités et de faire partager ce doux fantasme à son auditoire.

Lui-même, le brave Émile, n'a jamais taquiné le corps électoral. Mais ses disciples ont occupé les plus hautes fonctions. On citera le regretté (du moins par ses camarades) Georges Marchais qui, trois ans après la chute du mur de Berlin et l'effondrement du régime soviétique, à l'issue d'un Comité central du Parti communiste français, affirmait que le PC était en meilleure santé que jamais et que lui-même n'était « nullement ébranlé dans ses convictions révolutionnaires ».

Dix-huit mois plus tard, aux élections législatives, le PC recueillait moins de 10 % et n'avait plus que vingt-trois députés pour le représenter à l'Assemblée. À ce même scrutin, les socialistes enregistraient une vraie déculottée alors que le Premier ministre Bérégovoy affirmait quelques mois plus tôt : « La France est mieux gouvernée que jamais. »

Ces deux représentants émérites du peuple de gauche pratiquaient, religieusement, la méthode du thérapeute de Nancy qui recommandait à ses patients de répéter tous les matins, à haute et intelligible voix : « Chaque jour, à tous les points de vue, je vais de mieux en mieux. »

Mais je ne saurais évoquer la méthode Coué sans rendre un hommage équitable à son praticien le plus zélé, le plus enthousiaste : Jacques Chirac. À chaque élection, nationale ou locale, il annonçait à l'avance sa victoire avec un aplomb imperturbable. En 1981, devant ses troupes RPR médusées, il se voyait élu à la tête de l'État contre Mitterrand et Giscard. Aucun politologue patenté n'a pu établir le nombre d'électeurs gagnés de cette façon.

Dans sa tombe, le thérapeute de Nancy doit s'extasier devant l'usage politique, national, patriotique qui est fait à présent de son invention. L'introduction d'images subliminales dans les messages télévisés de nos politiques découle des travaux d'Émile Coué, cette recherche qu'il a poursuivie jusqu'à sa mort avec une modestie, une humilité que les adeptes de sa méthode n'atteindront jamais.

Courage

La première des qualités pour laisser son nom dans l'Histoire. Bien plus utile, pour diriger les affaires et les hommes d'un pays que le savoir et l'expérience. Le courage en politique consiste à frôler le gouffre de l'impopularité. En ces temps de crise, ce serait de parler austérité et sacrifices, d'annoncer « la sueur et les larmes » chères à Churchill. Mais voilà : le courage n'est pas toujours compatible avec les caresses électorales.

Pour Voltaire qui connaissait bien l'âme humaine ce « n'est pas une vertu mais une qualité commune aux scélérats et aux grands hommes ». En tout cas, ce n'est pas la chose du monde la mieux partagée chez les politiques.

Courtisan

Le prototype, le champion, le modèle sublime du courtisan, c'est Jack Lang. Il a accompli des prodiges dès ses débuts dans la courtisanerie, en mai 1981, et écrit une phrase sur la lumière après l'obscurité qui a fait rire une moitié des Français et révulsé l'autre. C'est en vertu de ses prosternations inlassables que les socialistes ont appelé Mitterrand, Dieu.

Devenu courtisan, Lang n'a plus cessé de l'être sans se montrer regardant sur l'idole à encenser. Dans les années 1994-95, alors que Mitterrand n'appartient presque plus au monde des vivants, il entreprend de faire sa cour au Premier ministre Balladur qui a des allures et des manières de roi. Et comme ses amis socialistes s'étonnent un peu, il leur explique qu'il ne néglige aucun artifice pour obtenir des faveurs pour sa ville de Blois. Hélas ! La courtisanerie ne paie pas et les électeurs lui signifieront son congé quelques années plus tard.

Au cours de l'été 1996, Lang téléphone à plusieurs reprises au nouveau président de la République, Jacques Chirac, qu'il a un peu fréquenté à l'Hôtel de Ville de Paris. Il n'a rien à solliciter, cette fois, seulement quelques compliments furtifs à lancer à l'oreille du nouveau souverain. Un an plus tard, boum ! Arrive à l'hôtel Matignon un socialiste qu'il n'aime guère : Lionel Jospin. Et il finira par obtenir un volumineux portefeuille ministériel avec la Culture et l'Éducation nationale.

Avec Sarkozy, pour qui la courtisanerie doit être visible et même spectaculaire, Jack Lang a toutes ses chances et il les joue dès le début du nouveau règne. Bingo ! Il ne tarde pas à recevoir des signes de faveur. Il aime voyager : on l'envoie en mission à Cuba, où Fidel Castro règne de loin par frère interposé ! Il est professeur de droit : le voici dans la commission Balladur pour la réforme de la Constitution. Puis il fait comprendre qu'il se verrait bien à nouveau ministre. La Culture lui passe sous le nez, mais ce n'est peut-être que partie remise. Un courtisan ne se décourage jamais.

Sa plus belle contre-performance, il l'a réalisée sur la pelouse de l'Élysée, un beau 14 juillet 1992. Ce jour-là, pour célébrer la République, le Président offre à des milliers d'invités de toutes catégories un buffet campagnard. À 13 heures, Mitterrand fend la foule sans la regarder pour aller

au bout du parc, à distance respectable, répondre devant les caméras de télévision aux questions souvent un peu courtisanes, d'un ou deux journalistes éblouis.

Ce dimanche-là, Lang regarde son divin seigneur sur un téléviseur du palais présidentiel. Et dès la fin de l'émission, il démarre en direction de la pelouse désormais sacrée. Mais il se trouve qu'un autre courtisan, ne doutant de rien, a pris le départ en même temps et s'apprête à lui disputer chèrement la course.

Il s'agit de Georges Kiejman, avocat de grand renom et talent depuis plusieurs décennies. Il est entré à la cour six ou sept ans plus tôt et vient d'être payé de son zèle avec un demi-portefeuille ministériel. Prenant exemple sur Lang, il pratique la courtisanerie avec démesure sachant que Mitterrand dédaigne les hommages timides.

Ce jour-là, l'avocat l'emporte sur le maître courtisan et Lang a l'amère surprise d'entendre son rival déclarer à Mitterrand d'une voix essoufflée : « Je vais vous étonner : je vous ai trouvé excellent. » Quelqu'un a eu le culot de rire.

C'est la Ve République qui a remis la cour à la mode en même temps qu'elle accordait au Président des pouvoirs de monarque absolu. De Gaulle était trop militaire et trop sarcastique pour se montrer sensible aux révérences. Pompidou, trop méfiant, soupçonneux, se contentait d'une mini-cour composée de ses copains recrutés à Saint-Germain-des-Prés et à Saint-Tropez.

Arrive Giscard, qui rêve de faire revivre les usages royaux. Il s'attache surtout au protocole : les places à sa table, les titres sur les cartons, les fleurs, la dimension des sièges, les armoiries d'Anne-Aymone sur les couverts.

Aux mondanités de cour, Chirac préfère les bises aux ménagères et les bourrades aux paysans. Pour lui, la distribution des faveurs est d'ordre politique : elle ne récompense pas des génuflexions mais des preuves tangibles de soutien.

Avec Sarkozy, le phénomène de cour réapparaît mais a évolué. Désormais, il rassemble, autour du tout-puissant, des hommes – et quelques femmes – qui comptent dans le champ de l'économie et affichent des revenus à six zéros au moins. Mais on trouve aussi, dans la cour sarkozienne, des vedettes de la culture, de la couture, du show-biz : car c'est désormais la première dame de France, Carla, chanteuse de son état, qui délivre les brevets de courtisan.

Cuisine

C'est l'art d'apprêter les élections. Autant dire que la cuisine électorale ne fait appel ni à la morale ni à l'idéologie. Elle doit passer inaperçue. Elle est souvent malodorante. Le plus bel exercice de cuisine électorale fut réalisé par Mitterrand, maître-queux hors pair, en juin 1994. Le président socialiste voyait arriver, inéluctable, la fin de son mandat : l'homme qu'il ne cessait de

détester depuis plus de vingt ans, Michel Rocard, premier secrétaire du parti socialiste, n'avait plus qu'à faire bonne figure aux élections européennes pour devenir le candidat, naturel et incontournable, des socialistes à sa succession. Mitterrand a eu l'idée de lui lancer dans les jambes un adversaire prêt à tout : Bernard Tapie. Il y avait le feu à la maison : Rocard avait réussi ses « Assises de la transformation sociale » destinées à préparer une rénovation de la gauche, et la gauche venait, en mars, de remporter des élections cantonales.

Coup de tonnerre en avril quand le parti radical annonce la présentation d'une liste emmenée par l'ancien ministre du gouvernement Bérégovoy. Le Président joue les Ponce Pilate en déclarant d'une voix sarcastique : « Il y a des socialistes qui ne sont pas européens, et des Européens qui ne sont pas socialistes. » Résultat : Tapie arrive à la hauteur de Rocard et obtient 2,3 millions de suffrages sur 19,5 millions de votants. La cuisine est réussie : Rocard quitte la tête du PS. En même temps, Tapie est poursuivi par la justice pour abus de biens sociaux et fraude fiscale. Mitterrand n'avait pas prévu cet épilogue !

Nos élections à deux tours font les délices des cuisiniers. Certains candidats ne se présentent que pour provoquer entre les deux tours d'intenses marchandages en guise de tambouille.

Cumul

Dans les journaux, nous avons des sujets bateaux que nous lançons chaque fois que nous sommes en mal de copie. Autrefois, il y avait le monstre du Loch Ness qui, bizarrement, pointait son nez en plein été. De nos jours, les hebdomadaires disposent au choix : 1. des cours de l'immobilier, 2. des meilleurs hôpitaux, publics et privés, 3. du classement des lycées selon les résultats au bac.

Les politiques ont le cumul des mandats, magnifique miroir aux alouettes dans lequel ils se contemplent auréolés de vertu et d'abnégation.

Ce cumul existe depuis que le Second Empire s'est effondré à Sedan. Il représente l'équitable addition des intérêts supérieurs du pays et de ceux, éminemment respectables, des collectivités locales. Sous la République, pour être un grand homme, il faut défendre les uns et les autres jusqu'à les confondre. Il arrive que des inconnus soient propulsés au firmament sans détenir un seul mandat, même local, mais vite ils réclament leur part du grand festin démocratique. Il y a plus d'une centaine de milliers de mandats à se partager, de quoi satisfaire tous les appétits. En cinq ans, l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin n'a pas décroché un seul siège dans un conseil municipal de village : à se demander si, du haut de sa superbe, il ne méprise pas ces pourboires pour gagne-petit.

D'ailleurs, en France, tout le monde cumule, depuis les employés de l'État qui, une fois bouclées leurs 35 heures, vont bricoler chez le voisin jusqu'aux dignitaires du CAC 40 qui se distribuent entre amis les conseils

d'administration. On ne va tout de même pas reprocher ces pratiques aux politiques lorsqu'on voit un ami du chef de l'État cumuler la présidence de la première entreprise publique du pays, EDF, avec celle d'un groupe privé de première importance comme Veolia. Ce prodigieux et exorbitant cumul consenti à Henri Proglio, sans doute un manager de génie, n'a pas provoqué le moindre froncement de sourcil chez les parlementaires de droite et de gauche. Il y a été mis fin assez vite, pour la plus grande amertume de l'intéressé : ce sont les Français, rendus puritains par la crise, qui se sont indignés !

Il y a quarante ans, sinon davantage, que le cumul des mandats constitue un classique des discours politiques en France. L'affaire a pris une tournure considérable lorsque la gauche est arrivée au pouvoir en 1981. Deux ans plus tard, le Premier ministre Pierre Mauroy, maire de Lille, vice-président (il sera président en 1984) de la communauté urbaine lilloise, député depuis 1973 jusqu'à son arrivée à Matignon, déclarait de cette voix enflée si douce aux oreilles socialistes qu'il allait s'attaquer au cumul des mandats. On a dû paniquer dans les sections PS du Nord où cette pratique est courante depuis plus d'un siècle, avec même un champion incontesté en la personne du maire de Dunkerque, Michel Delebarre. Heureusement, l'annonce de Mauroy ne comportait pas de date : ce serait non à Pâques, ni même à la Trinité, peut-être à la mi-août quand le monde politique est aux bains de mer.

Ce n'est pas Mauroy mais son successeur Fabius qui va reprendre le flambeau, ou plutôt le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe, un socialiste parpaillot, plein de morgue glaciale mais anticumulard incontestable. On est à quelques mois d'élections législatives qui vont sans nul doute voir la droite revenir au pouvoir. À la fin de novembre, il faut, quand il en est temps encore, étoffer le bilan d'une législature qui aura surtout corrigé ou annulé les folles réformes des années 1981-1982. Joxe annonce, avant la clôture de la dernière session parlementaire, deux projets de loi pour « limiter » le cumul des mandats. Il a trouvé dans ses tiroirs, dit-il, des dizaines de textes suggérant cette mesure. La droite s'étrangle : Philippe Séguin, pour le RPR, tonne contre cette atteinte à la libre expression du suffrage universel. La gauche s'écrase.

Le verdict tombe : le cumul est condamné mais, à la demande du Sénat où il est monnaie officielle et courante, la loi ne s'appliquera qu'en 1987, et les mandats limités à trois, ce qui laisse une marge appréciable. On salue néanmoins la performance de Joxe qui vient d'amener les parlementaires à s'automutiler. À une réserve près : si le cumul des mandats est limité, celui des indemnités ne l'est pas. Et là, il y a du grain à moudre : entre l'élu local qui n'a qu'une petite indemnité à croquer et le cumulard de haut vol, l'inégalité des revenus est de 1 à 10. Sans compter les avantages en tout genre, aisément chiffrables, dont bénéficient certains notables.

Depuis Joxe, les gouvernements successifs, les partis politiques vont tous inscrire cette formule magique : « Interdiction du cumul des mandats » dans leur programme, leurs discours, leurs votes à l'Assemblée. Jusqu'en 2009, lorsque le parti socialiste dans l'opposition adopte un texte

anticumulard à l'initiative de sa première secrétaire Martine Aubry qui, à son vif déplaisir !, n'a jamais pu cumuler son mandat de maire de Lille avec un tout petit mandat parlementaire. Mais bien après ce dictionnaire, nos politiques continueront de plus belle à collectionner les mandats, les titres, les indemnités, les primes (imposables ou non) et avantages divers. Quelquefois en pleurant misère…

D

Dame (première)

Longtemps, la République s'est méfiée des femmes. Elle interdisait aux représentantes du « beau sexe » de se mêler de politique. Elle leur refusait même le droit de vote. La première dame n'était jamais que l'épouse légitime du chef de l'État, la seconde grande muette du royaume, confinée dans des fonctions caritatives et protocolaires. Du temps où le président de la République inaugurait les chrysanthèmes, elle avait droit au premier rang. Mme de Gaulle, que les Français appelaient tante Yvonne, ne fuyait pas les paparazzi, n'ayant rien à craindre d'eux. Jamais elle n'a fait entendre en public le son de sa voix. Quand son général de mari a échappé de quelques centimètres à un attentat, elle était à côté de lui et ne s'est pas permis un soupir de soulagement. Elle a demandé : « Les poulets n'ont rien ? » Son inquiétude ne concernait pas les policiers d'accompagnement mais de la volaille qu'elle avait fait mettre dans le coffre. Lorsque, au début de la Ve République, de Gaulle a donné l'indépendance aux colonies d'Afrique, il leur a rendu à toutes visite, tel un grand sorcier tombant du ciel dans sa Caravelle. Il n'y avait qu'un minuscule cortège pour l'accompagner, deux ministres au plus, et nous n'étions qu'un quarteron de journalistes. Tante Yvonne était là mais on ne l'apercevait guère qu'aux dîners. Elle souriait peu et son visage n'exprimait pas grand-chose. En quittant Madagascar, le Général a salué son hôte qui s'appelait Philibert Tsiranana et avait une ravissante jeune femme vêtue ce jour-là d'un ensemble pastel. Pliant sa haute taille, de Gaulle a serré la main du président malgache puis, avec une grâce inattendue, posé deux baisers nullement furtifs sur les joues de la jolie dame. Celle-ci, au moment où tante Yvonne s'approchait, s'est avancée pour la même accolade. Mais – était-ce de la jalousie ? – Mme de Gaulle l'a repoussée de ses deux mains. C'était une femme de soldat et l'on comprend qu'elle se tenait à distance de tout ce qui portait un jupon. Plus tard, à l'escale de Mauritanie, il y a eu pour le Général un grand méchoui d'honneur sous une tente dressée en plein désert. Rien que des uniformes et des djellabas. De Gaulle était à son affaire, plongeant ses mains dans le plat de couscous. Mais tante Yvonne, seule femme présente, je crois, était visiblement moins habituée aux bivouacs sahariens.

« Première dame de France » est un titre purement journalistique. La Constitution ne dit rien de tel. Elle ignore tout simplement la femme du Président, et la tradition veut que cette dame se tienne à l'écart des jeux de la politique. C'est Giscard qui a mis fin à cet interdit. Il avait une conception si monarchique de sa fonction ! Son épouse devait donc partager cette légitimité et les devoirs qui en résultaient. Par chance, Anne-Aymone n'avait pas racheté sa particule et était d'authentique noblesse. En 1978, avant des élections législatives fort indécises, le Président la montra à ses côtés, sur la tribune, à l'occasion des meetings en faveur du « bon choix ». Elle eut même quelques mots à dire, mais l'on doute que sa prise de parole ait convaincu beaucoup d'indécis. Elle avait une façon de parler mondaine, précieuse, effroyablement « kitsch ». Mais ce précédent a permis aux « premières dames » suivantes d'intervenir publiquement. Mmes Mitterrand et Chirac ne se le sont pas fait dire deux fois. La première était militante, de Gauche avec une majuscule, depuis la Résistance. Une sorte de caution pour son mari toujours empêtré dans sa francisque. Quant à Bernadette Chirac, « Bernie » pour les journaux satiriques, ancienne élève de Sciences-Po et élue locale en Corrèze, elle a pris goût à la télé et y est devenue une star.

Mais rien à voir naturellement avec Carla Bruni promue première dame parce qu'elle était déjà vedette grâce à sa beauté de top model et à ses conquêtes fracassantes. Lorsqu'elle est arrivée à l'Élysée la bague au doigt, on s'est interrogé sur ses aptitudes à porter la couronne républicaine. On ne savait pas qu'elle était intelligente. Elle s'est donc mise au boulot et, ma foi, s'est révélée fort efficace dans sa communication et dans l'influence discrète qu'elle a exercée sur son mari. Désormais, les premières dames de France seront sous le feu des caméras, c'est-à-dire en pleine politique, et à visage découvert. Et quand une femme accédera à l'Élysée… mais nous n'en sommes pas là.

Delors (Jacques)

Il y a un cas Delors, une énigme qui ne cesse depuis plus de quinze ans d'intriguer acteurs et spectateurs de la politique en France : pourquoi l'ancien ministre de l'Économie et président de la Commission européenne a-t-il refusé de se présenter à l'élection présidentielle ? Il disposait alors d'atouts miraculeux qu'un ou une socialiste ne retrouvera pas de sitôt. Prophète d'une rigueur que nos gouvernants invoquent sur le mode lyrique sans jamais la mettre en œuvre, bénéficiant d'une vive sympathie chez les centristes (Jacques Barrot se voyait déjà ministre) et du soutien de nombre de gaullo-nostalgiques se souvenant de la Nouvelle Société que Delors avait imaginée lorsqu'il était le conseiller n° 1 du Premier ministre Chaban-Delmas, il pouvait se flatter d'un indice de popularité à ensorceler la France. Il obtenait même, ô prodige !, le soutien unanime des socialistes : au congrès de Liévin, en novembre 1994, cinq mois avant l'élection reine, les applaudissements n'allaient ni à Jospin ni au n° 2, Jean Poperen, mais à son nom prononcé, en son absence, par tous les orateurs. Le porte-parole de la gauche-gauche du parti, Henri Emmanuelli, lui avait lancé sa meilleure réplique : « Fais ton devoir, Jacques ! »

Pourtant, aucun de ceux qui le connaissaient bien n'avait jamais eu de doutes : ni son ancien directeur de cabinet de Bruxelles, Pascal Lamy, ni sa fille Martine qui pourtant n'avait pas encore d'ambition nationale. Quant à moi, j'étais fixé depuis 1985. À cette époque, j'écrivais un livre d'entretiens avec lui (intitulé *En sortir ou pas*, un titre qui sera sempiternellement d'actualité). On citait déjà son nom comme candidat à la succession de Mitterrand au cas où le président socialiste ne solliciterait pas un second mandat en 1988. Il aurait soixante-dix ans en 1995, un bon âge pour devenir le père de la nation si celle-ci voulait se ranger sous la houlette d'un patriarche honnête, vertueux, après toutes ces années d'affaires nauséabondes.

Delors s'écriait avec comme de l'indignation : « Jamais ! » L'idée de faire campagne en sacrifiant au devoir de démagogie l'épouvantait : « Je ne vais pas me transformer en vendeur de cravates », ajoutait-il. Il avait été élu maire de Clichy sur son nom et sa flatteuse réputation. Pendant dix-huit mois, avant de démissionner pour aller à Bruxelles, il avait été un magistrat municipal *in partibus*, ne se rendant dans sa mairie que pour signer son courrier et recevoir quelques visiteurs ultra-privilégiés.

La politique, en ce qu'elle implique de rouerie, de mensonge, de tricherie – de péché – heurtait sa morale ostensiblement chrétienne. Il croyait que l'unanimité sur son nom ne tiendrait pas plus de quelques semaines. Pour être élu, il lui faudrait afficher – comme Mitterrand en 1981 – une centaine de propositions irréalisables. C'était contraire à l'idée assez haute qu'il se faisait de lui-même et de la politique.

Mitterrand ne s'y trompait pas : du début à la fin du suspense quasi hitchcockien ménagé par Delors, le vieux Président en fin de règne, lâché par

les siens après les révélations sur sa jeunesse à francisque, répétait avec une jubilation sardonique : « Vous verrez, il n'ira pas : il a trop peur ! » Il n'avait aucune sympathie – et ne s'en cachait pas – pour ce prêchi-prêcheur moralisateur. D'ailleurs, il détestait les chrétiens tombés dans la marmite politique, le protestant Rocard ou le catholique Delors. Peut-être ces deux personnages lui rappelaient-ils le temps où, à peine sorti d'une famille « bien-pensante », il « buvait les burettes » dans des écoles religieuses.

Au fur et à mesure qu'approchait la fin du très long règne du tonton plus très flingueur, Delors se permettait quelques malices pour faire croire qu'il était taillé pour l'Élysée : « En tout cas, disait-il benoîtement, la France ne pourra jamais plus se payer le luxe d'un président de la République ignare en économie. »

Pendant la décennie qu'il a passée à Bruxelles, le champion d'Europe a su avec un art incomparable peaufiner, embellir, internationaliser son image de présidentiable. Tout le monde s'y est laissé prendre. Et lui-même peut-être à son propre jeu. Avant d'aller, ce dimanche soir de décembre 1994, donner sa réponse à Anne Sinclair, grande prêtresse de l'émission culte « 7 sur 7 », il a publié un gros livre accueilli comme son programme présidentiel. Il a poussé la coquetterie jusqu'à faire durer le suspense pendant les trente premières minutes de l'émission, sachant qu'une fois qu'il aurait éloigné de ses lèvres le calice élyséen, audimat ou pas, les Français cesseraient de l'écouter.

Dès cet instant, en effet, Delors s'est mis définitivement à l'écart de la politique. À peine s'il était convoqué dans les palais de la République au moment des épreuves européennes. À peine disait-il son mot lors des crises à répétition du parti socialiste. À peine, hélas !, les journalistes venaient-ils lui poser des questions.

Du moins représente-t-il à jamais cette exception politique d'un homme tirant lui-même et de son plein gré un trait sur une prodigieuse ascension dont le terme était en vue. La peur, disait Mitterrand ? Ou peut-être un incroyable orgueil qui lui faisait mépriser les ambitions du commun des mortels, des

pauvres pécheurs.

Démission

Menacer le monde de démissionner, c'est la traduction de cette imprécation : « Retenez-moi où je fais un malheur ! » En français d'un autre âge, une rodomontade. Ah ! s'il fallait prendre au mot tous nos politiques qui, un jour de vague à l'âme, à une heure de détresse, ont lancé ce mot de démission… Lorsqu'il s'agit d'une personnalité de second rang, un simple parlementaire, le peuple ne fait que hausser les épaules. Ainsi, en 2009, quand, à la veille de la rentrée et d'une « université d'été » du parti socialiste, le député de Saône-et-Loire et président du conseil général, Arnaud Montebourg, a promis de déchirer sa carte du PS si ses camarades n'adoptaient pas les primaires pour désigner leur prochain candidat présidentiel. La ficelle était trop grosse. Le député savait bien, comme tout le monde, que le parti socialiste allait voter pour le principe des primaires.

Il arrive qu'un député, fatigué d'être enfermé dans l'anonymat de la représentation nationale et la discipline de groupe, démissionne pour retourner devant ses électeurs et faire parler de lui dans les journaux. Au plus fort de mai 68, deux parlementaires gaullistes, René Capitant et Edgard Pisani, jetèrent ainsi leur mandat par-dessus bord. Après l'orage, le premier fut réélu au Quartier latin, le second battu en Anjou.

Mais démissionner lorsqu'on occupe de hautes fonctions, avec tous les petits privilèges qui s'y rattachent ? Rares sont ceux qui s'y risquent : il faut être fou ! En 1976, quand Jacques Chirac a abandonné la direction du gouvernement, Valéry Giscard d'Estaing est tombé des nues : « C'est un jeune chien, disait-il, sans moi il est perdu sans collier. »

Il faut dire que c'était un fameux coup de théâtre dont beaucoup de ses propres compagnons du RPR le croyaient incapable. Dans la liturgie de la Ve République, l'usage veut qu'un ministre ou un haut responsable ne démissionne pas de son plein gré mais seulement à la demande, la prière, l'injonction du chef de l'État. Exemple : Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre dont Georges Pompidou ne supportait plus ni la « Nouvelle Société » ni la popularité à l'Assemblée.

Il y a des démissions qui sont vues comme des gestes héroïques. Et d'autres comme de véritables félonies. Lorsque Pierre Mauroy, devenu premier secrétaire du parti socialiste après avoir été Premier ministre démissionne au mois de janvier 1992, ce n'est qu'un cri dans le peuple de gauche. Tout le monde manifeste une admiration éperdue pour un geste si rare, une abnégation digne de Corneille, une vertu antique.

En réalité, Mauroy n'a pas besoin de recevoir une requête en bonne et due forme de l'Élysée. En cette période d'affaires en tout genre et de fin de règne misérable, le parti du Président est en plein déclin et les prochaines élections législatives s'annoncent perdues pour lui. Le maire de Lille ne doit

pas s'accrocher à son fauteuil inconfortable : il a mieux à faire à Lille, dans le Nord, parmi les siens.

Ministre de l'Agriculture, Michel Rocard a donné sa démission le 4 avril 1985, à 2 h 12 du matin, par une dépêche d'agence qui suivait de peu une lettre portée à l'Élysée. La porte-parole des députés socialistes, Véronique Neiertz, a clamé son indignation devant ce « coup de poignard dans le dos ». En politique, de tels gestes ouvrent des conflits sanglants et sans fin. Mitterrand attendra six ans pour lui servir sa vengeance, en lui demandant de démissionner de Matignon.

Un autre ministre, à l'exemple de Rocard, n'a pas attendu d'y être invité pour rendre son tablier : c'est Jean-Pierre Chevènement, responsable des Armées à l'heure où la France va lancer ses troupes dans la première guerre du Golfe. Le frondeur perpétuel du PS, depuis trois mois, est déchiré entre la logique de guerre qui se déclare et sa révérence filiale à Mitterrand.

Tout devait pourtant l'opposer au survivant de la IVe République. Mais, jusque-là minoritaire impénitent dans son parti, il avait soutenu l'OPA lancée par Mitterrand sur la vieille machinerie socialiste et, du coup, était passé du côté du manche. Lui qui avait l'insolence chevillée au corps et la réplique qui blesse à tous coups se retrouve dans l'ombre du patriarche, zélé, prêt à tout. Il met à la disposition de son maître une plume infatigable et une culture teintée de marxisme et de léninisme. Le programme du candidat de 1981, y compris les impayables 110 propositions, il en est pour une large part l'inspirateur et le scribe. Ministre de l'Industrie à l'heure des nationalisations, puis de l'Éducation nationale quand il faut effacer les traces de la bataille sur l'école perdue par les socialistes, il est bien le dernier de cette génération 81 que l'on imagine rendre dédaigneusement son portefeuille ministériel – de ministre des Armées. Chevènement, après ce coup d'éclat de 1991, répétera souvent cet adage : « Un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne. » Ayant lui-même mis en pratique cette règle très personnelle face à Mitterrand, il n'a guère de mal à rééditer la performance neuf ans plus tard, en remettant au Premier ministre Jospin, avec qui il a toujours eu des relations froides, sa démission de ministre de l'Intérieur. Cette fois, c'est la Corse qui motive cet éclat. Mais nous sommes le 28 août 2000. La France est en vacances, et l'événement retient moins son attention que le bulletin de la météo.

Département

Entre les villes obèses et les régions favorisées par l'Europe, le département est en sursis. Le pauvre manque d'air. Les réformateurs ont raison de se pencher sur ces échelons administratifs qui en France sont trop nombreux. Et coûteux. Le département n'existe ni en Allemagne, ni en Italie. Et pourtant j'ai un petit faible pour ce département, enfant de la Révolution.

Dans les écoles, la grande carte de France et ses départements de toutes les couleurs, c'était une des premières choses que l'on voyait. Avec ses noms

qui me faisaient rêver : Côte-d'Or qui devait être bien riche, Gironde qui n'était pas si gironde, et ce Bas-Rhin qui, par je ne sais quelle bizarrerie géographique, était situé au-dessus du Haut-Rhin. Et quel travail de les connaître tous mais quand on les récitait par cœur avec leur préfecture et leurs sous-préfectures, on avait franchi un cap. On connaissait la France, ses côtes, ses fleuves et ses rivières. Sans les départements, qui se serait soucié de la Dordogne, de l'Ariège, de l'Indre-et-Loire, du Var…

Je crois bien que, comme moi, tous les Français y sont attachés. Il faut voir le tollé quand on a supprimé le numéro des départements sur les plaques d'immatriculation des voitures. Sans parler des longs combats des habitants de la Charente-Inférieure ou des Basses-Pyrénées qui trouvaient dégradant d'être en dessous de leurs voisins. Depuis la Charente est devenue Maritime et les Pyrénées Atlantiques.

Car notre département, comme notre maison natale, fait partie de notre ADN. Même avec son préfet hérité en droite ligne de Napoléon avec sa casquette et ses feuilles de chêne qui étonne nos voisins européens.

Détention

En règle générale, un siège au Parlement vaut brevet d'innocence. C'est pourquoi Charles Pasqua s'est fait réélire sénateur en 2004 à l'âge de soixante-dix-sept ans. Parlementaire presque sans interruption depuis 1968, tour à tour comme député, élu européen et sénateur, il avait largement de quoi vivre de sa retraite. Mais plus ou moins compromis dans diverses affaires et ayant vu son compère Marchiani durement condamné, il préférait s'assurer une réélection au Sénat en obtenant la bénédiction de son cadet Sarkozy, ministre et roitelet des Hauts-de-Seine.

Car, depuis 1994, les hommes politiques ne sont plus à l'abri de la prison.

Cette année-là, le 14 octobre à l'aube, Alain Carignon, encore ministre de l'Information quelques jours plus tôt, et toujours maire de Grenoble, est jeté dans une voiture sans autre forme de procès et conduit à Lyon pour y être incarcéré, sans ceinture, sans lacets à ses chaussures, sans cravate, sans plus rien pour lui rappeler son honorabilité perdue. Quelques jours plus tôt, il fanfaronnait encore, déclarant qu'il ne voyait pas ce qui pouvait lui être reproché. Rien de plus banal pourtant en fait de corruption : le notable grenoblois a accordé à la Lyonnaise des Eaux le contrat d'alimentation en eau de la ville et reçu en guise de paiement divers avantages. Tout a été négocié avec P-DG de la Lyonnaise, Jérome Monod, ancien secrétaire général du parti gaulliste et ami à vie de Chirac.

Pour commencer, six mois au cachot dans cette prison lyonnaise où l'ex-ministre pourra vérifier lui-même l'état d'insalubrité de nos établissements pénitentiaires. Puis procès, condamnation, appel et sanction : cinq ans de prison dont quatre ferme. Le soir même, il se présente à la prison de

Villefranche-sur-Saône pour payer, comme disent ses collègues, sa dette à la société.

Terrible année 1994-95. Deux autres ministres, Gérard Longuet et Michel Roussin, doivent démissionner suite à leur mise en examen. Le sénateur Arreckx, maire de Toulon, est écroué depuis le 1er août. Son collègue niçois Honoré Bailet risque fort la même infamie et en perd le sommeil. L'ancien ministre et maire de Nice, Jacques Médecin, est remis en liberté, mais après vingt-sept mois de détention et le versement d'une caution astronomique. En 1997, c'est l'ancien maire de Cannes, Michel Mouillot, qui est écroué à Draguignan. Puis l'ancien ministre-député, maire de Lyon, Michel Noir, à qui nos experts en politologie promettaient un destin élyséen. Et Bernard Tapie, ex-ministre de Mitterrand, connaîtra à son tour la mise à l'ombre avant d'être indemnisé au centuple dès l'avènement de Nicolas Sarkozy.

Mais, par miracle, dès qu'ils quittent leur cellule, même après une garde à vue de quelques heures, les politiques se jugent non seulement blanchis, réhabilités, nettoyés de tout soupçon, mais pourvus d'un nouveau brevet d'honorabilité.

Le gendre de Michel Noir, Pierre Botton, après avoir purgé une longue peine, a été nommé, à la demande de Nicolas Sarkozy, au cabinet de la garde des Sceaux, Michèle Alliot-Marie, en charge de la réforme pénitentiaire, les prisons françaises étant dénoncées par les institutions européennes comme la honte de la démocratie. Place Vendôme, il a eu pour collègue le procureur Amédée Lathoux qui avait mené l'accusation contre lui. Le président de la République croyait sans doute que ce type de cohabitation mériterait tôt ou tard reconnaissance nationale.

Du moins Botton n'a-t-il pas essayé de revenir à la politique.

Quant à Bernard Tapie, les millions que la République lui a versés pour payer son « préjudice moral » suffisent pour l'instant à son bonheur. Mais vous verrez qu'il finira par nous dire pour qui il faut voter aux prochaines élections.

Dette

Périodiquement, une voix se fait entendre pour déplorer que la France vive au-dessus de ses moyens. Mais quand François Fillon déclare l'État en faillite, Nicolas Sarkozy le lui reproche ! Comme l'inflation, l'endettement est une drogue. Il s'agit de faire peser sur les générations futures les folies que nous nous offrons sans pouvoir les payer.

Qui osera s'attaquer à la dette ? On n'a jamais entendu en France un candidat-président promettre de la sueur et des larmes, comme jadis Churchill. Même le beau mot de rigueur qui signifie « bonne gestion » est déclaré impie par l'actuel président de la République. Et cela ne risque pas de s'arranger. À chaque élection, les partis promettent toujours plus aux agriculteurs, aux

handicapés, aux retraités, aux intermittents du spectacle… Ainsi chaque gouvernement est condamné à augmenter la dette publique que lui a généreusement léguée son prédécesseur.

Souveraine consolation, mais en est-ce vraiment une ? Tous les pays sont endettés jusqu'à la gorge, à commencer par les États-Unis qui, depuis la guerre au Vietnam, font payer au reste du monde leurs colossales dépenses militaires.

Dictature

Bénie des dieux, la France a été épargnée de ce fléau. Depuis longtemps ? Pour avoir osé écrire un jour dans une chronique que la dernière dictature en France a été celle de Napoléon, qui a mis l'Europe à feu et à sang et décimé notre population, j'ai reçu deux ou trois courriers d'indignation. Je persiste et signe. La dictature nous arrive toujours dans le fourgon des militaires. Et il en reste un certain nombre dans le monde : Algérie, Birmanie, Corée du Nord…

En tout cas, depuis deux siècles, nous n'avons pas connu, en France, d'autre dictature que celle de la pensée et pas d'autres dictateurs que ceux de l'esprit, un jour Barrès, un jour Sartre. Par bonheur, même ces dictatures-là, moins sanglantes et néanmoins pernicieuses, sont en déclin.

Aujourd'hui la crise, et la « dictature des marchés », font craindre l'apparition de nouvelles dictatures dans nos démocraties capitalistes. Oui, entre les deux guerres, en Allemagne, les dettes et l'effondrement monétaire ont fait le lit de Hitler et de la barbarie nazie ! Mais je ne crois pas que l'histoire se répète. Internet fait souffler sur la planète un vent de liberté. Les peuples sont mieux informés.

Aujourd'hui, les dictatures sont partout en déclin. Même en Chine, elle commence à trembler pour sa survie.

Droite

Elle se situe par rapport à la gauche qui est son point de fixation. Elle se conjugue au présent alors que la gauche est immergée dans le futur. Le philosophe Gustave Thibon, mort (en 2001) quasi centenaire, ce qui prouve sa clairvoyance, a écrit : « À droite, on dort. À gauche, on rêve. » On naît à droite : pour être à gauche, il faut apprendre, militer. Et penser… Pour tout dire : on est fier de se dire « de gauche », d'appartenir à ce que, du temps oublié de Mitterrand, on appelait « le peuple de gauche ». À droite, on rase plutôt les murs. Le chef bien oublié du parti socialiste, Guy Mollet, stigmatisait la droite française, selon lui « la plus bête du monde ». Cette formule, sommaire et injuste, a endommagé pour longtemps la réputation de la droite dans notre pays.

Au début de la V^e^ République, il n'y avait pas grand monde pour revendiquer le label « droite ». Certains se déclaraient « modérés », ce qui

faisait plus propre. De nos jours, on préfère s'afficher « libéral » plutôt que d'être confondu avec la droite extrême et tonitruante du Front national. De Gaulle, jusqu'au dernier jour, réservait une particulière protection à des « gaullistes de gauche » qui n'appartenaient certes pas à la classe des ouvriers, des exploités. Son Premier ministre Pompidou, ancien fondé de pouvoir à la banque Rothschild, n'était que sarcasmes pour ce groupuscule vaguement frondeur. On remarquera que, s'il y a quelques « socialistes de droite », montrés du doigt par leurs camarades du parti, il n'y en a pas un seul qui ose s'en flatter publiquement. Lorsque certains membres du PS ont rallié Nicolas Sarkozy, ils ont été traités de félons, de traîtres, d'apostats (encore que ce mot n'appartienne pas au vocabulaire socialiste). S'il y avait eu à droite des hommes assez fous pour passer à gauche (en fait, il n'y en a eu qu'un dans notre histoire, c'est François Mitterrand), ils n'auraient pas essuyé de telles infamies. Si la gauche revient au pouvoir après Sarkozy, verra-t-on des dignitaires de l'UMP quémander humblement un portefeuille ministériel ?

Pendant toutes les années où les socialistes occupaient le pouvoir, avec Mitterrand à l'Élysée, la droite s'est donné pour chef et porte-drapeau un radical-socialiste de la vieille école : Jacques Chirac. Par superstition sans doute, il n'a jamais prononcé le mot droite. Un jour, il a déclaré certaine sympathie pour un travaillisme qui n'a jamais eu droit de cité en France. Mais, ses troupes ayant manifesté de l'ébahissement, il n'est pas revenu là-dessus. Au demeurant, Chirac présente tous les caractères de l'homme de droite sauf deux : il n'encaissera jamais le régime de Vichy. Et, comme son maître Pompidou, il préférera perdre son âme et des élections plutôt que de faire alliance avec le Front national.

Sarkozy, c'est un autre son de cloche. Il est au-dessus des étiquettes. Il est resté d'abord sagement dans le sillage d'Édouard Balladur dont personne en le voyant ne soupçonnerait l'homme de gauche. Puis, il a manifesté son amitié pour les grands patrons milliardaires. Homme de droite ? Assurément, la droite « bling-bling », disait la presse, la droite du triptyque pétainiste « Travail-Famille-Patrie ». Mais une droite qui revendique sa modernité et pratique au besoin un étatisme que ne renierait pas le parti socialiste.

Le trait commun à tous les gens de droite, c'est de stigmatiser ou même nier le « clivage » entre droite et gauche. Et, divine surprise !, tous les sondages indiquent que les Français dans leur grande majorité ne décèlent plus de divergence fondamentale entre les deux grandes familles.

Mais il y a d'autres signes distinctifs d'appartenance à la droite, dans l'immense marée de ces Français qui se proclament vertueusement apolitiques : la grogne contre les grèves dans le service public (qui privent les braves gens du droit au travail), contre une immigration incontrôlable, contre le pillage de l'assurance maladie, contre l'inculture générale des candidats au bac… Et, surtout, contre l'incapacité de la gauche à tenir les affaires du pays.

Car la raison d'être de la droite, bien sûr, c'est de mener contre la gauche une guerre à laquelle il ne sera jamais mis fin.

E

Écologie

Les écolos sont les héritiers de mai 68 quand ils ne sont pas soixante-huitards eux-mêmes, comme Daniel Cohn-Bendit, qui n'est certes plus le diablotin rouquin qui faisait trembler le pouvoir gaulliste mais qui reste sur le podium, pétulant, presque aussi joyeux qu'il y a quarante ans. Hélas ! Dany n'est pas aujourd'hui la figure emblématique de l'écologie. Il a pourtant encore joué sa partie aux dernières élections européennes où la famille verte recomposée a remporté un surprenant succès.

Mais les écolos ont la mémoire courte. Ils n'élèvent pas de mausolées aux hommes et aux femmes qui les ont fait passer du statut de gentil agitateur à celui de membre d'un parti politique patenté et reconnu. Ils oublient, par exemple, le premier de leurs candidats à l'élection présidentielle, René Dumont. C'était un professeur Nimbus charmant, courtois, un esprit vraiment distingué. Son signe de ralliement, c'était son pull-over d'un rouge flamboyant qu'il portait jour et nuit en campagne, à l'heure où ses grands concurrents Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, vrais politiciens, se disputaient la présidence de la République en ignorant cet écolo qu'ils prenaient pour un gentil zozo. Le fait est que Dumont ne s'abaissait pas à attaquer les autres candidats : comme beaucoup avant et après lui, il utilisait les studios et caméras de la campagne présidentielle pour diffuser des idées alors réservées à une micro-élite intellectuelle.

Il était charmant, M. Dumont. Il vous expliquait avec une patience d'ange les dangers qui menaçaient la planète, sans s'affliger de n'être pas assez pris au sérieux. Bref, ses successeurs ne se sont pas inspirés de lui. Noël Mamère, Dominique Voynet, même Brice Lalonde, candidat écolo en 1981, ou Cécile Duflot aujourd'hui : tous sont des politiciens des plus classiques, sachant parler la langue de bois et concocter des alliances électorales en forme de magouilles.

Les congrès des écolos, aujourd'hui des Verts, sont le plus souvent des happenings estudiantins dont on sort la tête bourdonnante. On s'y chamaille beaucoup. On y lance les peaux de banane. Il n'y a que les Verts pour amener au renoncement le candidat présidentiel qu'ils ont eux-mêmes choisi – incroyable traitement infligé naguère à leur maître économiste Alain Lipietz.

Jacques Chirac est le premier président de la République à avoir introduit la défense de la planète dans son discours politique. Sincère ? Il avait

du moins compris qu'il y avait un électorat génétiquement associé à la gauche, dont il pouvait tenter de récupérer des bribes. François Mitterrand considérait le parti des Verts comme un de ces groupes constitutifs de la gauche, nécessaires et malcommodes. Mais l'écologie ne l'angoissait pas. Avant d'être président, il parlait souvent, dans ses discours électoraux dans la Nièvre, de la défense de la forêt française. Ami des arbres, comme on sait, capable de les identifier à travers leurs follicules, il s'indignait devant son électorat rural du refus de nos compatriotes d'exercer les professions de garde ou de bûcheron. Dire qu'il fallait livrer ce trésor à des Yougoslaves !

Nul n'oserait soutenir que le chef de l'État actuel, élu de Neuilly, qui ne possède même pas une résidence secondaire en propre, est un écologiste dans l'âme. Mais désormais, la défense de l'environnement, de la couche d'ozone et des espèces menacées est une ardente obligation pour tout politique intéressé, si peu que ce soit, à son propre avenir.

Écoutes

Nous avons été innombrables, en France, à nous plonger dans des gouffres de perplexité et de supputations lorsque nous avons appris par *Libération* le 18 février 1995 que le président de la République avait fait espionner et méticuleusement enregistrer les conversations téléphoniques de Carole Bouquet. Un don Juan de légende ayant un pied dans la tombe sur les pas d'une actrice affolante de beauté : ce sujet de roman avait de quoi exciter les imaginations, aussi bien dans les palais de la République que dans les cafés du Commerce.

Deux ans plus tôt, à la veille d'élections législatives qui devaient emporter la gauche dans un séisme, le même journal avait révélé que le même président avait fait écouter les conversations du journaliste emblématique du *Monde,* Edwy Plenel. Beaucoup avaient alors haussé les épaules. S'informer en soutirant des informations aux informateurs patentés : tous les Présidents, dans tous les régimes, l'ont fait. Autrefois, le roi avait ses mouchards, et Richelieu, tout évêque qu'il fût, sacrifiait à ce déplorable usage. Ne parlons pas de Mazarin…

La guerre d'Algérie a mis en œuvre des pratiques qui avaient fait les délices de la Gestapo et de la milice de Pétain. Le général de Gaulle, sachant que les agents secrets sont nécessaires pour faire sortir de leur trou les ennemis de l'ombre, était entouré, au Service d'action civique, d'un mélange de malfrats et de militants énamourés : pour le service de leur grand homme, ils étaient prêts à violer la loi et la morale.

Dès son retour au pouvoir en 1958, les écoutes avec leur service spécialisé et leurs fonctionnaires garantis tournent à plein régime. Tous les journalistes d'une certaine surface sont, paraît-il, l'objet de leurs soins. Un ancien des services spéciaux qui a appartenu au cabinet de Michel Debré avant de se convertir à l'édition, Constantin Melnik, m'a prévenu. Un

journaliste de *L'Aurore*, voyant qu'à la suite d'une fuite (d'eau) je faisais faire des travaux de plomberie chez moi, m'a assuré que l'ouvrier en profiterait pour truffer de micros mon domicile. J'ai toujours négligé ces avis et évité toute précaution au téléphone. Quand j'ai une conversation confidentielle, c'est en tête à tête. Je n'ai jamais été sujet à la paranoïa.

Mais quand le chef de l'État est attrapé en flagrant délit de flicage, sans que la sécurité nationale soit en jeu, on est pris de nausée. Mitterrand avait parlé un jour de « vilenie » à je ne sais quel sujet, le mot est retourné à son expéditeur lorsque, pour la première fois, au début de mars 1993, les écoutes de l'Élysée sont révélées. Et par un journal de gauche pur sucre, *Libération.*

Sur le moment, on imagine que cette fuite dans la presse pourrait être l'œuvre des services de police eux-mêmes, alors secoués par un vent de fronde contre cette majorité socialiste submergée par les scandales. Interpellé sans ménagement, le vieux Président terré dans sa tour d'ivoire de l'Élysée, tandis que ses ministres socialistes font leurs paquets, se tait, comme toujours, à mille coudées au-dessus de cette boue, de ces cochonneries. Edwy Plenel, l'écouté n° 1, jubile et se pavane, promenant de micro en plateau de télévision une indignation dont cet ancien militant trotskiste et peut-être révolutionnaire connaît tout le vocabulaire. Et de parler de la fonction présidentielle bafouée, salie, déshonorée ! Mais il en faudrait davantage pour ébranler un François Mitterrand tout à son cancer et à ses secrets de famille.

C'est plus tard, lorsque la belle Carole Bouquet est venue rejoindre Plenel dans la liste des réprouvés, que les imaginations se sont mises à vagabonder, parfois même au-dessous de la ceinture : pourquoi donc le Président a-t-il requis l'appareil de l'État pour espionner la jolie Carole ? Simple curiosité, jalousie, derniers feux d'un cœur qui se croyait immortel ? Ou tout simplement sénilité ?

Ces écoutes de Mitterrand ont donné lieu à plusieurs procès : on pouvait faire confiance à Plenel pour ne pas s'étouffer. Mais du vieux monarque lui-même, rien. Silence hautain. J'ai demandé à Gilles Ménage, qui avait été à l'Élysée le maître des écoutes, une explication. Silence encore.

Et les écoutes ont poursuivi leur ténébreuse besogne. À l'été 2010, c'est un magistrat du cabinet de la ministre de la Justice, Michèle Alliot-Marie, et répondant au doux nom de M. Sénat, qui a eu droit aux écoutes de la République. Imagine-t-on les efforts prodigieux que l'État déploie pour découvrir les sources où s'abreuvent les journalistes ?

Écrire

Écrire ? C'est publier qu'il faut lire. Les politiques estiment que toute carrière d'un tant soit peu d'envergure exige la signature d'un livre qui fera briller le nom de l'auteur dans les librairies. Mais ils ne poussent pas le zèle jusqu'à s'asseoir tous les matins, à l'aube, devant une page blanche. Les écrivains font rarement de bons politiques : Maurice Druon et Max Gallo

n'ont pas été des ministres particulièrement efficaces et se sont bien gardés de confier à la postérité le récit de leurs passages respectifs au gouvernement.

Mais dans notre République, sans une œuvre pour orner votre *curriculum vitae*, comme la cerise sur le gâteau, vous serez considéré comme un butor, un plouc, et ne mériterez pas la considération de vos électeurs. Donc il faut publier, et peu importe le jugement de la critique : on comptera le nombre de vos bouquins vendus comme préfigurant celui des suffrages que vous obtiendrez. À quelques mois de l'élection « historique » de mai 1981, les libraires ont été priés de diffuser les œuvres des candidats Georges Marchais (*L'Espoir au présent*), Michel Debré (*Lettre ouverte aux Français sur la reconquête de la France*), Michel Crépeau (*L'Avenir en face*) et naturellement François Mitterrand dont le recueil de chroniques, pour la plupart déjà publiées dans le journal du parti socialiste, *Ici et maintenant*, a connu un succès annonciateur d'un sacre. Le sortant, Valéry Giscard d'Estaing, avait pris un peu d'avance en publiant sa *Démocratie française*, ouvrage conçu, écrit et corrigé au premier étage de l'Élysée. Une fois congédié de la présidence, il a été élu à l'Académie française et s'est recyclé dans une affligeante littérature de gare. Il a pourtant souvent invoqué le parrainage de Maupassant, ce qui a dû bouleverser dans sa tombe notre Normand national.

La plupart des politiques écrivent non à quatre mains, selon la formule consacrée, mais à deux voix. Il leur faut un confesseur qui leur pose des questions soit malicieuses, soit béates. En principe, le nom de ce partenaire figure sur la couverture de l'ouvrage. Mais pas toujours : parfois l'auteur en titre se contente d'adresser, à la dernière page, des remerciements en vrac dans lesquels il est impossible de distinguer le câlin aux enfants et la gratitude au vrai porte-plume.

Les ministres profitent de leur passage au gouvernement et des innombrables collaborateurs que l'État met à leur disposition pour leur faire rédiger un ouvrage qu'ils signeront après en avoir retouché trois virgules. Mais un Jack Lang a une trop haute idée de son talent pour reconnaître tout ce que ses œuvres doivent à des tâcherons.

Il est arrivé un malheur à Nicolas Sarkozy lorsque, durant une brève traversée du désert, il a publié une biographie d'un ministre de l'Intérieur de la III^e^ République, Georges Mandel, qui a donné son nom à une avenue menant au bois de Boulogne. À la sortie de l'ouvrage, l'auteur d'une thèse sur Mandel, qui avait été furieusement pillée par Sarkozy, a réclamé son dû. J'imagine qu'il l'a reçu.

Mais c'est Jacques Chirac écrivain qui a le plus ébahi son monde. Lorsqu'il a annoncé qu'il s'était mis à la rédaction de *Mémoires*, il y a eu un grand moment d'incrédulité. L'ancien président de la République est connu pour n'avoir jamais rédigé une ligne de ses discours, pour sa mémoire des plus sélectives et une propension au mensonge popularisée par les Guignols de Canal+. Un livre de Chirac ? Et pourquoi pas un concerto pour violon ? Pas fou, l'auteur présumé (si l'on ose parler de présomption à son sujet) a recruté

un écrivain, un Historien avec un grand H, de préférence à un ou à une journaliste qui en aurait su trop long sur lui. Tout au long de la gestation du bouquin, des entretiens avec l'interrogateur choisi, Jean-Luc Barré, Chirac s'est montré le plus modeste et le plus compréhensif des coauteurs. Quand le texte de Barré lui a été soumis, il n'a pas chipoté sur les virgules ni exigé de nombreuses corrections. Mais une fois le bouquin en librairie et au premier rang sur la liste des best-sellers, le rédacteur n'existait plus. Il devait s'estimer bien récompensé de voir son nom figurer, non sur la couverture, mais sur la page de garde, et la magistrale collaboration entre les deux hommes ainsi solennisée.

Il faut rendre justice à Chirac ; il ne s'est jamais pris pour un littérateur. Il laisse ces sortes d'ambition à son chef d'état-major, Dominique de Villepin, qui se pique d'être à la fois historien, critique d'art, poète, philosophe… Le tout avec un style claironnant, pour ainsi dire bonapartiste. Chirac n'ose pas davantage se comparer à son prédecesseur qui déclarait une vocation rentrée de « grand écrivain ». À l'Élysée, Mitterrand recevait les Académies Goncourt et française pour parler du métier. Il lui arrivait même d'affréter un hélicoptère pour rendre visite à Michel Tournier dans son presbytère de Choisel.

Après cela, imaginez l'effarement qu'a suscité Sarkozy lorsqu'il a qualifié *La Princesse de Clèves*, de bouquin indigne du concours de l'ENA. Sa femme aura soigné cette infirmité en lui lisant le soir quelques pages du premier et du plus beau roman de notre trésor national. On raconte que le président de la République a voulu rattraper sa bévue en donnant le nom de Mme de La Fayette à une rue de Paris, mais un de ses prédécesseurs avait eu la même idée.

Éditorialiste

Depuis que le star-system a envahi leur profession, les journalistes sont des « people » avec tous les travers que ce mot implique. La télévision fait davantage qu'un article de trois colonnes dans *Le Monde*. Le vedettariat s'est ainsi déplacé. Il n'y a pas si longtemps, l'apogée d'une grande carrière n'était pas de présenter le 20 heures de TF1 mais de signer l'éditorial d'un journal ou d'une radio, de devenir ainsi le porte-parole de l'entreprise.

Sans être plus modeste qu'un autre, je dois avouer que je n'ai jamais imaginé devenir éditorialiste. Dans les journaux auxquels j'ai collaboré depuis mes débuts, l'édito était l'apanage du directeur ou du rédacteur en chef. Au *Figaro*, c'était un homme d'une amabilité confondante, Louis Gabriel-Robinet. Avant de devenir le patron du journal il en avait dirigé le service politique. Il se revendiquait « modéré », la modération étant alors considéré comme une idéologie-de-droite mais idéologie quand même. Dans ses éditos une phrase revenait souvent : « Il faut raison garder » professait-il, ce qui devait enchanter ses lecteurs. *Le Figaro*, c'était lui : parfois il signait ses

éditos d'un F gothique barré d'une plume.

Quand je suis entré à RTL, il y avait deux éditorialistes de grand renom : Raymond Cartier pour la politique étrangère, et Jean Ferniot, la voix de la station. Une publicité montrait la façade de l'Élysée dont une seule fenêtre était éclairée. Et l'on pouvait lire : « Huit heures, il écoute Jean Ferniot ». Je ne me suis pas imaginé qu'un jour je remplacerais cet éditorialiste dont la France buvait chaque jour les paroles en même temps que son petit noir. Il a fallu que l'ami Jean soit fatigué de se lever à l'aube.

J'avais une liberté totale et parfois lourde à porter. Certains me reprochaient de pencher à droite, d'autres à gauche. Mais au bout de dix ans, Jean Farran m'a lancé : « Je ne sais pas pour qui vous votez. » Le plus beau des compliments. J'aurais pu lui répondre : « Moi non plus » car je n'ai pas toujours voté pour les mêmes.

Des chirurgiens me disaient : « Je ne pars pas à l'hôpital sans vous écouter. » Quelquefois, je recevais des lettres de menaces : on allait me faire la peau, ou celle de mes enfants. Mon Dieu ! À quels excès, à quelles infamies, la passion politique peut pousser certains ! Parmi mes auditeurs, il y avaient ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas. Je m'efforçais de ne pas choquer ceux dont les convictions étaient estimables même si je ne les partageais pas. Je recevais des lettres de protestation, parfois injurieuses. Lorsqu'elles étaient signées, je répondais.

On m'a souvent demandé comment je travaille, comment je choisis mes sujets et « où je trouve mes idées ». J'ai un mal fou à répondre. Je n'ai jamais été saisi d'angoisse, de la crainte de n'avoir rien à dire. D'abord, il y a l'actualité qui ne connaît jamais de répit. Il y a aussi mes propres réactions et je ne me suis jamais gêné pour les exprimer. Il y a surtout les informations récoltées amoureusement et qu'on est le premier à délivrer. Quelle jubilation ! Quelquefois, l'actualité m'imposait des sujets sur lesquels j'étais ignorant. Mais en fin de compte, je n'ai jamais été coupable de mensonge ! Et lorsqu'il m'est arrivé de commettre une erreur, je m'en suis toujours excusé le lendemain. Car, si un auditeur qui connaît le sujet vous prend en flagrant délit d'erreur, c'est fini, il ne vous croit plus. Et surtout il ne vous écoute plus !

Élection présidentielle

C'est le rendez-vous, à date fixe, des Français avec la République. L'équivalent du sacre sous la monarchie. La grande affaire d'une vie, l'ambition suprême. Mais il n'y a pas que le candidat à se mettre en jeu. Toutes sortes de petites mains, de chargés de mission, de porte-coton attendent de ce grand jour la chance unique de leur existence. Il y a un monde fou dans le sillage du candidat, presque la moitié de la France : des convaincus qui partagent la foi de leur grand homme (ou femme). Et d'autres qui participent à la bataille dans le seul espoir de déboucher le champagne le soir de la victoire avant d'emménager ensuite dans un ministère.

Après le 20 heures fatidique qui dévoile la photo du vainqueur, une vraie folie, parfois même une hystérie s'empare de son camp. Des petits, des sans-grades boivent plus que de raison en se persuadant qu'ils ont été les artisans d'un événement historique.

En 1974, pour l'élection du successeur de Georges Pompidou, le créateur de RTL, Jean Farran, a donné dans les studios de la station une fête inouïe dont, à droite comme à gauche, on a longtemps conservé le souvenir. La rue Bayard était fermée à ses deux extrémités. Devant le 22, un dais surmontait un grand tapis rouge. Et comme la politique ne se nourrit pas de pain sec et d'eau, Farran avait demandé à tous les chefs étoilés de se mettre aux fourneaux. Aujourd'hui, crise oblige, les médias ont des buffets moins somptueux.

Mais l'élection présidentielle reste tout au long de la campagne, un immense show qui mobilise tous les professionnels de la pub et beaucoup d'artistes. Il s'agit de monter, dans les principales villes de France, des représentations pour des milliers de spectateurs mais aussi de programmer chaque jour plusieurs émissions de radio et de télévisions sans oublier les interviews à la presse écrite et étrangère. Bref, il s'agit de n'oublier aucun média (et Dieu sait si leur nombre s'est démultiplié avec Internet) même si leur audience est confidentielle.

La première condition pour être candidat à cette élection qui fait d'une vie un destin, c'est d'éprouver un désir surhumain. Tous les présidents de la République, avant d'être élus, ont été hantés et rongés par l'envie depuis des années, leur enfance même. La plupart avaient d'ailleurs une revanche à prendre sur la vie ou un devoir de victoire. Les camarades de Giscard à Polytechnique soutiennent qu'il se croyait déjà destiné à la plus haute fonction politique.

Pour François Mitterrand, l'élection à la présidence de la République était la seule rédemption possible. Dès que l'élection du chef de l'État s'est faite au suffrage universel, l'élu de la Nièvre est entré en lice contre de Gaulle, sans même avoir obtenu le concours d'aucun des grands partis qui allaient le soutenir.

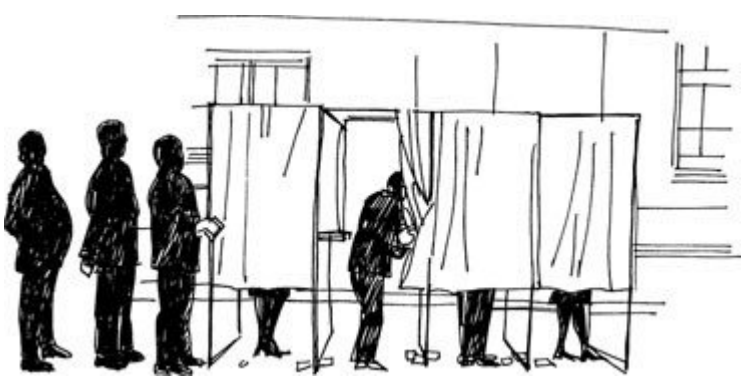
Chirac, c'est autre chose : du temps de son maître Pompidou, il ne songeait nullement à lui succéder. Puis lui est venu non pas le désir d'être chef de l'État mais d'empêcher par tous les moyens Giscard d'être réélu en 1981.

Sa candidature n'avait pas d'autre but. Elle a pleinement réussi. Du coup, sept ans plus tard, Chirac s'est porté candidat à la présidence en prononçant sa formule rituelle : « Cela va de soi. » Premier ministre, il lui revenait de porter les couleurs de droite et de barrer la route à l'insubmersible Giscard ainsi qu'à son ancien Premier ministre Barre. L'aversion, pour ne pas dire l'exécration qu'il portait à ces deux hommes constituaient une motivation suffisante pour se lancer dans cette ascension vertigineuse de l'Élysée.

Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il y pensait depuis longtemps « et pas seulement en se rasant ». L'idée lui sera venue, selon toute probabilité, après l'échec d'Edouard Balladur dont il avait été le stratège et le chef d'état-major. La malheureuse campagne de 1995 avait été son œuvre : à partir de là, il pouvait savoir comment s'y prendre. La leçon avait été sévère et amère : pendant quinze mois, Balladur avait accompli un parcours impeccable caracolant au sommet des courbes de popularité et s'assurant une cohorte de partisans. Et deux mois seulement avant l'élection, tout s'est effondré comme un château de cartes. À force de ressasser cette incroyable descente aux enfers, Nicolas Sarkozy a décidé qu'il ne serait pas homme, lui, à gâcher tant de belles cartes. Après avoir mis la main sur l'UMP, il a été pris d'une rage de vaincre et n'a jamais douté de sa victoire.

Bizarrement, il ne faut pas non plus pécher par excès de confiance. Giscard, depuis 1981, et Lionel Jospin, avec son terrible 21 avril, ne s'en sont jamais remis. Hélas ! les candidats sont fatalement enclins à ce dérapage. Ils sont entourés d'une armée de militants et d'amis qui les tiennent pour infaillibles et dont pas un n'ose leur tenir tête ou les contredire.

Il fallait le scepticisme de François Mitterrand pour ne pas se laisser griser : le président socialiste, durant ses campagnes électorales (il en a eu quatre à son actif) ne cessait de rappeler à ses zélés courtisans qu'en France entre la gauche et la droite, c'est toujours « fifty-fifty ». D'où le suspense qui tient les Français en haleine jusqu'au grand soir et légitime toute leur passion pour la politique.



Élections

La révolution manquée de mai 68 a accouché d'un slogan qui a longtemps fait fureur chez les anarchistes tant prolétaires que bourgeois. Vingt ans après, la formule résonnait encore à mes oreilles, si bien que, dans un livre, je me refusais à l'écrire dans son orthographe originelle, dont je dénonçais l'absurdité en la rédigeant ainsi : « Pied jacquon ».

Nos barbouilleurs de murs, aujourd'hui qualifiés d'honorables soixante-huitards, affirmaient que nous, les électeurs, vertueux fantassins de la démocratie, nous étions bernés, couillonnés, piégés. Rien de plus faux : les élections ne sont un piège que pour leurs commanditaires, en l'occurrence le pouvoir exécutif qui les organise. Loin d'être les cons de l'affaire, les citoyens constituant le corps électoral savent avec une ingéniosité diabolique se servir contre les politiques du piège redoutable qu'ils ont entre les mains.

Cette inversion des rôles a connu sa plus belle manifestation à la fin d'un autre mois de mai, en 2005. Les Français étaient appelés aux urnes pour ratifier un projet de Constitution européenne concocté, assez laborieusement, par l'ancien président de la République. Giscard avait pondu un monument d'illisibilité, un texte interminable qu'il fallait être bénédictin pour lire jusqu'au bout. Toute la majorité au pouvoir, la direction du parti socialiste, tous les réputés experts, les oracles supposés, tout ce qui passe pour être intelligent avaient préconisé de voter « oui ». Le vote en faveur du traité européen paraissait si naturel, si évident, qu'il n'y avait guère eu de campagne. Un peu honteux, en tout cas discrets, les partisans du « non » avaient utilisé Internet pour faire connaître leurs arguments.

Coup de théâtre : le non l'emporte, par 54,68 % des suffrages. Le prince des politologues, René Rémond, n'en revient pas : « Ce vote négatif, confirmant l'instabilité du corps électoral, écrit-il en préface de *L'Année politique*, a jeté un trouble et déstabilisé le système politique. » Et d'ajouter, en une phrase courtoisement interrogative : « Le président de la République a-t-il pris un risque déraisonnable en consultant le suffrage universel plutôt que d'emprunter la voie assurée de la ratification parlementaire ? » Bref, en termes moins académiques, Chirac a déconné, et c'est lui qui se retrouve tout con. Il lui faut remplacer séance tenante son Premier ministre Raffarin par un homme dont il connaît mieux que personne les foucades : Dominique de Villepin. Il doit nommer ministre (de l'Intérieur) le chef du parti majoritaire UMP, Nicolas Sarkozy, alors qu'il a décrété incompatibles les deux fonctions. Le principal des ministres congédiés, François Fillon, se proclame « directeur de campagne » du candidat affiché à la succession de Chirac, le même et insupportable Sarkozy. Sur le moment, il a été impossible de dresser la liste des catastrophes en chaîne déclenchées par ce référendum.

Si les élections locales, nationales, présidentielles peuvent se révéler des machines infernales à la disposition des votants, les référendums sont particulièrement destructeurs, meurtriers. Mais Chirac n'a pas peur de jouer avec la dynamite : en 1997, disposant d'une majorité somme toute confortable à l'Assemblée mais parfois indocile sous la cravache de Juppé, voilà que le

chef de l'État dissout la Chambre, confie la campagne électorale à son Premier ministre englué dans le marécage de l'impopularité, et se retrouve avec une majorité de gauche à l'Assemblée, une cohabitation avec Jospin, socialiste de l'espèce la plus revêche, la moins fréquentable pour un homme aussi jovial, courtois, tout en baisemains avec les dames, que Chirac. Il a mis cinq ans à ronger son frein sous la mâchoire du piège. Oui, cinq années de liberté conditionnelle, à ne pas pouvoir passer ses vacances à l'île Maurice ou au sultanat d'Oman, à ne pas pouvoir inscrire au menu de l'Élysée autant de truffes du Périgord et de veau de Corrèze qu'il en peut ingurgiter. Chirac, l'homme le plus bouillant et infatigable de la République, condamné à patienter.

Puis, en 2002, il a pris sa revanche au cours d'une élection présidentielle où les électeurs ont incroyablement piégé le Premier ministre sortant et son armada socialiste qui se voyaient déjà à l'Élysée et répétaient : « On vous dit que c'est plié ! »

Quelquefois, de banales élections locales qui n'intéressent pas grand monde, et surtout pas les électeurs, se révèlent aussi de monstrueuses machines infernales pour les gouvernements. On se souvient des régionales de 2004 et de 2010 dont les présidents Chirac et Sarkozy ne savaient comment tirer la leçon.

Chaque fois que le pouvoir a voulu se montrer plus malin que le corps électoral, il a été sévèrement battu. Ainsi, en 1986, Mitterrand avait réformé le mode de scrutin et instauré la proportionnelle pour se prémunir contre une cohabitation avec la droite. Échec, mais sans mat : le président socialiste a pris sa revanche à la présidentielle de 1988 !

Élections, piège à cons ? Oui, mais qui se referment toujours sur les cons qui nous gouvernent…

Éléments de langage

Autrefois, au début de cette République-ci, il y avait les godillots. C'étaient les députés du parti du Président : ils marchaient au pas cadencé : silence dans les rangs et je veux ne voir qu'une seule tête. N'oublions pas qu'ils avaient été enrôlés en politique par un général.

Aujourd'hui, nous avons les perroquets. Ils sont à droite, ils sont à gauche. Comme dans les chœurs d'opéra, ils prononcent les mêmes mots, sur la même musique, et les répètent imperturbablement. Chez Verdi, ça donne : « Marchons, marchons », sans bouger d'un pas. En politique, c'est à peu près la même chanson.

Cette remarquable évolution de la pratique politique est due à la mise en œuvre d'un nouveau procédé appelé « éléments de langage ». Il s'agit, pour les dirigeants d'une famille politique, d'écrire une partition que tous les représentants devront interpréter sans fausse note. La première fois que cette méthode a été mise en œuvre publiquement, c'était par les socialistes au soir

du tragique premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Le PS voulait s'accorder deux ou trois jours de méditation, à coup sûr douloureuse, avant de décider s'il allait appeler le peuple de gauche à voter pour Chirac au second tour ou à s'abstenir. Le parti était divisé. Par-dessus le marché, la décision soudaine, brutale, de Lionel Jospin de quitter la vie politique allait à coup sûr jeter le trouble sinon la consternation dans les troupes. Il fallait éviter les écarts de langage : il y eut donc une réunion des dirigeants socialistes au cours de laquelle fut établi le discours que les uns et les autres devraient tenir dans les médias au cours de la soirée électorale.

Nicolas Sarkozy a compris le bon usage des éléments de langage au soir des élections législatives consécutives à sa victoire présidentielle. Commentant les chiffres, le ministre de l'Économie, Jean-Louis Borloo, était confronté à son prédécesseur socialiste Laurent Fabius. Et, poussé dans ses retranchements, il déclara qu'il était favorable à une TVA sociale, donc à un impôt supplémentaire sur la consommation, naturellement plus douloureux pour les revenus modestes que pour les riches. Panique et branle-bas de combat dans l'électorat de droite. Le ministre, lui, y perdit son fauteuil de grand argentier de la République qu'il dut échanger avec celui, bien moins consistant, de ministre de l'Environnement.

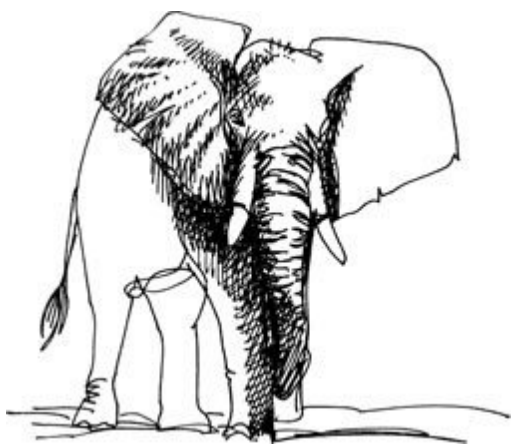
En octobre 2010, on eut une irruption tonitruante des fameux éléments dans la vie publique. C'était au plus fort de la bataille sur les retraites. Il y avait eu cinq journées nationales de grèves et de manifestations en cinq semaines et les étudiants ainsi que les lycéens venaient de se joindre avec fracas aux cortèges conduits par les syndicats. La majorité présidentielle était agitée de tourments et d'interrogations. Le président de la République réunit à l'Élysée ses lieutenants les plus sûrs, son secrétaire général Claude Guéant, des ministres et de hauts responsables de l'UMP. Les éléments de langage furent couchés sur le papier et distribués au ban et à l'arrière-ban de la nomenklatura sarkozienne. Quelques heures plus tard, les uns et les autres commencèrent à chanter la chanson dans les médias en un ensemble impeccable. On eut même, au siège de l'UMP, rue La Boétie, une séance ébouriffante au cours de laquelle ministres et secrétaires d'État vinrent à tour de rôle roder leur numéro devant des militants ou sympathisants conquis d'avance. Pour plus de sûreté, chacun avait ses fiches sous les yeux, dont on ne sait si elles portaient l'en-tête de la présidence de la République. Ce formidable épisode fut couronné par une intervention à la télévision du Premier ministre François Fillon, alors présumé en sursis.

Le morceau de bravoure des éléments de langage était un étonnement, teinté d'une discrète ironie, sur ces gamins qui manifestaient contre une retraite dont ils ne devaient pas bénéficier avant un demi-siècle. Apparemment, l'argument ne ramena pas les jeunes dans leurs lycées !

Éléphants

Les droits d'auteur reviennent à François Mitterrand. En 1991, à l'occasion du congrès socialiste à Rennes, particulièrement tumultueux et haineux, le président de la République a désigné de ce mot les caciques socialistes qui n'étaient pas tous des pachydermes. Éléphants étaient Pierre Mauroy, bien sûr – il en a le volume et le poids –, mais aussi le fluet Michel Rocard, le sentencieux Lionel Jospin, et quelques seconds couteaux nommés Emmanuelli, Joxe, Mermaz… Mitterrand enrageait de voir ces éléphants piétiner ses propres recommandations. On était à quatre ans de la fin de son mandat. Il souhaitait que l'éternellement jeune Laurent Fabius soit à la tête du PS pour devenir, le moment venu, candidat naturel et légitime à sa succession. L'héritier présomptif était bien un peu endommagé par l'affaire du sang contaminé, survenue lorsqu'il était Premier ministre. Mais la confiance, ou l'amitié, de François Mitterrand se situait bien au-dessus de ces misères humaines.

Les éléphants sont restés alors que Mauroy, Jospin et Rocard ont disparu de la scène socialiste. Par une facilité sémantique, ce sont tous les dirigeants socialistes d'une bonne ancienneté : Martine Aubry, François Hollande mais aussi Bertrand Delanoë et Jean-Marc Ayrault sans oublier l'indéracinable Laurent Fabius. Reste aussi cette tradition selon laquelle les congrès socialistes se transforment en champs de bataille de pachydermes. La faute incombe aux courants, chapelles et écuries présidentielles qui quadrillent la vie du parti socialiste et la plombent.



Élysée

La « boîte à chagrins », selon de Gaulle qui ne s'y plaisait guère. Le Général s'en allait aussi souvent que possible à Colombey-les-Deux-Églises gagner sa chère Boisserie qui n'était pas plus gaie que le palais présidentiel mais infiniment plus modeste. Sitôt élu (par des « grands électeurs »), le premier président de la V^e^ République a rêvé de déménager et de s'installer dans une bâtisse plus conforme à l'austérité et la grandeur dont il voulait

marquer son règne, à Vincennes, dans le château où mourut Mazarin. On l'en a vite dissuadé : les Français auraient cru qu'il désertait la République.

De nos jours, le palais – Louis XV à l'extérieur et Napoléon III dans ses salons – est aussi peu adapté que possible au gouvernement d'une démocratie moderne comme la nôtre prétend l'être. Le moindre placard à balais a été transformé en bureau, et l'immeuble adjacent annexé. Civils et militaires, hauts fonctionnaires et lingères, il y a bien un millier de personnes qui vivent ici. Sauf la nuit. La maison est alors déserte, à l'exception d'un conseiller de permanence, de quelques gardes, maîtres d'hôtel et chargés de télécommunications.

Les successeurs du Général, Pompidou, Giscard, Mitterrand, préféraient leur résidence privée. Seul Chirac et son épouse s'y plaisaient. En me faisant un jour visiter le palais – et notamment ses cuisines, morceau de choix du patrimoine –, Bernadette Chirac ne cessait de s'extasier sur le soin qu'avait pris Mitterrand de ces murs blanchis sous le harnais républicain.

Dans ce palais qu'on appelait jadis « le château », allez savoir pourquoi, les repas sont soumis à un protocole que ne désavouerait pas la monarchie. La table est réputée digne de la haute gastronomie française, le chef l'égal des toques à trois étoiles, le service de Sèvres et l'argenterie si uniques que des couverts disparaissent à chaque dîner d'État. Malheureusement pour l'éclat de la République, Nicolas Sarkozy est aussi peu gourmet que possible et – ô rage, ô désespoir – il ne boit jamais de vin, laissant les romanée-conti et les château-yquem à ses invités. Une fois par an, le 14 juillet, la pelouse du parc est envahie et saccagée par des milliers de Français. C'est à cette occasion que de Gaulle, accueillant une Brigitte Bardot vêtue d'un dolman autrichien à brandebourgs, a murmuré à l'oreille de Malraux : « Chic ! Un soldat. »

Dans la rue du Faubourg-Saint-Honoré, les touristes n'imaginent pas ce que cette aimable façade, conçue pour les plaisirs de la Pompadour, cache d'efforts, d'espoirs et de déceptions. La géographie de l'Élysée et de ses dépendances a une configuration hautement politique. La distance séparant un bureau de celui du chef de l'État est inversement proportionnelle à l'influence

de son occupant. Ainsi se signalent les disgrâces.

Depuis qu'il symbolise la majesté de la République, le palais n'a jamais été menacé, pas même par un cortège de grévistes. Sauf une fois, à la fin du mois de mai 1968, alors que de Gaulle jugeait la situation insaisissable : le ministre de l'Intérieur s'inquiéta d'une manifestation, sans doute noyautée par des étudiants gauchistes qui devait déboucher le lendemain à la gare Saint-Lazare – laquelle est à trois enjambées de l'Élysée. Que des irresponsables viennent forcer la grille, c'était une éventualité à considérer. De Gaulle lui-même redouta-t-il sérieusement d'être, selon son expression, « fait aux pattes » dans son palais ? Toujours est-il que, le matin de la manifestation, il s'envola pour Baden…

L'Élysée est une tour d'ivoire : l'air du dehors, le bruit de la rue, les clameurs de la foule n'y parviennent que dûment filtrés par un entourage zélé. Régulièrement, de Gaulle accomplissait sa tournée des popotes. Pour Sarkozy, c'est son épouse Carla qui se charge de lui faire entendre une musique différente, celle du show-biz, celle des bobos, celle si délicieusement ténue de ses chansons.

En dehors de tout ce que compte un palace, l'Élysée est doté d'un véritable hôpital de campagne. La cadence des obligations, audiences, conférences, réceptions, la surveillance perpétuelle sont infernales, et les heures de loisir inconnues.

Malgré ces désagréments, tous les présidents de la V^e^ République, à l'exception de Pompidou atteint d'une maladie incurable dès son intronisation, s'emploient à rester dans ce palais pendant deux mandats. Quelques mois après sa prise de fonction, Sarkozy y avait tellement pris goût qu'il ne songeait déjà plus qu'à sa réélection.

ENA

La voie royale d'une carrière politique. Mais aussi, hélas ! la grande école du conformisme. On y enseigne une pensée unique et péremptoire.

Édith Cresson, qui sortait d'HEC, se moquait des comités interministériels où chaque énarque tentait d'imposer son idée, sans se demander si elle était ou non profitable à la France.

Elle a eu le courage de décentraliser l'institution à Strasbourg avec la bénédiction de Mitterrand qui ne l'aimait pas non plus.

Aujourd'hui, beaucoup de voix réclament la suppression de l'ENA. Car ce sont des hommes et femmes qui n'en sortent pas comme Nicolas Sarkozy, Christine Lagarde, Jean-Louis Borloo ou Arnaud Montebourg qui incarnent à présent l'ambition politique.

Enrichissement

La politique est la seule profession où il serait immoral, scandaleux et interdit de s'enrichir. Aucune personne l'ayant exercée n'a osé avouer un

« enrichissement personnel » que réprouverait l'opinion. En France, la richesse n'est jamais honorable, pas plus lorsqu'on l'a reçue en héritage que si on l'a constituée avec ses talents, ses efforts, son acharnement.

Pourtant, dès que j'ai fréquenté le monde politique, j'ai été ébloui par certains cas ostensibles de fortune vite acquise. Depuis les débuts de la Ve République jusqu'à l'avènement de Mitterrand, les représentants de la majorité gaulliste au pouvoir, au bout de trois ou quatre sessions parlementaires, achetaient un « petit quelque chose » sur la Côte d'Azur qui a subi alors un déferlement de béton.

Les hommes politiques aimeraient-ils davantage l'argent que tous ceux qui font un autre métier ? Je me garderai bien de répondre à la question. Mais la politique suscite de fulgurantes ascensions sociales auxquelles il est difficile de froidement résister.

Le cas le plus spectaculaire, c'est Jack Lang. Propriétaire d'un somptueux appartement place des Vosges et d'une propriété très agréable, ma foi, dans le Lubéron, il lui est difficile de prétendre qu'un portefeuille ministériel, même longtemps assumé, lui a permis de se constituer ce patrimoine immobilier d'exception. À un biographe plus ou moins autorisé, il a expliqué qu'il avait hérité de son grand-père, industriel lorrain heureux en affaires. Le cousin de Lang, descendant du même aïeul, a éclaté d'un rire un peu amer devant cette révélation : l'héritage se résumait à quelques petites cuillers.

Théoriquement, la politique ne paie pas son homme. Celui qui vivrait de son seul mandat parlementaire n'a aucune chance de devenir riche. Mais il peut additionner les mandats, les fonctions et les traitements. En outre, un parlementaire a le droit de monnayer son entregent et son carnet d'adresses en devenant avocat.

Combien d'hommes politiques, depuis une trentaine d'années, ont-ils cherché à s'enrichir de façon non autorisée ? En 2001, rapportent les auteurs du *Casier judiciaire de la République*, Bruno Fay et Laurent Ollivier, ils étaient près de neuf cents élus, nationaux ou locaux, à avoir affaire à la justice pour des détournements, des malversations, des abus de biens sociaux.

Pour mettre fin à des dérives qui ont souvent occupé la chronique

judiciaire, on exige maintenant de nos élus, à commencer par le président de la République, de déclarer avec exactitude l'étendue de leur patrimoine à l'entrée et à la fin de leurs fonctions. Excellente, sage et élémentaire précaution. Malheureusement, il n'y a aucune espèce de vérification possible, et pas de sanction en cas de déclaration frauduleuse. On a calculé que, au cours de ses douze années à la tête de l'État, par la simple différence entre revenus et dépenses, Jacques Chirac a augmenté son patrimoine de plusieurs millions d'euros. Mais on ne trouvera jamais trace de cet enrichissement.

Depuis le premier jour de sa présidence, Nicolas Sarkozy a proclamé devant les Français l'admiration et l'envie qu'il éprouve devant la richesse. Le chef de l'État ne participe pas de cette culture ou de cette tradition nationale qui maudit l'argent. Après l'Élysée, il rejoindra ses bons amis du CAC 40 sans craindre de se voir reprocher un penchant pour le « bling-bling ».

Entourage

Une nébuleuse : des hommes, des femmes dont on ignore les noms, les fonctions et le crédit qu'il faut leur accorder. Mais ils sont évoqués tous les jours dans les articles et commentaires : « Selon l'entourage du Premier ministre… » et hop ! le tour est joué. Certains journalistes utilisent cet « entourage » pour donner du poids à leurs propres réflexions. Peut-être ai-je moi-même invoqué cet individu sans visage pour donner de la consistance à une information dont je n'étais pas sûr. Mais les hommes politiques se servent eux aussi de ces fantomatiques porte-parole pour lancer un quelconque banc d'essai.

Exemple : selon l'entourage du chef de l'État, il pourrait y avoir un changement de Premier ministre à Pâques (ou à la Trinité). L'événement n'a jamais lieu, et peu importe : le public oublie…

Soyons honnêtes, il y a, dans les entourages, des personnes dont les noms et les fonctions sont connus, dûment répertoriés dans les annuaires de la République. Avant Sarkozy, du temps où le secrétaire général de l'Élysée n'avait pas officiellement le droit à la parole, il arrivait souvent qu'après une conversation avec lui je lâche quelque information sous couvert de « l'entourage ». Mais on trouve aussi, dans ce microcosme aux contours vagues, des « officieux » employés pour d'obscures besognes, certains bénévoles, d'autres rétribués on ne sait comment. Il y a quelquefois, auprès d'un chef de l'État accaparé jour et nuit par les turbulences de la planète et du pays, des personnages préposés aux rencontres pas très recommandables, aux loisirs, aux plaisirs. Auprès de Nicolas Sarkozy, il y avait Pierre Charon. Lui n'est pas du genre discret. Il a fait ses premiers pas dans la carrière de bouffon de cour, et de factotum, quand il avait vingt-trois ans : il a approché et admiré le candidat (malheureux) à l'élection présidentielle de 1974, Jacques Chaban-Delmas. Après quoi, sans jamais attirer le regard des médias, il s'est doté d'un joli carnet d'adresses, la clé d'un destin dans notre pays. On l'aperçoit

quelque temps à Canal+, sans fonction précise.

Il a atteint la soixantaine et, en politique, l'âge se porte sur l'estomac. Probablement a-t-il soif de respectabilité : conseiller de Paris, il se verrait bien sénateur. Et pourquoi pas secrétaire d'État ? Voilà une dizaine d'années qu'il a accroché son avenir aux basques de Sarkozy. Un bon choix ? Il se le demande amèrement : il a déjà été deux fois en disgrâce, du temps de Cécilia qui ne l'aimait pas (ou plus) et de Carla qui a appris à se méfier de lui.

Enveloppes

Promis, juré, soldé : il n'y en a plus. Seulement des enveloppes officielles et légales pour payer les dessous-de-table des contrats internationaux ou rétribuer les agents secrets. Le tout contrôlé et comptabilisé dans le budget de la France. Vous êtes sceptiques ? Moi aussi, un peu. Ces enveloppes ont tellement alimenté notre vie publique, son fonctionnement quotidien comme ses égarements inavouables, qu'il est difficile d'imaginer leur disparition.

Je peux dire que je les ai vues, ce qui s'appelle « vues ». Toujours en papier kraft, vierges de toute écriture et soigneusement fermées. J'étais tout jeune journaliste chez Marcel Dassault quand, un beau jour, me voyant traînasser, il m'a demandé de venir déjeuner avec lui. Il recevait le chef d'un parti et il voulait me faire partager le café. À la fin du repas fort languissant, il a déposé sur la table la fameuse enveloppe, sans un mot. Il n'y a pas eu de remerciement. Par la suite, j'ai souvent vu le grand-papa Marcel partir pour Matignon avec une grande et grosse enveloppe sous le bras. Il s'obligeait à effectuer lui-même ce transport car c'est lui seul qui devait en recevoir le bénéfice.

À cette époque, de Gaulle régnant, j'avais un ami d'enfance au cabinet du Premier ministre Pompidou. Il était chargé des missions politiques mystérieuses, il avait des relations partout, même à gauche. C'est lui qui avait la haute main sur les enveloppes : il les remplissait et les remettait aux destinataires, avec un tact hérité de sa parfaite éducation. Un beau jour, à ma stupéfaction horrifiée, il m'a montré un paquet d'enveloppes bien rembourrées : « Celles-là sont pour tes copains journalistes. Enfin, ceux qui comptent… » Enfer et damnation ! Les plus grands noms de la presse, les illustres signatures du *Figaro* ou du *Monde* recevaient donc un pourboire en liquide ! La pratique remontait à la nuit des temps, à l'époque où Richelieu graissait la patte de Théophraste Renaudot pour que *La Gazette* ne manque jamais de chanter la gloire du terrible Cardinal.

Dans les mois suivant mai 1968, Chirac était secrétaire d'État au Budget. Ses bureaux, comme ceux de son supérieur hiérarchique, le ministre des Finances, occupaient une aile du Louvre. Un jour, en ma présence, il a reçu la visite du responsable de son petit journal corrézien. La conversation a duré deux minutes. Puis Chirac a foncé vers un grand coffre-fort qui se trouvait

derrière son fauteuil. Il l'a ouvert, a farfouillé assez longuement, puis compté les billets, rapidement, a refermé la porte du coffre, tourné la serrure, mis la clef dans sa poche, est revenu à son bureau, a pris une enveloppe, l'a remplie, cachetée d'un coup de langue avant de la déposer dans la main du visiteur déjà prêt à recevoir l'obole. Toute l'opération sans un mot. On ne s'était même pas donné la peine de me demander de passer dans la pièce voisine.

Éviter les chèques, c'était un tribut payé à la démocratie. Recevoir ou donner de l'argent, dans le cadre de la vie politique, devait être aussi rigoureusement secret que le choix dans l'isoloir d'un bulletin de vote.

Il y a toujours des coffres-forts chez les ministres, du moins chez ceux qui ont un tant soit peu de pouvoir. J'imagine qu'ils ne renferment pas seulement des cadavres ou des secrets défense.

Épouvantail

Autrefois, il y avait Georges Marchais : à lui seul, il incarnait l'épouvantail communiste dont on faisait si grand usage en France au fil des générations.

En vérité, l'épouvantail n'épouvantait pas grand monde. Avec sa grosse voix traînante et ses pommettes bien rouges, sa façon de malmener les journalistes en rigolant et en direct, il faisait partie du folklore. Aujourd'hui encore il nous manque.

À l'époque, les Français ne savaient pas que le parti communiste était mort, chez nous comme à l'est de l'Europe. Lui-même ne s'en doutait d'ailleurs pas et ne s'en est toujours pas aperçu jusqu'à sa disparition. Comment donc ce pays si fier de son bon sens a-t-il pu prendre pour épouvantail un morceau de contreplaqué et quelques chiffons ? Obstinément, élections après élections, la plupart des partis politiques appelaient le peuple à écarter le péril communiste, et il faut bien reconnaître que ça marchait.

Une fois au pouvoir, les socialistes ont voulu rendre à l'opposition la monnaie de sa pièce et lui ôter le sommeil. François Mitterrand a vite saisi tout le parti qu'il pouvait tirer d'un personnage qu'il connaissait depuis trente ans, Jean-Marie Le Pen : avec ou sans bandeau sur l'œil, le visage type de l'épouvantail. Une grosse brute taillée en menhir, portant son estomac en pointe, comme un corsaire. Et la voix ! Râpeuse, assaisonnée de petits rires en graillons. Par comparaison, Marchais est un bon enfant que non seulement vous prenez sur le bord de la route mais à qui vous pouvez confier vos petites économies. Le Pen, lui, il les dilapiderait pour acheter des battes de base-ball.

Mitterrand savait qu'il avait affaire à une vieille ficelle rompue depuis l'an 1950 à tous les calembours et tous les poncifs de la parole politique.

Dès ses premiers succès électoraux, le fondateur du Front national écrit au président de la République, d'une encre guindée, pour se plaindre d'être tenu à l'écart des télévisions – toutes publiques à l'époque. Bingo ! François Mitterrand donne consigne au patron de la télé nationale et républicaine de

recevoir le nommé Le Pen Jean-Marie dans une émission politique. Ordre exécuté séance tenante le 13 février 1984. On connaît la suite, trois décennies au cours desquelles l'épouvantail profitera de ses passages devant caméras et micros pour lâcher des incongruités nauséabondes qui feront scandale et, du coup, augmenteront son audience et son capital électoral.

Un peu agacé par l'exploitation constante et tonitruante que les socialistes faisaient de l'épouvantail facho, j'ai raconté un matin à la radio l'origine élyséenne du phénomène. Sur-le-champ, la présidence de la République, par la voix d'Hubert Védrine, a demandé à RTL un démenti sous peine de poursuites judiciaires. J'étais en province : sagement, la direction de la station a attendu mon retour. Quand je suis rentré en fin de journée, la maison était naturellement sens dessus dessous. J'ai simplement signalé que j'avais copie de la correspondance échangée entre Le Pen et l'Élysée : Védrine a aussitôt rengainé sa menace. Et j'ai continué à affirmer que Mitterrand n'était pas étranger à la montée du péril brun.

Les procédés de Mitterrand font toujours école. Sitôt à l'Élysée, Nicolas Sarkozy rêve à son tour d'un spectre pour apeurer les socialistes. Olivier Besancenot, avec son anticapitalisme, ne fera-t-il pas l'affaire ? Au cours d'un voyage au Moyen-Orient, le Président fanfaronne devant François Hollande : « Avec le facteur de Neuilly, on va vous empêcher de dormir. » Après Besancenot, Mélenchon : l'ancien sénateur socialiste se rêve en Georges Marchais revisité. Mais malgré ses regards de loup-garou et les éboulis de sa voix, cet épouvantail-là sent trop le carton-pâte.

En 2011, un an avant le cap de toutes les espérances, Marine le Pen remplace son père et compte bien, comme lui, réaliser un invraisemblable coup de Trafalgar. L'épouvantail a fait place à une ménagère de cinquante ans faite pour capter l'audimat, blonde, bien en chair, rigolarde, franchouillarde type. Un épouvantail en tablier de cuisine.

L'État, c'est moi

Voilà une des citations les plus connues de l'histoire de France. Louis XIV l'aurait prononcée en 1655 devant le Parlement de Paris réuni en audience solennelle et qui se plaignait d'une levée d'impôts supplémentaires exigée par Mazarin. Comme la phrase de Marie-Antoinette répondant : « Ils n'ont plus de pain ? Qu'ils mangent de la brioche ! », et beaucoup d'autres, elle est apocryphe. Mais elle incarne tellement bien l'esprit de la France, de ses rouages et de ses institutions qu'elle en est devenue vraie. Elle pourrait être prononcée aujourd'hui par Sarkozy qui, plus que jamais, veut décider de tout.

Contrepartie, les Français dès qu'ils sont mécontents se plaignent à l'Élysée. Mais à force de vouloir incarner l'État de façon impériale, nos chefs politiques ont tué une belle qualité qui s'appelle le civisme. Le civisme, c'est le respect de l'autre, de son territoire, de sa pensée. Et celui de l'État qui

n’appartient à personne.

État de grâce

Lorsque vous pénétrez dans l’Élysée, quelques semaines après l’élection d’un nouveau président, vous êtes saisi dès le vestibule par un parfum entêtant d’euphorie. C’est ce qu’on appelle l’état de grâce. Le pays est encore bercé par les promesses de la campagne électorale, le camp des vaincus se tait, gardant pour lui son chagrin, son dépit, sa colère. Le chef de l’État nouvellement élu bénéficie d’une sorte de blanc-seing. Cette période éblouissante lui permet de mettre en œuvre les projets qui lui tiennent à cœur et les réformes impliquant des sacrifices et des larmes.

C’est Giscard qui a été gratifié du plus bel état de grâce. Il tournait la page de l’épopée gaulliste six ans après le naufrage du Général dans les turbulences de mai 68. Il était jeune, bien cambré, il s’inspirait de Kennedy. On lui prêtait des maîtresses, ce que personne n’aurait imaginé pour ses deux prédécesseurs. Il avait donc tout pour plaire. Et, pendant une année au moins, assisté d’un Premier ministre, Chirac, qui était encore éperdu d’admiration, il a mené des actions dont l’Histoire lui saura gré : le droit de vote à dix-huit ans dont Pompidou ne voulait à aucun prix et l’interruption volontaire de grossesse, avec cette ministre découverte hors du champ clos de la politique, Simone Veil.

C’était un Giscard affable et, ma foi, simple dont nous avons perdu depuis longtemps le souvenir. Il recevait les journalistes à l’Élysée : j’ai assisté à deux ou trois de ces déjeuners et je ne crois pas que le Président trônait dans un fauteuil ni qu’il nous ait relégués sur des tabourets. L’état de grâce méritait bien son nom. Hélas ! Il lui a fait perdre la tête : porté aux nues, Giscard a cru pouvoir se permettre toutes sortes d’extravagances. Le désamour a été aussi cruel que l’amour avait été, sans nul doute, excessif.

Mitterrand avait annoncé dans sa campagne qu'il allait « changer la vie ». Et peut-être, après tout, le croyait-il. En tout cas, sitôt arrivé à l'Élysée, flanqué d'une cohorte de courtisans (car dans l'opposition, il avait déjà sa cour), il administra à la République une avalanche de coups de balai et de bistouri. Les nationalisations étaient inscrites dans son programme. Il disait : « L'argent doit changer de mains. » Il en profita pour remplacer, à la tête des banques et des grands groupes, les dirigeants présumés de droite par d'autres qui assuraient croire au socialisme. Il fit un carnage dans les médias. Mais, surtout, il abolit la peine de mort, ce qui n'était pas trop difficile, la fraction gaullo-chiraquienne de la droite étant favorable à cette suppression.

L'état de grâce ne dura point. Quelques mois à peine et la tempête monétaire éclatait. Mitterrand dut se plier à une politique économique « acceptable » pour les États-Unis et pour Margaret Thatcher. Pour son second septennat, il n'y eut ni cocorico ni festivités. Le chef de l'État, miraculeusement réélu (malgré les affaires), se refusa à l'euphorie.

Chirac s'est-il jamais laissé griser par la grâce divine ? Son élection, en 1995, ne donne lieu qu'à une soirée de fête, de ferveur. Mais le nouveau Président est un vieux cheval de la politique. Il pourrait, à l'instar de Mitterrand, dissoudre aussitôt l'Assemblée pour se doter d'une majorité de godillots à toute épreuve, purgée des félons qui ont choisi Balladur. Il se refuse à prendre ce risque pourtant mince : ce sera son malheur qui le condamnera à être, pendant cinq ans, un roi-potiche.

Bizarrement, il n'y a pas d'état de grâce, en 2007, pour Sarkozy. Pourtant, le nouveau chef de l'État est jeune, dynamique, amoureux, semble-t-il, de son épouse. Il a promis une « rupture », après un règne chiraquien qui n'en finissait pas de finir. Il a été élu avec une majorité nette. Et puis, il parle bien. Très bien. Trop bien ?

Son état de grâce se limite à la proclamation des résultats place de la Concorde. Et encore, il manquait Cécilia ! La soirée au Fouquet's réservée à quelques stars du business et du show-biz, son départ sur le yacht de son « ami » Bolloré rompent immédiatement le charme. Les super-riches ! Rien de tel, en France, pour susciter un dégoût viscéral. Sarkozy n'a pas compris que ce peuple déteste les privilèges dorés. La République, dont il est président, porte à jamais la marque de la nuit du 4-Août.

Quelques semaines après son élection et c'est déjà Chirac, dont il ne cesse de se moquer, qui occupe les sommets de la popularité. Chirac, avec ses bises et ses effusions, son coup de fourchette et ce cul des vaches auquel il voue un culte, Chirac rejette dans les ténèbres de l'impopularité ce Nicolas Sarkozy effronté et arrogant.

Car il y a un état de disgrâce aussi inévitable que l'état de grâce. Hélas ! comme les orages après le beau temps.

Europe

Nous n'avons pas rendu justice aux pères fondateurs de l'Europe, nos aïeux : on a rarement vu dans l'histoire autant d'audace, d'imagination, de générosité. Dans cette Europe qui n'était encore que plaies, cendres et deuils, ils croyaient que la paix viendrait de la coopération économique. Ils rêvaient d'une communauté qui effacerait les égoïsmes et les antagonismes de nos vieilles nations. Ils ont presque réussi.

Le premier accident s'est produit lorsqu'ils ont proposé une Communauté européenne de défense dans laquelle soldats français et allemands marcheraient du même pas. C'était trop tôt. Puis l'adhésion de la Grande-Bretagne, contre laquelle de Gaulle avait constamment résisté, a été mise en œuvre par Pompidou. Mais malheur à qui veut accrocher une île au continent ! Les Anglais détestent le mot « solidarité ».

La suite de l'histoire est faite de défis et de grandes heures : chute du mur de Berlin et réunification de l'Allemagne, élargissements de cette communauté de six à vingt-sept et demain vingt-huit États, monnaie unique qui facilite commerce et voyages, sauvegarde de villages, restauration d'un patrimoine que nous envie le monde entier… Bien sûr, les casse-tête se multiplient : cette dette abyssale, une Constitution illisible que les Français se sont empressés de rejeter, et les eurocrates bruxellois qui finissent par étouffer l'idéal européen en se mêlant de la couleur des phares et des matières grasses de notre camembert.

Aujourd'hui, les euro-sceptiques cherchent à caricaturer l'Europe. Mais c'est ici et non ailleurs que le monde entier cherche à vivre. Et si ce vaste « Marché commun » n'avait servi qu'à voir les chanceliers allemands et les présidents français se tenir par la main et s'embrasser comme de jeunes couples au lieu de se combattre dans des villes en ruine, ce serait déjà une belle image à laisser à nos enfants.

Fabius (Laurent)

La politique s'est montrée bien ingrate avec le jeune surdoué qui a choisi, à trente ans, le service de Mitterrand. Et d'ailleurs, sans la protection de ce prince que certains appelaient Dieu, aurait-il été accepté dans la tribu socialiste, ce fils de riche antiquaire et enfant du 16e arrondissement ? Il a hésité quelque temps entre Giscard et Mitterrand : ils sont nombreux au PS à croire que sa place était plutôt du côté de la droite et de son fort en thème.

À l'automne 2010, au moment d'entrer dans sa soixante-cinquième année, l'ancien Premier ministre socialiste et rejeton indigne d'une fameuse dynastie de marchands de tableaux, Laurent Fabius, a publié un livre intitulé *Le Cabinet des Douze*. Stupeur, il ne s'agissait pas d'un cabinet ministériel ni même de politique. Mais d'un aveu, d'un remords dont l'auteur s'explique dans sa préface. Tout jeune, sous la houlette de son père, il était astreint à une fréquentation « à haute dose » des musées. Mais contre toute attente, ce régime n'a pas eu le résultat escompté. Au contraire, dit-il, « comme ces jeunes pensionnaires des internats religieux qui, par réaction, se retrouvent ensuite mécréants, je fus un fieffé réfractaire à l'art. Tout ce qui touchait de près ou de loin aux arts plastiques suscitait chez moi un blocage ». Il ne s'en vante pas mais on sait que, jeune homme, il s'intéressait surtout (en dehors des études qui l'ont couronné des plus beaux diplômes) à l'équitation et aux jeunes filles.

À quel âge a-t-il trouvé son chemin de Damas, ce culte et cette culture de la peinture ? Quand est-il devenu ce gourmand passionné des œuvres, des musées et des salles de vente ? En tout cas, il a mis les bouchées doubles et manifeste dans son livre une intelligence encyclopédique de la peinture : de préférence, la peinture française. Cet ouvrage, beaucoup plus réussi que ceux qu'il a consacrés à la politique, pose une question qui doit obséder l'auteur : se serait-il trompé de destin ?

Fabius, c'est une mécanique intellectuelle si sophistiquée qu'il a suffi d'un grain de sable pour l'enrayer. L'accident, en quelque sorte mortel, s'est produit en direct, le 27 octobre 1985, devant le peuple téléspectateur. Il a quarante ans, il est Premier ministre, le plus jeune depuis l'aube de la IIIe République, d'un président de la République en plein désamour avec les Français et empêtré dans des affaires, des scandales, des réformes vite devenues extravagantes.

Ce soir-là, il est confronté au chef de l'opposition et du principal parti de droite, Jacques Chirac. Les deux hommes ne se connaissent guère.

Une phrase va probablement coûter à Fabius sa légitime ambition présidentielle : « Vous parlez au Premier ministre de la France. » En ce temps-là, les grands communicateurs ne font pas encore la loi. Le Premier ministre se fie à son sang-froid, son sérieux, son ton docte voire doctoral alors que Chirac passe pour un agité, selon le mot de Giscard. Pour la première fois en France, une émission de télévision suffit pour chambouler le paysage politique.

Cette soirée historique se situe quinze jours après un congrès du parti socialiste à Toulouse. La gauche croyait avoir trouvé son Bonaparte pour les élections législatives qui devaient avoir lieu cinq mois plus tard. Et boum ! Tout est par terre, le fringant Premier ministre n'est plus le premier de la classe et, dans un parti socialiste où il faut avoir son clan, son « courant », il se trouve fort dépourvu, avec guère plus de deux ou trois camarades pour l'escorter dans sa marche vers le sommet. Dès le lendemain de cette soirée suicide, Lionel Jospin lui conteste la tête des troupes socialistes pour la campagne législative.

Fabius n'est pas au bout des épreuves : le pire est à venir avec cette affaire du « sang contaminé » qui va le soumettre à un chemin de croix pendant sept années. Le 27 octobre 1991, il vient défendre à la télévision son « honneur, dit-il, et celui de sa famille », malmenés par les accusation d'un ancien directeur de la Santé communiste. Le visage blême, la voix blanche, Laurent Fabius de nouveau manque cette épreuve de la communication si décisive en politique. Parlant avec emphase de ses malheurs, il néglige ceux des centaines de personnes atteintes du sida à la suite d'une transfusion sanguine et qui ont contaminé épouse, enfants, famille.

De hauts fonctionnaires ont délibérément sacrifié à des intérêts économiques des dizaines voire des centaines de vies. Et pourtant, l'ancien Premier ministre ne se résigne pas devant les Français à endosser ses responsabilités, à reconnaître les négligences, les erreurs d'une haute administration dont il est le chef. Fabius plaide non coupable, comme ses ministres Georgina Dufoix et Edmond Hervé. Et cette fuite peu glorieuse va, si l'on ose dire, mortellement empoisonner sa destinée d'homme d'État.

Il a fallu, un an plus tard, l'insistance de Mitterrand pour que Fabius, qui réclamait un « jury d'honneur » pour se disculper, consente enfin, après de douloureuses tergiversations devant l'ensemble des parlementaires socialistes, à se présenter devant la Haute Cour de justice. On est alors en décembre 1992, trois mois avant des élections législatives. Premier secrétaire du PS, il doit emmener ses troupes socialistes à un combat décisif. Et sans doute le manque de courage, en tout cas de panache, qu'il a montré dans cette tragédie a contribué pour une part à la Berezina électorale dans laquelle la gauche s'est engloutie en mars 1993.

Après tant de désastres accumulés, a-t-il eu alors la tentation de se

réfugier là où tout est harmonie, silence et beauté ? Il faut lui reconnaître un bel acharnement. Il a continué à gratifier les congrès socialistes, les débats à l'Assemblée et les émissions en « prime time » de ses interventions savantes, raisonneuses, un peu pédantes, distillées d'une voix de jésuite. Cette obstination l'a contraint, en 2005, à l'occasion d'un référendum sur les institutions européennes, à se désolidariser du PS en votant « non ». Et, sans doute, a-t-il payé cet écart quelques mois plus tard lorsque les militants socialistes lui ont préféré Ségolène Royal comme candidate présidentielle : un affront suprême qui aurait découragé quiconque.

Depuis la parution de son ouvrage réussi, il a racheté avec des amis une société de ventes aux enchères. On sait aujourd'hui qu'il a un jardin secret en guise de consolation, de refuge, de tentation. Secret ? À moitié.

Fair play

À Londres, les débats de la Chambre des communes sont souvent houleux, violents et pourtant jamais irrémédiables. Lorsque les deux adversaires ont fini de s'invectiver et se croisent dans le couloir, ils se serrent la main. Difficile en France où, comme le déplore Jacques Delors, gauche et droite s'affrontent en permanence dans une « guerre civile froide ». Fair play est un mot anglais. Il n'a jamais été traduit en français. Dommage !

Femmes

En France, les femmes ne sont pas des hommes politiques comme les autres. Dieu sait pourtant que la République a essayé par divers moyens, y compris législatifs, de les faire bénéficier de la prétendue parité ! Malgré toutes sortes d'imprécations, une portion congrue leur est réservée au Parlement, au gouvernement, comme d'ailleurs dans les postes d'observation de la société civile. « La femme est l'avenir de l'homme », chantait Aragon lorsqu'il était encore voué au culte d'Elsa. La femme, en politique, est le cauchemar de l'homme.

Au risque d'être traîné en justice pour propos discriminatoires, je prétends que l'immense majorité des hommes politiques est insidieusement, honteusement et viscéralement misogyne. Curieusement, l'homophobie est un délit alors que la misogynie ne l'est pas. Encore une de ces inégalités qui

bafouent notre devise républicaine… J'ai toujours à l'oreille, dans les années 1986-88, les sarcasmes gaillards dont Chirac, alors Premier ministre, abreuvait son homologue britannique, Margaret Thatcher. Il estimait que son hostilité aux eurocrates de Bruxelles tenait au fait qu'elle était, selon lui, « mal baisée ».

Selon une théorie fort répandue chez nous, le dédain dont les femmes font l'objet dans la vie publique serait propre aux nations catholiques. Je note, pour information, cette explication socio-théologique sans du tout la partager. Il me paraît plus sérieux d'attribuer l'ostracisme dont les femmes sont l'objet en politique à l'histoire : pendant des siècles, elles ont été priées de ne point s'approcher du pouvoir. Même les reines : Anne d'Autriche qui a défendu seule la couronne contre la Fronde alors que le cardinal Mazarin était en cavale du côté de Cologne, n'a pas été prise au sérieux par les générations d'historiens qui ont étudié le siècle de Louis XIV. Et Napoléon ne consultait guère Joséphine. Enfin, un pays qui a attendu la moitié du XX^e^ siècle pour accorder le droit de vote au sexe forcément faible est une sorte d'exception.

Puis vint Simone Veil, celle par qui tout espoir fut rendu aux femmes. Avant elle, il y avait bien eu quelques pionnières au gouvernement, mais comme simples figurantes. À l'époque, c'était son mari, Antoine, qui hantait les cercles politiques, ceux du centre plutôt que du giscardisme ou du néogaullisme. Il dirigeait la compagnie aérienne UTA. Le couple brillait dans le Tout-Paris.

Dans son pathétique combat pour faire passer la loi qui porte son nom, Simone Veil s'est battue seule contre un Parlement où les femmes restaient un groupuscule. Il lui revient l'honneur d'avoir, la première, forcé les portes du pouvoir. Elle n'a pourtant jamais été considérée comme une politique à part entière : on ne lui a pas donné un fief, une terre, une circonscription électorale lui assurant une légitimité. Tout au plus a-t-elle pu se faire élire au Parlement européen, selon un système qui procède largement de la cooptation.

La seconde étape, dans cette longue marche malaisée vers le pouvoir, est un coup présumé génial de François Mitterrand qui, fatigué d'une cohabitation ahanante avec Rocard, a choisi pour Matignon Édith Cresson. Là encore, je n'oublie pas les sarcasmes, les grasses plaisanteries et les imprécations qui ont accueilli l'arivée de la première dame du Poitou (elle avait été élue député de la Vienne contre un cacique centriste que Mitterrand détestait, nommé Abelin). C'est du parti socialiste que sont parties les agressions les plus nauséabondes. Ses camarades la taxaient de « Pompadour » sans aller jusqu'à dire qu'une femme Premier ministre (ce dernier mot était alors exclusivement masculin) était génétiquement incompétente. La Cresson n'a pas fait long feu : une fois congédiée de Matignon, elle a quitté la scène politique avec un lot de consolation à Bruxelles où elle était pareillement méprisée.

Mais enfin, un interdit était levé. On eut les juppettes, congédiées par Juppé sans une bise ni un mot de remerciement. On eut, derrière Martine Aubry, les dames de fer de la « dream team » de Jospin. On eut, enfin, en 2007, une candidate à la présidence de la République. Mais il y avait, il y a toujours, une proportion si faible de femmes au Parlement que la France fait figure d'État sectaire et arriéré aux yeux des Scandinaves.

Signe d'une inégalité qui a la vie dure : en politique, les hommes ont le droit de séduire, caresser et épouser de jolies journalistes. Ce privilège semble interdit aux femmes. N'y aurait-il eu pas un seul journaliste pour les faire succomber à la tentation ? Il m'est arrivé, il y a plusieurs années, un fantasme, une bouffée de chaleur que je peux bien confesser : rien de désobligeant pour Élisabeth Guigou. Elle était alors garde des Sceaux et m'a convoqué un beau jour dans son beau ministère de la place Vendôme, juste à côté de l'hôtel Ritz. Avait-elle des reproches à m'adresser ? Avais-je glissé dans ma chronique une impertinence à son endroit ? Je ne sais pas. Ce dont je me souviens, c'est sa blondeur fine, élégante, racée lorsqu'elle m'a accueilli. Je la connaissais peu : je l'avais aperçue quelquefois à Bruxelles dans le sillage de Mitterrand. De loin, elle m'avait paru glaciale. De près, eh !, c'était autre chose. Je ne l'écoutais pas. Elle portait un ensemble clair qui soulignait sa minceur. J'ai senti le sang ruisseler dans mes veines, et le rouge me monter aux joues comme à un collégien. Je me rêvais la renverser sur ce bureau Louis XV, au milieu des dossiers, comme on voit dans une pièce de Jean-Marie Besset. Combien de temps a duré cette drôle d'audience ? A-t-elle deviné mon trouble ? Dieu merci, il s'est évanoui dès que je me suis retrouvé dehors sur la place Vendôme.

Avec les femmes d'État, je n'ai pas eu de relations aussi idylliques. En politique, les dames sont plus franches, plus carrées, plus dures que ces messieurs. Du moins, en règle générale telle que je l'ai vérifiée. Alors qu'elle était maire de Strasbourg, Catherine Trautmann m'a fixé rendez-vous à Paris

pour une explication. J'avais fait une chronique rigolarde et scandalisée sur les déménagements burlesques et ruineux entre les deux capitales de l'Europe, Bruxelles et Strasbourg. Mme Trautmann m'a retrouvé dans une brasserie forcément alsacienne, à l'heure du petit déjeuner : pas de kouglof au menu mais des réprimandes de maîtresse d'école : je n'aimais pas Strasbourg, je n'aimais pas l'Alsace, je n'aimais pas mon pays…

Bizarrement, les femmes, parvenues à un certain rang politique, n'usent pas de leur féminité. Elles penseraient sans doute déchoir… Sauf Ségolène Royal qui sait, à volonté, allumer un irrésistible sourire dans ses yeux. Autre exception : Rama Yade. Mais précisément, Sarkozy l'a congédiée d'abord à cause de sa beauté. Ce privilège étant réservé à une seule femme : la sienne.

Fief

Pour être un seigneur en politique, il faut posséder un fief : un chef-lieu, une métropole, un canton ou un département. L'idéal est de se faire élire et adopter par la terre où l'on est né, où l'on a ses ancêtres. Mais, le plus souvent, c'est le hasard qui commande le choix d'un domaine électoral. Le hasard, ou plutôt l'occasion… l'herbe tendre, celle où les voix poussent. François Mitterrand a débarqué tout jeune dans la Nièvre, parce qu'il y avait une place de député vacante. Auparavant, il avait été candidat malheureux dans la région parisienne, sans forêt ni paysage à chanter. Au fil des décennies, c'est à Château-Chinon, dans la seigneurie de Charles le Téméraire, qu'il fixa le siège de sa légitimité. Il y avait ses électeurs, ses obligés, ses vassaux mais n'y possédait ni pierre ni aucun bien et logeait à l'hôtel comme un voyageur de commerce. Nicolas Sarkozy a laissé faire le destin et celui-ci lui a donné Neuilly, ses vedettes et ses nantis, dont tout jeune il a subtilisé la mairie dans la poche de Charles Pasqua.

Paris, seule exception, n'est pas découpé en fiefs politiciens. Jacques Chirac qui en fut maire près de vingt ans avait pour domaine électoral la Corrèze où il avait hérité d'une maison incontestablement modeste avant d'acheter le château de Bity.

Si vous vous lancez dans la politique, un fief permettra aux satiristes de vous situer sans peine sur la carte. De Gaulle était *ad vitam aeternam* l'ermite de Colombey-les-Deux-Églises, à proximité de cette ligne bleue des Vosges qui fut longtemps son seul horizon.

Il ne faut pas abuser le monde : se prétendre d'un fief alors qu'on n'en est que le dépositaire de passage. Il faut aussi, la chose est moins aisée, adopter les habitudes, les traditions, l'accent de son fief. En Provence, ne pas s'aviser de parler « pointu » comme les Parisiens. Et veiller à ne pas se parachuter dans un fief où l'on n'aime guère les sauveurs tombés du ciel. La droite a ainsi envoyé en pure perte des générations de volontaires dans le Nord-Pas-de-Calais… Dernière recommandation : s'il vous arrive d'essuyer un revers électoral dans votre fief, ne vous avisez pas d'aller chercher ailleurs

meilleure fortune. Vos nouveaux électeurs ne vous le pardonneraient pas plus que les anciens. Demandez plutôt à l'ancien ministre de la Justice, Dominique Perben : élu de la Haute-Saône, il s'en est allé dans le Rhône dans l'espoir de se faire élire maire de Lyon. Mais les Lyonnais sont des gens à qui on ne la fait pas.

Figurants

Du temps où l'UMP s'appelait RPR ou même UDR, il y avait à la direction du parti un préposé au remplissage de la salle pendant les congrès. Longtemps, cette besogne a échu à Charles Pasqua qui y faisait merveille : il envoyait aux quatre coins du pays des autocars qui arrivaient à l'ouverture du congrès et déversaient un public de tous âges et tous accoutrements, ayant aux lèvres des cris de victoire. Il y avait aussi des trains, avec wagons réservés, sans compter les voitures particulières. Et tout ce monde applaudissait les orateurs, soulignant parfois son enthousiasme d'un appel de corne de brume. Naturellement, seuls les riches et grands partis de droite pouvaient se payer ce luxe. À gauche, on a un peuple militant, dévoué et prêt à payer pour rien de sa personne.

Un politique a eu une idée simple, c'est-à-dire géniale : utiliser des acteurs professionnels dit « de complément » pour donner une représentation incontestable de la ferveur populaire. Il s'appelait, il s'appelle car on le voit encore rôder comme une âme en peine dans les corridors du pouvoir, Olivier Stirn.

C'est un homme qui a toujours eu du mal à trouver le bon chemin. Fils aîné d'un préfet, il a été élu député du Calvados après avoir appartenu au cabinet de Jacques Chirac alors ministre débutant. On l'appelait le « Kennedillon du Bocage ». Puis il est devenu maire de Vire, s'attirant un sobriquet moins flatteur dans cette capitale de l'andouille. Il en fallait

davantage pour le décourager. Il a été secrétaire d'État tout au long du règne de Valéry Giscard d'Estaing qui ne dédaigne pas les jeunes gens zélés aux costumes bien coupés. Arrive Mitterrand, et Stirn, eh, l'habile homme !, quitte la droite sur la pointe des pieds pour se rapprocher de la gauche. Il délaisse le Calvados trop conservateur présumé pour se faire élire à Cherbourg, port ouvrier. Et ce qui devait arriver arrive enfin : Mitterrand réélu, Michel Rocard le prend dans son gouvernement au titre de l'ouverture.

Histoire de se donner de l'importance, ce qu'on appelle en politique de la légitimité, il se dote d'une association et organise à Paris un colloque pompeusement intitulé « États généraux du Progrès » avec, au menu, messages (écrits) du président de la République et du Premier ministre. C'est alors, pour éviter de lire la prose mitterrandienne devant des banquettes vides, que Stirn recrute des figurants, rémunérés au tarif syndical et sélectionnés sur les listes de comédiens au chômage. Catastrophe : les médias découvrent rapidement le subterfuge. L'affaire prend une vilaine tournure : de droite et de gauche, des voix s'insurgent. Devant le scandale, le ministre est prestement débarqué.

Fin du mélodrame ? Presque. Quelques semaines plus tard, le malheureux se voit doté d'un titre d'ambassadeur. Après l'élection de Chirac, il revient frapper à la porte du RPR présidentiel et, à force de patience, d'obstination, il devient à soixante-dix ans conseiller à l'UMP. C'est la moralité de la fable : en politique, il n'y a guère de fautes qui ne se puissent oublier.

D'ailleurs, vingt ans après l'épisode Stirn, un autre jeune ministre, Luc Chatel, depuis quelques mois promu à l'Éducation nationale et nommé porte-parole du gouvernement, a été pris dans le même genre de comédie.

À la veille de la rentrée scolaire, et pour vanter une prime accordée aux mères de famille en difficulté, Chatel s'est rendu, avec cortège de micros et de caméras, dans le rayon fournitures scolaires d'un supermarché. La France a pu le voir deviser avec d'aimables mamans pleines de gratitude envers ce gouvernement si compréhensif et attentionné.

Nouvelle catastrophe : on découvre rapidement que les clientes sont en réalité des militantes de l'UMP en service commandé. Chatel a beau jurer ses grands dieux qu'il est totalement étranger à la mise en scène, un vilain soupçon subsiste. Mais il faut reconnaître à la décharge du ministre que cette fois la figuration dite « intelligente » n'a pas coûté un centime au Trésor public.

Fillon (François)

C'est un homme avec qui je puis me vanter d'avoir eu très peu de relations. J'étais pourtant en bons termes avec son mentor n° 1, Joël Le Theule, député de la Sarthe et ministre de l'Information. Mais il est vrai que je ne manifestais pas une admiration éperdue pour les groupes de jeunes

impatients auxquels il appartenait, sous la houlette de ce redoutable volcan nommé Philippe Séguin, son mentor n° 2.

À l'époque, dernier de la petite classe, on ne lui voit pas un grand avenir alors que toutes les bonnes fées s'affairent autour des berceaux des Noir et des Léotard. Mais, coup de théâtre providentiel, son mentor n° 1 meurt en décembre 1980 pratiquement dans ses bras. Fillon hérite tous les mandats de Le Theule. À vingt-sept ans, il chausse les bottes de conseiller général, de député, et même de spécialiste de la Défense – le département de la Sarthe étant grand fournisseur en hommes de nos armées.

Quand il était secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur dans le gouvernement Balladur, je suis allé le voir dans un bureau très peu ministériel qu'il occupait sur la montagne Sainte-Geneviève. Et j'ai le souvenir de l'espèce de blocage qui s'est alors emparé de moi : je n'avais rien à lui demander et il n'avait rien à me rétorquer.

Les « groupies de Sarko » l'ont baptisé Mr Nobody au début du quinquennat. Mais il n'est pas aussi lisse et pâle qu'il en a l'air. Comme la plupart des hommes qui choisissent la politique, il a une bonne capacité de rancune. Quand il a été débarqué du gouvernement sous le précédent règne, il a été pris d'une irrésistible aversion pour Chirac. Sa première vengeance a été de rejoindre Sarkozy : l'histoire est coutumière de ces petites distractions. Si Fillon était resté au gouvernement, où serait-il aujourd'hui ?

À première vue, sa personnalité n'a rien de flamboyant. Si un jour il brigue la première place, je me demande s'il aura des idées, de l'imagination, ce grain de folie propre aux premiers rôles. Oh ! bien sûr, il connaît tous les trucs de la politique : il sait faire un long discours soporifique et lancer des flèches plus ou moins empoisonnées. Pourquoi est-il resté si longtemps chouchouté par les sondages, doté d'un sérieux capital de sympathie ? Parce qu'il est le négatif de Sarkozy. Plus on exècre l'un, plus l'autre mérite l'indulgence. Le jour où il roulera pour lui seul, ce sera une autre paire de manches.

Fils à papa

Ce n'est pas parce qu'il a fait un faux pas en voulant brûler les étapes que Jean Sarkozy est exclu du carrousel politique. Tout le monde lui promet un bel avenir. On lui reconnaît même du talent, ce qui est tout à fait superflu pour un fils de président de la République.

Comme dans d'autres métiers, en politique, mieux vaut être le fils de son père que de ses œuvres. En attendant qu'un Sarkozy junior entre à l'Assemblée, on constate que les fils de présidents de la République ont tous siégé dans une assemblée parlementaire. L'amiral Philippe de Gaulle au Sénat contre lequel son père pourtant était en guerre. Celui de Pompidou pendant vingt ans au Parlement européen. François Mitterrand avait deux héritiers : le plus jeune, sur son nom, a été élu député et maire de Libourne où ses deux

septennats n'ont guère fait de bruit. L'aîné, journaliste en Afrique, a été nommé M. Françafrique à l'Élysée. Cette flatteuse promotion lui a valu le surnom de « Papamadit ». Vous pouvez rire : il a fait des affaires là-bas, tant d'affaires et si obscures qu'il a été condamné. Sa maman a dû vendre quelques objets pour payer ses avocats. Triste histoire.

Il y a aussi un fils Giscard d'Estaing, vice-président à l'Assemblée nationale. Il représente la circonscription du Puy-de-Dôme d'où son père s'envola vers les sommets. Et le petit-fils de Chirac, Martin, encore adolescent, se destine lui aussi au service de l'intérêt national.

À l'Assemblée nationale, on compte pas moins d'une quinzaine d'héritiers, y compris un communiste, Pierre Gosnat, dont le père, Georges, a longtemps tenu la caisse du parti. Et ce même parti, qui fut jadis ouvrier et révolutionnaire, s'est donné pour (petit) chef un homme qui n'a jamais affronté le suffrage universel mais détient un titre incontestable : il est le fils d'un dirigeant communiste du temps de Marchais, Paul Laurent, qui maniait la langue de bois avec tant de lenteur précautionneuse qu'on l'appelait « dix à l'heure ». Même à la gauche de la gauche, on a l'esprit de famille. Il n'y a donc aucune raison pour que Jean Sarkozy ne suive pas les traces de son père qui, d'ailleurs, a été surpris et furieux de voir son rejeton interdit d'aménagement de la Défense.

Les aléas de l'élection ne permettent pas de transmettre en toute liberté un mandat à son héritier. Beaucoup de politiques préfèrent jouer la carte du bon père de famille en nommant leur fils, leur fille ou leur épouse (et parfois celle de la main gauche) à leur cabinet. C'est la conception libérale de la vie publique : un mandat est considéré comme une petite entreprise à caractère héréditaire. Aucun parti n'a osé interdire cette pratique. Et puisque le président de la République donne l'exemple, un conseiller général ou un maire aurait tort de se gêner. En 2007, Ségolène Royal a placé l'un de ses fils dans son état-major de campagne. Et l'on sait quel rôle envahissant et autoritaire Claude Chirac a joué durant quinze ou vingt ans auprès de son père. Elle terrorisait l'entourage officiel, les journalistes et même le Président en personne à qui elle recommandait le silence en se passant l'index le long des lèvres.

Finances

Le financement de la vie politique est devenu une industrie au chiffre d'affaires exorbitant. En 2012, les candidats à l'élection présidentielle dépenseront, ensemble, une centaine de millions d'euros, dont la moitié pour les deux finalistes. Encore s'agit-il, là, des limites que la loi impose, mais les Français ont appris, oh ! sans indignation, qu'en 1995, le vainqueur de l'élection présidentielle, Jacques Chirac, a essuyé un blâme du Conseil constitutionnel pour avoir inclus dans ses comptes de campagne une grosse somme d'origine indéterminée. Par bonheur, son rival du premier tour,

Édouard Balladur, en avait fait tout autant.

Cette industrie, que j'ose à peine qualifier de « coupable », a été nationalisée à la suite de plusieurs scandales. Depuis, les contribuables assurent eux-mêmes le fonctionnement des partis politiques, devenus des entreprises au train de vie confortable. Subsiste néanmoins un secteur privé, clandestin, occulte, qui montre parfois le bout du nez au hasard de l'actualité judiciaire. La preuve est faite depuis la nuit des temps qu'en matière de financement la politique est insatiable, incroyablement goulue. Elle persiste à grappiller du fric par tous les moyens, licites et illicites, moraux et immoraux.

Jadis, tout le monde prospérait dans le secret et le mensonge. À droite comme à gauche, les chefs d'entreprise finançaient la vie politique sans mégoter. Les emplois « fictifs » couraient les rues. Il y en avait, en toute légalité, jusque dans les syndicats. Les municipalités arrosées par leurs fournisseurs arrosaient en retour les partis. À Paris, on poussait le zèle démocratique jusqu'à répartir ces dessous-de-table entre RPR et PS représentés au conseil municipal. Les communistes, eux, se faisaient directement financer par le grand frère soviétique *via* une banque dont le dirigeant à Paris était un aristocrate à particule ayant épousé le marxisme. Dans chaque parti ou écurie présidentielle, il y avait un virtuose aux doigts de fée pour manipuler cet argent que personne ne trouvait sale.

C'est l'austère et vertueux Pierre Joxe qui a abattu cette économie parallèle. Après la victoire de Mitterrand, douchées par les nationalisations, les entreprises ne voulaient plus financer cette maudite gauche. Grosse astuce : Joxe a choisi pour collecteur financier du PS un gardien de la paix à stature de Pantagruel, un homme prêt à tout avaler. Gérard Monate, dans le civil si l'on ose dire, était chargé de la circulation sur la voie publique. Il n'avait aucune espèce d'antécédent ou de diplôme pour ce rôle de grand argentier. Joxe se sera dit qu'un choix aussi incongru, abracadabrant, dissuaderait les curieux de mettre leur nez dans des comptes nécessairement secrets. Toute la gestion de cet argent sans appellation contrôlée fut confiée à un bureau d'études dont le seul nom épouvante encore le monde politique : Urba.

Pour la suite, voyez *La Gazette judiciaire* depuis trente ans. Le gardien Monate, dans sa mission de confiance, avait introduit une pratique recommandée dans les commissariats : il transcrivait tout, les noms des donateurs et ceux des bénéficiaires dans ce carnet qu'il appelait une « main courante ». Les juges se sont régalés. La justice, pourtant débordée et démunie, y a gagné un terrain de manœuvre illimité. Il y eut de nombreuses condamnations, davantage encore de gardes à vue, de mises au cachot. Des politiques et des responsables d'entreprises y laissèrent la santé et parfois la vie. Apprentis sorciers, Joxe, Monate et Urba ont ouvert l'inépuisable chapitre des affaires, à cette nuance près que seul le gardien de la paix a porté le képi…

Il semble que Pierre Joxe n'en ait éprouvé aucune espèce de remords. Il

a été ministre à plusieurs reprises puis membre de ce Conseil constitutionnel chargé de vérifier les comptes des campagnes présidentielles.

Il peut avancer une circonstance atténuante : tout le monde, de la majorité gouvernementale aux extrêmes, s'est mis à revendiquer la transparence avec l'allégresse des chœurs de Verdi. La transparence ? Nous, Français, qui avons une histoire, savons que la politique dans ses sublimes exercices exige le secret, l'ombre, le mystère. L'opacité. Cette dictature de la vérité nous est venue des États-Unis où un président peut être destitué s'il ment.

Et comme là-bas, la transparence étend chez nous sa dictature à la vie privée, familiale, sexuelle de nos élus et dirigeants.

Football

À l'été 2010, il y a eu le désastre, la Berezina du Mondial. La France a tout perdu, la bataille, l'honneur et jusqu'au respect de soi-même qui force celui des autres. De Moscou où il se trouvait en voyage officiel, le président de la République n'a pu qu'exprimer son impuissance devant cette tragédie nationale en proférant ce mot, hélas vain, « d'inacceptable ».

Car il ne s'agit pas d'un groupe de onze garçons plus ou moins doués pour le football, mais de la patrie. C'est la France qui se bat sur une pelouse entre deux poteaux. La plupart des journalistes ne s'y trompent pas. Parlant de l'équipe qui porte le maillot frappé du coq gaulois, ils disent « nous ». Et quand nous gagnons, comme au Mondial de 1998, le pays est submergé de drapeaux et de *Marseillaises* black-blanc-beur, le CAC 40 est à la hausse, droite et gauche se congratulent.

Le football étant devenu une industrie qui brasse des capitaux considérables, le pouvoir ouvre l'œil. Il n'y a pas encore, comme en Grande-Bretagne, de grande équipe appartenant à des oligarques russes, mais une, celle de Paris, rachetée par un émir du Golfe.

Ce n'est pas d'hier que le football est devenu – et pas uniquement en France – une cause nationale et, par conséquent, politique. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, George Orwell, le romancier-prophète (*1984*), grognait : « Il y a déjà bien assez de causes réelles de conflits, nous n'avons pas besoin de les accroître en encourageant des jeunes gens à se lancer des coups de pied dans les tibias au milieu des rugissements de spectateurs. » Bien vu : trois quarts de siècle plus tard, les matchs se déroulent dans une atmosphère de quasi-guerre civile, avec des morts sinon sur le terrain du moins dans les tribunes. La politique ne peut s'en désintéresser. Elle a noué des relations à la fois ambiguës et passionnées avec le football. Nos élus commentent les grands matchs avec un air de compétence impressionnant, et certains grands personnages, hier Philippe Séguin et Jacques Delors, aujourd'hui Roselyne Bachelot ou François Baroin, savent reconnaître des finesses de jeu qui échappent aux spectateurs moyens. De Gaulle ne manquait

pas de remettre chaque année la coupe de France à l'équipe gagnante. C'est bien le seul usage qu'il ait hérité des présidents des Républiques précédentes.

Valéry Giscard d'Estaing est, je crois, le Premier ministre en exercice (il était aux Finances) qui ait chaussé les crampons et tapé dans la balle. De nos jours, ils sont légion à pratiquer à l'occasion le sport-roi sans craindre d'afficher un peu d'embonpoint. Dans certaines régions, c'est le rugby qui suscite l'enthousiasme des électeurs et des élus, mais à Toulouse, capitale du ballon ovale, il y a une équipe de football jouant en première division.

Les maires des grandes villes cajolent leurs grands clubs, Marseille, Lyon, Bordeaux, Lille, comme des machines à fabriquer de la popularité, donc des électeurs. Aux grands matchs, ils trônent dans la tribune d'honneur, parfois avec une écharpe aux couleurs de l'équipe locale. Des hommes aussi versés dans les hautes sphères intellectuelles que Lionel Jospin se flattent de lire *L'Équipe* chaque matin avant le *Financial Times*. En tête de leur programme, la construction d'un grand stade. C'est pourquoi l'attribution à la France de l'Euro 2016, la coupe européenne de foot, a couronné une bataille de haut vol menée par Nicolas Sarkozy en personne avec le discret concours de Michel Platini. Enjeu : la construction ou l'agrandissement d'une douzaine de stades, trois milliards de grands chantiers, mais quand il s'agit de football, les retours sur investissement relèvent du conte de fées. En outre, le pays organisateur est qualifié d'office, ce qui évitera à nos footballeurs, cette année-là, de s'aider de la main pour pouvoir participer à la compétition.

Le football procède d'un monde virtuel et délirant. Ses vedettes, comme les traders, incarnent la démesure de l'argent facile et irréel. En 2010, devant la triste mascarade des Bleus et de leurs dirigeants en Afrique du Sud, un chef de l'État soucieux de l'honneur national aurait dû rapatrier tous ses hommes, dissoudre la Fédération française de football et déclarer forfait pour la suite du Mondial. Je ne suis même pas sûr que ces sanctions auraient soulevé une polémique. Quoi qu'il en soit, c'était un beau risque à courir.

Françafrique

Les journaux ont inventé ce mot pour définir la politique bananière de la

France dans ses anciennes colonies africaines : une synthèse entre le colonialisme et l'indépendance sous le signe affiché du fric.

Tous les gouvernements de la Ve République ont servi la Françafrique avec zèle, s'assurant la meilleure part des échanges commerciaux avec ces pays ô combien amis, en se prêtant avec pudeur à la corruption qui les irrigue et, en contrepartie, en retirant une contribution importante au financement de nos campagnes et de nos partis. Au cours des procès fleuves qui l'ont mis sur la sellette, l'ancien P-DG d'ELF, puissance exploitante du pétrole gabonais (ou plutôt « bongonais »), Loïk Le Floch-Prigent a décrit, à mots à peine couverts, l'art et la manière de profiter de la Françafrique.

Le pionnier de cette politique est un personnage ténébreux et opaque, Jacques Foccart, qui, sous les présidents de Gaulle et Pompidou, a constitué à travers le continent africain un réseau de correspondants pas toujours honorables. Si Valéry Giscard d'Estaing l'avait maintenu dans cette fonction cardinale, il se serait épargné les déboires qui lui ont coûté sa couronne.

Le Président avait pourtant bien commencé, faisant savoir à toutes les majestés africaines qu'il aimait leur continent et continuerait de venir y chasser le gros. Dix mois après son élection, Giscard a effectué son premier voyage, chez un ancien sous-officier de l'armée française devenu président de la République centrafricaine, Jean-Bedel Bokassa. En posant le pied sur le sol, il s'est fendu d'un : « Bonjour, monsieur le Président à vie, salut à vous, terre d'Afrique, Africains qui êtes les amis de mon cœur… Croyez bien, monsieur le Président à vie, mon cher parent et ami, que la France ressent profondément cette solidarité envers la République centrafricaine qui, sous votre autorité, s'est engagée dans une action en profondeur de développement culturel et humain. »

Oui, Foccart, en exil africain à Luzarches, a dû bien rire. Mais l'idylle entre Giscard et Bokassa tourne vite au vinaigre. En décembre 1977, le président à vie se fait couronner empereur au cours d'une cérémonie si fastueuse, dans cette terre de misère et de faim, qu'aucun président africain

n'y assiste.

Le règne de Bokassa Ier ne dure que dix-huit mois. Une manifestation est réprimée dans un bain de sang : cent cinquante enfants sont massacrés par l'armée, sur ordre et sous le commandement du sinistre empereur, désavoué par tous ses confrères africains. Dans la nuit du 20 septembre 1979, celui-ci est proprement déposé par un exilé, David Dacko, arrivé à Bangui dans un avion militaire français. La vengeance impériale sera foudroyante : c'est la révélation d'une poignée de diamants offerte par Bokassa six ans plus tôt à Giscard, ministre des Finances.

Sous Mitterrand, la Françafrique est gouvernée directement par l'Élysée. Le président français a de vieilles et amicales relations avec Félix Houphouët-Boigny qui, sous la IVe République, a siégé à notre Assemblée nationale dans le même groupe que lui. La mort à quatre-vingt-huit ans du patriarche africain voit la Françafrique jeter ses derniers feux.

Pour honorer une dette de reconnaissance qu'on imagine vertigineuse, la France envoie à ses obsèques deux avions pleins de politiques, de financiers, de notabilités. La cérémonie se déroule en pleine brousse, à Yamassoukro, village natal du défunt : les télévisions françaises montrent des cortèges endeuillés, des Ivoiriens et Ivoiriennes en proie à des crises de nerfs, des militaires bien astiqués, et surtout cette impayable basilique construite par Bouygues en pleine terre musulmane sur le modèle de Saint-Pierre de Rome. Qui a payé ce monument historique en forme de colossale pièce montée ? Pas la Côte-d'Ivoire mise au régime sec par la chute des cours du cacao. De son vivant, Houphouët le Magnifique a déclaré que les factures ont été intégralement payées sur ses deniers personnels. Fichtre !

Depuis ces fastueuses funérailles, la Françafrique s'est faite plus discrète. Plus honteuse ? La France a envoyé ici et là ses troupes pour défendre contre les putschs des régimes nés de putschs eux aussi. Mais n'ironisons pas : des hommes sont morts pour défendre toutes ces entreprises qui assurent la présence française sur les marchés africains aujourd'hui convoités par Pékin.

Fraude

Les communistes étaient les champions incontestés du bourrage d'urnes. Dans les communes qu'ils administraient, ils tenaient les bureaux de vote. Des militants, affectés à cette tâche si utile à la cause des travailleurs, glissaient dans l'urne des enveloppes contenant plusieurs bulletins. Ce processus démocratique devait être mis au point avec soin afin que le nombre de suffrages ne dépasse pas celui des électeurs inscrits. Le tout s'achevait entre camarades, à l'heure du dépouillement, puis s'arrosait au mousseux.

Il existe d'autres techniques, la plupart imaginées en Corse où la fraude électorale a toujours eu sa terre… d'élection. Le plus simple, tout bête, consiste à éloigner le président du bureau de vote quelques instants pour

pouvoir remplir l'urne de quelques bulletins, subrepticement. Des canettes de bière sont distribuées, provoquant immanquablement une mobilisation des vessies au service du parti en danger. À Paris où, justement, du temps de Chirac, des Corses tenaient le haut du pavé (Dominati, Tiberi, Romani et *tutti quanti*), l'habitude était prise de faire voter les morts et les électeurs ayant quitté la capitale. La justice a été saisie : il y a même eu des condamnations.

Naturellement, la fraude n'est l'apanage d'aucun parti. À Marseille, depuis presque cent ans, la fraude électorale se pratique de toutes les façons imaginables. Le charmant et très regretté journaliste du *Canard enchaîné*, Yvan Audouard, a écrit des pages forts savantes sur le sujet, de son style ensoleillé, en un livre intitulé *Fais-moi plaisir*, qui a disparu depuis longtemps des librairies.

Le congrès socialiste qui s'est tenu à Reims et a vu l'élection de Martine Aubry à la tête du parti a été précédé d'un vote des militants pour départager les courants en une sorte de premier tour avant la désignation du chef. Ce scrutin s'est déroulé en vase clos, entre camarades, dans les sections du parti, à l'abri de toute espèce de regard profane. De l'avis de tous il y a eu, à travers la France, un fantastique festival de tricheries, les partisans de Ségolène Royal et ceux de Martine Aubry s'accusant mutuellement de fraude, se menaçant même de poursuites judiciaires. Imagine-t-on un commissaire de police fourrant son nez dans la cuisine du PS ? La sagesse l'a emporté : Ségolène a cédé la place à Martine et les deux se sont fait la bise du bout des lèvres. Dès cet instant, les plus sages des socialistes ont redouté le pire pour les primaires : voir leur candidat à la présidence désigné par un vote truqué.

Car les socialistes, quand il s'agit de leur fonctionnement interne, sont d'une parfaite lucidité.

Fromages

Ah ! La délicieuse besogne, le charmant privilège consenti au chef de l'État depuis la monarchie, c'est la distribution de fromages. Il s'agit de fonctions, pas toujours absorbantes mais grassement rémunérées, parfois même carrément fictives, avec lesquelles on oblige amis, alliés ou parents. Autant l'avouer ici : je ne sais qui a trouvé cette appellation qui sent bon son terroir.

Cette faculté de distribuer les titres, les emplois, les rétributions au gré de ses humeurs plonge nos présidents de la République dans d'incroyables jouissances. Au fil des ans, de septennat en quinquennat, notre monarque constitutionnel se montre de plus en plus généreux. Certains diront : prodigue.

Ces fromages du bon plaisir donnent l'exacte mesure de la faveur princière. Il y en a pour tous les appétits : cela va du gros mangeur à qui l'on offre une présidence de société, une ambassade, un siège au Conseil d'État ou à la Cour des comptes jusqu'à un simple viatique au Conseil économique, social et environnemental avec des indemnités d'ouvrier qualifié. Giscard n'a

guère eu le temps, en sept ans, de se montrer l'égal de Louis XV, son prédécesseur favori. Mais le président-à-la-rose, en quatorze ans, a eu tout loisir d'inonder l'État de ses protégés, ses soutiens, tous ceux qu'il appelait « ses amis ». Dès son entrée à l'Élysée, il a submergé les radios et les télévisions avec des hommes ou des femmes supposés épouser sa cause.

En mars 1986, à la veille d'élections législatives qui allaient le contraindre à une cohabitation, Mitterrand, pour son dernier Conseil des ministres de pouvoir absolu, procéda à une tournée de fromages qui fit rire mais aussi grincer quelques dents. Furent inscrites, ce jour-là, au *Journal officiel*, des nominations au Conseil d'État, à la Cour des comptes et de plusieurs inspecteurs généraux de l'administration publique. Le romancier François-Régis Bastide, que Mitterrand avait nommé auparavant ambassadeur en Suède, fut définitivement affecté au corps diplomatique. Un député normand, qui était contrôleur des douanes dans le civil, se trouva bombardé inspecteur général des Postes et Télécommunications. Un autre bienheureux, jusque-là député de la Gironde, devint à soixante-douze ans conseiller d'État en service extraordinaire. Le service qu'il venait de rendre était des plus ordinaires : il avait promis de céder son siège de député au fils du chef de l'État.

Mitterrand s'amusait beaucoup de ces nominations saugrenues. Un jour, on découvrit dans le *Journal officiel* qu'une dame Papegay, âgée de cinquante-sept ans, était nommée au titre d'inspecteur général des Postes et Télécommunications. L'heureuse personne avait été pendant une trentaine d'années chargée du courrier personnel de François Mitterrand : le Président, dans un grand éclat de rire, l'avait nommée aux Postes.

Il y a dans l'appareil de la République des carrières qui tiennent à une minuscule coïncidence.

Généreux en matière de fromages, Chirac l'est bien avant son entrée à l'Élysée. Comme Premier ministre, comme maire de Paris – et, accessoirement, comme président-fondateur du RPR –, il a tant distribué de postes de complaisance qu'il y aurait là matière à un Bottin. On sait qu'il a truffé d'emplois fictifs la Mairie de Paris avant d'accéder à la magistrature suprême. Et l'on sait surtout ce qu'il en advint : loin de faire « pschitt », comme il avait sifflé un jour à la télévision, ces abus, pour lesquels certains de ses collaborateurs ont été condamnés avec des attendus humiliants, ont littéralement endeuillé la fin de sa vie, à l'heure où l'on ne devrait plus que cultiver son jardin…

Mais nous avons retrouvé, avec Sarkozy, un répartiteur de fromages aussi insatiable que ses prédécesseurs. Pas un poste dans la fonction publique qu'il ne veuille doter lui-même. On notera d'ailleurs que le service public ne lui suffit pas : il revendique de pourvoir lui-même aux emplois de choix dans le CAC 40 et, grâce à ses mirobolantes relations, détient un stock de fromages littéralement inépuisable.

Il arrive qu'avec ces fromages nos chefs de l'État se livrent à des

facéties caractérisées. Sarkozy, pas mesquin pour deux sous, a nommé l'ancien Premier ministre socialiste Michel Rocard ambassadeur de France… aux pôles Nord et Sud, là où ne vivent que des pingouins. Mais il a surtout élargi le champ de ces libéralités puisqu'il s'est donné le droit de choisir le président de France Télévision, lequel, en retour, aura soin de caser ici ou là des obligés du chef de l'État. DRH, non du parti socialiste comme il l'a prétendu un jour de forfanterie, mais de la maison « France ».

G

Gaffes

Rares et précieuses sont les occasions de rire en politique. Grâce aux ressources d'Internet, les gaffes ne mettent pas longtemps à faire le tour de l'hexagone, de l'Europe, de la planète. En quelques minutes, la jolie bourde d'un ministre de Sarkozy, grand causeur, Frédéric Lefebvre, a fait connaître son auteur : il venait de répondre à un journaliste qui lui demandait sa lecture favorite, « Zadig et Voltaire ». Mais peut-être ce politique en mal de notoriété avait-il trouvé ce moyen d'assurer le succès de sa boutique de fringues préférée ?

Nos gouvernants et nos élus sont tellement sollicités par les médias, priés constamment de se faire voir et entendre, que les Français leur pardonnent volontiers leurs sorties de piste. Pour un peu, ils les solliciteraient. Chirac dit que les gaffes (mais peut-être ce disciple de Michel Audiard emploie-t-il un autre mot ?) volent en escadrilles. Y a-t-il des saisons propices aux gaffes ? Des fonctions où elles seraient monnaie courante ? Les ministres de l'Intérieur de Sarkozy, MM. Hortefeux et Guéant, parlant l'un et l'autre des immigrés, ont réussi ce prodige d'être traînés en justice. Il y a, à coup sûr, des sujets sur lesquels il faut marcher comme sur des œufs. L'immigration, la religion, la race…

Lorsque, au bout d'une longue pénitence, la gauche est arrivée au pouvoir dans le sillage de François Mitterrand, les ministres qui étaient tous des bleus, à l'exception de Gaston Defferre, ont fait assaut de gaffes. Le président de la République s'en arrachait les cheveux. C'est le premier ministre des Affaires étrangères du règne, Claude Cheysson, qui a donné le signal du départ. En poste depuis quelques semaines, au cours d'un voyage à Alger, le chef de la diplomatie a préconisé un droit de vote pour les étrangers résidant en France. Sur-le-champ, la gauche et la droite se sont disputés cet os comme des chiens enragés. Il a fallu que le chef de l'État fasse rabrouer le gaffeur par un autre ministre, chargé des pieds-noirs, François Autain.

À l'automne, c'est le ministre de l'Économie et des Finances, Jacques Delors, qui a mis le feu aux poudres en déclarant qu'il était temps de « faire une pause dans l'annonce des réformes ». Ce mot de « pause » a déclenché toutes sortes d'imprécations des socialistes. Puis, l'appel à la grève lancé en Pologne, par le mouvement Solidarnosc, et l'état de guerre proclamé par le pouvoir communiste fournissent au ministre Cheysson, toujours lui, la matière

à une nouvelle distinction. Il dit vouloir saisir « l'horrible occasion pour démonter le système totalitaire ». Les communistes, qui participent au gouvernement, s'estiment touchés, blessés. Une fois encore, il faut désavouer l'incontrôlable qui, pour le plaisir d'un mot, aurait fait sauter la gauche, l'État, la République. Car certaines gaffes ont des répercussions qui dépassent les limites de notre micro-société politique : celle du ministre des Finances du gouvernement de cohabitation, Edmond Alphandéry, a bien failli briser la réconciliation franco-allemande. Une petite phrase sur les taux de change allemand, et voilà le sommet entre nos deux pays annulé par l'Allemagne outragée. Le ministre gaffeur y a perdu son portefeuille, quelques mois plus tard. Son successeur, Alain Madelin, pourtant politicien chevronné, est débarqué le 25 août 1995, deux mois après avoir été nommé, pour avoir évoqué une souhaitable remise en cause des « avantages acquis des fonctionnaires ». Le limogeage est prononcé quelques heures après la gaffe : un record.

Mais, en dehors de ces gaffes dignes d'entrer dans l'histoire, nous avons tous les jours des petits lapsus burlesques dus à l'omniprésence des micros. Un de mes préférés : de Cécile Duflot, des Verts, le 7 mai 2010, après une rencontre avec Daniel Cohn-Bendit, d'Europe Écologie : « Nous avons beaucoup réfléchi en amants… euh, pardon : en amont. » Plus poétique que l'inénarrable Rachida Dati confondant « inflation » et « fellation » !

Gaieté

Quelle bêtise d'avoir inscrit ce mot dans ce dictionnaire : la gaieté n'est pas, loin s'en faut, ce qui caractérise le monde politique. Au contraire, je n'y ai rencontré la plupart du temps que l'amertume, le dépit, le regret, le nombrilisme, tout ce qui noircit l'âme et interdit la bonne et franche gaieté dépourvue d'arrière-pensées. Quand on y rit, c'est le plus souvent aux dépens d'un autre, ami ou ennemi.

Je n'ai pas rencontré d'homme (ou de femme politique) qui manifeste de la gaieté – du moins dans la vie publique. Certains se flattent d'en avoir à revendre dans l'intimité. Comme Jospin qui prétend « se marrer ». Je n'y suis pas allé voir. Je ne crois guère qu'on soit un autre homme dès lors qu'on franchit le mur de la vie privée. S'agissant de Jospin, tenez, je suis sûr au contraire qu'il est encombré de trop de poids sur la conscience, sa conscience encore et toujours plus ou moins huguenote. Ses silences honteux, ses dénégations absurdes sur son passé de militant (d'agent ?) trotskiste démontrent au contraire une inaptitude à l'oubli qui est le fondement de la gaieté.

La seule exception que j'ai croisée, c'est Chaban-Delmas. C'était un homme d'une profonde élégance et, je crois, animé d'une chaleureuse gaieté, du moins dans toute sa vie antérieure à ses malheurs, ses échecs : la Nouvelle Société, la cohabitation avec Pompidou, l'élection présidentielle perdue, et la trahison du gaulliste Chirac. Même contre son assassin ayant reçu Matignon en guise de quarante deniers, il s'offrait le luxe d'une mansuétude quasi paternelle.

Un de mes premiers travaux de journaliste fut d'aller « couvrir », en compagnie d'un photographe, ses festivités à la mairie de Bordeaux. Il nous mettait à ses côtés. Quand il accueillait ses invités, en haut de l'escalier, il commentait en orfèvre le physique et les robes des femmes. Nous avions du mal à garder notre sérieux, et lui, général Chaban dans sa splendeur, baisait les mains avec un sérieux magistral. Oui, je crois bien qu'il était gai, comme on l'est dans les vestiaires des stades de rugby après une victoire.

Gauche (La)

Un rêve : la justice. Une utopie : la gauche unie. Une ethnie : le peuple de gauche. Une spécialité française et même parisienne : la gauche caviar. Une religion : on naît de gauche. Un mythe : changer la vie.

Au contraire de la droite, la gauche a bonne presse. On s'affirme sans hésiter de gauche alors que, dans le camp d'en face, on raserait plutôt les murs. Qui passe à gauche en venant de la droite est un héros. Exemple : François Mitterrand. Qui parcourt le chemin inverse, un paria : Éric Besson.

Plusieurs fois, j'ai demandé à des personnes autoproclamées « de gauche » l'origine de leur engagement. Réponse : mon père, ou ma mère, était de gauche. On vote à gauche par fidélité héréditaire. Parfois même, on milite. Mais il est arrivé à certains de mes interlocuteurs de rester comme hébétés,

puis de bredouiller : « Ben, quoi… Ah, voilà ! J'ai toujours été de gauche. Comme tout le monde à la maison. »

La première fois que j'ai voté, c'était à gauche. Clairement et même fièrement. Janvier 1956. Mendès France, qui était radical, laissait le souvenir d'un chef de gouvernement attaché à la vérité et à la paix. Ma génération a voté comme un seul homme pour qu'il revienne au pouvoir. Maldonne : c'est Guy Mollet qui est arrivé à Matignon. J'avais voté pour des négociations en Algérie. Et j'ai été du second contingent rappelé et envoyé de l'autre côté de la Méditerranée par un gouvernement dont Mendès France était le n° 2. Dans les montagnes de l'Ouarsenis, j'étais dans une unité composée en majorité d'ouvriers de chez Renault. Tous à gauche, et CGT par-dessus le marché. Avec les bons réflexes : quand le ministre Max Lejeune, un socialiste, est venu nous inspecter avec son camarade, le bedonnant Lacoste, à sa droite, nous l'avons salué le canon de notre arme vers le sol. Insulte caractérisée : on a fait quatre jours… je ne sais plus de quoi.

De ce moment date l'impression d'avoir été un citoyen couillonné. Mais je n'en ai pas tenu rancune à la gauche. Plus tard, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec Guy Mollet de ces années d'Algérie qui l'ont sûrement plus blessé que moi. Cet homme était alors, et depuis longtemps, méprisé, moqué, haï : le prototype du politicien traîné avec délectation dans la boue. Ah ! ce n'était pas le diable. Je lui disais : « Quand je pense que j'avais voté pour vous… » Il me répondait d'un pauvre sourire.

C'était le Petit Chose d'Alphonse Daudet : fils d'un ouvrier de filature et d'une concierge, pupille de la nation, boursier, il avait adhéré au parti socialiste à dix-huit ans. Dans les congrès, quand il parlait de la gauche avec sa belle voix rouillée par les cigarettes anglaises, même ses adversaires restaient silencieux. Il n'avait pas le sens de l'humour. Lorsque François Mitterrand s'est emparé de son fauteuil de premier secrétaire, il m'a dit : « Il n'est pas des nôtres. Mais il apprend à parler notre langage, c'est déjà ça. » Lui, il n'aimait pas l'argent et il ne dînait pas dans le grand monde.

Le gouvernement lui avait laissé de mauvais souvenirs.

La gauche, en France, a fait très tard l'apprentissage du pouvoir, de ses poisons et de ses délices. En 1981, lorsque Mitterrand a conduit à la victoire cette gauche où il ne connaissait pas grand monde, la plupart des militants croyaient qu'il n'en aurait pas pour longtemps. Combien de mois avait tenu le Front populaire de Léon Blum ?

Hélas ! La gauche ne devait pas tarder à s'embourgeoiser, se « droitiser », se corrompre. Comme s'il y avait une incompatibilité génétique entre elle et le pouvoir.

Un jour, je déjeunais avec Georges Gosnat, trésorier du parti communiste, maire d'Ivry, protecteur attitré du secrétaire général Georges Marchais et fameux amateur de bonne chère. Au dessert, je lui ai demandé : « Peut-on dire que Staline était un homme de gauche ? » À coup sûr, la question ne l'avait pas effleuré.

La gauche est un paysage tourmenté, compliqué. Elle a ses tribus, ses chapelles, ses courants de pensée, ses partis. Lorsque les socialistes et les communistes, après la débandade de mai 68, ont décidé de réunir toute la gauche autour d'un programme commun de gouvernement, il a soufflé sur tout le pays un vent d'incrédulité. Il y avait là, posant pour la photo, ceux qui croyaient au ciel et ceux qui croyaient à Lénine, les adeptes du centralisme démocratique et ceux du socialisme autogestionnaire, les bourreaux et les victimes d'hier.

Pourtant la gauche a été appelée au pouvoir. Elle a même régné sur le pays plus de vingt ans, presque sans interruption. Mais était-ce toujours la gauche ? Beaucoup ne reconnaissaient pas leur gauche, leur patrie, dans ce partage impudique des prébendes et des dessous-de-table, dans cette aggravation perpétuelle des inégalités, dans cette monarchie qui osait presque dire son nom.

Il a fallu que la droite revienne aux affaires pour que la gauche retrouve un peu de sa probité candide et de son éclat d'antan.

Gaullisme

À l'instar du communisme, le gaullisme est un souvenir qui s'évanouit. Le communisme s'est effondré sous les ruines de l'empire soviétique. Le gaullisme, plus modeste, s'est écroulé sous les clameurs narquoises des étudiants de mai 68. Le communisme a perdu ses principes, comme le centralisme démocratique, et son symbole, la faucille et le marteau. Mais il lui reste le nom, imperturbablement chanté sur nos panneaux électoraux. Du gaullisme, il ne reste rien : à peine quelques brumes dans la mémoire vacillante d'un quarteron de patriarches.

La dernière manifestation liturgique à laquelle j'ai assisté remonte au 9 novembre 1993, vingt-troisième anniversaire de la mort du général de Gaulle. Il y avait encore une « armée » gaulliste, comme le défunt Président l'avait prophétisé le jour de son Waterloo référendaire, lorsqu'il avait, en un bref communiqué annoncé aux Français sa démission de chef de l'État. Le RPR, autoproclamé gaulliste, avait remporté huit mois plus tôt les élections législatives, occupait l'Assemblée, le gouvernement, Matignon, sans oublier la Mairie de Paris, sous le regard de plus en plus absent du président ennemi Mitterrand.

Ce jour-là, tous les dignitaires déclarés du gaullisme se sont rendus en pèlerinage dans ce petit cimetière sinistre de Colombey-les-Deux-Églises où le Général s'est fait inhumer pour s'épargner les obsèques nationales. Il y avait, traînant les pieds, le Premier ministre, Balladur, le maire de Paris, Chirac, le président de l'Assemblée, Séguin, tous encore compagnons ainsi qu'ils s'appelaient dans leurs discours publics. Ils s'étaient recueillis sur la tombe, si modeste, avaient promené de pieux regards sur les murs entourant La Boisserie, demeure du Général désormais ouverte trois jours par semaine

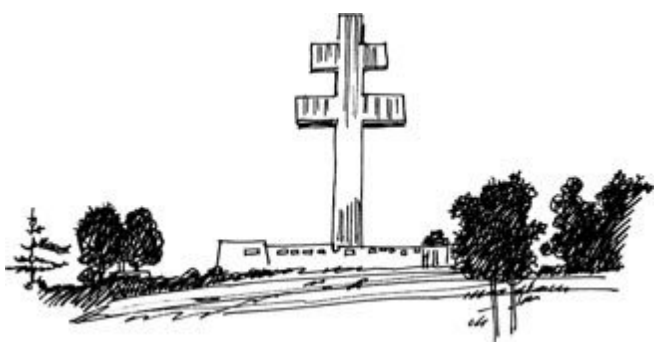
aux visiteurs, et sur la gigantesque croix de Lorraine surplombant le village, ce monument dont de Gaulle avait prédit qu'il serait un jour un lieu à l'ombre duquel folâtreraient les lapins, et rien de plus…

À voir ainsi réunis une dernière fois des hommes qu'opposaient les idées et les ambitions, Chirac, Balladur, Séguin et le jeune ministre aux dents de loup, Nicolas Sarkozy, on mesurait que le gaullisme n'avait pas été une philosophie ou un projet politique. Mais une religion. Ou même, hélas !, une bande, comme l'a déclaré Mitterrand et comme me l'a dit un jour un des barons du gaullisme, Jacques Chaban-Delmas : « Nous chassons en bande. Nous sommes une bande. »

Ce qu'ils appelaient tous avec ferveur « l'héritage gaulliste », la Constitution de la Ve République, l'armement nucléaire de la France, l'indépendance nationale, n'est plus contesté par qui que ce soit. Gaullisme et antigaullisme ne servent plus à tracer les frontières politiques, mais le libéralisme, l'Europe ou le rôle de l'État.

Premier prédicateur à l'emblème de la croix de Lorraine, Malraux a dit que le gaullisme c'était le métro à 6 heures du soir. Tout le monde y a sa place. Mais un quart de siècle après mai 68, le mot « gaulliste » ne figure plus dans le vocabulaire usuel : il va même disparaître tout à fait en 1994-95 lors de la campagne présidentielle opposant entre eux les frères ennemis du gaullisme.

Avec Jacques Chirac, subsisteront quelques signes de rassemblement, des hommages à chaque disparition d'un vétéran, la cérémonie du 18 Juin au mont Valérien et le dépôt d'une gerbe sur la tombe du Général le jour anniversaire de sa mort. Mais la Constitution-héritage subit ses premiers outrages. Nicolas Sarkozy a tourné la page. Et il n'y a plus personne pour s'en lamenter.



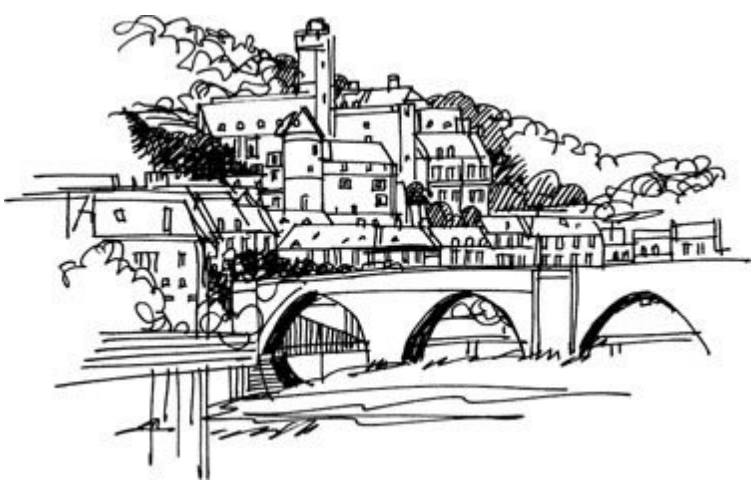
Giscard d'Estaing (Valéry)

Le troisième président de la Ve République est un monarque extravagant. Les Français ont mis du temps, près de vingt ans, à découvrir ses bizarreries, ses exotismes. Peut-être en ont-ils eu la soudaine révélation le jour où ils ont appris que le chef de l'État venait de recevoir des éboueurs parisiens

en tenue de travail dans les ors et les tapisseries de l'Élysée. Pour ma part, j'en ai à peine cru mes oreilles lorsqu'un ministre de Giscard, en mars 1976, m'a raconté la soirée à laquelle le gouvernement avait été convié par le chef de l'État, à l'hôtel Rothschild de l'avenue de Marigny racheté par la République quelques années plus tôt. Les conjoints étaient de la fête – et gare au ministre qui viendrait en célibataire –, la tenue de soirée de rigueur. On a mangé du foie gras, des cailles, symboles d'une abondance dont le pays avait la nostalgie. Puis, pour éviter les conversations trop austères pour les dames, on a participé à des jeux de société, des charades, des bouts rimés comme au XVIIIe siècle. J'ai demandé à l'un des hôtes de cette partie fine quel était son but. Il a réfléchi puis il s'est amusé : « C'était sans doute pour que nous fassions connaissance. Moi-même, je n'avais pas eu l'occasion de bavarder avec tous mes collègues. »

Par la suite, les Français ont entendu dire que Valéry Giscard d'Estaing avait remis en vigueur à l'Élysée des règles protocolaires héritées de l'Ancien Régime. Et ils ont été suffoqués.

La première tragédie de Giscard (qui n'aime guère être appelé de ce seul patronyme), celle qui traverse toute sa vie sans que rien ne la puisse effacer, c'est de ne pas appartenir à la noblesse. La vraie. Dans l'aristocratie française, on raconte avec jubilation les efforts pathétiques et vains que Giscard a accomplis pour être admis au Jockey Club ou au cercle franco-américain de Cincinnati, réservé aux descendants des héros français de la guerre d'Indépendance des États-Unis. À force de s'ingénier à faire croire qu'il succède en droite ligne à son ancêtre, le vice-amiral comte d'Estaing, fameux combattant de cette guerre et mort sur l'échafaud, le Président a sans doute fini par s'en persuader lui-même. Un jour, au mariage d'une de ses cousines en son château d'Auvergne, il a évoqué « la petite goutte de sang bleu » qui coulait dans leurs veines. L'outrage majeur qui puisse lui être fait consiste à rappeler que son père, Edmond Giscard, a été autorisé par décret en 1922 à relever le nom de d'Estaing, quatre ans avant la naissance de Valéry.



Lorsqu'il était ministre des Finances du général de Gaulle, on racontait cette scène qui, après tout, s'est peut-être réellement déroulée en Conseil du mercredi. Il avait présenté son grand emprunt. Le Général lui a demandé comment il comptait l'appeler. Giscard a répondu que, selon l'usage, il porterait le nom du ministre et s'appellerait l'emprunt Giscard d'Estaing. « Oui, a lancé de Gaulle, c'est un beau nom d'emprunt. » Vrai ? *Se non è vero*…

Même le sacre présidentiel n'a pu guérir cette blessure. Autre tragédie, le camouflet infligé par le corps électoral en mai 1981 assombrit cette vie chargée d'honneurs comme une terrible injustice. Même déchu, le monarque ne sombre pourtant pas dans la dépression ni ne se confine dans un amer exil. Neuf mois après cette atroce journée où il a quitté le palais présidentiel comme un maître d'hôtel qui aurait fait danser l'anse du panier, il part à la reconquête du pouvoir, recommence de zéro, en passant par la porte étroite des élections cantonales. Au magazine italien *Epoca* il dit, dans une de ces formules qu'il concocte langoureusement : « J'en suis aux dernières couleurs du veuvage. »

Sans l'ombre d'une rancune, moi qui étais *persona non grata* à l'Élysée les derniers mois de son règne, je lui demande de venir le suivre dans sa campagne en terre auvergnate. Et me voilà assis à côté de lui, dans une petite voiture verte de prolétaire, lui au volant, Anne-Aymone reléguée sur la banquette arrière et condamnée à un silence qu'elle ne s'amusera pas à rompre. Nous allons de ferme en ferme, dans la boue et la bouse. En tweed anglais, le Président est un vrai gentleman-farmer en tournée dans ses métairies. Il pose les bonnes questions, le prix de l'engrais malgré la hausse du pétrole, le cours du porc…

Deux ans plus tard, après un tour de passe-passe avec un de ses protégés, il est élu député avec un record de 63 % des voix, et il revient au Palais-Bourbon de ses jeunes années, le 2 octobre 1984, devant le Tout-Paris entassé dans les tribunes pour assister à ce simulacre de revanche. Il ne doute pas de retrouver tôt ou tard « son » fauteuil élyséen. Et pas davantage d'être cent fois plus digne de la fonction que Chirac « l'agité », ou Barre « l'oiseau de malheur ». Jamais il n'est ébranlé dans sa certitude d'être « le meilleur et le plus intelligent ».

En février 1988, deux mois avant l'élection présidentielle à laquelle Mitterrand n'a pas encore annoncé sa candidature, Giscard pense prouver aux Français son aptitude évidente à la fonction suprême en publiant le premier tome de ses souvenirs intitulés *Le Pouvoir et la Vie*. Best-seller assuré ? Ah ! l'ancien Président a soigné son style et raconté sur un ton bucolique des scènes destinées à tous les publics, celui des midinettes et celui des anciens combattants. Il confie qu'en écoutant et observant sa ministre des Universités, Alice Saunier-Seité, à une tribune il s'est dit qu'en amour elle devait avoir « une belle énergie ». Peine perdue : Chirac et Barre sont candidats et aucune voix ne se lève des profondeurs de l'Auvergne pour réclamer une restauration

giscardienne. Dépit, aigreur, fureur ? Non, d'ailleurs la réélection de Mitterrand d'une certaine façon le console.

Pendant sept années encore, il ne perd pas espoir et guette les occasions. Comprend-il que les Français ne l'aiment pas ? À trois mois des élections législatives de 1993 qui s'annoncent victorieuses pour la droite, il téléphone à Chirac en lui donnant du « cher ami » : « Il faudra que, dans le gouvernement de mars prochain, nous soyons présents l'un et l'autre pour surveiller le cours des choses : par exemple comme ministres d'État sans portefeuille. » Son interlocuteur dira : « Je suis tombé de l'armoire. »

Dans cet acharnement à s'asseoir dans son fauteuil Louis XV par tous les moyens, au besoin en renonçant à l'élémentaire fierté, il entre du pathétique et du sublime. Il rêve successivement, à la faveur de cette victoire attendue de la droite, d'être ministre d'État, ou ministre des Finances ou Premier ministre. Ou encore président de l'Assemblée : un perchoir en guise de trône ! Non : les ingrats ne lui donneront rien. Il sera président d'une commission parlementaire, l'égal, ô misère, de ce Santini qu'il qualifie de « guignol ».

Chez lui, dans son hôtel particulier du 16e arrondissement, les trophées de chasse ne manquent pas. Il a traîné ses leggins sur les territoires d'Afrique et d'Europe de l'Est. Mais surtout, il ne rate jamais l'occasion de tirer sur ses ennemis ou ses rivaux chaque fois que l'un d'eux passe dans son viseur. Il ne pratique ni le pardon ni l'oubli. Le récit de ses joutes avec Chirac, au Conseil constitutionnel, par leur arbitre Jean-Louis Debré, avec imitation des voix illustres, est une friandise des dîners politico-mondains. Dix ans après mon départ de RTL, et la fin de mes mauvaises manières radiophoniques, me rencontrant au palais du Luxembourg à l'occasion d'une cérémonie, il me dit, en mêlant un peu de vinaigre à son légendaire chuintement : « Votre perpétuelle mansuétude me manque… »

À soixante-seize ans, en 2002, il est élu à l'Académie française malgré le veto de Maurice Druon. Par bonheur, ses électeurs n'ont pas lu son roman *Le Passage*, une malencontreuse bluette où le patriarche s'essaie à l'érotisme. N'importe : avec cet habit vert, Giscard suit la voie royale de son prédécesseur Raymond Poincaré, le président de la République de la guerre de 14, qui fut aussi, à plusieurs reprises, un ministre des Finances adepte de la rigueur et a, d'un coup, augmenté les impôts de 20 %.

Il aurait pu jouer un dernier rôle en dotant l'Europe d'institutions démocratiques. Un référendum l'en a empêché. Mais on reste confondu devant le gâchis d'une si belle mécanique intellectuelle obstruée par tant d'enfantillages.

Au début de son règne, il acceptait de me recevoir à l'Élysée et pour m'accueillir me demandait : « Vous êtes venu comment ? » Question saugrenue : la radio qui m'employait est à deux pas du palais présidentiel. Mais toute réflexion faite, cette interrogation indique la faille de ce monstre d'égocentrisme : les autres, leur vie, leur quotidien, tout cela lui est étranger.

Et sans doute indifférent.

Gourou

Lorsqu'ils parviennent aux responsabilités écrasantes, les politiques hommes ou femmes s'assurent les services d'un maître à penser, d'une espèce de sorcier comme on en trouvait jadis autour des maharadjahs. Giscard n'avait pas de gourou, seulement un conseiller du Prince, qui s'appelait Jean Sérisé et lui servait de nègre pour ses discours et ses livres. Mitterrand avait des amis, des copains, des collaborateurs, mais personne n'était de taille à lui servir de maître-stratège en politique.

Quand on prononce le mot de gourou, on songe instantanément à Jacques Chirac. L'avant-dernier Président a fait une consommation effrénée de ces grands sorciers. Certains étaient comme des serpents réchauffés dans son sein et ont fini par le mordre : Balladur, bien sûr, mais aussi Charles Pasqua et même le dernier, Jérôme Monod. Bref, il n'a jamais eu la main heureuse, et il aurait mieux fait de n'écouter que Bernadette dont le bon sens et l'art de la communication sont désormais reconnus.

Celui de tous ses gourous qui a laissé le plus de place dans notre histoire, c'est Pierre Juillet, souvent associé à sa diabolique créature Marie-France Garaud. Tous deux ont grandi dans l'entourage de Georges Pompidou, Juillet étant alors un conseiller du premier rang mais non un mentor. Son influence a pris des proportions considérables au fur et à mesure de l'aggravation de la maladie du chef de l'État. Dans les années 1963-67, Chirac est loin derrière son futur gourou, dans la hiérarchie de Matignon, et jusqu'au bout il conservera pour le petit père Joseph une déférence un peu incongrue. Quant à Juillet, dès ses débuts, il a été taraudé par une sombre jalousie envers les « barons » du gaullisme, ces vétérans de la croix de Lorraine qui se considéraient comme les gardiens exclusifs de la flamme. Il nourrissait une aversion particulière pour Chaban-Delmas, général de brigade à vingt-neuf ans, président de l'Assemblée pendant onze ans, Premier ministre et apôtre de la « Nouvelle Société ». Son travail de sape a été couronné de succès : Pompidou a remplacé Chaban-Delmas, comme Premier ministre, par le centurion Messmer, et Chirac, alors « coaché » par le duo Juillet-Garaud, a torpillé l'élection à la présidence de l'enfant chéri du gaullisme.

Une fois accomplie cette dernière besogne, et Chirac installé à Matignon, Pierre Juillet a eu la coquetterie de se retirer dans la Creuse pour y élever des moutons. Mais en mars 1976, après des élections cantonales catastrophiques, la rentrée du gourou auprès de Chirac est annoncé à coups de trompette.

Quand il effectue ce spectaculaire retour dans les coulisses du pouvoir, qu'on me pardonne cette minute d'autosatisfaction, j'ai été bon prophète : « Giscard va laisser Chirac et son conseiller tenter une contre-offensive. Puis dans trois ou six mois, l'expérience prendra fin lorsque la grande bourrasque

de ces élections cantonales sera oubliée. » Propos tenus en mars. Aux premiers jours de l'automne, Chirac démissionne et quitte Matignon avec le couple Juillet-Garaud. Pendant trois ans, le gourou et son adjointe vont souffler à Chirac toutes ses initiatives, la conquête de la Mairie de Paris, le discours d'Égletons contre le « parti de l'étranger », le harcèlement du gouvernement Barre. Mais au mois de juin 1979, après des élections européennes qui ont mis en déroute le parti chiraquien, les deux diaboliques sont congédiés, sur avis de Bernadette. Chirac est orphelin. Il le restera quelques années, jusqu'à l'arrivée dans son ombre d'un Juillet de rechange nommé Balladur. Mais celui-ci ne restera pas longtemps en coulisse.

Un gourou reste invisible et muet comme il sied à un gourou. C'est d'ailleurs cette règle que Nicolas Sarkozy n'a pas su respecter avec son maître à penser présumé, Henri Guaino. Il l'a autorisé et encouragé à pérorer devant les micros et les caméras. Sa présumée éminence grise a fini par se prendre pour une espèce de Premier ministre occulte. Il s'est mis à tant parler que, lorsqu'il a préconisé *urbi et orbi* un emprunt vraiment grand, de l'ordre de mille milliards, « faute de quoi, lançait-il, une occasion historique aura été manquée », il a reçu en retour un démenti en forme de gifle. Ça ne l'a pas réduit au silence pour autant.

Grandeurs

Depuis qu'ils sont désignés par le peuple tout entier, et oints des saintes huiles républicaines, nos Présidents sont sujets à la folie des grandeurs. Leur fera-t-on l'injure de dire que la grandeur du pays leur importe moins que la leur propre, celle qui se mesure au nombre de lignes que leur consacreront les livres d'histoire ? C'est sans doute pour s'assurer une place intangible dans la mémoire du peuple que nos chefs de l'État s'emploient, à nos frais, à inscrire dans la pierre ou plutôt le béton leur souvenir.

De Gaulle n'a pas eu besoin de ces artifices pour accéder à l'histoire. Un seul discours, prononcé à la radio le 18 juin 1940, lui a suffi. Il n'a souhaité laisser à la postérité qu'un monument, cette croix de Lorraine dominant la forêt de Colombey-les-Deux-Églises, majestueusement incongrue dans cette Haute-Marne désolée. On doit au Général le pont de Tancarville, emblème de la grandeur française recouvrée, mais les automobilistes qui l'empruntent ne songent sûrement pas à y associer le nom du Libérateur.

Son successeur Pompidou n'avait participé ni à la France libre ni à la Résistance mais adorait l'art moderne. Il lui fallait laisser sa signature dans la capitale, dans une grande œuvre architecturale susceptible de rivaliser avec la tour Eiffel, histoire de faire enrager les traditionalistes. Sitôt entré à l'Élysée, comme s'il pressentait que les jours lui seraient comptés, il a fait tracer les plans de ce grand chantier. Des nostalgiques pleuraient nos vieilles Halles, ce ventre de Paris où ont germé au fil des siècles les révoltes populaires. Le Président a tenu bon, sans trop de peine car la capitale n'avait en ce temps-là

pas de maire pour contrecarrer son grandiose projet. Et, aujourd'hui, le Centre Pompidou est un site à visiter sans faute, avant même la tour Eiffel.

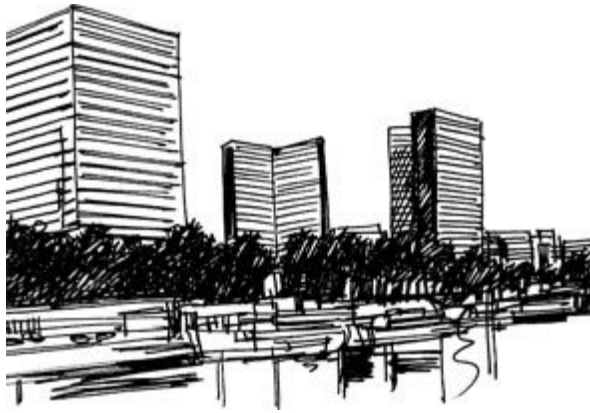
Valéry Giscard d'Estaing se réservait-il pour le second septennat qui lui semblait promis ? On ne lui doit que la transformation en musée de la gare d'Orsay et de l'hôtel qui la jouxtait. Et ce monument, aménagé par l'architecte italienne Gae Aulenti, a été inauguré sous le règne de Mitterrand sans que Giscard puisse en retirer la moindre gloire. D'ailleurs, si le nom du musée comporte bien une particule, ce n'est pas celle que le père du Président s'était fait attribuer par le Conseil d'État.

La folie des grandeurs a atteint sa dimension exceptionnelle sous Mitterrand, grâce à l'acharnement du grand architecte des splendeurs socialistes, Jack Lang. Il n'a fallu que quelques mois pour que ce Président, qui avait déclaré la guerre à l'argent et au bon plaisir monarchique, se lance dans des projets mirobolants, comme s'il voulait faire oublier ce qu'il y a d'austère et d'humble dans tout programme socialiste.

Les Français ont pu rapidement constater que, dans les grands travaux lancés par la Mitterrandie, rien n'était trop ambitieux, ni trop coûteux. Comme si la gauche triomphante, faute d'avoir déclenché des réjouissances populaires spontanées, se proposait d'éblouir son peuple par la somptuosité des décors. Malgré la dévaluation monétaire, l'inflation galopante et le coût exorbitant des nationalisations, François Mitterrand se lance coup sur coup : 1. dans la construction d'un centre des arts, des techniques et de la musique, à La Villette, avec en cerise sur ce gâteau un auditorium de quatre mille places ; 2. dans celle d'un Opéra d'au moins trois mille places à la Bastille ; 3. dans un futur ministère des Finances, naturellement colossal, à Bercy ; 4. et enfin, dans l'aménagement du Louvre libéré de ses inspecteurs des Finances.

Pas un haut fonctionnaire, pas un élu de la majorité de gauche et guère de personnalités du monde de la culture n'oseront se mettre en travers des chantiers mirobolants voulus par le nouveau monarque et organisés par son grand vizir Jack Lang. Le second septennat mitterrandien verra l'apothéose de ce festival architectural avec la construction contestée, et modifiée à plusieurs reprises, de la Grande Bibliothèque nationale qui prendra – enfin ! – le nom de François Mitterrand. Elle résume bien la démesure et le gaspillage des années mitterrandiennes.

Ses successeurs n'ont pas voulu rivaliser, sur ce plan, avec ce Président-Soleil. Jacques Chirac a fait construire sur les berges de la Seine un très écologique musée des Arts Premiers. Quant à Nicolas Sarkozy, victime du vide sidéral dans les caisses de l'État, il attend sans doute son second mandat pour doter le Grand Paris d'un palais digne de porter son nom.



Guignol

Rançon de la gloire, j'ai eu toutes les peines du monde à me défendre d'être un alcoolique invétéré. La faute aux Guignols. Pour caricaturer le débat qui nous opposait, Serge July et moi, le dimanche soir sur France 3, la fameuse émission de Canal+ nous représentait en marionnettes-piliers de bar. La bouche pâteuse, je réclamais à Christine Ockrent des « cahouêtes » et de « faire péter la poire ». C'était la célébrité assurée.

Je ne pouvais pas entrer dans un café sans que l'on me serve une excellente petite poire que je réclamais « bien glacée » avant de l'avaler d'un trait goulûment. Personne ne doutait que le soir chez moi, je buvais autant de petits verres que ma marionnette. Quand je protestais de ma parfaite sobriété, je sentais bien que je n'étais pas cru.

J'ai vécu ainsi plusieurs années transformé en buveur rigolard. Oh, je ne vais pas m'en plaindre : les gens trouvaient ma version guignolesque plutôt

sympathique. En France, malgré les vigoureuses campagnes antialcooliques déclenchées par les gouvernements, la boisson, à la condition de ne pas dépasser les limites de la modération – limites qui sont incertaines et naturellement vaporeuses – reste synonyme de bon vivant.

Je dois certes moins aux Guignols de l'Info que Jacques Chirac : en 1993 et 1994, il était la star de l'émission et faisait rire la France entière. Quelqu'un qui déclenche l'hilarité ne peut pas être impopulaire. Sa victoire en 1995 sur Balladur et Jospin doit beaucoup à sa marionnette. Et quand il disait chaque soir « Putain encore deux ans ! » devant la France des banlieues il gagnait à coup sûr des centaines de voix.

Pour ma part, je suis redevable d'une grande bouteille de poire apportée par un motard de l'Élysée. Irrité par mes chroniques, Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Élysée, m'avait traîné en justice. Je suis sorti vainqueur du duel. Villepin a accompagné la bouteille d'un petit mot : « Aujourd'hui, la poire, c'est moi. » Hélas, cette grande bouteille trop belle pour être honnête ne valait pas les petites poires que les inconnus nous offraient à Serge July et à moi dans les petits bistrots de quartier ! Nous les buvions à la santé des « Guignols de l'Info » dont la longévité prouve que les Français aiment rire de la politique, ce qui ne les empêche nullement de la prendre au sérieux.

Haine

La politique ne s'accommode pas de sentiments tièdes. Elle est affaire de passions. Les amitiés y sont fragiles et fugaces. Les haines, mortelles et éternelles. On peut regretter, d'un point de vue esthétique, l'Ancien Régime, il y a cinq ou six siècles, où les conflits politiques se réglaient l'épée à la main. De nos jours, on voit encore passer dans les yeux de nos animaux politiques des éclairs de sang et de meurtre.

La première fois que j'ai été témoin d'un de ces grands embrasements, c'était un beau matin de mai 1970, au premier étage de l'Élysée. Le président Pompidou me recevait en tête à tête, comme il lui arrivait parfois. Quelques instants plus tôt, on avait annoncé la mort de sa bête noire, René Capitant.

Il avait tout pour déplaire au successeur du Général. Gaulliste dit « de gauche » – une aberration pour l'ancien fondé de pouvoir de la banque Rothschild –, ancien résistant, il avait été nommé garde des Sceaux au dernier jour de mai 68 et l'était resté tout au long de l'hiver 68-69 pendant la traversée du désert de Pompidou. Il y avait déjà une vieille inimitié entre les deux hommes. L'affaire Markovic a éveillé chez Pompidou une haine comme on en voit peu. L'ancien Premier ministre était persuadé que, ministre de la Justice, Capitant avait laissé se répandre des rumeurs odieuses sur son épouse, et du moins incité la justice à pousser ses investigations sur cette affaire. Sale affaire : il y avait eu un mort, un cadavre dans une housse de plastique. Des rumeurs assorties de photos truquées prétendaient que la victime avait côtoyé Mme Pompidou dans des soirées licencieuses. Dès son arrivée à l'Élysée, le chef de l'État se mettait la main sur la poitrine et disait : « J'ai ici les noms de tous les salauds qui ont participé à ce misérable complot. Je me vengerai. »

Sans doute Capitant se trouvait-il en tête de la liste. En m'asseyant ce matin-là devant le chef de l'État, je lui ai demandé s'il avait déjà appris la disparition de son ennemi. Pompidou est resté un instant silencieux puis il a lancé un regard gris comme l'éclair d'une épée et a prononcé ces mots : « Dieu l'a puni. »

D'habitude, les haines en politique ne se déclarent pas ainsi, au grand jour. Mais pour se cacher au fond des cœurs, elles n'en sont pas moins violentes.

Quelques mois après sa défaite de 1981, cette blessure qui devait saigner jusqu'à la fin de ses jours, Giscard a prononcé cette phrase mûrement tricotée

et retricotée : « J'ai jeté la rancune à la rivière. » On s'est vite aperçu qu'il n'en était rien. Ou alors, comme dit Chirac, que la rivière était à sec. Depuis 1976, année de leur rupture, la haine entre ces deux anciens Présidents n'a pas connu un seul jour de trêve. Je crois que c'est cette haine inextinguible qui les maintient en vie. En 2009, Giscard a tenté de torpiller la parution des *Mémoires* de Chirac en publiant, quelques semaines auparavant, son ridicule roman le mettant en scène avec Lady Di dont il espérait un grand effet sur le public. On connaît le résultat : fiasco giscardien, triomphe chiraquien. La suite au prochain numéro.

La gauche, elle aussi, a eu sa haine indélébile. Entre Mitterrand et Rocard, le combat s'est prolongé pendant trois bonnes décennies pour notre délectation à nous autres qui faisions profession d'en raconter les péripéties.

À côté de ces grandes haines en forme de tragédies grecques, il y en a de petites qui n'ont pas leur place ici. Des coups de sang qui, ne laisseront guère de traces, des haines qui à la première opportunité électorale, se solderont par des réconciliations sans que les citoyens soient vraiment persuadés des unes et des autres. C'est dans cette catégorie qu'il faut placer le pas de deux dansé en 2009, à la veille des élections régionales, par François Bayrou et Daniel Cohn-Bendit.

Mais la politique ne fait jamais relâche. Aujourd'hui, elle affiche une mortelle et mutuelle exécration entre deux monstres sacrés : Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin. À première vue, la partie est inégale entre le président de la République, détenteur de toutes les armes, et l'ancien Premier ministre, qui n'a pas le moindre mandat. Pourtant, c'est chez le premier que la haine déborde au point de lui faire perdre le contrôle de sa parole. Le croc de boucher auquel il a promis de pendre son ennemi, c'était la peine que Hitler infligeait aux auteurs de complots contre sa personne.

Comme quoi, contrairement à l'adage, ce qui est excessif n'est pas toujours insignifiant.

Histoire

Il y a beaucoup plus d'hommes qu'on ne croit, dans la politique, qui rêvent d'inscrire leur nom dans l'histoire. Malheureusement, c'est la postérité qui décide : elle est souvent injuste et parfois fort ingrate. Georges Pompidou, qui a succédé au Grand Charles, pouvait espérer mieux que l'oubli dans lequel il s'est englouti peu de temps après sa mort. De Gaulle, dans ses *Mémoires de guerre*, confie que, dès sa plus tendre enfance, le culte de l'histoire lui était tout naturel. Il ne doutait probablement pas que celle-ci l'accueillerait et le consacrerait. Et, en effet, l'histoire ne cesse plus, quarante ans après la mort du Général, de répéter son nom dans les livres et aux coins des avenues. François Mitterrand, toute sa vie, rêvait d'occuper la même place mais, enfin, il avait moins de titres historiques à faire valoir. En revanche, l'histoire a été sans pitié pour Giscard.

Les autres ? Chirac connaît ses limites : je ne crois pas qu'il ait jamais songé à coucher dans le lit de l'histoire. Celle-ci, pourtant, retiendra à coup sûr son refus d'entrer dans la sale guerre d'Irak. Quant à Sarkozy, c'est sans doute la fin de son règne qui constituera un objet d'étude pour les historiens à venir.

Mais l'histoire n'est pas exclusivement réservée aux chefs, aux hommes d'État. Quand je l'ai interrogé sur la grande réforme de l'an 2000, les 35 heures, le syndicaliste Marc Blondel m'a dit : « La plupart d'entre nous, syndicalistes, attendaient de ce gouvernement de gauche non pas une réduction de la durée du travail, mais d'abord une augmentation des salaires. Et puis voilà : Martine Aubry voulait une loi portant son nom, pour entrer dans l'histoire comme Léon Blum avec les congés payés. »

Il est vrai qu'une simple loi peut arracher à l'anonymat son auteur : celles qui portent le nom de Barangé (l'école libre) ou Veil (l'avortement) illustrent assez ce droit à l'histoire qui s'exerce en faveur de quelques personnages, illustres ou non, longtemps après qu'ils ont cessé de vivre.

I

Illusions perdues

Il y a toujours eu des destins fracassés à l'heure des grandes espérances, des ambitions qui s'éteignent, n'en pouvant plus d'attendre. François Léotard a jeté aux orties son froc politique avant même d'avoir franchi le cap de la soixantaine, de cette maturité qui sied aux hommes d'État.

Il avait, pendant vingt-cinq ans, escaladé toutes les marches du pouvoir. Il pouvait viser la plus haute. Mitterrand, qui ne l'aimait guère, s'en amusait et lui disait en lui montrant son fauteuil : « Quand vous serez ici… » Il est vrai que le président socialiste se délectait des appétits que suscitait sa succession. « Léo » avait une bande, des supporters, un parti. Plus un siège de député conservé un quart de siècle (avec deux entractes pour être ministre) et, surtout, une aptitude à communiquer. En 1986, alors qu'il détenait le portefeuille de la Culture dans un gouvernement de cohabitation conduit par Chirac, il avait carrément annoncé sa candidature à la présidence de la République en 1988, dans une interview au *Point*.

D'autres, de ces jeunes hommes promis à un destin national, ont accepté avec une douleur silencieuse de rentrer dans le rang, dans le commun des mortels, dans la grisaille. C'est le cas de Laurent Fabius, si brillant en ses débuts de « plus jeune Premier ministre ». Et encore Philippe Séguin, qui éblouissait son monde par sa voix basse et la hauteur de ses vues et a fini dans l'hermine de premier président de la Cour des comptes.

Mais, au total, ils ne sont pas si nombreux ces hommes (pas de femme encore, vouée à un rôle dans l'histoire) qui se résignent à la perte de leurs illusions. La politique illustre bien le fameux adage : « Tant qu'il y a de la vie… »

Image

La vie politique se raconte en images : chaque événement se résume en un gros plan supposé rester gravé dans nos mémoires. Autant dire que la mienne est encombrée : il suffit d'un nom ou parfois d'une date pour faire surgir le cliché. Voici Mitterrand et Rocard, à la veille de l'élection présidentielle de 1988, tous les deux face à l'objectif, accoutrés pareillement de vêtements et de chaussures de montagne, affichant un sourire ou plutôt un rictus tellement contraint, tellement hypocrite que je ris encore en y songeant.

Le seul nom de La Rochelle évoque pour moi d'impayables rencontres. C'est, au bord de la plage, l'étonnant face-à-face entre Villepin et Sarkozy, l'un et l'autre si fiers de leur peau bronzée tendue à craquer sur leurs muscles, la haine perceptible seulement à une cambrure du cou, une raideur du menton. Et à La Rochelle, toujours, à des journées parlementaires du RPR, en septembre 1993, les deux amis de trente ans, Balladur et Chirac, en parfaits chiens de faïence, le premier écoutant son compère les mains jointes, la mine benoîtement bienveillante, puis l'autre, distrait pendant le discours du cher Édouard, la jambe, le bras, la main, la lèvre, tout le corps en frémissements à peine contrôlés.

Il y a des images dont on sait qu'elles figureront pour l'éternité dans les livres d'histoire, d'autres au contraire qui ont été confectionnées avec soin par des maîtres en images, mises en scène et en couleur selon toutes les règles de l'art, et qui pourtant n'accrocheront pas le souvenir.

En politique, tout est image. Ce que disent et font les aspirants au pouvoir doit être instantanément visualisé, faute de quoi ce ne sera qu'un furtif tourbillon. Pour l'électeur, l'œil compte plus que la pensée.

Mais, en fait d'image, rien n'aura sans doute jamais la force dévastatrice de celle de Dominique Strauss-Kahn, futur président de la République promis-juré, sortant d'un poste de police de Manhattan menotté, hâve et débraillé, tels ces caïds de la pègre new-yorkaise qui ont fait les délices de Hollywood. Combien de vies fracassées, de destins engloutis, cette image n'aura-t-elle pas provoqués. Une image, et l'histoire détourne son cours… Ce n'est pas dans un dictionnaire que l'on va philosopher là-dessus.

Irréprochable

Il y a des mots qui collent longtemps, douloureusement, au palais. Ainsi, cette promesse en 2007 du candidat Sarkozy d'une République « irréprochable ». Allusion cruelle à la Chiraquie qui s'achève et l'a persécuté. En fait, les Français se tapotèrent le menton, sachant, pour ainsi dire de naissance, que les politiques ne sont pas des petits saints.

Justement, il ne faut pas tenter le diable. À peine Sarkozy était-il porté à la tête de la République qu'il trahit lui-même son serment : la soirée au Fouquet's ouvre une séquence d'hommage permanent à l'argent ou plutôt au fric. C'est parti : l'exemple venant d'en haut, plusieurs ministres sont pris la main dans le coffre-fort. Plutôt que d'essuyer pendant des semaines ou des mois les reproches d'une opinion devenue sensible à ces questions de morale publique, le chef de l'État se débarrasse vite des ministres indélicats.

Chaque fois qu'ils sont épinglés, les malheureux proclament avec un trémolo de voix leur droit à la présomption d'innocence. Droit naturellement dévolu à tous les citoyens, avec pourtant une nuance de réserve pour les élus. De ceux-ci, on doit attendre davantage que cette innocence supposée, souvent préalable à une culpabilité avérée. Qu'ils soient irréprochables, c'est bien le

moins. C'est « insoupçonnable », comme la femme de César, qu'il faudrait dire.

À l'heure d'Internet, des réseaux sociaux et d'une presse people pas trop regardante sur ses informations, les ragots circulent à une vitesse intersidérale et entraînent, dans leurs bagages, des soupçons, des accusations même ne reposant que sur du vent, le vent de la rumeur.

Nos élus se trouvent donc contraints à une vertu, un rigorisme de tous les instants. Seuls les Tartuffe s'en tireront.

ISF

La fortune a mauvaise presse chez nous. L'impôt sur la fortune préfère être pudiquement appelé par ses initiales (signifiant Impôt de solidarité sur la fortune). Ah ! qu'il est loin le temps où nos communistes s'écriaient joliment : « On prend l'argent là où *elle* est ! » Toute la question est de savoir à partir de quel chiffre on peut être catalogué « fortuné ». Il faut compter, de nos jours, un petit demi-million d'euros, patrimoine vraiment dérisoire pour tout individu ayant réussi dans la vie.

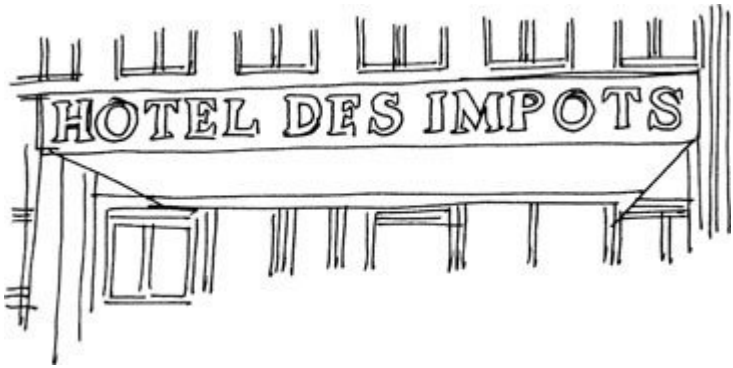
L'impôt sur la fortune est depuis trente ans le papier à caramel de la politique française. Il colle aux doigts de la droite comme de la gauche et revient sur le tapis à chaque campagne électorale pour mieux séparer les forces en présence qui, autrement, ne se distingueraient guère sur le terrain idéologique.

On croit toujours qu'il a été lancé par la gauche. Erreur : la droite en a eu l'idée la première en 1976 lorsque Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, s'est mis en tête de taxer les plus-values qui sont le fondement de toute fortune. Le gouvernement emmené par Jacques Chirac y est allé franco et a déposé un projet de loi portant « imposition des plus-values du capital ». Putain ! Quel bordel, quelles batailles d'amendements dans les deux assemblées : c'était le moment où Giscard et Chirac commençaient à se détester et où leurs partis respectifs se livraient à une surenchère de tous les diables. Au départ, le texte a fait contre lui l'unanimité de la classe politique. Il a été au fil des semaines et des polémiques, raboté, émasculé, aseptisé. Une demi-douzaine de députés giscardiens ont même proposé de taxer purement et simplement le capital sans qu'on sache s'ils avaient la bénédiction du chef de l'État.

Cinq ans plus tard, l'impôt sur les « grandes fortunes » – plus de 3 millions de francs, soit 450 000 euros – est lancé par Georges Marchais, repris par François Mitterrand et inscrit dans les 110 propositions du candidat socialiste. La loi, votée en octobre 1981, est aussitôt notablement réduite par une exonération des œuvres d'art. Tout le monde pointe le doigt sur l'initiateur de cette gentillesse : le ministre du Budget Laurent Fabius, fils de fameux marchands d'art. En réalité, c'est le ministre de la Culture, Jack Lang, qui a convaincu Mitterrand, mais il sera enchanté de faire porter à son

camarade et collègue le poids de ce péché contre la vulgate socialiste.

Un an plus tard, le président du patronat Yvon Gattaz enfile ses chaussures à semelles de gomme et s'en va expliquer à Mitterrand les rudiments de la fiscalité des entreprises. Banco ! Le président socialiste tombe sous le charme de ce petit capitaliste qui a créé lui-même son entreprise. Résultat : « l'outil de travail » est exonéré de l'impôt sur la fortune. Mais les socialistes ayant respectueusement protesté, les droits de succession sont augmentés de 30 à 40 % en guise de compensation.



Quand la droite revient aux affaires (comme on dit sans y voir malice), le gouvernement Chirac n'a rien de plus urgent que de supprimer purement et simplement cet impôt de malheur. Une fois candidat à l'élection présidentielle, le Premier ministre va s'en mordre les doigts jusqu'au sang. Et le 28 avril 1988, au cours d'un face-à-face télévisé mémorable avec François Mitterrand, il entend son adversaire lui reprocher d'une voix grinçante d'avoir fait un cadeau mirobolant à quelque 130 000 Français. Alternance et retour à la case départ : les socialistes nous rendent l'impôt sous son nom d'ISF. Il touchera près de 150 000 contribuables et rapportera 6 milliards de francs (soit près de 1 milliard d'euros).

Voulez-vous la suite de ce médiocre feuilleton ? Les socialistes avaient plafonné l'ISF. Le brillantissime Premier ministre Alain Juppé invente « le plafonnement du plafonnement » : le texte des inspecteurs des Finances de Bercy est un incroyable morceau, à mi-chemin entre Kafka et Courteline, dont il faut recommander la lecture à nos futurs énarques.

C'est sous cet éphémère et malheureux gouvernement que commence un exil massif des (riches) Français fuyant la matraque de l'ISF. Quant à Juppé, revenu dans l'opposition et remâchant l'ingratitude dont il a été victime de la part des électeurs, il s'écrie au cours d'un dîner-débat : « L'ISF, nous le supprimons en 1986 et nous sommes battus. Nous le déplafonnons en 1996 et nous sommes battus. Je ne sais plus ce qu'il faut faire ! »

Restons-en là. La droite est au pouvoir depuis 2002, avec des majorités de granit au Parlement et, par superstition, malgré les supplications de nombre de ses députés, se refuse à supprimer l'ISF. Tout juste Nicolas Sarkozy a-t-il

inventé un « bouclier fiscal » à l'intention des plus riches redevables de l'ISF. Avant de le supprimer à l'approche des présidentielles.

Le ministre du Budget, à l'époque Éric Woerth, a usé des grands moyens pour faire entrer au bercail fiscal les émigrés partis planquer leurs avoirs dans des paradis à portée de TGV, la Suisse et la Belgique. Mais promesses et menaces, carotte et bâton, les efforts du gouvernement n'ont rapporté que des miettes.

La peur de voir les socialistes revenir au pouvoir incite nos exilés à ne pas quitter leurs cachettes. Quant à la grande réforme fiscale, promise à chaque élection, les Français n'y voient qu'une manière sournoise d'augmenter les impôts. Et ils n'ont pas tort.

J

Journaliste

Longtemps, je me suis levé de bonne heure. Non pour partir à la recherche d'un temps que j'aurais perdu mais pour parler de politique, entre café et croissants du matin, aux auditeurs d'une radio qu'on appelait alors « périphérique » mais qui était déjà populaire dans tous les sens du mot. Le patron qui m'avait embauché, Jean Farran, un fameux journaliste, m'avait lesté d'une recommandation : « N'oubliez pas que votre première tâche est de réveiller nos auditeurs. » J'ai abusé du conseil : j'ai surtout réveillé nos politiques, du pouvoir comme de l'opposition, en leur assénant des critiques, des moqueries et des prises à partie scandalisées, débitées d'une voix soignée au tabac et au café noir. Les victimes de ces débordements en ont conclu à tort que je n'aimais ni la ni les politiques. Ce livre me permet de remettre les choses au point.

C'est le journalisme qui m'a donné l'amour de la politique. Tout jeune, à l'âge où je lisais Jack London et *Les Pieds Nickelés*, je me jetais sur les journaux avec un appétit d'enfer. À onze ans, je vivais en province, dans le Midi, et c'est la presse locale que je dévorais. On ne l'appelait pas encore la PQR : appellation répugnante qui fait songer au papier hygiénique. Cette lecture m'a procuré une égale curiosité pour le concours de pétanque dans le village du coin et les cataclysmes qui bouleversaient alors la planète. Je m'abandonnais au charme de ces randonnées, au fil des colonnes, du burlesque au dramatique, de l'accessoire à l'historique. À coup sûr, ma vocation de journaliste est née de cette bizarre délectation. J'ai une belle liaison avec cette presse quotidienne régionale : j'ai effectué mes débuts à *L'Oise libérée*. Je boucle ma carrière au *Bien public* et au *Journal de Saône-et-Loire*. Entre-temps, j'ai tenu une chronique régulière, quelques années, à *La Haute-Marne* [également] *libérée*.

Je suis devenu journaliste sur un clin d'œil du destin. Quelques mois après mon baccalauréat, j'ai envoyé par la poste un article à *Combat*, mon journal de prédilection encore auréolé du rôle qu'y avait joué Camus. Sous le bandeau de la Une figurait cette formule enivrante pour un garçon de dix-huit ans : « De la Résistance à la Révolution. »

Mon papier critiquait avec verdeur un choix technique pour la télévision française qui empêchait tout échange d'émissions avec ses voisines européennes. Banzaï ! Le surlendemain, il occupait une large place à

l'intérieur du journal, avec mon nom en caractères gras. Je suis allé voir le patron de *Combat* : je lui ai demandé de me payer et de m'embaucher. J'ignorais que ce personnage nommé Zetlaoui, Tunisien je crois, était d'une féroce radinerie. Il m'a demandé si j'habitais chez mes parents. Sur ma réponse affirmative, il m'a promis de me rémunérer en tickets de métro. J'étais affecté à la page Spectacles. J'étais heureux.

Le journal était situé rue du Croissant, à deux pas du café où Jaurès avait été assassiné. Peut-on imaginer mon ivresse ?

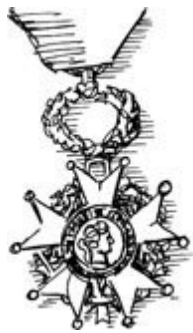
Il y avait à *Combat*, comme dans les autres journaux que j'ai ensuite connus, une grande salle réunissant la rédaction, dans le bruit et les rires, la fumée et les sonneries du téléphone. Au début de l'après-midi, certains journalistes débarquaient, sortant de table grièvement éméchés. C'était le cas du rédacteur de la rubrique Spectacles qui acceptait en hoquetant mes propositions d'articles. La propension des journalistes, à cette époque, à succomber à la bouteille a entraîné plus tard la suppression de ces salles communes de rédaction où j'ai passé, ici et là, des après-midi folles et des soirées délirantes. Mais enfin, les articles en sortaient à l'heure et dans un français impeccable.

À l'exception des comptes-rendus de matchs de football, j'ai fait tout ce qu'il est possible de faire dans un journal. Je n'ai jamais refusé un sujet d'article ni un reportage au bout du monde. À la demande, j'ai écrit des pages de magazine sur la princesse Margaret d'Angleterre ou la reine Fabiola de Belgique sans les avoir de près ou de loin approchées, sur une chanteuse débutante nommée Sheila que je n'avais jamais entendue, j'ai été chargé de percer les secrets des banques suisses et de leurs trésors de guerre nazis, de l'attaque du train postal en Angleterre, de l'affaire Profumo-Christine Keeler qui a ébranlé le royaume ou de la mafia new-yorkaise au temps des Kennedy. Assis sur un mur à la porte Mandelbaum qui divisait Jérusalem, j'ai failli, Dieu me pardonne, tomber sur la tête du pape Paul VI et n'ai échappé à cette malédiction que grâce à la poigne d'un soldat israélien. J'ai suivi dans leurs voyages les présidents de la République, du général de Gaulle en Afrique à Jacques Chirac en Corrèze. J'ai interviewé à Rome Sophia Loren et Enrico Berlinguer, à Édimbourg Henry Miller et Lawrence Durrell, ensemble autour d'une bouteille de whisky, vite mise à mal, en Israël Yitzhak Rabin et Ariel Sharon, mais séparément, Brigitte Bardot dans un studio de danse et l'alpiniste Walter Bonatti à Milan devant une montagne de spaghettis…

Au lendemain de mai 68, je me suis consacré exclusivement à la politique. Depuis plusieurs années, j'avais approché et parfois fréquenté beaucoup d'élus, ministres, syndicalistes, toute cette société que certains appellent une « classe » sans doute parce qu'on y chahute, parfois davantage que dans une école primaire.

Les relations entre journalistes et politiques donnent lieu à des déferlements invraisemblables de discours, d'analyses, de débats et d'études en tout genre. Sujet inépuisable : elles sont ambiguës, perverses, délicatement

diaboliques. Elles ont beaucoup évolué avec la prise de pouvoir de la télévision et, en général, l'importance de l'audiovisuel dans la vie publique. De nos jours, les politiques, par une sorte de masochisme obligé, sont attirés par les médias comme les papillons de nuit mais les redoutent. Au total, ils détestent les journalistes et les cajolent. Nous, de notre côté, nous jouons la comédie flatteuse de la familiarité avec les princes qui nous gouvernent, nous nous laissons tutoyer, caresser les omoplates. Nos consœurs, désormais majoritaires dans la profession, acceptent d'être séduites, conquises et parfois épousées par ces présumés fauves. Comme j'appartiens à la vieille école, à ce temps où ma profession était considérée, je ne me suis laissé tutoyer par personne. Une exception : Chirac me tutoie et j'en fais autant car, avant qu'il n'entame sa folle ascension, nous avions entre nous une vraie camaraderie datant de l'Algérie. Ça ne l'a pas empêché de grincer souvent des dents à la lecture de mes chroniques et même de me traîner en justice, par l'intermédiaire de son parti, au moment du prétendu suicide de Robert Boulin.



Cet échange hypocrite de bonnes manières se traduit fréquemment par la remise d'une Légion d'honneur dans les ors des palais présidentiels, le champagne étant payé par le contribuable. Une règle imposait naguère aux journalistes de ne pas sacrifier leur indépendance au prix d'un ruban rouge. Sous le gouvernement Balladur, j'ai reçu une lettre de la Chancellerie me signalant que j'étais proposé pour la prochaine promotion de l'ordre (napoléonien…) et me demandant divers renseignements. J'ai aussitôt répondu qu'un journaliste en activité ne pouvait accepter cette belle distinction. J'avais un exemple sous les yeux, mon vieil ami et coéquipier Roger Priouret. Homme de gauche, il avait prodigué à François Mitterrand des cours du soir d'économie dont, paraît-il, le chef du parti socialiste avait grand besoin. Devenu président de la République, son illustre élève s'est empressé de lui offrir, en guise de retard d'honoraires, le fameux ruban que Priouret a refusé sur-le-champ « par respect, m'a-t-il dit, pour sa déontologie ». Mais son geste était si inhabituel, si incompréhensible qu'il n'a plus jamais été invité à l'Élysée, ni comme visiteur du soir, ni comme journaliste sympathisant du nouveau régime. Et le pire, c'est qu'il n'en a pas été le moins du monde vexé.

Malheureusement, les journalistes sont de moins en moins nombreux à avoir une conception aussi austère de leur indépendance. Dans notre pays, le pouvoir est le chef d'orchestre clandestin qui régit leur carrière, et pas seulement de ceux qui relèvent du service public. En la matière, Nicolas Sarkozy n'a rien innové. Il y a longtemps que le président de la République use de sa souveraine influence pour que soient promus ceux dont les propos ou les écrits lui plaisent, et rayées de la carte les brebis galeuses. J'en sais quelque chose puisque j'ai été de celles-ci à plusieurs reprises. Il m'est arrivé de croiser, dans les corridors de l'Élysée, des candidats à la direction d'une chaîne publique. L'un d'eux, que j'avais connu à RTL et qui allait, quinze ou vingt ans plus tard, entrer en politique, a joliment rougi en m'apercevant.

C'est une exception française : chez nous, le pouvoir politique fait et défait les carrières journalistiques, soit directement soit par l'entremise de ces grands groupes qui possèdent la plupart des médias de quelque importance et vivent des commandes publiques (Dassault, Bouygues, Lagardère, etc.). Ce type de liaison dangereuse qui étonne nos confrères anglo-saxons a été souvent dénoncé mais en vain. La presse n'a pas une assez bonne réputation pour que le peuple descende dans la rue afin de la défendre.

Nous-mêmes, drapés dans notre vertu candide et notre lin blanc, méritons-nous la désaffection du public à notre égard ? D'après les sondages, il nous est reproché 1°) de ne pas dire tout ce que nous savons ; 2°) de ne pas assez vérifier les informations que nous diffusons ; 3°) de répandre des ragots, des rumeurs, de tomber dans le « caniveau ».

Il arrive, mais rarement, que les politiques disent à voix haute ce qu'ils pensent de nous. Encore le font-ils seulement lorsqu'ils sont en fin de parcours. C'est François Mitterrand, en mai 1993, deux ans avant la fin de son mandat, en pleine cohabitation avec un Premier ministre de droite, Balladur, vitupérant les chiens « qui avaient fait bon marché de l'honneur de Bérégovoy » !

Les journalistes sont, pour les politiques, des ustensiles à manipuler avec précaution et répugnance : des gens à renifler jusque dans les poubelles et à prononcer des jugements injustes, forcément injustes.

Dès que nous avons tourné les talons, nous faisons les frais de cette haine recuite que nous suscitons. Les pisse-vinaigre, tout ce qui scribouille, c'est nous. Le président Pompidou qui, à l'Élysée, jetait toujours un œil sur les menus des repas présidentiels, s'exclama un jour : « Des journalistes ? Donnez-leur des plats canailles, des abats, des rognons, du gras double ! » Il était pourtant, de tous nos chefs d'État, le seul qui nous accueillait à sa table avec, mon Dieu !, une espèce de sympathie.

Juges

La guerre entre les juges et les politiques est aussi vieille que la République. Sous l'Ancien Régime, quand Montesquieu n'avait pas encore

frappé, la séparation des pouvoirs était une idée saugrenue.

Longtemps, les représentants de la justice n'avaient pas le dernier mot. Ainsi, en 1887, il y a eu un bref et vain mouvement d'indignation lorsqu'une cour d'appel a acquitté le gendre du président de la République Jules Grévy, trafiquant en Légions d'honneur. Sous le régime de Vichy, les choses étaient claires et nettes : les magistrats devaient prêter serment d'obéissance au maréchal Pétain, lui-même dévoué collaborateur de l'occupant nazi. Pour ne courir aucun risque de rébellion des juges, le général de Gaulle, lui, a fait comparaître les soldats perdus de l'Algérie française devant des magistrats, non pas assermentés mais triés sur le volet de la discipline.

Arrive, tout naturellement, un moment où les juges ont à cœur de retrouver leur dignité bien endommagée par les convulsions de l'histoire. Ils y sont d'autant plus enclins que le pouvoir leur a accordé (inconsidérément ?) le droit de se syndiquer et de parler. La première fois que j'ai vu un garde des Sceaux nargué par un juge, c'était sous le règne de Giscard. Le ministre s'appelait Lecanuet et le juge Ceccaldi : celui-ci, en charge à Marseille d'une affaire d'ententes illicites entre des compagnies pétrolières, a eu l'idée folle d'inculper les dirigeants de ces sociétés. Sur-le-champ, le ministre, pour l'éloigner du marigot marseillais, l'a bombardé procureur à Hazebrouck. Le promu n'avait manifestement pas l'envie de jouer *Bienvenue chez les Ch'tis*. Il a été soutenu dans sa résistance par son syndicat et par le maire socialiste de Marseille, Gaston Defferre. C'est Lecanuet qu'il a fallu déplacer : il a été nommé ministre du Plan, c'est-à-dire de pas grand-chose.

Le conflit congénital entre le pouvoir politique et le judiciaire m'est apparu dans toute sa cruauté lors de l'affaire Boulin. Huit jours avant sa mort (je n'ose écrire son suicide), le ministre gaulliste m'a reçu en tête à tête à l'issue d'un déjeuner, au premier étage du ministère du Travail, rue de Grenelle. C'était un homme aux abois. Avec une violence très inhabituelle dans sa bouche, il m'a décrit la persécution qu'il endurait de la part d'un de ces « juges rouges » que dénonçait son collègue de la Justice, Alain Peyrefitte : « Celui-là veut ma peau », disait Robert Boulin, dans une formule que je ne savais pas prémonitoire.

Ce juge justicier, parti en guerre contre les politiques dès le début de sa carrière, s'appelle Renaud Van Ruymbeke. Et il devait avoir plus d'un dossier politique, c'est-à-dire explosif, à traiter après celui-là. Il paraît – car il n'en a jamais fait lui-même l'aveu – qu'il a longtemps souffert du remords d'avoir été indirectement à l'origine de la mort d'un homme politique qui était, à coup sûr, honnête et désintéressé mais sans doute fragile et imprudent. De cette affaire Boulin à celle des ventes d'armement à l'Arabie Saoudite et au Pakistan, à l'origine probable de l'attentat meurtrier de Karachi, plus de trente ans ont passé mais la mansuétude à l'égard des politiques n'est pas venue au juge Van Ruymbeke avec les cheveux blancs. Le seul à avoir tenu tête au magistrat avec vigueur est Henri Emmanuelli qui a été poursuivi dans le cadre du financement occulte du parti socialiste dont il a été, jadis, le trésorier. Le 9 octobre 1992, convoqué, il a parlé plus fort que le juge, mais celui-ci a eu le dernier mot : Emmanuelli a été condamné et interrompu dans sa belle trajectoire politique pendant de longs mois. Le tableau de chasse de Renaud Van Ruymbeke est, comme on voit, relativement équilibré entre droite et gauche.

Avant son élection à la tête de l'État, Mitterrand a eu la velléité de trouver une solution au problème du rapport de la justice avec le pouvoir. Le Florentin s'était miraculeusement tiré d'affaire après le vrai-faux attentat de l'Observatoire qu'il avait monté contre lui-même : le dossier judiciaire avait subi un étouffement en règle. Il a donc mis en place un « Comité sur les libertés », qui s'est contenté de préconiser une réforme du Conseil supérieur de la magistrature afin que le président de la République et le garde des Sceaux aient une autorité sur les juges « un peu moins directe ».

Mais tout a continué au fil des alternances avec une belle régularité : durant les trente dernières années – les trente vertueuses ? –, les politiques ont été de plus en plus nombreux à connaître les auditions interminables, les gardes à vue, les condamnations, les séjours en prison et les années d'inéligibilité à se morfondre. Nombre d'entre eux, après toutes ces épreuves, sont repartis bravement à l'assaut du corps électoral : certains ont même été

réélus, en une belle absolution démocratique.

Personnellement, au cours de ma carrière de journaliste, plusieurs fois poursuivi en justice pour diffamation – et, à une exception près, toujours relaxé –, je n'ai eu qu'une fois l'occasion de rencontrer face à face un juge d'instruction. Je faisais l'objet d'une plainte du Front national ou de son fondateur. J'avais prononcé des paroles, sûrement offensantes, contre eux. Je ne me souviens plus de mes propos, mais en revanche fort bien du magistrat instructeur : j'étais accompagné de mon avocat Christian Charrière-Bournazel. Le juge était un jeune homme, blond, très blanc de peau, ce n'est pas un détail, ce qui lui donnait un air maladif. Le regard était opaque, la voix anonyme : il m'a tendu une feuille sur laquelle était dactylographiée ma chronique : « Reconnaissez-vous être l'auteur de cette déclaration ? » J'ai jeté un bref coup d'œil sur le document et j'ai dit : « Oui. Tout à fait. – Non, il faut lire soigneusement. » J'ai obtempéré. Il m'a fait observer avec une réprobation dans la voix que je me déclarais donc l'auteur des phrases manifestement désobligeantes – il pensait « indignes » – à l'encontre d'une formation politique représentative et légitime, ou de son chef. J'ai signé. En sortant, nous avons éclaté de rire, mon avocat et moi. J'ai ajouté, parlant de nos adversaires : « Ils ont bien choisi… »

Un juge, une femme, a laissé à tous les politiques qui ont eu affaire à elle des souvenirs épouvantés, c'est Eva Joly. Il paraît qu'elle usait de tous les moyens les plus raffinés pour « attendrir la viande », c'est-à-dire, dans son langage, pour arracher à ses victimes des renseignements, des noms, des aveux. Elle les faisait attendre interminablement dans un couloir, en face de son bureau, passant de temps à autre devant eux sans les voir. Quand elle les recevait, ils étaient déjà brisés. Même un vieux renard, habitué des prétoires et des magistrats comme Roland Dumas, ne pouvait, des années plus tard, citer son nom sans frissonner. Chez ses amis écologistes, sa réputation de politique est encore controversée malgré sa victoire aux primaires. D'ailleurs en France, en Espagne ou en Italie, les juges comme Di Pietro qui tentent de se convertir à une fonction élective ont de médiocres taux de réussite.

Juppé (Alain)

Il est fâché à mort avec moi. Que lui ai-je fait ? Une blague pas très fine. Lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères du gouvernement Balladur, en pleine cohabitation, il avait publié un livre intitulé *La Tentation de Venise* – tentation à laquelle il venait de s'arracher pour les ivresses dorées du Quai d'Orsay. Dans ma chronique quotidienne, j'ai dit que l'ouvrage, salué par tous les médias, ne valait pas *Mort à Venise*. Je ne suis pas sûr que les auditeurs de la première radio de France aient lu Thomas Mann. Quelques heures plus tard, un motard de la République me délivrait une carte sur laquelle le ministre avait griffonné une « cinglante » réplique me conseillant d'apprendre mon métier.

Bon. J'en ai vu d'autres. J'aurais dû en rester là. Mais j'ai acheté l'édition de poche de *Mort à Venise* que je lui ai envoyée avec ma carte sur laquelle j'avais noté : « Pour information. » Un autre motard m'a rapporté le livre avec, de la main du ministre, ces deux mots : « En retour. » Il ne m'a jamais pardonné. D'ailleurs, je ne le lui ai pas demandé.

Tout Juppé est là : non pas droit dans ses bottes, comme il l'a dit, mais raide dans ses mocassins jusqu'à l'ankylose. Les juppettes, les femmes qu'il avait nommées au gouvernement puis débarquées sans une bise ni une poignée de main, pourront le confirmer. Son mauvais caractère, sa morgue et son allergie à toute espèce d'humour lui avaient déjà forgé une solide réputation d'accident politico-industriel. Ses malheurs judiciaires et son bannissement (volontaire) au Canada n'ont pas amélioré le bonhomme.

On me dira que cette atrabile avérée n'ôte rien à ses talents politiques. « Le meilleur d'entre nous », disait Chirac, il y a longtemps. Il l'avait recruté pour ses qualités supposées de rédacteur de discours, comme jadis Pompidou l'avait été par de Gaulle pour les mêmes raisons. Mais comment ce politique de la vieille école radicale et corrézienne n'a-t-il pas, au premier coup d'œil, jugé ce brillant jeune homme impropre à une carrière publique ? On n'aura pas la cruauté de rappeler ici les déboires et avanies qu'a administrés à Juppé le corps électoral national ou bordelais.

En 2010, Sarkozy a cru utile de le faire entrer dans son gouvernement pour le réduire au silence avant la campagne électorale. Bien joué.

L

La Fontaine

Dans les discours politiques, La Fontaine occupe plus de place que Tocqueville ou Jaurès. Le 14 août 1995, certains se rappelèrent que ce jour-là marquait le trois centième anniversaire de sa mort. Mais la République resta muette et, derrière le micro où j'usais de la liberté de parole, je me mis à pester contre un État ingrat qui a pourtant la célébration facile. Comment aurait-il pu rendre hommage à ce bon M. de La Fontaine qui depuis trois siècles guide les petits Français sur le chemin de la sagesse ? Sûrement pas en collant son image sur nos billets de banque : il a eu toute sa vie des relations délicates avec l'argent. Encore moins en lui dressant une statue, ou alors à Vaux-le-Vicomte où il a connu les fêtes galantes inégalées du flamboyant surintendant Fouquet. Un discours du chef de l'État peut-être ? Oui, ce serait une revanche malicieuse pour un homme qui a tenté en vain d'attirer le regard de son roi. Mais Louis XIV, sous l'empire de la bigote Maintenon, lui reprochait ses *Contes* jugés à l'époque licencieux et lui a même longtemps barré la route de l'Académie française.

Ce jour du printemps 1995, pourtant, notre comédie politique avait de quoi ravir La Fontaine dans son Olympe. La lutte pour le pouvoir prenait un tour aigu, avec des amitiés trentenaires tout à coup transformées en haines sanglantes, des blessures, des effusions, une profusion d'épigrammes comme on appelait au XVII^e^ siècle ces méchancetés qu'un bon mot rendait ineffaçables. L'immortel fabuliste aurait trouvé son inspiration dans ces jeux, non de cour mais de basse-cour, entre le chat persan Balladur, son renardeau Sarkozy, le laboureur Chirac flanqué de son héron Villepin, et la belette Laguiller, et l'ours blanc Jospin et autres grenouilles s'essoufflant à se faire aussi grosses qu'un bœuf.

Il faut lui rendre justice, à lui qui a passé sa vie à observer le pouvoir, et ce qui va avec, la vanité, la sottise, l'aveuglement :

Magistrats, princes et ministres
Vous que doivent troubler mille accidents sinistres,
Que le malheur abat, que le bonheur corrompt,
Vous ne nous voyez point, vous ne voyez personne.

Et nos ministres des Finances, de droite, de gauche et du juste milieu, ne lui doivent-ils pas de la gratitude pour avoir, avec Perrette et son pot au lait, tenté de nous convertir à la sage économie et écarter de nous les déficits et

l'endettement ? Combien de fables ne devraient-elles pas être au programme de Sciences-Po et de l'ENA ? La Fontaine se moque de ces candidats aux élections qui bâtissent des châteaux en Espagne et vendent la peau de l'ours avant que l'animal ait été mis par terre. Aux jeunes gens qui rêvent d'un portefeuille ministériel, il adresse cette mise en garde :

Il n'est pas toujours bon d'avoir un haut emploi.
Si tu n'avais servi qu'un meunier, comme moi,
Tu ne serais pas si malade !

Nous savons bien, trois siècles, cinq rois et deux empereurs plus tard, qu'il vaut mieux rester à l'écart des princes qui nous gouvernent, comme le dit notre poète aimé, si justement que l'on se croirait au temps de Nicolas Sarkozy :

On en use ainsi chez les grands.
La raison les offense. Ils se mettent en tête
Que tout est né pour eux, quadrupèdes et gens,
Et serpents.
Si quelqu'un desserre les dents,
C'est un sot. J'en conviens : mais que faut-il faire ?
Parler de loin. Ou bien se taire.

Laïcité

Dans ma famille, il y a quelqu'un dont on ne parlait jamais, c'est Dieu : pour la bonne raison que mes parents ne croyaient pas en lui. Mon père appartenait à une communauté juive implantée en France, en Alsace et à Paris depuis la nuit des temps. Mais il était, comme ses frères et sœurs, athée, « agnostique », comme il disait parfois, et sa mère l'était même avec une espèce d'intransigeance. Du côté de ma mère, c'était, si j'ose dire, pis encore : son grand-père, un architecte parisien connu, était sans doute franc-maçon, si j'en crois le dessin des ex-libris de sa bibliothèque. Et à l'époque du petit père Combes, la passion anticléricale se portait bien.

Les deux familles de mon père et de ma mère se sont rencontrées lors de l'affaire Dreyfus. Il y a eu longtemps chez mes parents une collection incroyable d'ouvrages sur le sujet, malheureusement dispersée au fil des déménagements successifs. Mais on ne m'a jamais recommandé de les lire. Ma mère avait eu l'occasion de rencontrer le capitaine Dreyfus dans un dîner, longtemps après son séjour à l'île du Diable. Elle disait qu'il lui avait paru doux, faible et assez sot.

Lorsque les premières loi antijuives ont été publiées en 1940, mes parents, plus perspicaces que ne le fut François Mitterrand à la même époque, ont décidé de baptiser leurs quatre enfants athées. Je ne sais s'ils ont demandé son avis à mon frère aîné qui avait quinze ans à l'époque. Quant à moi, petit dernier, qui n'avait aucune idée de ce que signifiaient les mots « juif » et « athée », j'ai été soigneusement catéchisé par un gros prêtre affable qui était – je n'invente rien – curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Mon éducation

religieuse a été particulièrement réussie : quand j'ai fait ma première communion, ma mère m'a épinglé au bras une petite écharpe de soie blanche et, jusqu'au baccalauréat, j'ai été élève des écoles religieuses, chez les salésiens de Don Bosco d'abord, puis, à Paris, dans ces établissements très distingués que sont les écoles Bossuet et Gerson. En même temps, j'allais au lycée (Montaigne puis Janson-de-Sailly). Je suis donc un pur produit, nullement traumatisé ni ingrat, de la cohabitation entre les deux écoles présumées ennemies.

Il paraît que certains, dans leurs familles respectives, ont reproché à leurs parents d'avoir fait de leurs rejetons des petits catholiques de circonstance. Personnellement, je leur suis reconnaissant, même si, à l'âge adulte, je n'ai plus guère fréquenté les églises. Le moment venu, j'espère avoir des obsèques très chrétiennes, avec ces odeurs d'encens et ces grondements d'orgue qui ont émerveillé mon enfance, histoire de manifester ma gratitude à cette Sainte Mère qui m'a accueilli au moment où il y avait du courage à le faire.

On comprend que je n'ai jamais été animé d'une passion, bonne ou mauvaise, pour l'école dite libre ou pour celle, laïque et républicaine, héritée de Jules Ferry. Quand j'ai commencé à m'intéresser à la politique, sous la IVe République, c'était la grande querelle qui remplissait les pages des journaux et les comptes-rendus des séances du Parlement. Ma parole ! On pouvait croire que les guerres coloniales que nous menions désespérément étaient de seconde importance. Le feu à la poudrière, vieille de cinquante ans, avait été allumé en 1951 par un ancien syndicaliste chrétien devenu député, MRP forcément (c'était le parti officiel des confessionnaux) nommé Charles Barangé. Il était l'auteur d'une loi accordant une aide de l'État aux écoles primaires privées d'un montant généreux de trois mille francs par an et par enfant. Redoutable coup de canif au contrat communément admis, aux termes duquel « l'argent public va à l'école publique ». Et que les établissements privés se débrouillent avec le denier du culte ! Cette terrible loi Barangé, on la brandissait à chaque crise ministérielle, c'est-à-dire, en ce temps-là, fort souvent.

Puis est venu de Gaulle, avec la Ve République : la Constitution et l'Algérie ont alors mobilisé toutes les consciences. Il a fallu attendre un quart de siècle et l'arrivée des socialistes au pouvoir pour que la guerre scolaire reprenne de plus belle. La bataille a été déclenchée au début de 1983, quelques semaines avant des élections municipales, première épreuve électorale pour la gauche encore unie et qui devait se solder par un vrai fiasco.

François Mitterrand avait inscrit dans ses 110 propositions un « grand service public, laïc et unifié de l'Éducation nationale », mais j'ai toujours pensé que cette idée venait des vieux militants socialistes plutôt que de lui, l'ancien pensionnaire des frères maristes de la rue de Vaugirard. D'ailleurs, ce programme en 110 points avait été rédigé en vue d'un congrès du parti par plusieurs plumes dont celle de Jean-Pierre Chevènement. Le futur candidat

présidentiel n'aura sans doute pas mesuré les conséquences et l'impact électoral des promesses faites. Lui-même devait dire, une fois le conflit réglé sans gloire pour lui : « Je voulais bien violenter les banquiers mais pas les consciences. » Celles-ci n'ont pas été martyrisées mais épouvantées. Si le président-à-la-rose tenait tant à cette proposition, il n'en aurait pas confié la réalisation à l'ancien premier secrétaire socialiste Alain Savary, un homme qui avait tenté de lui barrer la route au congrès d'Épinay. Mitterrand, plutôt que de le bannir ou le décapiter, lui avait mis entre les mains ce portefeuille contenant l'explosive proposition.

Nos socialistes, qui ne doutaient pas, pas encore, de « changer la vie », comme Mitterrand l'avait promis, n'avaient pas prévu l'impact littéralement meurtrier du mot « liberté » accaparé par le camp de l'enseignement privé. Chaque fois que j'employais à la radio l'expression « école libre », je recevais un paquet de lettres de protestation. Il y avait notamment un élu socialiste de Franche-Comté qui m'écrivait bien une ou deux fois par semaine. Le pouvoir et en particulier le président de la République ont fait l'objet d'une hostilité haineuse. C'étaient « les assassins de la liberté ». À une ou deux reprises, Mitterrand dans Paris a essuyé des injures (comme en mai 1968) auxquelles il opposait un visage de marbre et de mépris. On m'a raconté – mais comment vérifier ? – qu'un soir, dans un théâtre, quelqu'un avait craché à ses pieds. La droite, la « bourgeoisie », comme disaient encore les socialistes, avait avalé tant bien que mal les nationalisations et le contrôle des changes. Elle brûlait de se faire entendre et l'occasion était trop belle. Le combat faisait rage sur tous les fronts. Dès janvier 1983, le consensuel secrétaire général de Force ouvrière, André Bergeron, avait pointé l'index sur les chrétiens présumés, entrés au PS dans le sillage du protestant Rocard : « Le nouveau PS, avait-il averti, serait bien inspiré d'observer avec beaucoup d'attention les membres de ce courant. » À quoi le patron de la CFDT, Edmond Maire, entré en syndicalisme en tant que chrétien affiché, avait répliqué qu'il ne lui semblait pas indispensable « de voir le diable clérical partout » !

Personnellement, j'avais mon bon laïc et mon bon catho. Le premier, c'était Jean Poperen avec qui j'avais noué des relations de confiance et de cordialité. À cette époque, il traînait une réputation d'incorrigible sectaire. Il avait encore son vieux papa qui avait passé toute sa vie à guerroyer aux avant-postes de l'école laïque. Mais je bénéficiais aussi de la confiance de l'archevêque de Paris, Mgr Lustiger : nous étions tous deux fils de Juifs athées, recueillis et convertis au début de l'Occupation. Cela crée des liens même si je ne me suis jamais aventuré sur le chemin escarpé de la théologie. Les socialistes ont été, au printemps 1984, abasourdis par l'ampleur des manifestations contre la loi Savary. Le cardinal-archevêque, pourtant fort prudent et même réservé, déclarait : « La liberté de l'enseignement est un droit et on ne transige pas sur un droit ! » Le ministre, le malheureux Savary, repoussait d'avance toute espèce de concession.

Le fiasco est dévastateur pour le pouvoir : il a vu se dresser contre lui,

outre la droite, une fraction de son propre électorat. Le résultat le plus tangible est d'assurer à « l'école libre » des moyens d'existence garantis par la loi. On se demande pourquoi Mitterrand, fine lame politique, n'a pas profité de l'état de grâce accordé à tout nouveau Président pour faire passer sa redoutable proposition. Peut-être n'y tenait-il pas tant…

C'en était fini de cette sempiternelle guerre scolaire ? Vous voulez rire. Dix ans plus tard, en pleine cohabitation, un député de base nommé Bourg-Broc, que rien ne signalait à l'attention de nos compatriotes, a un beau jour l'idée de déterrer une loi vieille d'un siècle et demi, que personne n'a lue, et qui porte le nom d'un ministre de l'Instruction publique de Napoléon III, le comte de Falloux.

Cette fois, la guerre scolaire est brève, non pas six jours mais quelques semaines. Elle se soldera par un retrait précipité du Premier ministre Balladur en rase campagne, avec un ministre de l'Éducation nationale centriste, François Bayrou, contraint à manger son chapeau sous les applaudissements goguenards de la gauche, président de la République inclus.

M. de Falloux n'était, grâce au Ciel, nullement sujet à des dérives laïques. Il avait pourtant inscrit dans sa loi une interdiction à l'État de financer au-delà de 10 % les investissements des écoles privées. C'est cette limitation que le sieur Bourg-Broc avait la malencontreuse idée de supprimer, soutenu dans cette pieuse générosité par son parti, le RPR, et par tout le gouvernement.

Le clan laïque organise une grande manifestation le 16 janvier 1995, jour du Seigneur. Et la levée en masse est couronnée de succès. En ce début d'année, Balladur, candidat à l'élection présidentielle d'avril, voit sa popularité fléchir et la menace Chirac se préciser. Il lui faut vite abandonner ce front : il ne laissera sur le terrain pas un seul « mort ». François Bayrou conservera même son portefeuille dans le gouvernement Juppé. Pourtant Chirac a toujours cordialement détesté ce centriste sans foi. Moralité : en politique, les comptes ne sont pas toujours réglés.

À l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, les chrétiens avec leurs écoles (les rares qui subsistent) peuvent croire tenir leur revanche. Le nouveau Président a écrit un livre en dialoguant avec un prêtre : l'ouvrage s'intitule *La République, les religions, l'espérance*. Une fois élu, il s'en va à confesse au Vatican chez le pape. Il y emmène sa troisième épouse, peut-être pour faire reconnaître le divorce par le souverain pontife. Dans des déclarations un peu jésuites, il oppose le prêtre à l'instituteur. Mais, voyez comme les temps sont devenus prosaïques, les chevaliers de la laïcité ne se manifestent plus. Ils ont disparu.

Langue

Il y a eu une vague de rires dans la salle des fêtes de l'Élysée lorsque le général de Gaulle a prononcé ces mots : « Dante, Goethe, Chateaubriand

appartiennent à toute l'Europe dans la mesure même où ils étaient, respectivement et éminemment, italien, allemand et français. Ils n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit, en quelque espéranto ou volapük intégrés… »

Ah, ce volapük ! … Sur le moment, on a bien cru que le Général badinait et qu'il avait inventé ce mot pour amuser la galerie. On était le 15 mai 1962, aux dernières heures de la guerre d'Algérie, et il fallait bien trouver des motifs de distraction alors que les extrémistes de l'Algérie française, l'OAS, tentaient une dernière fois de mettre le pays à feu et à sang. Nous, l'auditoire, étions persuadés que ce « volapük » était le fruit de la verve imaginative du président étoilé. Nous ignorions qu'il s'agissait d'une langue à vocation universelle inventée, construite, codifiée en 1879 par un prêtre catholique de Baden nommé Johann Martin Schleyer. De Gaulle nous avait bien roulés.

Sur le moment, ce volapük-là a eu un effet dévastateur. Furieux de voir ainsi la foi européenne tournée en dérision, les centristes du MRP se sont empressés de quitter le gouvernement, sur les pas de leur chef de file, l'Alsacien Pflimlin surnommé « Petite Prune », ancien chef d'un éphémère et dernier gouvernement de la défunte et honnie IV^{e} République. Lui aussi devait penser qu'il n'y avait pas plus de volapük que de beurre en broche. Du reste, après un certain succès en Europe au début des années 1880, l'inventeur de cette langue en avait refusé une simplification grammaticale. Du coup, le dernier congrès des volapükiens, en 1887, avait été un bide, et le mot, qui devait tant faire sourire, soixante-quinze ans plus tard, partisans et adversaires du Général, rayé de la carte. Il a fallu attendre une quinzaine d'années après cette fameuse conférence de presse pour que Borges, dans son *Livre de sable*, fasse connaître aux lettrés du monde entier le volapük « qui veut exploiter toutes les possibilités linguistiques en déclinant les verbes et en conjuguant les substantifs ». Mais de Gaulle était mort et enterré.

Entre-temps, son combat contre la disparition des patries dans un « machin » européen n'avait plus de raison d'être : Pompidou avait fait entrer le loup britannique dans la bergerie, avec son insupportable odeur yankee, et l'Europe se mettait à parler anglais, parfois même avec l'accent américain.

Ce n'est pas faute, pour nos dirigeants, de mener une croisade héroïque pour la défense de la langue française assiégée. On a régulièrement envoyé dans les instances européennes de Bruxelles des hommes allergiques à l'anglais tels que MM. Delors, Barrot, Barnier. François Mitterrand ne parlait que français, d'ailleurs un français classique, légèrement suranné, fleurant vaguement son Stendhal, tel que nos politiques ne l'emploient plus aujourd'hui de peur d'être accusés de ringardisme. Le président-de-gauche a même poussé l'audace jusqu'à nommer à une ou deux reprises un secrétaire d'État à la Francophonie dont, faute de place, ce livre ne peut donner le bilan.

Sérieusement, rendons grâce à Mitterrand. Il a été le dernier de nos princes à honorer, sans effort, la langue française tant à l'oral qu'à l'écrit. Par une bizarrerie inexplicable, c'est un président de droite, Nicolas Sarkozy, qui se permet de parler le langage des banlieues (« Casse-toi, pauv'con… ») et voue l'une de nos plus belles plumes, Mme de La Fayette, aux poubelles de la pédanterie.

Parmi nos politiques, misère ! il n'y a plus guère qu'un Édouard Balladur pour s'exprimer dans une langue telle qu'on l'aime à l'Académie française. À gauche et à droite, pour les échanges ordinaires et quotidiens, on utilise le SMS, d'une grammaire et d'une syntaxe autrement plus faciles que le regretté volapük.

Langue de bois

Elle a mauvaise presse, même chez ceux qui la pratiquent tout en s'en défendant. Moi, j'adore. Bien délivrée, c'est du Jean-Sébastien Bach, la sérénité, la majesté, le savant agencement des sons et des nuances.

À qui la palme ? Les communistes l'apprennent dans leurs écoles de militants. Ils ont le vocabulaire adéquat puisé dans Marx, Engels et *tutti quanti*. Ils vous l'assènent avec une efficacité redoutable, sans reprendre leur souffle ni buter sur les mots.

Mais le Paganini de la langue de bois, ce sera à jamais Jacques Chirac. Qui pourrait oublier sa façon de dire « Cela va de soi » en soulignant ces mots d'un cercle formé du pouce et du majeur ?

Depuis Marchais jusqu'à Baroin, cette langue a subi, naturellement, des évolutions. Au fil du temps, elle s'est faite plus modeste, moins agressive. La nouvelle génération politique formée à Sciences-Po et parfois même à l'ENA en donne une version savante privilégiant la logique. C'est une langue de bois faite pour le numérique et non pour les meetings en plein air.

Ce sont les pays de l'Est qui ont donné à la langue de bois ses lettres de noblesse. Il paraît qu'elle existait en Russie bien avant Staline : c'était la

langue des bureaucrates décrits par Gogol, qui siégeaient derrière des bureaux en bois de Sibérie. De nos jours, on enseigne la langue de bois aux nouveaux élus. Souvent, ce sont des journalistes de télévision qui sont professeurs et arrondissent de cette façon leurs fins de mois. Car c'est devant les médias audiovisuels que cette langue est couramment utilisée. Elle permet de répondre du tac au tac à des questions souvent posées dans le même langage.

Mais arrêtons là où je vais finir par en dire du mal.

Larmes

En politique, il n'y a que des larmes de crocodile. Encore faut-il ne pas en abuser : le public, pas dupe, est rarement ému. Il y a eu de vilains ricanements lorsque François Mitterrand, le 17 octobre 1982, a joliment pleuré sur la dépouille de Pierre Mendès France. Ce n'était qu'un prêté pour un rendu, PMF avait donné l'accolade, en sanglotant un petit peu, au président socialiste le jour de son entrée à l'Élysée. Les deux hommes n'ont cessé, tout au long de leur carrière, de se détester, de se mépriser et d'échanger de vilains coups de pied sous la table.

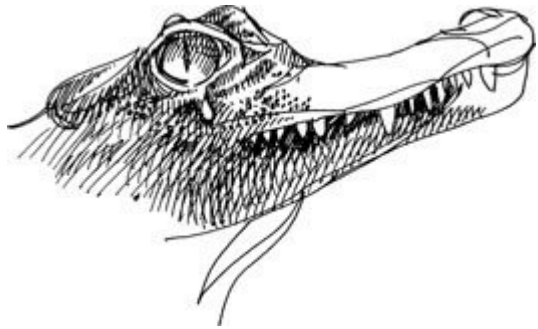
Mais si la question ne se pose pas pour Mitterrand, on peut se demander si Mendès France n'était pas sincère en versant des larmes sur l'épaule de son éternel rival. Ou alors il faudrait y voir du dépit, de la rage face au couronnement d'un homme qu'il considérait comme un politicien sans foi ni loi. Mendès, il est vrai, avait la larme facile. Christian Fouchet, qui fut son ministre sous la IV^e^ République, m'a raconté sa stupéfaction lorsque, au Conseil des ministres, à l'Élysée, il avait vu le chef du gouvernement éclater littéralement en sanglots à l'annonce par les ministres gaullistes de leur démission. Mais c'était là peut-être la manifestation d'une vertueuse fureur.

Les larmes à la télévision font un spectacle de choix. Mais il faut pouvoir tout à coup, sans crier gare et sans un quelconque additif pharmaceutique, faire rouler de belles gouttes le long de la joue. Valéry Giscard d'Estaing, à quatre-vingts ans bien sonnés, a fait le coup après la sortie de son roman rose. Il pleurait non sur l'insuccès de son bouquin mais sur le jugement lapidaire porté tant par les critiques que par les lecteurs. Comme on lui demandait si sa femme Anne-Aymone avait bien pris la plaisanterie – dans le livre l'épouse du président de la République a le sale rôle –, le remords a provoqué cette sortie lacrymale. Mais comme les téléspectateurs sont une race cruelle, ils ont attribué ce trop-plein d'émotion à la sénilité.

Sans en tirer de conclusion malencontreuse, je constate qu'en politique les vraies larmes, celles qui ne prêtent pas à sourire, sont l'apanage des dames. On a vu quelques gouttes ruisseler sur le visage de Simone Veil à la fin de son combat à l'Assemblée sur l'interruption volontaire de grossesse. Mais la ministre a affirmé qu'il s'agissait de fatigue. Autre ministre de la Santé, Michèle Barzach a versé des larmes de rage lorsque Jacques Chirac l'a

évincée du comité directeur du RPR. Quant à Christine Boutin, vilainement malmenée par les machos socialistes parce qu'elle s'était auparavant opposée au Pacs, elle a reçu d'eux, le lendemain, un petit bouquet en guise d'excuses.

Au total, le bilan des larmes versées en politique est donc des plus maigres. Dans cette guerre sans dentelle, il vaut mieux avoir l'œil et le cœur secs.



Libido

Un candidat présidentiel est aussi irrésistible que Zidane ou Johnny. Et comment résister à ces voix énamourées qui scandent votre nom, ces bras qui se tendent vers vous pour vous étreindre, ces lèvres qui s'arrondissent pour vous promettre : « On est avec vous ! Comptez sur nous ! »…

Tous les candidats présidentiels ont-ils une sexualité débridée ? Faut-il être un grand séducteur pour prétendre franchir la grille de l'Élysée ? Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy tous nos « Grands Élus » nous ont habitués à des hommes qui aimaient les femmes. Ne parlons pas de Strauss-Kahn, ancien futur candidat aux primaires socialistes dont chaque jour, on apprend d'anciens-nouveaux ravages.

J'ai toujours pensé qu'avec son hémicycle de velours rouge, notre Palais-Bourbon ressemble à une immense maison de rendez-vous où l'amour occuperait plus de place que les amendements législatifs. Les parlementaires sont environnés d'un essaim de jeunes femmes, ardentes, ambitieuses en escarpins, collants noirs et mini-jupes : journalistes, attachées de presse, assistantes parlementaires, fonctionnaires des commissions. Il flotte dans les couloirs austères de l'Assemblée comme une odeur d'amour, le bruit de chuchotements et de frôlements…

L'ancien chef de la diplomatie américaine Henry Kissinger a énoncé là-dessus des théories et toujours affirmé que l'exercice du pouvoir est « érogène ». C'est un incroyable corps à corps entre un homme qui symbolise la puissance et des femmes en proie à une « véritable hystérie ».

C'est un des agréments de la vie politique, par ailleurs pleine d'aléas, de favoriser ces amours, brèves, furtives dont il ne restera nulle trace. Enfin en principe. Les péripéties de Clinton avec l'attachée de presse-stagiaire Monica sous le grand bureau de la Maison-Blanche ont fait le tour du monde. Mais

elles confirment qu'une fois au pouvoir les présidents sont tout aussi préoccupés d'assouvir leurs appétits sexuels que de remplir leurs belles promesses électorales.

En campagne, on a l'impression que cette libido se débride tout à fait. Une campagne, c'est la vie politique vécue à l'extrême. Une épreuve physique. Exaltante. Une course entre deux étapes en auto ou en avion vers le prochain meeting. Un marathon aphrodisiaque.

Et dès que le candidat descend de voiture, des mains qui se tendent par-dessus les barrières qui tentent de les canaliser. Et par-dessus les mains, des visages de femmes éperdues d'émotion qui scandent des slogans et n'implorent qu'une chose : que le candidat les embrasse. « Un rendez-vous électoral, c'est un rendez-vous d'amour » a assuré un jour Roselyne Bachelot lorsqu'elle était porte-parole du candidat Chirac. Elle en a suivi de nombreux dès l'enfance lorsque son père était député. Que dire des salles des fêtes chauffées à blanc, des chapiteaux bondés, de ces foules vibrantes au milieu desquelles le candidat a du mal à se frayer un chemin. Devant l'estrade, ce sont des centaines de fans en tee-shirt qui crient leur enthousiasme chaque fois que leur candidat lance à la tribune : « Moi avec vous, on va gagner ! » Les publicitaires ne se trompent pas en conseillant aux candidats de parler de passion.

Nul besoin d'être grand expert pour affirmer que la première condition pour aspirer au pouvoir, c'est le désir. Toutes sortes de désirs. Auxquels, comme Don Juan, nos candidats ont du mal à résister. J'ai vu un jour François Mitterrand s'adresser dans une salle des fêtes de la banlieue parisienne à quelque deux cents personnes. Tandis qu'il débitait son discours habituel, son regard balayait l'auditoire pour repérer sa proie. Ce jour-là, il s'agissait d'une grande brune. La réunion s'achevait par un vin d'honneur. Je ne sais pas comment l'affaire s'est déroulée. Mais j'ai vu l'heureuse élue monter dans sa voiture avec Mitterrand… Pharmacienne ou libraire peu importe, il y a toujours en fin de journée un moment où « la groupie » tout émue d'être présentée à son idole (Mitterrand ou un autre) fond en sentant le regard de flibustier de son grand homme l'évaluer en connaisseur…

Les nuits à l'hôtel sont des occasions rêvées. C'est facile les grands hôtels. Ni vu ni connu. Seule la sécurité sait qu'une fille vient de sortir de la chambre du candidat. Un jour, lors d'un congrès RPR, les journalistes ont fait une plaisanterie à une jeune débutante. Elle rêvait d'une interview exclusive de Jacques Chirac. Le soir, un de ses collègues lui a dit : « Voici le numéro de la chambre de Chirac, il te recevra à 22 h 45. » Le lendemain, les auteurs de la plaisanterie s'attendaient à de véhéments reproches. Rien. Pas un mot. Elle avait eu ce qu'elle croyait être son exclusivité. Certaines amazones prenant leurs informations indifféremment à droite comme à gauche, affichent des tableaux de chasse éblouissants. Parfois le héros est fatigué de passer ainsi de l'une à l'autre. « Trois minutes douche comprise » n'est pas une légende. Et l'élue d'un soir se retrouve bien déçue !

Mais on sait qu'il y a eu aussi à partir de ces brèves rencontres dénuées de sentiment, de vraies amours, d'authentiques passions.

On ne compte d'ailleurs pas le nombre de politiques vivant en couple avec des journalistes. Et c'est là aussi un changement. Désormais, la compagne – qui sait très bien à quoi s'en tenir –, redoute plus que tout de laisser son candidat seul un soir de meeting, de congrès, de fête de la Rose, de séance de nuit à l'Assemblée… Il y a tant d'occasions !

Les femmes politiques sont-elles à l'abri de ces tentations. Égalité des sexes oblige, elles ne sont pas toutes indifférentes aux beaux garçons même si elles n'ont pas la voracité de Catherine II de Russie. Car, pour être débridées, les amours des politiques ne sont jamais sanglantes.

Luxembourg 1

Le grand-duché de Luxembourg a fait longtemps les nuits blanches de nos Premiers ministres et présidents de la République. Non pas à cause du secret bancaire qui y règne en maître absolu mais de cette Radio-Luxembourg devenue RTL qui faisait entendre sa parole impertinente et parfois venimeuse sur l'ensemble du territoire français.

Tous les présidents de la V^e^ République ont tenté de la faire taire. Certains y sont parvenus. Mais cette radio était, comme son nom l'indique toujours, luxembourgeoise et jusqu'en 1997 sous tutelle du grand-duché.

Valéry Giscard d'Estaing, le premier, se met donc en tête de nommer un de ses amis, Philippe Grumbach, patron de RTL. Mais nous venions de créer, Roger Priouret et moi, une Société des rédacteurs, chargée de défendre notre indépendance, comme il en existait déjà dans certains journaux.

Évidemment, Priouret s'oppose à ce choix d'un homme trop giscardien : « Pas question ! » Ni une ni deux, nous faisons savoir au gouvernement luxembourgeois que « la rédaction » risque de manifester son hostilité à cette nomination : branle-bas de combat au grand-duché où RTL, considérée comme un des joyaux de la « couronne » luxembourgeoise, n'a jamais protesté ni revendiqué.

L'affaire tourne court. Le président de la République trouve une autre fonction pour Grumbach et se met en quête d'un nouveau patron pour RTL. Mais Giscard a toutes les peines du monde à s'incliner devant cette autorité luxembourgeoise qui lui paraît sans doute folklorique. Il prend son temps avant de finalement proposer un de ses anciens collaborateurs au ministère des Finances. Nous refusons en bloc. Pourquoi avons-nous exprimé notre hostilité à cet homme distingué, diplômé, bien sous tous rapports ? L'histoire Grumbach nous est montée à la tête et nous sommes désormais bien décidés à rejeter tout homme du Président. Giscard repart en chasse.

Le grand-duc de Luxembourg est alors en visite officielle à Paris avec au programme un concert au théâtre des Champs-Élysées. J'enfile mon smoking pour rencontrer à l'entracte le Premier ministre luxembourgeois Gaston Thorn

qui s'est toujours passionné pour RTL : « C'est Farge », me glisse-t-il entre deux portes. « Qui ? » « Giscard a choisi un nommé Jean Farge. » Encore un inspecteur des Finances, sans doute très compétent mais à nouveau, nous décidons en chœur de dire « Niet ».

Troisième blocage : cette fois on frise l'incident diplomatique. Le gouvernement du Luxembourg est vexé d'être traité par l'Élysée comme un vulgaire conseil général. La situation est sérieuse et nous avons l'impression de jouer les apprentis sorciers. Finalement, Giscard propose l'ancien directeur du cabinet du ministre de la Culture Jacques Duhamel, un conseiller d'État nommé Jacques Rigaud.

Cette fois nous n'avons plus la possibilité de monter à l'assaut.

Mais nous n'en avons pas fini avec le pouvoir. Mitterrand qui succède à Giscard veut exercer une autorité que le grand-duché lui conteste. Un matin, je suis « convoqué » par Jacques Rigaud, non dans son bureau de la rue Bayard mais dans un autre qui lui a été attribué au musée d'Orsay. Les conseillers d'État ne font pas les plus fins diplomates. De but en blanc, le patron de RTL m'annonce que le directeur de cabinet du président de la République, André Rousselet, exige mon départ à Washington pour l'automne.

Bon ! J'use de la seule arme dont je dispose. Je donne une interview pour m'indigner de cette chasse aux sorcières qui me frappe.

Et j'attends que Jacques Rigaud me donne mon congé. Il n'en fait rien. Il en sera bien mal récompensé : quelques années plus tard, c'est lui qui est menacé par l'Élysée d'être remplacé par un mitterrandien pur sucre. J'ai alors fait une chronique enflammée à RTL et averti le gouvernement luxembourgeois que, dans cette hypothèse, la radio ferait grève.

Une menace naturellement démesurée… Jamais le moindre arrêt de travail ne s'est produit dans la radio et surtout pas pour des raisons politiques. Toujours est-il que le protégé de François Mitterrand, M. Pomonti, n'a pas pris la place de Jacques Rigaud.

De tous les Premiers ministres luxembourgeois auxquels j'ai fait appel

en dernière urgence pour me protéger des oukases élyséens, je garde un souvenir attendri de M. Werner, un ancien banquier qui a donné son nom à un plan monétaire une douzaine d'années avant l'euro. Il m'avait donné rendez-vous, chez lui en plein centre de Luxembourg. Il habitait un pavillon fort modeste, avec un petit jardin plein de fleurs. Quand je suis arrivé, il taillait ses rosiers et tous les passants le saluaient en se découvrant et en lui souriant.

Quand je lui ai raconté que le gouvernement français souhaitait me réduire au silence, il a levé les bras au ciel : « Grands dieux ! Moi qui n'ai jamais réussi à faire taire un journaliste luxembourgeois. » Et il a posé son sécateur, outré.

En 1996, la Compagnie luxembourgeoise est passée aux mains du groupe allemand Bertelsmann et l'autorité tutélaire du gouvernement luxembourgeois a pris fin. J'ai pensé alors que l'indépendance de la radio, la liberté dont j'avais bénéficié depuis près de trente ans ne seraient plus garanties. Me suis-je trompé ? Si c'est le cas, tant mieux. Mais il est juste de reconnaître que la réussite régulièrement affichée de la « Première radio de France » doit beaucoup aux Premiers ministres du grand-duché qui l'ont toujours aidée à tenir tête avec courage aux abus de pouvoir de nos Présidents.

Luxembourg 2

Le Sénat est domicilié, fastueusement, dans ce palais du Luxembourg où Marie de Médicis voulait recréer à Paris les fastes florentins du palais Pitti et des jardins de Boboli de son enfance. Elle y a fait venir Rubens et elle tempêtait parce que les moines refusaient de lui vendre quelques arpents qu'elle convoitait pour créer fontaines et terrasses toscanes.

Et comme l'insatiable mère de Louis XIII, la seconde assemblée de la République n'a de cesse d'embellir et d'agrandir son domaine et a racheté plusieurs immeubles voisins pour loger de nouveaux bureaux. Ce n'est pas que les sénateurs sont des bourreaux de travail mais ils ont à leur disposition une armée d'administrateurs, parmi les meilleurs de la République, qui leurs mâchent la besogne. Le palais a été modernisé mais n'a pas manqué de rehausser ses dorures. Il conserve toujours ses courts de tennis et son restaurant très couru. Cette Haute Assemblée, fort riche, dort sur un volumineux magot dont elle ne reverse rien au Trésor public.

La présidence du Sénat est ardemment convoitée en raison de ses avantages matériels considérables. Le scandale de son train de vie a éclaté il y a quelques années, lorsqu'on a appris que le président du Sénat, Christian Poncelet, s'était fait attribuer pour son usage privé un grand appartement donnant sur les jardins du Luxembourg alors que le palais du Petit Luxembourg – où était domicilié Richelieu lors de la journée des Dupes – lui est dévolu.

Parmi les agréments, liés au mandat de sénateur, il y a les voyages dits d'études particulièrement nombreux et lointains qui se déroulent dans des

conditions de grand confort. *Le Canard enchaîné* s'est longtemps fait un plaisir de les détailler.

Edgar Faure, qui a occupé les plus hautes places de la République, a passé les dernières années de son existence au Sénat : « C'est, disait-il, une maison de retraite unique au monde. On vous y donne tout ce que vous souhaitez et on ne vous demande rien. Il suffit d'assister à cinq ou six séances dans l'année. »

Tous les sénateurs que j'ai connus étaient ou sont placides, sages, comblés…

Un siège au Luxembourg est un bâton de maréchal, le juste salaire d'une zélée carrière politique. Mais aujourd'hui, tous les députés, à droite, à gauche et même les Verts comme Dominique Voynet ou Marie-Christine Blandin, réclament un siège de sénateur. Car on est élu sénateur au scrutin de liste, c'est-à-dire en fait qu'on est sélectionné par son parti. La campagne est moins sportive qu'à l'Assemblée, le travail de tout repos.

Autrefois le mandat pouvait être de neuf ans. Il a été raccourci à six ans mais à moins d'avoir tué sa voisine ou cambriolé une banque, on n'accomplit jamais un seul mandat. Douze ans d'une vie de sénateur, on comprend que tant de politiques en rêvent.

Machisme

En voilà une surprise : un dictionnaire qui n'est nullement amoureux nous révèle qu'il s'agit d'une idéologie. Comme le marxisme ? N'est-ce pas plutôt une maladie, comme le racisme ? Mais je crois comprendre la raison de cette interprétation : le machisme est fort répandu chez nos hommes politiques français. Dans leur grande majorité, ils raffolent pourtant des femmes. Surtout pour un dîner aux chandelles, et plus si affinités. Mais ils ne veulent pas les voir traîner dans leurs plates-bandes.

La première victime reconnue du machisme, dans notre histoire moderne, est Simone Veil. Elle était, en 1974, ministre de la Santé dans un gouvernement Chirac, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Avant elle, il y avait bien eu une femme ou deux dans un gouvernement, mais toujours sur des strapontins. C'est la loi sur l'avortement qui a provoqué au Palais-Bourbon un déferlement machiste sous lequel l'aura de l'ancienne déportée Simone Veil a bien failli sombrer. L'examen d'une loi révolutionnaire et impie, condamnée par le Vatican, a permis à certains députés de montrer leur vraie nature.

La députée du Var, Yann Piat, a, elle, payé de sa vie son tribut au machisme. Quand je l'ai connue à la fin de l'année 1993, elle avait été exclue depuis six ans du Front national, réélue cette année-là sous la bannière de la droite giscardienne tenue alors par un autre député du Var, François Léotard. Bien que n'étant pas sensible aux attraits de l'extrême droite néofasciste, je m'amusais beaucoup aux récits qu'elle me faisait des réunions de soudards lepénistes auxquelles elle avait pu assister naguère à condition d'être muette.

C'était ce que nous appelons, avec un zeste de machisme, une brune

piquante, fine, vive, ensoleillée. Il y avait du rire dans sa voix et de la joie au fond de ses yeux. Je me demandais ce qu'elle était allée faire dans ce cirque de fauves politiques et en particulier au Front national où, pendant dix ans, elle a siégé parmi les cadres parce que « Jean-Marie, disait-elle, la traitait un peu comme une fille supplémentaire, la moins disciplinée… ».

Elle était particulièrement drôle lorsqu'elle me racontait les misères que manigançait contre elle une caricature de macho, le maire d'Hyères, un nommé Ritondale appelé « Riton » dans son canton. Ce fils de paysans calabrais promenait partout la panoplie du mafioso des années 30, costume à larges rayures, chaussures bicolores, chevelure teinte et passée à la gomina. Yann Piat, qui menait combat contre la drogue et contre la criminalité ordinaire, était la « bête noire du Riton », disait-elle en riant. Sérieusement, elle était gênante pour les notables, les promoteurs et les commerçants de ce morceau de Côte d'Azur car elle avait déclaré la guerre aux trafics, détournements et rackets qui y faisaient la loi. Le Riton était son adversaire direct et local, mais il n'était qu'un maillon d'une chaîne de la délinquance immobilière dont le « parrain » dans le département s'appelait Arrecks, sénateur-maire de Toulon, qui, plus tard, sera incarcéré et sévèrement condamné.

Personne ne pouvait imaginer que la croisade de Yann Piat lui coûterait la vie. Quand on a appris qu'elle avait été assassinée, j'ai été frappé de stupeur. J'avais dans l'oreille son rire clair et chantant. Hélas ! Il m'a fallu constater que sa mort n'a pas trop ému le monde politique. On était à deux mois de l'élection présidentielle, en plein baroud entre chiraquiens et balladuriens. À l'Élysée, le président de la République réservait ses ultimes forces à retarder l'heure de la mort. Un député de droite, élu du Midi, m'a expliqué que la politique était une affaire trop sérieuse, trop dangereuse, pour laisser les femmes s'en approcher.

Après cette tragédie, le machisme est devenu une maladie honteuse. Diverses lois ont été pondues pour en préserver les femmes. Mais au Parlement et dans les assemblées locales, les représentantes de ce que je n'ose appeler le « beau sexe » continuent d'être traitées en intruses et presque en usurpatrices.

Ségolène Royal, en 2006-07, Rachida Dati, les années suivantes, et, souvent, Martine Aubry se sont employées habilement à se faire passer pour victimes du machisme. Les femmes ont compris qu'il y avait là un bon filon. Mais, gardant le souvenir de Yann Piat, je ne peux m'empêcher de penser que cette exploitation est abusive.

Maîtres

De nos jours, les médias sont dirigés par des hommes de chiffres dont la première obligation, portable ou calculette à la main, est de veiller au « retour sur investissements ». Il n'y a pas si longtemps, quand un ou une jeune

journaliste se présentait à la porte de RTL, on lui demandait s'il avait lu *Choses vues* de Victor Hugo. C'est un ouvrage d'initiation à la politique dont j'ai pris très tôt de la graine : au début, Hugo est dans une opposition forcenée à Napoléon-le-Petit. Il choisit même l'exil pour être éloigné de ce pouvoir qu'il hait avec délectation. Puis il change, il regarde cet empereur avec de plus en plus d'intérêt et finira couvert d'honneurs, parlementaire à vie. Moralité : en politique, il n'y a pas d'attitude qui soit irrémédiable.

Comme maître ou modèle, à Victor Hugo je préfère Saint-Simon. Je l'ai lu quand j'étais dans les montagnes d'Algérie pour une guerre dont le gouvernement nous affirmait qu'elle était dans son dernier quart d'heure – et qui devait durer encore six ans. Je lisais Saint-Simon (en quatre volumes) à l'heure de la sieste car nous étions logés dans des tentes et il n'y avait pas de lumière le soir. Une grenouille, sur mon ventre, partageait le plaisir de ma lecture. Sa palpitation s'accordait à ma respiration. C'était une condition insolite mais sûrement idéale pour déambuler dans la cour de Louis XIV. Comme toutes les cours se ressemblent, Saint-Simon m'a été d'un très grand secours lorsque j'ai eu à observer celles de la V^e^ République. J'ai conservé le Saint-Simon que je lisais alors et je ne peux le regarder, près de mon lit, sans songer à la petite amie si confiante qui prenait garde de ne pas perturber la lecture de ce maître et duc qui n'a jamais plié devant le Roi-Soleil.

Le *Bloc-notes* de François Mauriac est une autre référence obligée pour un journaliste politique. Encore que, sur la fin, son admiration éperdue pour de Gaulle est un mauvais exemple pour ceux qui se piquent d'indépendance. Pourtant, même dans l'idolâtrie, Mauriac ne pouvait s'empêcher de se moquer, de mordre, de protester. C'était, grâce à Dieu, sa nature. Sans doute savait-il qu'il n'était pas doué pour ce genre de culte : le livre qu'il a écrit sur le général de Gaulle est un des plus insipides qu'il ait publiés.

J'ai rencontré deux autres gaullistes incontestables mais bien moins inconditionnels. Le premier était Romain Gary. Il représentait tout ce que j'aime : la folie slave et une écriture merveilleusement française. Il avait été consul à San Francisco et venait d'écrire *La Promesse de l'aube*. J'étais tellement ébloui que je lui ai écrit pour lui demander de l'adapter au théâtre. Il m'avait donné rendez-vous dans un café de l'île Saint-Louis. Quand il parlait de sa mère et du Général, il avait la même affection moqueuse. Sa mère qui avait conservé un accent russe qu'il imitait lui avait prédit un destin fabuleux : « Tu seras ambassadeur de France et académicien comme Victor Hugo. » Il n'avait jamais pu la convaincre que Victor Hugo n'avait jamais été ambassadeur. Mais enfin comme consul tous les espoirs étaient encore permis. L'habit vert aussi.

Emmanuel d'Astier n'avait pas seulement une plume élégante et précise pour faire vivre ses personnages à la manière de Saint-Simon. Il était si beau qu'il suffisait de le rencontrer pour tomber sous son charme, les femmes comme les hommes. C'était un aventurier, un corsaire égaré sur la terre ferme. Gaulliste de la France libre, il était un compagnon de route du parti communiste et avait dirigé le journal *Libération* que le PC subventionnait. Libération, c'était le nom du réseau de résistance qu'il avait créé.

Je l'ai rencontré alors que j'écrivais un livre sur Gaston Defferre. Il m'a raconté la fin de l'Occupation à Marseille. Une demi-douzaine d'hommes avait pris possession du journal local contrôlé par la milice de Vichy juste en exhibant un revolver. À la fin de la guerre, le Général l'a nommé ministre de l'Intérieur.

Quelle histoire que sa vie : il avait épousé la fille d'un des premiers ambassadeurs d'Union soviétique en France, Krassine. Mais plus que la politique, c'est l'écriture qui l'occupait. Tous les journalistes devraient s'inspirer de son livre *Les Grands*, avec des portraits de Staline, Churchill, de Gaulle… qu'il s'obstinait à admirer tout en les détestant un peu. À la fin de sa vie, il a encore créé un journal, *l'Évènement*. C'était, disait-il, la seule profession qui lui semblait estimable.

Comme ces hommes qui ont eu une existence brûlante, il est mort avant d'être vieux, terrassé.

J'ai moins connu, moins aimé, mais autant admiré Maurice Clavel. Encore un gaulliste repenti sur le tard comme Gary et d'Astier. Il s'est illustré pour avoir claqué la porte d'une émission de télé à laquelle il participait en lançant à ses contradicteurs : « Messieurs les censeurs, bonsoir… ! » Cette sortie était à l'époque le comble du courage et de l'audace. Du reste, je n'ai pas connu depuis beaucoup d'exemples d'une telle insolence. Clavel était à la fois journaliste et politique.

Il croyait lui aussi, du moins il a longtemps cru, qu'on pouvait être

gaulliste et de gauche. Tout au long du dernier siècle, nous avons eu des gens réputés lucides, intelligents, supérieurs, qui se sont ainsi bercés d'illusions, qui ont passé leur vie à poursuivre des chimères. Bien plus intéressants en fin de compte que les sceptiques, euro ou franco.

Manquement

Entourée d'une brigade d'experts, de conseillers, de collaborateurs, Michèle Alliot-Marie a fait figurer ce joli mot de « manquement » comme une cerise sur l'amer gâteau de sa démission. Mais au moment de l'imprimer sur l'écran de son ordinateur, elle a eu comme un scrupule : « J'ai le sentiment, écrit-elle, de n'avoir commis aucun manquement. » En réalité, ce sentiment lui est tout à fait personnel et une majorité qualifiée de Français ne le partage pas. Le sentiment général est que la ministre des Affaires étrangères doit payer ses manquements à la déontologie, à l'éthique et au devoir de vérité : ses explications, débitées à l'Assemblée nationale d'une voix impérieuse, étaient émaillées de contre-vérités, c'est-à-dire de mensonges. Vous avez dit « manquement » ? On pourrait aussi employer le mot « faute », synonyme.

Marchais (Georges)

Il a joué, avec verve et efficacité, la farce du loup-garou pendant une bonne vingtaine d'années. Ses ennemis de droite lui ont donné la réplique et l'ont ainsi encouragé. Car, malgré les horreurs dont le communisme a été coupable à l'est de l'Europe, Georges Marchais avait un côté rassurant. Un homme qui fait rire avec des répliques à l'emporte-pièce ne peut pas devenir tyran.

Au cours d'une campagne électorale, le ministre de l'Information, Alain Peyrefitte, avait cru lui assener un coup décisif en déclarant lors d'une émission de télévision : « Et vous, prendriez-vous M. Marchais en auto-stop ? » Cette question saugrenue imaginée par un gaulliste trop zélé l'amusait. En 1981, entre les deux tours de l'élection présidentielle, il s'est résolu à soutenir Mitterrand qu'il venait de torpiller rageusement pendant des années. Et devant le Comité central du parti, un peu éberlué, il a lancé : « M'avez-vous déjà vu rouler gratuitement ? » Il voulait bien laisser les socialistes tenir le volant, mais pas à n'importe quel prix.

« Taisez-vous, Elkabbach » a grandement contribué à sa popularité. Il avait pressenti, avant que les sondages le confirment, que les journalistes étaient aussi peu considérés que les députés. D'ailleurs, il mettait dans le même sac toute la presse bourgeoise, c'est-à-dire non communiste, et tous les élus du capital. Mais en son for intérieur ? Il n'était pas doué d'un humour renversant.

Il était l'interprète d'un texte écrit par d'autres, ailleurs. Et parfois, à le dire, il lui arrivait d'ânonner, comme s'il n'y croyait pas. Quand il venait à la radio ou à la télévision lancer la bonne parole, il était toujours entouré de

gardes non pas du corps mais de la langue. Longtemps, ce fut un philosophe glacial qui avait eu son heure de gloire sous la IVe République lorsque Jean-Paul Sartre lui avait fait l'honneur de l'insulter en ces termes : « Le crétin, c'est Kanapa. » Celui-là n'avait jamais pu tourner la page du stalinisme. Plus tard, il y eut le contraire, Gosnat, un colosse débonnaire qui cumulait les fonctions de trésorier du parti, de député-maire d'Ivry et de préposé aux relations avec les médias audiovisuels. Marchais n'avait nul besoin de professeurs pour répliquer à ses intervieweurs. Il disait à qui voulait l'entendre : « Peu importe la question, si je veux parler des petits pois, je parlerai des petits pois. »

Le secrétaire général du parti communiste a eu sa tragédie, si l'on ose dire, tant l'affaire faisait les délices de ses adversaires : son passé en Allemagne, pendant la guerre, comme ouvrier dans l'usine qui fournissait en bombardiers la Luftwaffe : Messerschmitt. Y était-il allé comme volontaire ou au titre du Travail obligatoire ? Ce point de détail, comme dirait l'autre, n'a jamais été éclairci.

Cette fragilité dans son *curriculum vitae* lui a valu d'être choisi par Moscou dès 1968, lorsque Waldeck-Rochet a donné des signes de faiblesse idéologique, après le printemps de Prague. Peut-être l'attention des dirigeants soviétiques a-t-elle été attirée sur Georges Marchais lorsque celui-ci s'en est pris au « Juif allemand Cohn-Bendit ». Ce mot d'auteur a dû être applaudi au Kremlin. Le Français, permanent du parti depuis 1952, aura subi toutes les formations nécessaires, notamment à l'école des cadres, et deviendra officiellement, en 1972, secrétaire général du Parti qu'il dirigeait en fait depuis trois ans.

Le bon choix. Au gré des analyses fluctuantes des dirigeants soviétiques, il se lance avec zèle dans l'Union de la gauche puis la démolit. Les Français ont du mal à suivre ? Tant pis. Il applaudit à l'invasion de l'Afghanistan par la grande Armée rouge, et, en novembre 1980, le bureau politique du parti réclame l'arrêt de l'immigration. À la veille de Noël, il félicite son camarade et voisin, le maire de Vitry, Paul Mercieca, qui, à la tête d'un commando, a mis à sac un foyer tout neuf destiné à des immigrés maliens.

C'est le début du déclin concomitant de Marchais et du PCF. Mitterrand les avale tout crus. Ils dépassent à peine les 15 % à l'élection présidentielle. Un parti communiste faible, c'est d'ailleurs la condition indispensable pour que la gauche accède au pouvoir en 1981. Quelques années encore, à traîner, avec des hauts et des bas, dans les bagages des socialistes. Mais c'est la chute du mur de Berlin en 1989 et l'éclatement de l'empire soviétique qui sonne le glas du parti français, l'un des rares en Europe à maintenir la fiction de son existence, de son influence, de son identité.

La fin de Marchais n'est pas glorieuse bien qu'il déclare, obstinément impérial, sur les marches de Matignon, que sa chute est « un mauvais pronostic ». Remplacé par le plus falot des communistes, Robert Hue, mis à la retraite – ce qui est moins douloureux que de subir l'un de ces procès avec lesquels naguère on expédiait les contestataires –, il meurt, hélas !, au moment où son parti, devenu presque un groupuscule, fait l'objet du mépris universel lors de la publication du *Livre noir du communisme*.

Je l'ai croisé deux fois vers la fin, quand s'écroulait ce monde auquel il avait voué sa foi du charbonnier. Il m'a salué avec douceur : j'en ai eu, mais oui, le cœur serré. Les meilleurs de ses camarades critiquaient le Parti sans être sanctionnés. Le PC avait rejeté le centralisme démocratique, belle machine à laver les cerveaux, mais gardait le discours, ces mots façonnés sur les tribunes depuis plus d'un demi-siècle. Lui-même était mis « à la retraite » sans aucun honneur ni récompense pour ses services aveuglément rendus.

Affront posthume : il n'a pas été digne de reposer au Père-Lachaise, près du mur des Fédérés, dans la même sépulture que les patriarches embaumés du communisme français, de Marcel Cachin à Jacques Duclos en passant par Paul Vaillant-Couturier. Mais ce panthéon des travailleurs n'est plus guère fleuri de nos jours.

Marianne

La République est une jeune femme. Pas une gamine : elle a roulé sa bosse et pris des coups. Elle est audacieuse, insolente, courageuse. Les épaules rondes, la gorge généreuse. Elle s'appelle Marianne et trône, en buste, dans toutes les mairies de France.

Elle n'a que des amis. C'est même un des miracles de la politique en France que tout le monde se reconnaisse en elle malgré la guerre civile froide gauche-droite qui ne connaît pas de trêve. Elle a été interdite de séjour, il y a longtemps, aux années noires de l'Occupation et de la collaboration. Les nazis

l'avaient chassée de sa terre natale ce qui explique largement l'amour que, depuis, tous les Français lui portent.

Je l'ai aimée dès que je l'ai aperçue dans un livre d'histoire : coiffée d'un drôle de bonnet rouge, brandissant un énorme drapeau, elle était à la tête d'une foule, à peine vêtue, presque nue. Marianne n'est jamais collet monté. J'ai adoré cet élan de tout son corps pour indiquer la route à suivre à ses compagnons. J'ai immédiatement compris que cette troupe ardente, avec son magnifique porte-drapeau, se lançait à la conquête de la liberté. J'étais enfant et, depuis, j'ai toujours réuni dans la même passion Marianne et la liberté. J'ai eu la chance d'apprendre très tôt que pour la République, pour cette Liberté, des peuples et des hommes donnent leur vie. Alors, chaque fois que je pénètre dans un hôtel de ville même de village, j'adresse à Marianne un sourire de gratitude. Peu importe le visage qu'elle emprunte : longtemps, c'était celui de Brigitte Bardot qui représentait la France dans le monde, comme la tour Eiffel et les robes de Christian Dior. Après BB, c'est notre jolie petite Corse, Laetitia Casta, qui a été Marianne, sans doute pour affirmer que l'île de Beauté appartient seins et âme à la République contrairement à ce que voudraient nous faire croire des poseurs de bombes encagoulés. Et j'aime que notre pays soit le seul au monde à s'être donné pour égérie cette femme jeune, séduisante. Et libre.

Matignon

Ce n'est pas l'étape obligée d'une destinée nationale. Ni Giscard, ni Mitterrand, ni Sarkozy ne sont passés par là. Le premier, évincé de l'Élysée par un corps électoral sans pitié, y aurait bien satisfait sa fringale de revanche, même en cohabitation avec Mitterrand. Quant au dernier, sitôt élu président de la République, il s'est employé à réduire l'hôtel Matignon au rang de simple officine, et son occupant au titre de « collaborateur » du chef de l'État. Tout désormais doit se passer sur la rive droite de la Seine, siège de la noblesse, par opposition à la rive gauche réservée au service.

Pourtant, esthétiquement parlant, Matignon dépasse l'Élysée. C'est le seul palais de la République qui ait conservé les splendeurs et les grâces de la monarchie, sans pour autant faire figure de musée. Le plus beau, c'est le parc, avec ses allées rectilignes et ombragées de part et d'autre de la pelouse, plantées d'essences rares, agrémentées d'un buisson qui a dû abriter des amours furtives du temps de Talleyrand et s'achevant à l'angle est, derrière un dernier bosquet, sur un « pavillon de musique » qui a l'air d'une invitation à la galanterie. De nos jours, il n'accueille plus que les conversations sans témoins du Premier ministre avec des adversaires politiques, des syndicalistes ou des grands patrons sulfureux.

Depuis près de trois siècles, le temps ici a suspendu son vol, et l'on ne serait pas surpris de tomber, au détour d'un corridor de Matignon, non pas sur un garde républicain mais sur un valet à la française chaussé d'escarpins à

boucle. On finit par oublier tous les éléments de décoration moderne que, depuis Pompidou dans les années 60, les occupants successifs ont fait plaquer par-dessus les boiseries à l'or fin et les trompe-l'œil.

Matignon a tout l'air d'un enfer. Ses occupants y ont laissé leur santé : certains ont pris du poids, d'autres comme Barre y ont eu des accidents cardio-vasculaires ou, comme Rocard, des coliques néphrétiques. François Fillon a souffert d'une sciatique tenace. Les obligations d'un Premier ministre de la Ve République ne sont pourtant rien auprès de celles que la IVe République infligeait à ses chefs de gouvernement. Aux tâches innombrables du pouvoir ceux-ci devaient ajouter les batailles interminables à l'Assemblée, souvent des nuits entières, et qui s'achevaient parfois par leur chute.

Curieusement, seul Balladur a gardé un excellent souvenir de Matignon, le siège de ses superbes espérances et de sa tragique désillusion. Comme la plupart des Premiers ministres disposant d'un appartement parisien, il n'y demeurait pas vingt-quatre heures sur vingt-quatre mais y donnait ses déjeuners et ses dîners qui devaient sans faute être gastronomiques et diététiques. J'y ai parfois été reçu, en tête à tête : en ce temps-là, le chef de Matignon se permettait de rivaliser avec celui de l'Élysée.

À Matignon, la durée moyenne du bail est de trois ans. Pompidou a battu tous les records en restant en place six années pleines. Encore serait-il demeuré là un ou deux ans de plus si de Gaulle n'avait profité d'un moment de fatigue pour le déloger. Le temps leur étant compté, tous les hôtes de ce bel hôtel veulent y laisser leur trace, leur marque pour la postérité. C'est ici, en 1997, que Lionel Jospin a fait avaler les 35 heures au patronat ; autre socialiste, Léon Blum y avait signé des accords de Front populaire avec les syndicats qui avaient fait fuir à l'étranger bien plus que deux cents familles. Mais de nos jours, lorsque Matignon et l'Élysée appartiennent à la même tribu politique, c'est chez le chef de l'État que se déroulent les événements historiques.

De tous les palais de la République, Matignon est le plus exposé. On y respire l'air de la ville, on y entend le bruit de la rue. Inutile de prêter l'oreille pour être assourdi par les clameurs des manifestants dont les cortèges sillonnent le quartier pour venir arroser de leurs slogans les ministères de l'Éducation nationale, des Transports, de l'Emploi et de l'Agriculture, tous voisins. Dès l'aube, la cour est envahie de visiteurs, et l'on sent bien, à un certain laisser-aller dans les manières du petit personnel, que la majesté républicaine ne s'affiche pas ici.

Quand vient le jour où il faut plier bagage, tout le monde range ou brûle ses archives. Les cartons s'empilent jusqu'au perron. Selon l'expression officielle, le Premier ministre, tandis que les gardes républicains en grande tenue sont alignés de part et d'autre d'un tapis rouge, passe à son successeur ses pouvoirs.

Mais des pouvoirs, le Premier ministre en a de moins en moins, comme

si la Ve République, en prenant de l'âge, considérait Matignon comme le temple de ses nostalgies.

Mazarine

Le cardinal, parrain de Louis XIV et très mal-aimé des Français, a légué à la France un adjectif qui qualifie une bibliothèque et une rue. Mitterrand en a fait un prénom qu'il a donné à sa fille. Depuis, quelques centaines de Françaises portent ce nom, certaines sans rien connaître du personnage historique dont elles sont en somme, tout comme le Roi-Soleil, les filleules. Mitterrand a-t-il voulu rendre hommage à l'illustre bibliophile, au négociateur de paix, ou tout simplement à l'Italien amateur d'art ? Je crois plutôt que c'est au maître à penser politique, auteur présumé d'un *Bréviaire des politiciens* dont il a mis en œuvre les préceptes. Il sera tombé sur une vieille édition, sans doute en latin, au cours de ses habituelles parties de chasse dans les librairies. S'il ne pratiquait guère les langues vivantes, les pères de l'Église l'avaient initié dès son plus jeune âge au latin de la messe ou de cuisine.

De l'avis d'un expert italien, Giovanni Macchia, personne ne peut affirmer que ce livre a été réellement écrit par Mazarin, mais il est enveloppé de l'ombre du cardinal, « pénétré, dit l'universitaire, de son charme fait d'attraction et d'horreur mêlées ». Il est constitué de maximes qui, elles, sont de Mazarin, « maximes perverses, selon Saint-Simon, qui ont corrompu Louis XIV ». La première résume toute la philosophie mazarine : simule et dissimule. La course au pouvoir repose sur l'espionnage et le camouflage. L'usage incroyable que Mitterrand a fait des écoutes téléphoniques montre que, trois siècles et demi plus tard, la leçon a été bien retenue. Le cardinal avait ses espions, faisait ouvrir les enveloppes et utilisait pour sa propre correspondance tout un système de codes qui nous fait sourire aujourd'hui. Il était cupide, se moquait d'être détesté et se tenait à bonne distance des idéologies : « Tu dois avoir des informations sur tout le monde, ne communiquer tes secrets à personne mais espionner ceux des autres. Et que ta curiosité ne dépasse par la barrière de tes cils. » Le bréviaire du cardinal professe une « amoralité tranquille ». Fénelon plaignait Louis XIV d'avoir eu pour maître quelqu'un qui n'avait su lui enseigner que le soupçon, la jalousie, le mépris pour toute espèce de vertu et « la recherche des intrigants et des hypocrites ».

Mitterrand aurait donc placé sous le signe de ce cynique Italien la fille de ses amours d'automne, cette Mazarine qui a si joliment distrait la fin amère et solitaire de son règne ? On peine à le croire. Mais enfin, il y a ce prénom qui n'est pas tombé par hasard, ce salut en forme de clin d'œil au ministre qui fut le plus haï, le plus méprisé, le plus couvert de boue de notre histoire. Pourquoi ? Parce que, confondant ses finances avec celles de la France, annexant châteaux, évêchés, provinces, il avait acquis en quelques années la plus grosse fortune d'Europe. Ah, il était malin le Mazarin !

Mélenchon (Jean-Luc)

Un transfuge est toujours un Judas. Passer incontinent d'une famille à une autre suppose beaucoup d'aigreur, de dépit, de haine. Jean-Luc Mélenchon réserve à la tribu socialiste qui lui a mis le pied à l'étrier, fait de lui un sénateur, un ministre, un tribun, une acrimonie incroyablement violente. Quel compte a-t-il donc à régler, avec le PS ou avec lui-même ? Le parti de la rose lui a tracé une voie royale, a fait de lui, à vingt-sept ans, le directeur de cabinet du maire de Massy, puis conseiller municipal, adjoint au maire, conseiller général et enfin sénateur à trente-cinq ans – imaginez la tête de ses collègues de la Haute Assemblée en voyant débarquer dans les ors et la pompe du palais des Médicis ce godelureau aux allures de mauvais garçon.

J'ai toujours observé avec curiosité la brutalité de cet homme, pourtant doté d'une des plus belles prébendes de la politique. En 1994, au cours d'un congrès socialiste qui se tenait dans le Pas-de-Calais, j'ai cru qu'il allait m'agresser physiquement. Il me reprochait, en des termes incroyables, d'avoir révélé dans un livre l'existence de la fille naturelle de François Mitterrand. Il ne savait pas que le président de la République était le premier à souhaiter voir sa fille si brillante sortir de l'ombre.

Deux ou trois ans plus tard, j'ai écrit dans un hebdo un article pour m'étonner de l'espèce de terreur intellectuelle que Mélenchon faisait régner au PS. Je crois bien que j'ironisais sur son côté « vilain macho ». Il s'est plaint au journal. Je l'ai invité à déjeuner à côté du Sénat. Nous en sommes restés là.

Comme on sait, car il s'en vante, c'est en 2005, à l'occasion du référendum sur l'Europe, que de minoritaire constant et attitré au sein du PS il est devenu réfractaire. Il a alors fait campagne pour le « non » au référendum alors que le parti préconisait ouvertement le « oui ». Il fallait évidemment le sanctionner. Le premier secrétaire François Hollande n'a pas osé et devait par

la suite le regretter amèrement. Mélenchon, dont les imprécations ne dépassaient pas jusque-là le cercle des réunions socialistes, a découvert alors l'ivresse de l'audience nationale. Les médias mis au régime de la langue de bois soyeuse en vigueur dans tous les partis ont généreusement accueilli cet imprécateur banlieusard qui cultive l'indiscipline avec jubilation.

Il a alors suivi la pente : peut-être s'est-il cru, au fond de lui-même, le champion du « non » victorieux au référendum. Le PS ne pouvait plus le tenir ni le retenir. Il part. Il fonde un « parti de gauche », se met à convoiter un parti communiste en panne de leader et d'orateur. Il se fait élire au Parlement européen parce qu'il faut bien vivre et se met de plus belle à cracher le feu et la foudre sur le monde politique en général et ses anciens camarades socialistes en particulier. À l'occasion, il éructe aussi sur les journalistes auxquels il doit pourtant une bonne part de sa notoriété.

Populiste déclaré et fier de l'être, il se situe quelque part entre feu Georges Marchais et presque feu Jean-Marie Le Pen. Il n'a sans doute pas tort de penser que la politique a besoin d'être réveillée par de telles grandes gueules. Mais, au contraire de ses modèles, Mélenchon ne se permet jamais un sourire, jamais, face au public, un mouvement de tendresse ou d'humour.

Mendès France (Pierre)

N'en déplaise à ses fidèles aux cheveux blancs pour qui il incarne la morale, le courage, la vérité et toutes les vertus imaginables en politique, c'était l'homme le plus revêche que j'aie jamais croisé. Un écorché ? Sans doute. Quand je l'ai rencontré après mai 68 et son ultime échec électoral aux législatives dans l'Isère, il ne pouvait que remâcher, à soixante ans passés, son opiniâtre carrière politique faite de tant de batailles engagées et perdues. Un an après ce printemps de toutes les espérances qui l'avait vu porté aux nues par les étudiants, Mendès France a constitué avec Defferre un « ticket » à l'élection présidentielle consécutive au départ du Général. Les deux compères ont récolté à peine plus de 5 % des suffrages, le seuil nécessaire pour obtenir le remboursement de leurs dépenses de campagne. Et une légende méchante voulait que le ministre de l'Intérieur Marcellin ait donné le coup de pouce pour que le tandem sauve, sinon son avenir, du moins sa trésorerie.

PMF (il est le premier de nos politiques à avoir un sigle pour nom) avait l'orgueil ombrageux, et vis-à-vis de tout le monde : je l'ai vu foudroyer sa femme (une Servan-Schreiber) qui venait de pousser la porte de son bureau et de l'interrompre au milieu d'une phrase.

Pour l'histoire, cette icône de la République n'aura effectué au pouvoir que des passages furtifs : vingt-cinq jours à ses débuts comme sous-secrétaire d'État dans le gouvernement Blum, six mois comme ministre de l'Économie du Gouvernement provisoire présidé par de Gaulle en septembre 1944, huit mois comme chef du gouvernement, cent dix jours comme ministre d'État du gouvernement de gauche dont il claque la porte. La politique, qu'il plaçait si

haut, trop haut, s'est montrée bien ingrate avec lui. Du moins aura-t-il eu la satisfaction d'avoir été clairvoyant et même bon prophète.

Il avait l'art du démenti, et mes aînés m'avaient mis en garde. Je l'ai interviewé longuement sur son rôle en mai 68, quand il s'était fait proprement coiffer par Mitterrand. Je prenais des notes. « Vous me montrerez ce que vous allez publier », m'a-t-il dit avec un regard noir. Quinze jours plus tard, je lui soumets ses phrases avec les guillemets appropriés. Misère ! Le feu du ciel est sorti de sa bouche !

L'histoire retiendra que PMF a mis fin à la guerre d'Indochine et réussi pacifiquement la décolonisation de la Tunisie. Ce n'est pas rien. Il n'a pas mis à profit ces exploits pour assurer définitivement la réalisation du rêve européen. Ses ministres le jugeaient sévèrement, traçaient de lui un portrait bien différent de celui que ses admirateurs ont imposé à la postérité : mais la vertu ostensible n'a pas bonne réputation dans le monde politique. Ce sont les universitaires qui chantent sa gloire à présent. Il existe un Institut Pierre-Mendès-France. Dans l'Eure, dont il a été si longtemps député, de 1936 à 1958, non sans une longue interruption pour cause de Résistance, il y a aussi des collèges et des rues à son nom. Et parfois, à gauche, le souvenir nostalgique d'un homme qui, au service de la République, a sacrifié sa carrière, sa vie, mais non ses illusions.

Mensonge

Les hommes politiques promettent si souvent, et avec tant d'emphase, de dire la vérité que celle-ci n'est évidemment pas, chez eux, habituelle. Dans la vie publique, mentir est une obligation : c'est beaucoup moins dangereux que de parler vrai. « C'est aussi, disait Talleyrand, fameux menteur et voleur, une si excellente chose qu'il ne faut pas en abuser. »

Au cours de la campagne présidentielle de 1988, Chirac a affronté Mitterrand à la télévision. Ils avaient partagé deux ans durant les secrets de la cohabitation. À un moment, le Premier ministre a demandé au chef de l'État de lui répondre en le regardant dans les yeux. Il devait dire plus tard après son

échec combien il avait été déstabilisé par l'aplomb du chef de l'État dans le mensonge. Mais ce faisant, il ne disait pas la vérité : il ne pouvait pas avoir été surpris, sachant qu'un débat électoral télévisé est le dernier endroit au monde où l'on puisse parler vrai.

C'est tout un art de mentir. Et dès lors que l'on est pris sur le fait, l'exercice est manqué. Le ministre de l'Intérieur et maître stratège de Giscard, Michel Poniatowski, était frappé d'un fâcheux handicap : chaque fois qu'il mentait, son teint devenait pivoine. Quelle aubaine pour les journalistes… Martine Aubry, d'après ses camarades de la direction du parti socialiste, est facile à repérer : sa voix grimpe de quelques décibels dès qu'elle profère un mensonge. Et c'est fréquent.

Mais tous les hommes et femmes politiques savent que, pour eux, la vérité est rarement bonne à dire. Les journalistes sont tenus à leur tour de participer à cette dramaturgie. J'ai vite appris, sans professeur, à écouter un mensonge sans ciller, avec sérieux, en acquiesçant d'un air complice. Le mensonge en politique a ses particularités : rien à voir avec le mensonge conjugal, recette éprouvée du théâtre dit de boulevard. Il exige de la solennité, de l'éclat et même un certain faste.

Le 13 janvier 1982, le parti communiste annonce à grands sons de trompe qu'il a vu ses effectifs augmenter de quarante mille unités depuis qu'il participe au gouvernement. Pour faire bonne mesure, cette annonce précise que jamais depuis la Libération le PC n'a enregistré autant d'adhésions. Trois ans plus tard, avec la même superbe, le secrétaire général explique que, tout au contraire, l'entrée dans ce gouvernement socialiste qui a trahi la cause des travailleurs a vu un nombre record de militants déçus et amers déchirer leur carte.

C'est l'arrivée du Florentin François Mitterrand à la tête de l'État qui a sacralisé le mensonge. Le président socialiste a fait admettre que le mensonge d'État n'a rien de répréhensible ni même de déplorable. Tout au long de son règne, il a entretenu sous un matelas de contrevérités et d'explications alambiquées la vérité sur un sujet qui lui tenait sûrement à cœur, sa santé. Nous étions quelques journalistes à savoir que le chef de l'État consultait régulièrement des hôpitaux et, dans nos chroniques, à nous poser des questions à ce sujet. Mitterrand a dû en parler, et même longuement au cours d'une intervention le 9 janvier 1982, en reconnaissant que l'inquiétude des Français était légitime. Mais il a nié, comme il le fera toujours par la suite, qu'il y ait matière à s'interroger. Il y avait bien, de temps en temps, un incident bénin et banal, mais rien de plus. C'est seulement lorsqu'il a été opéré d'un cancer officiellement déclaré qu'il a dû se passer de l'espèce de roman que son médecin de l'Élysée, le Dr Gubler, impassible, servait ponctuellement aux Français.

Avec une époustouflante virtuosité, Mitterrand déclarait que la vérité ne lui faisait pas peur. D'autant moins sans doute qu'il savait la contourner, la maquiller, la travestir. C'est seulement à la fin, lorsqu'il n'avait plus ce sang-

froid indispensable aux menteurs, qu'il a perdu pied dans l'histoire de ses relations avec le régime de Vichy et de sa participation à des réseaux de résistance.

Mais il était déjà d'une autre époque. D'un temps où la politique ne se drapait pas encore du voile de la transparence, de l'innocence, de la vertu.

Microcosme

Raymond Barre a trouvé ce mot pour qualifier la sphère politico-médiatique que nous appellerions aujourd'hui la « bulle ». La nuance péjorative est évidente : le Premier ministre du moment avait adopté cette façon distinguée de cracher dans la soupe. Chef du gouvernement et de la majorité, appelé par Valéry Giscard d'Estaing pour remplacer Chirac, cet ancien enseignant et haut fonctionnaire européen venait d'ailleurs et regardait le monde politique avec dédain. On l'appelait « le professeur », et il se rengorgeait.

Chassé de Matignon par l'échec de son « patron » à l'élection présidentielle, il s'est fondu dans le microcosme en menant une carrière classique de député et de maire de Lyon.

À une ou deux exceptions près, ses collègues lui rendaient son mépris. Pourtant, le professeur a fait école : il y a beaucoup d'hommes politiques qui considèrent cette sphère dans laquelle ils gravitent comme microscopique, médiocre, renfermée sur elle-même. Nicolas Sarkozy, qui n'a jamais appartenu à un gouvernement Raymond Barre et n'a même pas été l'élève du fameux professeur, n'emploie pas un langage aussi châtié. Pour parler des députés, des journalistes et parfois des inspecteurs des Finances, il dit « tous des cons », ce qui, à Sciences-Po, serait jugé excessivement simpliste.

Malgré les efforts du pouvoir exécutif pour réduire ses prérogatives et son influence, le microcosme tient bon.

Ministres

De Victor Hugo dans *Choses vues* : « Les ministres actuels sont des carreaux de vitres. On voit le Président au travers. »

Mitterrand (François)

Devant ce nom, mon premier mouvement a été de conseiller aux lecteurs de se reporter à l'un des innombrables livres publiés sur cet illustre sujet. Mais tous ces ouvrages relèvent du culte invraisemblable dont a été l'objet le président qui a fait accéder la gauche au pouvoir.

Étrangement, je suis devenu très tôt allergique au fameux charme de Mitterrand. Jeune journaliste, j'avait été affecté à la couverture du vrai-faux attentat de l'Observatoire, une mascarade dans laquelle notre personnage, qui n'était pas encore socialiste mais déjà antigaulliste virulent, s'était laissé

entraîner « par charité », dira-t-il. La carabine destinée à ébranler le pays avait été confiée à un paysan normand ahuri nommé Dahuron. Même pour un néophyte comme moi, il était clair que Mitterrand, ancien garde des Sceaux, avait mis en scène la farce. Déjà amoureux de la politique, j'ai été sans doute choqué de la voir ainsi ravalée à une dimension burlesque.

C'est au lendemain de mai 68 que j'ai fait la connaissance du premier secrétaire du parti socialiste, dans son appartement donnant sur le jardin du Luxembourg. Pendant les événements, il avait été malmené par les étudiants au Quartier latin. Il gardait de ce printemps fou, dont il avait tant espéré, une amertume de souverain déchu.

Quelques semaines après l'entrée de Mitterrand à l'Élysée, j'ai été invité à déjeuner parmi d'autres journalistes à la table présidentielle. À un moment, le nouveau Président, encore enivré par ses promesses de campagne intitulées « 110 propositions » (dont il n'était d'ailleurs pas tout à fait l'auteur), a évoqué la réduction de la durée du travail, 39 heures qui devaient ensuite, selon lui, devenir 35. Je crois que j'ai posé une question sceptique ou impertinente : toujours est-il que je n'ai jamais, au cours des deux septennats mitterrandiens, été réinvité à ces agapes majestueuses. Quelques mois seulement après le début du règne, le directeur de cabinet et intime du Président, André Rousselet, a chargé le patron de RTL de m'expédier aux États-Unis. Ayant refusé l'exil, j'ai été catalogué comme une espèce de dissident, certes bien moins héroïque que ceux d'Union soviétique.

Dès les premiers mois de sa présidence, Mitterrand a alors boudé la radio qui m'employait, pourtant la plus écoutée de France. Étais-je responsable de cette mise en quarantaine ? J'ai fini à l'automne 1987, sans attendre le terme du premier septennat, par demander au secrétaire général de l'Élysée, Jean-Louis Bianco, une interview du Président. Cette idée, quelque peu iconoclaste, fut retenue par le maître en stratégie de communication, Jacques Pilhan.

Quelques jours avant la date fixée pour l'émission, Mitterrand m'a reçu, ou plutôt convoqué, à l'heure du petit déjeuner dans la bibliothèque de l'Élysée. À peine étais-je assis devant un plateau de cerises et de croissants que le chef de l'État m'a accablé de reproches, de remontrances, d'accusations. L'orage a duré plusieurs minutes, si désagréables pour moi-même et pour RTL que j'ai esquissé le mouvement de me lever et de partir. Aussitôt, changement à vue : le Président s'est fait débonnaire, presque paternel, ma foi. Au détour d'une phrase, je lui ai confié qu'une de mes filles était au lycée Henri-IV en même temps que Mazarine, et peut-être y a-t-il eu alors entre nous un furtif rapprochement d'heureux pères.

J'avais obtenu que l'émission se déroule dans la bibliothèque de l'Élysée, transformée en studio, en la seule présence d'un technicien.

L'heure n'était pour Mitterrand ni aux réjouissances ni à l'autosatisfaction. Le gouvernement de cohabitation était dirigé par le trépidant Jacques Chirac. On était en pleine affaire Luchaire, une vente

d'armes à l'Iran malgré l'embargo, dont le parti socialiste était soupçonné d'avoir profité.

Sur la table, entre nous, Mitterrand avait éparpillé des feuilles, des fiches, des notes, ce qui ne l'a pas empêché de s'embrouiller dans les dates. Mais il était combatif, c'est-à-dire dans ses meilleurs jours. D'entrée de jeu, il a eu un geste d'indignation lorsque je lui ai dit qu'on pouvait « se poser des questions sur la façon dont le pays était gouverné ». Au bout de trente minutes, nous avons fait une « pause de publicité ». Nous n'avions parlé jusque-là que de l'affaire Luchaire et Mitterrand m'a lancé sèchement : « À présent, passons à un autre sujet, hein ! » Pour marquer le coup et signifier que je n'étais pas aux ordres, j'ai encore posé une question, à la reprise, sur cette fâcheuse vente d'armes. Mitterrand a juré que le PS n'avait pas touché un centime de ce mauvais argent : « J'en mets ma main au feu ! » a-t-il dit, réplique qui devait susciter d'abondants commentaires.

Mais sitôt la dernière réplique présidentielle prononcée, j'ai compris à quoi pouvait ressembler la cour de Louis XIV. L'immense porte à boiseries s'est ouverte et Mitterrand a gagné le salon voisin où l'on servait le champagne et où l'attendaient dans un silence religieux les principaux courtisans de son entourage. Il y a eu alors une averse de compliments invraisemblables, chacun y allant de son mot, « talent », « courage », « lucidité », « intelligence » et même « génie ». J'ai aussi entendu quelqu'un le plaindre : « Mais le journaliste, monsieur le Président, le journaliste… »

Pourtant, sur cette cour sautillante et caquetant ses superlatifs, le monarque de gauche promenait un regard glacial, sans même esquisser un sourire en guise de remerciement.

Dans les mois qui ont suivi, j'ai rencontré Mitterrand à deux ou trois reprises. Il était aimable, mais on était en campagne électorale. Ce second septennat a été progressivement envahi par la maladie, la souffrance, l'obsession de la mort et sans doute de ce grand plongeon dans l'inconnu. Ayant souvent vu à l'œuvre le magistral acteur, je le soupçonnais d'en rajouter un peu dans la maladie.

Ses médecins, les Drs Steg, Debré, Tarot, ont été impressionnés par sa résistance. Ils n'imaginaient pas qu'il irait jusqu'au terme de son mandat. Comme dit Bernard Debré, qui sait de quoi il parle, le pouvoir est une médecine miraculeuse. Certains précisent : une drogue.

Homme politique, il l'était de moins en moins. Il ne participait plus aux débats du moment, sur l'immigration, les retraites, la Constitution. Il ne s'intéressait plus guère aux difficultés du parti socialiste. Mais enfin, il fallait bien trouver un successeur. Les dirigeants socialistes, notamment les vieux fidèles mitterrandistes, Mermaz et Joxe, plaçaient tous leurs espoirs de revanche dans une candidature de Delors. À la fin de l'été 1993, il est parti déjeuner avec Pierre Mauroy dans une station balnéaire du Pas-de-Calais, Hardelot. Les deux hommes n'auront pas manqué de parler – mais à voix basse car ils se trouvaient dans la salle du restaurant au milieu des vacanciers

– de la prochaine élection présidentielle. Est-ce ce jour-là que le Président a suggéré à son premier Premier ministre d'être candidat : non pour gagner mais pour assurer l'unité de la gauche ? Hélas, Mauroy ne se sentait pas de taille à affronter la bataille. Il dira qu'il ne voulait pas sacrifier Lille, son beffroi, pour une campagne présidentielle.

La maladie et l'inaction ont permis à Mitterrand de recouvrer la confiance d'une bonne moitié des Français. Mais il était déjà trop tard pour qu'il en profite. Comme il avait besoin de distraction, il s'est réconcilié avec Chirac de façon spectaculaire, histoire d'aggraver la discorde chez l'ennemi et de faire enrager Balladur qui l'agaçait par ses façons de marquis. Le tacticien hors pair aura suivi jusqu'au bout les leçons de Mazarin.

Et pour finir, il a scandalisé une dernière fois les cathos avec ses doubles obsèques, bouclant ainsi la boucle en reniant une enfance, une éducation, une famille qui ne plaisantaient pas avec ces sortes de mascarades.

Monde (Le)

Dans les annonces de décès du *Monde*, il est parfois mentionné que le défunt était lecteur du journal depuis l'enfance. Il s'agirait donc d'un rituel, d'un culte, d'une religion… Personnellement, je serais, moi aussi, un fidèle de cette religion, et même de père en fils ! J'ai eu et j'ai toujours au *Monde* des confrères avec lesquels j'ai entretenu des relations d'estime et d'amitié. Je me suis fait étriller par le maître-journaliste Pierre Viansson-Ponté pour avoir osé écrire que de Gaulle, en mai 68, était parti pour Baden avec l'intention d'y demeurer quelque temps.

Dans la vie politique française, *Le Monde* est plus qu'un quotidien : une bible. Tous les ministères y sont abonnés et, à l'Assemblée nationale, au début de la séance hebdomadaire des questions d'actualité, on peut voir tous nos députés, de droite et de gauche, penchés sur la « Une » du journal.

Tout au long de la V^e^ République, les présidents successifs ont eu des conflits homériques avec *Le Monde*. Il a presque toujours indisposé le pouvoir en place, ce qui aurait sûrement comblé son fondateur Hubert Beuve-Méry. Signant quelquefois, dans les circonstances exceptionnelles, du nom de Sirius, un billet en première page, qui provoquait des effervescences, il ne craignait pas d'afficher ses opinions, et toute la rédaction s'autorisait à en faire autant.

À deux ou trois reprises, le patronat a mis sur la table des sommes importantes pour lancer un anti-*Monde*. L'opération a tourné court, piteusement.

À la fin des années 70, le journal pratiquait une orgueilleuse indépendance, et l'affaire des diamants de Giscard pourtant lancée par *Le Canard enchaîné* n'aurait jamais connu un tel retentissement si Jacques Fauvet, son directeur, ne s'était décidé à écrire à la Une : « On veut savoir… »

Le Monde a perdu sa vertu dans les années 1994-95 lorsqu'il a joué la carte Balladur à l'élection présidentielle. La hautaine neutralité du quotidien a

subi un coup de canif et pratiqué la manipulation, opération préliminaire au lavage des cerveaux.

Le quotidien subissait alors l'influence d'Alain Minc qui, non content de le fourvoyer, lui a inspiré des investissements désastreux. Le beau journal fondé par Beuve-Méry a du mal à s'en remettre.

Mots

Les mots qu'on vous prête, vous n'avez pas besoin de les rendre, pas même à César. De tous nos hommes d'État, de Gaulle a été l'auteur le plus prolifique de mots. On en a fait plusieurs livres. Beaucoup sont apocryphes, mais le Général ne s'est pas plaint à la justice pour si peu. Il a aussi prononcé en public des mots restés fameux : les cabris, la chienlit ou ce « Fécamp, port de pêche, qui entend le rester » dont les Français ont ri sans en saisir le message prophétique.

Les hommes politiques, du moins les bons, ont le goût et l'art des mots, savent qu'un mot qui fait mouche vaut cent fois le plus savant discours. Certains de nos grands leaders ont des collaborateurs spécialisés dans le choix de l'adjectif meurtrier. Dominique de Villepin et l'avocat Francis Szpiner se disputent aujourd'hui encore la trouvaille de cet « abracadabrantesque », volé à Arthur Rimbaud et destiné à faire s'évanouir les questions gênantes posées à Chirac sur ses privilèges de toutes sortes. Pour ma part, je crois que le secrétaire général (à l'époque) de l'Élysée lisait cent fois plus de poésie.

Dans notre pays, à haute valeur ajoutée littéraire, certains de nos politiques, ceux qui visent le sommet, se contentent (modestement ?) de citer les poètes : Pompidou, auteur d'une *Anthologie de la poésie française*, s'y est risqué à plusieurs reprises. Mitterrand, jamais : il préférait affûter ses propres répliques.

En 1981, l'avènement de la gauche a été marqué par une ivresse du vocabulaire. Le ministre de la Culture, Jack Lang, dans cet exercice, s'est distingué notamment en évoquant ce passage de l'obscurité à la lumière promis par l'alternance au pouvoir. Mais son camarade Paul Quilès a eu droit au tableau d'honneur en lançant au congrès socialiste de Valence, quelques mois après cette victoire : « Il ne suffit pas de dire que nous allons couper des têtes. Il faut dire lesquelles. »

Il y a des hommes politiques qui se font une spécialité de faire rire avec des mots, faute peut-être d'une véritable ambition. Le député-maire d'Issy-les-Moulineaux, André Santini, ne se rend jamais au Palais-Bourbon sans gratifier la salle des Colonnes et les journalistes qui y montent la garde d'un bon mot de son cru. Il est drôle lorsqu'il est méchant car les mots en politique sont faits pour blesser, meurtrir et même, si possible, tuer. À son palmarès, cette formule pour stigmatiser un Premier ministre multipliant les déficits : « À force de creuser, il finira bien par trouver du pétrole. »

De nos jours, les mots en politique relèvent davantage du langage

populaire que des auteurs d'anthologies. Lorsqu'il visite la banlieue, le président de la République parle banlieusard. Il promet de « nettoyer la racaille au Kärcher ». Et la population en est beaucoup plus frappée que par une citation de Nietzsche ou de Montaigne.

0

Off

Cette pratique absurde, complètement tombée en désuétude, nous vient du Royaume-Uni où le fair-play régit – théoriquement – les relations entre politiques et journalistes. En France, nous avons vite compris qu'il s'agit d'une variante de la légendaire perfidie d'Albion.

Personnellement, je n'ai pas le souvenir qu'une personnalité m'ait lancé, au début d'un entretien, la phrase rituelle : « Bien entendu, c'est *off the record*. » De toute façon, si l'on me confie une scène ou une phrase sous le sceau du secret, mon premier soin sera d'en vérifier l'exactitude. La manipulation est un des risques de mon métier. Une fois cette opération effectuée, je deviens copropriétaire du secret : libre à moi de le révéler à mes lecteurs ou auditeurs.

Ce fameux *off* supposerait une confiance mutuelle entre journalistes et politiques qui n'existe jamais. Certes, des deux côtés, il arrive que l'on joue la comédie du copinage et de la complicité. Mieux vaut ne pas en être dupe. Du reste, plus on monte haut à l'échelle des responsabilités politiques, moins on est susceptible de dévoiler quoi que ce soit à la presse. Et c'est très bien ainsi !

Ouverture

Figure classique du jeu politique, quelque chose comme l'entrechat dans la chorégraphie académique. Elle permet de traduire, de façon spectaculaire, l'ouverture d'esprit de la majorité au pouvoir en confiant, à des représentants plus ou moins qualifiés de l'opposition, des fonctions gouvernementales. Très

facile à exécuter : un portefeuille de ministre, même de secrétaire d'État, est une friandise à laquelle bien peu de politiques sont capables de résister. L'ouverture n'exige donc aucun talent particulier chez celui qui l'effectue : il lui faudra juste convaincre de son bien-fondé ses propres troupes, ce qui est parfois plus ardu que l'on ne croit.

La première ouverture de la Ve République a été réalisée par le premier gouvernement du nouveau régime, dirigé par le plus intransigeant des gaullistes, Michel Debré. L'opération était risquée : confier l'Éducation nationale à un socialiste alors que la guerre scolaire était encore fumante, c'était tenter le diable. Mais l'heureux promu, André Boulloche, était un grand résistant, Compagnon de la Libération, et les gaullistes n'ont pas pipé mot. Pourtant, au bout de dix mois, le ministre, en désaccord avec une loi Debré en faveur de l'école libre, a rendu son portefeuille et rejoint son parti.

Il a fallu attendre près de trente ans pour voir une nouvelle ouverture. C'est après la réélection de Mitterrand, mais l'histoire ne dit pas qui, du chef de l'État ou de son Premier ministre mal-aimé Michel Rocard, en a eu l'idée. Les centristes qui s'étaient mouillés pour Raymond Barre à l'élection présidentielle étaient prêts à entrer drapeau en tête dans un gouvernement Rocard, mais Mitterrand ne voulait pas de ces catholiques insaisissables qu'il s'obstinait à appeler de leur ancien nom, MRP. L'ouverture s'est donc faite avec des radicaux de bonne compagnie et des anciens ministres de Giscard, de la droite la plus classique. Plus un ancien patron d'industrie, Roger Fauroux, et un historien académicien, Alain Decaux. Histoire de faire bondir les socialistes, Mitterrand et Rocard, cette fois d'accord, ont donné au giscardien Jean-Pierre Soisson le ministère du Travail. Et les fauves du PS n'ont fait entendre aucun grognement. Car l'heureux promu est un Bourguignon pur sucre, voisin mais surtout ami du chef de l'État. C'était donc une ouverture strictement régionale : le ministre gardera son fauteuil dans le gouvernement suivant, celui d'Édith Cresson, privilège qu'il sera le seul à conserver.

Au contraire, son compagnon d'ouverture Michel Durafour, à qui Rocard avait confié le portefeuille de la Fonction publique, apprend sa disgrâce en regardant le journal télévisé de 20 heures. Personne n'avait songé à l'appeler pour lui offrir quelques mots de consolation. L'ouverture prenait fin dans l'indifférence générale.

Il faudra attendre seize ans pour qu'une semblable manœuvre soit tentée avec cet art de la mise en scène propre au nouveau monarque, Nicolas Sarkozy.

À la première place de l'ouverture, en 2007, on trouve Bernard Kouchner. Le ponte de la médecine humanitaire a été ministre dans le gouvernement Rocard puis dans celui de la cohabitation dirigé par Lionel Jospin. C'est alors qu'il s'est inscrit au parti socialiste, mais ses camarades ne l'ont jamais pris au sérieux : à deux reprises, il s'est présenté sous les couleurs du PS à des élections, à deux reprises sèchement battu. Pour les militants blanchis sous le harnais, il est le prototype de cette gauche caviar qui fait

grincer des dents le parti. Il a une compagne célèbre, Christine Ockrent, il se pavane devant micros et caméras, et il a la réputation d'aimer l'argent. On l'a entendu se manifester à tous les échos lorsqu'il n'a plus été ministre, après la Berezina socialiste de 2002. « Il faut que je gagne ma vie, je n'ai rien », se lamentait-il avec des soupirs qui n'inspiraient aucune compassion. On a fini par lui trouver une petite chaire au Conservatoire des Arts et Métiers : après quoi, il a fait joliment fructifier son entregent médiatique. Avait-il encore sa carte du PS, avec les timbres de ses cotisations en bonne et due forme, lorsque Sarkozy, sitôt élu, l'a appelé au Quai d'Orsay ? Ce n'est pas sûr. Son ralliement à la droite triomphante n'a, en tout cas, pas fait pleurer dans les chaumières socialistes. À droite, personne n'a protesté : c'est surtout l'entrée au gouvernement du transfuge, du judas du PS, Éric Besson, qui levait le cœur des socialistes. D'autant que cet ancien membre de la direction du PS a vite gravi les échelons du pouvoir et ceux de l'UMP.

Les mois passant, l'ouverture de Sarkozy a pris l'eau. Les ministres avaient l'air en disgrâce et les « gros poissons » que le chef de l'État espérait, à coup de gracieusetés, ramener dans ses filets, Lang, Védrine, Dray ou même Valls, ne franchissaient toujours pas le Rubicon.

À droite, on grognait : on avait perdu quelques portefeuilles ministériels sans aucune espèce de profit. La colère a retenti lorsque le socialiste Didier Migaud, ex-disciple de Fabius, parlementaire modèle qui avait été porté à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée, a été nommé à la tête de la Cour des comptes.

« L'ouverture ? Ouais, une façon hypocrite d'offrir les joyaux de la République à la gauche. » Ce son de cloche-là, je l'ai entendu cent fois à l'UMP. Vieille habitude : les héritiers du Général, au RPR hier et aujourd'hui dans cette grande machine fondée par Alain Juppé et quelques autres, ont toujours malmené leurs alliés. Alors, les ralliés…

Au premier coup de chien, comme il y en a toujours dans les traversées politiques, adieu l'ouverture. Aux élections régionales de 2010, elle était, à droite, tenue pour responsable des malheurs. Nicolas Sarkozy aurait volontiers poursuivi l'opération : mais il n'y avait plus guère de gibier à ramasser.

P

Parachutage

L'histoire m'a été racontée avec un accent chti digne de Dany Boon, par un personnage haut en couleur et en tour de taille, président du conseil général du Pas-de-Calais. Un socialiste par conséquent. En 2002, Dominique Dupilet renonce à son mandat de député : « C'était beaucoup de travail et d'absence pour pas grand-chose, l'assemblée départementale me suffisait largement. Faute d'un candidat crédible, je demande à la direction du parti socialiste de désigner quelqu'un et de me l'envoyer » (note de l'auteur : dans le Nord-Pas-de-Calais, il suffit en général de porter l'étiquette « socialiste » pour être élu. Il en va ainsi depuis un siècle). Quelques jours plus tard, on l'appelle de la rue de Solférino. « Une voix me dit : "C'est Lang." Je fais : "Couooa ? — C'est Jack qui reprend ta circonscription de Boulogne. Tu le piloteras…" J'ai failli tomber de ma chaise mais, après tout, c'était plus tout à fait mes oignons. Jack est arrivé à Boulogne avec sa femme Monique. J'ai préféré mettre les choses au point tout de suite. J'ai dit : "Écoute. Tu viens où je te dis d'aller, tu serres les mains que je te désigne. Et tu ne poses pas de question sinon je te laisse au milieu de la rue." »

L'ancien ministre ne se l'est pas fait dire deux fois. Il a mis ses pas dans ceux du camarade Dupilet. Il l'a même laissé parler. Et il a été élu dans cette 6e circonscription du Pas-de-Calais avec 54 % des voix au second tour. Puis réélu. Il a vite appris à manger ses frites avec ses doigts.

Les parachutages, exercice de haute voltige du manège politique, ne se déroulent pas toujours aussi facilement. François Mitterrand, après la

Libération, fringant secrétaire général du commissariat aux Prisonniers de guerre et Déportés, se présente à Neuilly-Boulogne et est battu. Six mois plus tard, il est parachuté plus loin, dans la Nièvre, et cette fois réussit son atterrissage. Autre exemple : Robert Poujade, jeune gaulliste de la première vague, doit s'y reprendre à deux fois pour arracher au populaire et pittoresque chanoine Kir le siège de député de la Côte-d'Or.

Le coup du 13 mai 1958, le retour du général de Gaulle et le vote éclair d'une nouvelle Constitution, tout cela a rendu nécessaire la formation en quelques jours d'un régiment de candidats-députés gaullistes sous l'étiquette de l'Union pour la Nouvelle République. Ils ont été parachutés dans toute la France, souvent contre de vieux et honorables députés sortants qui n'avaient pas démérité. Il y a dans cette intrépide couvée un jeune homme de vingt-deux ans nommé Joël Le Theule. Étant enseignant au Prytanée militaire de La Flèche, il est affecté à la conquête de la 4e circonscription de la Sarthe. Le Theule doit affronter un notable socialiste de grande réputation, l'ancien ministre des Affaires étrangères Christian Pineau, ancien résistant, déporté à Buchenwald, ministre dans le premier Gouvernement provisoire du général de Gaulle, ancien député et toujours conseiller général de la Sarthe.

La partie est par trop inégale. Mais Le Theule a de l'imagination. Il remplit le coffre de sa voiture de poulets morts mais non plumés. Et le voilà parti à l'assaut de cette circonscription paisible et rurale. À la première ferme, il entre un poulet à la main tout dépité et se confond en excuses : « C'est moi madame qui ai écrasé votre poulet. » La brave électrice, le voyant si courtois et aimable, ravale ses protestations. D'ailleurs, le conducteur maladroit offre de payer le poulet au prix du marché. Elle hausse les épaules : « Vous n'y pensez pas. Un poulet ! Entrez plutôt : vous prendrez bien un petit quelque chose… » Et voilà notre candidat attablé, un verre à la main, qui se présente, débite un petit discours bien troussé et remet à son hôtesse une poignée de prospectus électoraux. Le poulet est oublié sur l'évier de la cuisine.

Le Theule renouvelle l'opération dans toutes les exploitations de la circonscription. Au bout de trois jours, il est connu. Résultat : l'homme aux poulets pulvérise l'ancien ministre en obtenant deux fois plus de suffrages au premier tour de scrutin. Il sera élu dans cette 4e de la Sarthe jusqu'à son dernier jour.

Morale de l'histoire : les difficultés du parachutage n'empêchent pas de solides et interminables implantations.

Autre morale : la plupart des carrières politiques débutent par un parachutage plus ou moins risqué. Mais il y a peu de parachutes dorés.

Paris

La politique y règne en souveraine capricieuse, souvent raillée, parfois combattue jusqu'au sang. Ici, on coupe les têtes. On gouverne. On fait et défait les révolutions. On brûle ce qu'on adorait la veille. À un moment où il

n'était plus Premier ministre et pas encore président de la République, dans cet automne 68 qui le voyait remâcher son amertume, Pompidou avait laissé tomber : « Paris est une fille. » Il pensait « pute », bien sûr. Nos élus et nos gouvernants qui sont pour la plupart provinciaux, comme d'ailleurs les Parisiens eux-mêmes, sont jaloux de cette ville qui prétend transmettre au monde ses lumières.

Paris ne se lasse pas de faire de la politique, dans ses palais, dans ses cafés, dans ses dîners en ville. Paris ne respecte rien ni personne. Napoléon craignait ses retours de flamme et s'inquiétait de ce qu'elle eût toujours à manger.

Après la Commune, la III^e^ République, encore fragile et craintive, a privé Paris du droit d'avoir son maire, son maître. Pendant une centaine d'années, il y aura un président du conseil municipal en charge principalement de l'inauguration des chrysanthèmes, choisi pour son honorabilité et pour une durée limitée. Sous la IV^e^ République, le rôle échut à plusieurs reprises à Pierre de Gaulle, les partis qui se partageaient le pouvoir éprouvant le remords d'avoir mis le Général, son frère, en pénitence dans la Haute-Marne.

L'idée de donner à Paris un maire, un vrai, est soufflée à Giscard, toujours en quête d'une réforme, par Jacques Dominati, un pur Corse, élu de la capitale qui a baroudé dans sa jeunesse avec les gaullistes. Le président de la République l'écoute, se rend à ses raisons, fait adopter les textes et annoncer sur le perron de l'Élysée que son candidat sera son fidèle, son dévoué, son cher Michel d'Ornano.

Cet abus de pouvoir fait rugir dans son refuge corrézien le lion Chirac qui se porte sur-le-champ candidat et dévore avec appétit sa proie UDF. Il s'installe sur le trône de l'Hôtel de Ville, au milieu de son bon peuple et, pendant une trentaine d'années, jusqu'à ce qu'il s'en aille à l'Élysée, il pratique un clientélisme seigneurial, distribuant à pleines brassées les prébendes, les HLM, et même les emplois fictifs.

Chirac a fait mentir les politologues assurés qu'un élu de la capitale ne pourrait jamais être député en province. Il a marié en sa personne la Corrèze du plateau de Millevaches et la grand'ville du roi Henri. Mais je crois bien qu'il était plus parisien que corrézien. Il n'y a que la capitale pour offrir à un ambitieux le pouvoir, la célébrité et une dimension historique.

Parisien, de père, de mère et de grands-parents, je suis, comme Chirac, tombé dans la fascination de la politique à Paris. Quand j'étais jeune, la capitale était un gros village : on tenait meeting électoral dans les écoles primaires de quartier.

Les occasions ne manquent pas, à Paris, de sentir battre le cœur de l'histoire. En avril 1961, quand les généraux d'Algérie annonçaient leur putsch, la capitale avait placé des blindés devant tous ses monuments. Les soirées étaient douces, superbes, promises bien plus aux bals populaires qu'au canon. Avec un ami comédien, un soir, j'ai longuement traversé la capitale comme pour vérifier qu'il ne manquait pas un bouton de guêtre aux soldats

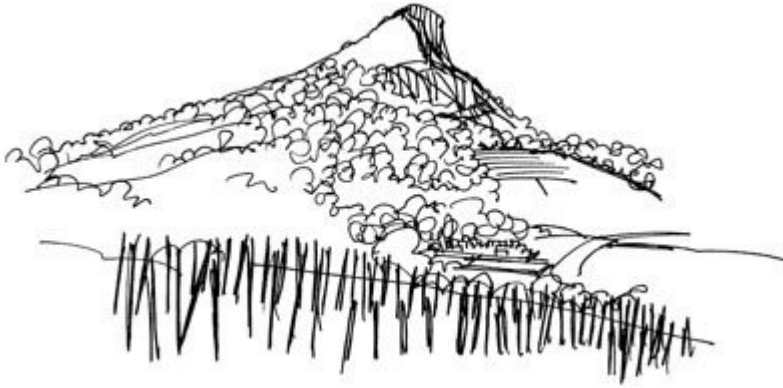
qui veillaient avec une splendide nonchalance sur la République, aux principaux carrefours de la ville. Plus tard, il y a eu mai 68 sous mes fenêtres, en face de la Sorbonne, et le vacarme des grenades lacrymogènes qui faisait presque croire à la guerre civile. Et encore, tout au long de ma vie d'incorrigible Parisien, tant de manifestations, de cortèges, de clameurs par lesquels le peuple de la capitale s'imagine faire plier le pouvoir. Et y est quelquefois parvenu.

Pèlerinage

Ne fallait-il pas le chef d'un parti socialiste baigné de tradition anticléricale pour donner à la France le rite d'un pèlerinage ? Et, de surcroît, le lundi de la Pentecôte ? Mais François Mitterrand, en inventant l'ascension annuelle de la roche de Solutré, se rappelait sans doute son enfance dans les écoles chrétiennes et ces processions qui jadis, aux jours saints, plongeaient les villages charentais dans la ferveur.

Les Français ne se sont jamais interrogés sur la signification ontologique de cette cérémonie annuelle. Il leur suffisait de regarder à la télévision les images des pèlerins de Solutré, le Président, dans un accoutrement vaguement paysan, la canne au poing et le chapeau de toile chiffonnée, puis la cour, la famille, les fidèles. Et les journalistes, pour une fois tolérés dans l'entourage du chef de l'État. Au terme de l'ascension, tous s'épongeaient, buvaient un verre de mâcon et mangeaient des tartines de rillettes. Mitterrand, patriarche tout à coup débonnaire, venait s'asseoir au centre de ce petit peuple et distribuait à la ronde, dans des soupirs, des répliques choisies.

Une année, en 1991, les journalistes ont été décommandés, privés de pèlerinage. Il y avait trop de sujets tabous, la Corse, Gorbatchev, le mode de scrutin pour les régionales, le président de la République n'avait pas voulu sortir de son rôle habituel de sphinx. L'année précédente, au passage de la troupe, un groupe d'impertinents avait crié : « Vive le Président ! Vive Roger Hanin ! Vive le chien ! » Personne n'avait réagi : le beau-frère de Mitterrand avait souri, le labrador levé la patte… Heureux temps : la gendarmerie n'avait même pas relevé les identités des mauvais esprits. La présidence s'était abstenue de tout commentaire.



Cette marche de Solutré, qui a illustré quatorze ans notre calendrier républicain, est un hommage à cette terre de France que Mitterrand s'honorait d'avoir toujours gardée sous ses semelles. Mais c'était aussi, de façon pour ainsi dire virtuelle, la marque de l'appartenance à la Résistance dont se flattait le vieux monarque. C'est ici qu'il était entré dans la famille Gouze où l'on militait contre Hitler et Pétain, ici qu'il avait rompu officiellement avec Vichy. Bref, c'est ici qu'il avait enfin effectué le bon choix : cela valait bien une séance de marche à pied.

Avant lui, les présidents de la Ve République n'ont pas éprouvé le besoin de sanctifier leur règne d'un pèlerinage. De Gaulle estimait superfétatoire de célébrer la Résistance : c'était son œuvre. Pompidou n'était pas l'homme des liturgies. Quant à Giscard, il réservait les cérémonies du souvenir au second septennat qui lui était de toute évidence promis.

Durant ses douze années à la tête de l'État, Chirac n'a accompli qu'un seul pèlerinage, mais ce fut un coup de génie. Le 16 juillet 1995, il s'est rendu sur les berges de la Seine, à l'emplacement du regretté Vél'd'Hiv, pour commémorer la rafle dont les Juifs parisiens avaient été victimes cinquante-deux ans plus tôt. Élu deux mois auparavant, le Président a prononcé les mots qu'attendait la communauté juive : il a reconnu « la responsabilité de l'État français dans la déportation des Juifs de France ». Le peuple de gauche, la rage au cœur, a été obligé d'applaudir. En 1997, Lionel Jospin, Premier ministre, vint à son tour commémorer la rafle du Vél d'Hiv et condamner l'État français. C'était sa façon de remplir à l'encontre de Mitterrand son devoir d'inventaire.

N'ayant ni terre à ses semelles ni terroir dans ses racines, Nicolas Sarkozy n'allait pas effectuer un pèlerinage à Neuilly, berceau de sa fabuleuse destinée. Il aurait pu reprendre à son compte la visite du 9 novembre au cimetière de Colombey, ayant grandi à l'ombre de la croix de Lorraine. Alors que nul n'a le moindre doute sur ses sentiments à l'égard de Vichy, de Pétain, de Bousquet, le sixième président de la Cinquième a choisi comme lieu de pèlerinage le plateau des Glières, dans le Vercors. Haut lieu de la Résistance : en mars 1944, cinq cents maquisards ont tenu en échec vingt mille soldats

allemands et miliciens vichystes, pendant neuf jours, avant de tomber sous les mitrailleuses. Ce rituel des Glières n'a pas réussi à doter le règne sarkozien d'une auréole patriotique. En 2010, le chef de l'État a sauté sur l'occasion et s'est rendu à Londres pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de l'appel du 18 Juin. Démarche infructueuse : de Gaulle, de nos jours, a perdu son caractère sacré, et pas un de nos compatriotes ne pourrait dire ce qui relie l'actuel président de la Ve République à son fondateur.

Un jour viendra peut-être où le footing de Sarkozy escorté de son chauffeur et de ses gardes du corps fera figure de pèlerinage, avec le bois de Boulogne en guise de terroir.

Pensée unique

Elle est le fruit de la connivence entre les différents partis. Fort décriée par conséquent. Diderot, déjà, tenait pour « détestables les pensées qui plaisent à tout le monde ». Mais les pensées originales, minoritaires, anticonformistes ne courent pas les rues.

Poète

La sagesse populaire, qui n'a pas toujours raison, veut que la poésie soit incompatible avec la politique. Pourtant, au XIXe siècle, un grand poète, Lamartine, a gouverné la France sous l'éphémère IIe République. Et puis Victor Hugo, pourtant d'abord ennemi acharné de Napoléon III, a accepté des mains du petit-neveu un siège de sénateur. Autre exception, plus près de nous, Aimé Césaire, ami de Pompidou et son condisciple à Normale sup. Et encore, Edgar Faure, politicien dans toute l'acception du terme, même péjorative, cumulait divers talents outre ceux de la politique : historien, pianiste, romancier (auteur de « polars ») et chasseur de jupons, il envoyait à ses objets de conquête des sonnets galants et des madrigaux qu'il s'est bien gardé de citer dans ses œuvres lorsqu'il s'est présenté, avec succès, à l'Académie française en 1978.

Il y a eu au Parlement, sous la Ve République, un autre poète amateur qui ne laissera pas la moindre trace dans notre histoire littéraire. Il s'appelait Hector Rolland et a été député-maire de Moulins. Je revendique l'honneur de lui avoir donné ce surnom de Spartacus qui lui a valu une belle notoriété dans la classe politique, jusqu'à la fin de sa carrière. À une époque où les députés gaullistes formaient l'essentiel de la majorité parlementaire et, comme de vrais « godillots », étaient tenus de marcher au pas, notre Hector avait sonné la révolte contre Giscard et regroupé sous sa houlette soixante-quinze élus de base et de province en coquetterie, comme lui, avec la discipline.

C'était un enfant trouvé un soir de Noël sous un porche de Neuilly et confié à l'Assistance publique. Il avait été marchand de bois et charbon puis concessionnaire de camions avant de tomber dans le gaullisme en mai 1968. L'un de ses chevaux de bataille était la taxation des plus-values. Jusqu'à sa mort, alors qu'il n'était plus député depuis longtemps, il prêchait dans le désert : « Après les plus-values, disait-il, on aura un texte sur les pêcheurs à la ligne. Chaque loi nous fait perdre 500 000 voix. »

Régulièrement, il m'adressait son commentaire impertinent sur l'actualité politique destiné à moi seul, son parrain en quelque sorte. Il accompagnait ses lettres de petits poèmes qui reprenaient ses points de vue en bouts rimés et que, malheureusement, je n'ai pas conservés. Même retraité, député honoraire selon la terminologie officielle, il est resté fidèle à de Gaulle, à Chirac et, disons-le sans modestie, à moi-même qui avais arraché à l'anonymat ce poète insoumis.

Portable

Le téléphone portable est l'appendice que les politiques se sont greffés à une date relativement récente. Il y a une dizaine d'années, on le cachait comme un organe indécent. Aujourd'hui, il est omniprésent, sur tous les continents, dans tous les régimes, aussi indispensable à l'exercice de la

politique, du pouvoir, de la guerre que le fut autrefois le papier à la culture. Comme toutes les inventions qui ont transformé la civilisation, les politiques, de l'humble conseiller municipal au président des États-Unis, en usent et en abusent sans modération ni prudence. Le portable ne garantit pas plus le secret que jadis les lettres cachetées sous Richelieu. Comme chez le commun des mortels, il provoque déjà dans le monde politique des malentendus, des brouilles, des divorces. Il véhicule toutes sortes de fables, de mensonges et de calomnies. Un jour, peut-être, déclenchera-t-il des guerres.

Le portable a reçu ses lettres de noblesse ou, en l'occurrence, de sainteté lorsque le président de la République l'a tiré de sa poche et porté à l'oreille au cours d'une visite d'État au pape, en plein Vatican. Jusqu'à cet événement, que certains ont qualifié d'incident grave, l'usage du portable n'était formellement interdit que dans les hémicycles des assemblées parlementaires. À présent, les ministres attendent d'avoir quitté l'Élysée et pris place dans leurs voitures pour se reconnecter, grâce à cet instrument, au réel.

Question de génération : Chirac, qui pratiquait la téléphonie à un rythme d'enfer, boudait le portable. Nicolas Sarkozy, toujours boulimique de communication, s'interdit tout juste de la pratiquer en plein Conseil des ministres. Il utilise son portable avec autant de liberté pour dialoguer avec Carla ou Obama.

Portefeuille

C'est le rêve de quiconque entre en politique : l'Élysée ne vient qu'ensuite, en général lorsqu'on a collectionné quelques portefeuilles. Jadis, c'est le Premier ministre qui en organisait la distribution. À peine le président de la République avait-il son mot à dire pour accorder à un protégé le précieux talisman. Georges Pompidou, qui fut le plus long Premier ministre de notre République, se plaignait : « Je fais une besogne épouvantable. À chaque changement de gouvernement, il faut supporter les regards chargés de haine de ceux qui n'en sont pas. »

Avec la dérive monarchique qui frappe le pouvoir, un portefeuille ne représente plus guère de puissance ou d'influence. Et pourtant, je n'ai jamais rencontré quelqu'un, homme ou femme, qui ait refusé d'échanger un siège au Parlement contre un portefeuille même de secrétaire d'État.

C'est parfois le moyen de clouer le bec aux impertinents : en 2010, Nicolas Sarkozy a confié le portefeuille du Budget, très recherché car il contient le contrôle des impôts, à François Baroin, jeune député tout dévoué à Chirac, qui avait tendance à franchir la ligne jaune de l'opposition.

Hier, un portefeuille ministériel était assujetti à une cruelle obligation : sitôt attribué, il fallait renoncer définitivement à son mandat parlementaire et s'obliger à une nouvelle élection. Désormais, merci M. Sarkozy, quand on perd son portefeuille, on peut récupérer, après un délai convenable de viduité, le siège au Parlement qu'a occupé le suppléant.

Un portefeuille oblige à une discipline qu'on appelle « solidarité gouvernementale ». Mais au regard de cette servitude généralement bien supportée, que de privilèges, petits et grands ! On a des collaborateurs, des services, ce qu'on appelait autrefois un « train de maison ». Il y a eu longtemps, dans les gouvernements, des « ministres sans portefeuille », mais ce n'est plus l'usage à présent, un tel ministre étant comme un évêque *in partibus*, un général sans commandement, un Don Juan émasculé. L'emploi des portefeuilles est illimité : il y en a en charge des « Personnes âgées », de la Francophonie, ou même affectés à des missions plus ésotériques. L'essentiel est d'en avoir un, même s'il ne contient pas grand-chose, pas même un budget.

Combien de fois avons-nous entendu un président de la République nous promettre un gouvernement « resserré » ? Mais le nombre des portefeuilles est à peu près constant, de l'ordre de la quarantaine, que la mode soit à la rigueur ou à la grandeur. Il y a donc des portefeuilles qui font en quelque sorte double emploi. Dès que la distribution a eu lieu, la bataille des affectations commence : chaque ministre ou secrétaire d'État veut avoir un domaine pour disposer d'une administration et se donner l'illusion de la puissance.

Mais un portefeuille quasiment vide vaut mieux que pas de portefeuille du tout. Dès que vous en avez reçu un, ne serait-ce que pour quelques jours, on vous appellera « monsieur (ou madame) le Ministre » jusqu'à la fin de vos jours. Et cette merveilleuse dignité mérite quelques humiliations.

Prébende

La clé des performances électorales. Quand on grimpe dans l'ascenseur politique, aux étages élevés, la poignée de main ne suffit plus. Il faut des bienfaits plus tangibles, un gagne-pain, une prestation. À l'heure du chômage de masse, c'est le meilleur moyen de s'assurer une reconnaissance qui durera bien le temps d'une législature.

Prédécesseur

Sitôt assis à l'Élysée dans le fauteuil encore chaud de l'illustre fessier précédent, Georges Pompidou voyait ses moindres faits et gestes comparés, sur le mode acide, à ceux du Général. Cette statue du Commandeur, rayonnant

depuis un village de la Haute-Marne, l'agaçait et parfois l'indignait. Mais elle ne l'empêchait sans doute pas de dormir, ayant pu constater mieux que d'autres que Charles de Gaulle appartenait au commun des mortels, fragile et faillible. Il savait aussi que, en politique, dès que l'on parvient à de hautes fonctions, on est jugé à l'aune de son prédécesseur. Et celui-ci, même s'il a été conspué lorsqu'il était au pouvoir, est littéralement transfiguré : sa voix retentit comme venue de l'au-delà, sa sentence est inexorable. C'est une règle, mais certains politiques malins mettent un point d'honneur à vénérer leurs devanciers. Peu de temps après sa nomination au ministère de la Culture, Frédéric Mitterrand, qui devait sa promotion imprévue plus à son nom de famille et à Carla Bruni-Sarkozy qu'à son expérience politique, invitait régulièrement à déjeuner le socialiste Jack Lang, immortel et incontournable prédécesseur.

Toutes les alternances politiques voient nos nouvelles excellences se débattre sous l'empire de leurs prédécesseurs : Premier ministre en 1995, Alain Juppé se plaignait d'être handicapé par un bilan « calamiteux » – qui lui avait été pourtant légué par un gouvernement dans lequel il occupait une place de premier rang, celle de ministre des Affaires étrangères. Auparavant, le Premier ministre socialiste Bérégovoy déplorait, les mains au ciel, les « comptes désastreux » laissés par sa camarade Édith Cresson, qu'il venait de remplacer à Matignon. Et celle-ci, lorsqu'elle s'était installée à la tête du gouvernement, avait tenté d'apitoyer le bon peuple en dénonçant les « déficits sociaux gigantesques » creusés par son prédécesseur également socialiste, Michel Rocard.

C'est là une variante de *La Ronde* inventée par Arthur Schnitzler, à cette nuance près qu'on n'y échange pas de baisers. Une fois installé à l'Élysée, Nicolas Sarkozy évoquait volontiers, en semi-privé, la « fainéantise » de celui dont il occupait la place et qui avait été son premier et principal tuteur, Jacques Chirac. Il est vrai qu'il n'a pas poussé longtemps cette chanson : le commandeur Chirac étant juché sur un socle de popularité à faire crever de jalousie le nouveau chef de l'État.

L'opinion publique, toujours et partout, voue un culte à ceux qui sont partis. Et cette révérence rituelle prend une dimension phénoménale lorsqu'il s'agit d'un départ définitif. Où donc Jacques Chirac a-t-il trouvé ces mots presque dignes de Bossuet, cette voix qu'étouffaient de vagues sanglots pour rendre hommage, à sa mort, à son prédécesseur ? Les Français, qui aiment les cérémonies démesurées, ont pu alors oublier que ces deux Présidents-là, le défunt et le nouveau, s'étaient défiés haineusement en se regardant dans les yeux huit ans plus tôt. Mais peut-être Chirac était-il sincère dans son chagrin. À moins qu'il n'ait voulu cacher sous un masque de circonstance son soulagement d'être délivré de son commandeur. L'éloge funèbre permet toutes sortes d'orchestrations.

Premier secrétaire

En signe d'ostensible ingratitude, François Mitterrand a répugné à porter ce titre qui lui a été dévolu pendant une dizaine d'années. Il se faisait appeler « Président », non pour affirmer sa destinée mais parce qu'il présidait le conseil général de la Nièvre. L'idée même de devenir premier secrétaire du parti socialiste lui paraissait saugrenue comme elle l'était pour la plupart des Français. Mais après la guerre des couloirs qui s'était déroulée toute une nuit à Épinay, il risquait de voir les courants de sa majorité se livrer une bataille autour de la direction du parti. Il a donc pris le fardeau.

Il s'est assis, mais du bout des fesses, dans ce fauteuil au premier étage du petit hôtel particulier pour galanteries de la Belle Époque, près de la place Pigalle, siège du parti socialiste que nul n'appelait encore PS. La même place qu'avait occupée pendant une quinzaine d'années un homme qu'il n'aimait pas, qui était son opposé en tout : Guy Mollet.

Premier secrétaire donc, Mitterrand n'est pas assidu à la besogne. Une fois par semaine, il préside la réunion du secrétariat. Il laisse quelques seconds couteaux administrer cette « vieille maison ». La cuisine socialiste, les querelles et les arrangements entre clochers, lui est totalement étrangère. De 1972 à 1981, il est même très peu premier secrétaire : uniquement, totalement, jour et nuit, candidat à la présidence de la République. Sa vocation n'est pas de régler les bisbilles au sein de la fédération de l'Ariège ou de nommer le candidat aux élections dans le canton d'Avallon. Il ouvre l'œil, c'est tout, sachant que de nombreux socialistes le considéreront éternellement comme un intrus, voire un imposteur. Il surveille surtout ceux qui voudraient se mettre en travers de sa route, et il en découvre tous les jours dans ce parti tout nouveau pour lui. Les jeunes surtout sont allergiques à ce ministre de la IV^e^ République qui, pendant la guerre d'Algérie, a fait exécuter un militant communiste.

Depuis ce congrès d'Épinay qui est, pour les socialistes, la source, quelque chose comme le baptême de Clovis, il n'y a eu que trois premiers secrétaires qui aient duré, maîtrisé les traquenards de la fonction et les pesanteurs du rituel. Mitterrand, Jospin puis Hollande : un notable flamboyant, un révolutionnaire honteux et un chrétien repenti. La premier, roi en exil, son successeur, fondé de pouvoir sans pitié, et le troisième, fils de famille débonnaire et parfois facétieux.

Chacun – et c'est le cas aussi de Martine Aubry – entouré d'un carré de fidèles, de « lieutenants » voués à essuyer les humeurs de leur chef et à accomplir pour lui de basses besognes. Il faut avoir l'âme un peu diabolique pour se mouvoir dans l'entrelacs des courants, ne pas être submergé par ce système proportionnel hérité des Républiques passées, qui fait et défait les majorités éphémères. Mais avoir le regard aussi sur les finances du parti et le matériel des campagnes.

Tous les deux ans, le premier secrétaire joue sa survie au cours d'une nuit qui voit les représentants des courants, jusque-là acharnés les uns contre les autres, se réunir au sein de ce qu'on appelle, dans le parti, avec cette pédanterie qui lui est propre, la motion de synthèse. Cette longue nuit dans les odeurs de sueur et de café refroidi, Mitterrand lui-même n'y assistait pas, vous pensez bien. Il envoyait quelqu'un veiller au grain. Une seule chose l'occupait : être le chef incontesté, indispensable et unique. À peine devenu premier secrétaire, il rallie à sa cause présidentielle le seigneur de Marseille, Gaston Defferre. Il néglige Pierre Mauroy qui, du coup, fait alliance avec Rocard : au congrès de Metz, le dernier avant la présidentielle de 1981, il les écrabouille tous les deux mais non sans mal, non sans des prouesses tactiques dignes d'un vieux socialiste.

Jospin, c'est autre chose : le militant est tout le contraire de son maître, raide, parfois brutal, avec une vulgate barbouillée de marxisme, de trotskisme… Qu'une tête se lève dans les rangs socialistes et le voilà qui retrousse ses manches. Laborieusement, consciencieusement. En 1988, Mitterrand ayant été réélu, il rend son tablier de premier secrétaire pour devenir simple ministre. En fait de promotion, il y a mieux. Le vieux chef de l'État comprend alors, sans doute, que le destin de cet homme lige n'est pas présidentiel.

Cette fonction de premier secrétaire n'a qu'un but, qu'un sens, servir de marchepied vers la magistrature suprême. Si l'on oublie cette vérité première, gouverner le parti socialiste, exalter ses militants avec des phrases tirées de Jaurès, en appeler aux « camarades », aux sections, tout cela est dérisoire. Premier, oui, mais enfin secrétaire. Quand Mitterrand a annoncé à sa jeune protégée Édith Cresson qu'il allait la nommer « secrétaire du parti socialiste », elle a eu ce joli cri d'humilité : « Secrétaire ? Mais c'est impossible : je ne sais pas taper à la machine… »

Primaires

Celles de novembre 2006, entre socialistes, m'ont bien plu. Ce n'est pas tous les ans que l'on a l'occasion de traverser la France de long en large, à la grande vitesse des TGV. Mais les trois candidats n'en ont sûrement pas conservé un aussi bon souvenir. Ségolène Royal, elle-même, a pu mesurer les effets dévastateurs de ce processus indiscutablement démocratique. Elle a affronté l'épreuve la fleur au fusil et le sourire épanoui. Elle ne doutait pas de bénéficier de la grâce providentielle et de triompher de ses deux rivaux : Fabius et Strauss-Kahn. Mais dès le lendemain de sa fracassante victoire, les traces laissées par ces primaires fratricides apparaissaient au grand jour. Elles ne sont pas étrangères à l'échec en 2007 de la candidate socialiste.

Les primaires nous viennent des États-Unis. La candidature puis l'élection de Kennedy ont exercé une fascination, et pas seulement sur le

jeune ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing. Tous les états-majors ont envoyé leurs experts observer les élections présidentielles américaines et en tirer des leçons. Mais la pratique de la démocratie en France n'a pas grand-chose à voir avec celle des États-Unis. Chez nous, ce qu'on appelle « débat » se traduit par d'âpres querelles de personnes n'ouvrant pas à de belles et bonnes réconciliations. Les primaires en France ? Un feuilleton qui dure depuis une vingtaine d'années, avec ses épisodes héroï-comiques à chaque élection présidentielle.

Au départ, c'est la droite qui occupe la scène : elle est composée de deux partis furieusement antagonistes sous des dehors d'union sacrée, le RPR de Chirac et l'UDF de Giscard d'Estaing. En 1991, quatre ans avant la fin de mandat de François Mitterrand, ces deux formations créent une confédération et adoptent le principe de primaires en vue de désigner leur candidat unique à la prochaine élection présidentielle. La santé délabrée du président de la République éveille, de part et d'autre, des arrière-pensées funèbres : il faudra près d'un an pour concrétiser cet accord, en complétant les futures primaires d'une procédure d'urgence en cas de démission ou de décès du chef de l'État. Mais Mitterrand est décidément increvable, malgré scandales et métastases : le pacte de la droite reste lettre morte.

Devenu ministre de l'Intérieur, le diabolique Charles Pasqua exhume la machine infernale des primaires. Pendant plus d'un an – l'année 1993 – il s'acharne, en dépit d'un scepticisme général. Il va jusqu'à annoncer le dépôt d'un projet de loi, ce qui lui vaut les sarcasmes socialistes. Les maires PS de Lille et de Strasbourg, Pierre Mauroy et Catherine Trautmann, annoncent qu'ils n'organiseront pas « des primaires destinées à régler des conflits de personnes » – de personnes de droite. Toujours en peine d'une formule choc, Raymond Barre qualifie de « trompe-couillon » ce processus à l'américaine, le professeur est l'un des quatre présidentiables de droite, avec les inébranlables Giscard et Chirac, mais surtout l'étoile montante Balladur. Finalement, ce sont le RPR et l'UDF qui enterrent les primaires déclarées hors délai : on est le 1er décembre 1994, à plus de quatre mois de la présidentielle !

Vaccinée, la droite n'évoquera que furtivement, dix ans plus tard, cette recette miracle pour faire l'union. Et c'est encore un ministre de l'Intérieur, de surcroît candidat putatif à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, qui remet le sujet sur le tapis. Son compère de l'UMP, Bernard Accoyer, précise : des primaires à l'italienne, comme celles qui ont vu la gauche transalpine se donner pour chef Romano Prodi : une consultation ouverte à tout le monde, aux sympathisants et même aux autres.

Ce modèle italien a d'abord beaucoup fait rêver en France. Tous les états-majors ont envoyé des « observateurs » de l'autre côté des Alpes pour assister à cette consultation miraculeuse à laquelle étaient appelés des communistes, des socialistes, des démocrates-chrétiens : drôle de salmigondis pour donner à cette gauche en mal d'unité un candidat opposable au nouveau Mussolini de la droite, Silvio Berlusconi. Résultat : quatre millions

d'électeurs. L'eurocrate Prodi, tout juste revenu de Bruxelles, est élu : il est compétent, sans charme ni éclat, incroyablement honnête dans ce pays de triche et de bakchich. Aux élections générales, la gauche gagne de justesse par un écart de 25 000 voix. Prodi forme un gouvernement et aussitôt la gauche se fracasse. Toutes les rancœurs cachées jusque-là resurgissent. Les primaires se révèlent, après coup, une efficace machine à perdre.

Les socialistes français ont adopté et adapté le processus italien. Aucun d'eux, en ce début d'année 2006, un an avant la présidentielle, n'ose le critiquer ouvertement. Tout juste Laurent Fabius déplore-t-il un calendrier qui, en effet, va lui être fatal. Les primaires auront lieu à la mi-novembre, cinq mois seulement avant l'élection du chef de l'État. De semaine en semaine, l'aura de Ségolène Royal, celle qu'on n'attendait pas, submerge le pays.

Les socialistes, non sans mal, se sont mis d'accord pour trois débats télévisés entre les trois candidats. En fait, les spectateurs auront droit à trois monologues, Fabius et Strauss-Kahn n'auront pas le loisir d'écraser leur camarade du Poitou de leur compétence. Et « Ségo » ne pourra pas interpeller Fabius sur sa petite phrase, délicieusement misogyne : « Mais qui va garder les enfants ? » La dame passe au premier tour de scrutin, avec plus de 60 % des suffrages militants, mais elle ne réussira pas à faire taire son amour-propre en sollicitant le concours des deux vaincus.

Pourtant, ces primaires socialistes qui, faute de faire une Présidente, ont sacré une diva, plongent la droite dans des abîmes de perplexité nostalgique. Mais le candidat déjà naturel de l'UMP, Sarkozy, n'a pas de temps à perdre avec ces sornettes pour socialistes aux abois : il se fait acclamer par un congrès de son parti, comme au temps de Pompidou et de Chirac, et le tour est joué !

Pour de bon ? Non, aux premiers orages, au secours ! Les primaires réapparaissent. C'est le cas en 2010 lorsque le président de la République, submergé par les mécontentements conjugués de ses électeurs et de ses élus, cesse d'apparaître comme le candidat incontestable à sa réélection. Quant aux socialistes, dès l'échec de Ségolène Royal en 2007, ils ont décidé de remettre le couvert.

Il faudra donc que nos futurs candidats présidentiels, en l'absence de l'homme providentiel que le PS attendait, Dominique Strauss-Kahn, se livrent à deux campagnes nationales successives. Nul doute que, dans l'avenir, les futurs chefs de l'État entreront à l'Élysée épuisés, affaiblis, en somme victorieux et défaits.

Principe de Peter

Un journaliste anglais, forcément éminent, m'a posé un jour une question qui m'a laissé sans voix : « Qu'est-ce qu'elle a d'exceptionnel, votre Mme Alliot-Marie, pour être placée ainsi aux plus hautes responsabilités du gouvernement ? » J'ai répondu de biais car, à vrai dire, cette interrogation ne

m'avait jamais traversé l'esprit : « Elle est femme et, à droite, ils n'en ont pas tant, ayant la capacité d'être ministres. » Mon confrère ne m'a pas lâché : « Et elle, elle est compétente en tout, justice, défense, police ? » Là, je m'en suis sorti en riant.

Pendant près de neuf ans, de 2002 à 2011, Michèle Alliot-Marie a occupé les ministères dits « régaliens », ceux où l'on cumule le pouvoir et le prestige : Défense, Intérieur, Justice, Affaires étrangères. Elle y déployait une assurance bien peu féminine allant parfois jusqu'à la morgue. Il faut croire que cette suffisance impressionnait Chirac et Sarkozy.

En 1994-95, elle avait traversé une rude crise de conscience. Elle était alors secrétaire d'État aux Sports, reléguée près de la porte de Versailles, loin du quartier des ministères et des palais de la République. Là-bas, elle avait du mal à repérer le sens du vent. Quand il lui a fallu choisir entre son Premier ministre Balladur et le président de son parti, Chirac, elle était tellement angoissée que personne n'a jamais su pour qui elle a finalement voté à l'élection présidentielle de 1995. La raideur de son expression cache, chez elle, une prudence politicienne incontestable.

Je l'ai croisée vers 1975, à la cour d'Edgar Faure à l'hôtel de Lassay. Le président de l'Assemblée tenait bar ouvert tous les soirs, et les journalistes y côtoyaient des jeunes gens qui buvaient les leçons de l'Edgar en attendant d'entrer en politique. Elle était du nombre. Elle avait dans les vingt-cinq ans, et déjà un passé : elle avait appartenu quelque temps au cabinet d'Edgar Faure et avait épousé Michel Alliot, le directeur. Depuis, mariage vite rompu, elle avait commencé une carrière de conseiller ministériel mais ne manquait pas de venir apporter une touche de blondeur aux soirées du maître. Personne, alors, n'aurait imaginé qu'un jour elle finirait – c'est le mot – au Quai d'Orsay.

L'exploit qui lui a valu sa miraculeuse ascension c'est, en 1999, son élection à la tête du RPR, le parti chiraquien. Mais Chirac, alors président de la République, plombé par sa cohabitation avec la gauche plurielle de Jospin, avait commis une bourde monumentale en voulant faire élire à la tête de ses « compagnons » un brave homme de sénateur du Pas-de-Calais, Jean-Paul Delevoye, qui représentait les maires de France. Michèle, qu'on ne songeait même pas à appeler MAM, son nom n'ayant jamais franchi les limites du microcosme, sentit bien le vent et se fit élire contre le chouchou. Par bonheur pour elle, Chirac, pas rancunier pour deux sous (sauf avec Giscard), la nomma ministre de la Défense en rigolant. Il croyait que les popotes feraient subir les avant-derniers outrages à leur ministre : celle-ci se piqua au jeu, s'habilla en gabardine et adopta un ton d'adjudant. Neuf ans, elle a tenu neuf ans, jusqu'au dramatique pataquès de ses vacances de Noël en Tunisie. Les bouches alors s'ouvrirent et répandirent le bruit que son bilan ministériel était inexistant.

À la vérité, la dame illustre à merveille le principe de Peter, selon lequel, dans une hiérarchie, chacun a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence. Bernard Pivot dit de ce fameux principe que, « s'il est un

domaine où sa pertinence est éclatante, c'est bien évidemment dans la distribution des responsabilités politiques ». Il existe un autre principe, souvent énoncé par Jacques Chirac : « Ne jamais confier un ministère à une personne compétente, l'Éducation à un professeur, la Santé à un médecin, ou la Défense à un officier. » Michèle Alliot-Marie est une favorite de Peter.

Programme

Quel que soit le nom qu'on leur donne, les programmes sont de beaux exercices de plume, réalisés par des équipes priées pour l'occasion d'effacer leurs divergences. C'est sûrement une arme à double tranchant. Les candidats à l'Élysée doivent trouver que le mot porte malheur. Ils préfèrent parler de projet ou de propositions. Une fois élus, ils ont en effet toutes les peines du monde à mettre en œuvre ce programme quel que soit son nom.

En 1981, à peine François Mitterrand s'était-il mis en tête de réaliser ses 110 propositions que ses malheurs ont commencé. Sept ans plus tard, au lieu de renouveler l'erreur, le Président sortant se contente d'écrire une lettre à tous les Français dans laquelle, échaudé, il se garde d'annoncer des mesures.

En 1995, Jacques Chirac se retrouve vainqueur pour avoir trouvé la recette miraculeuse de la « fracture sociale » : mais quelques mois plus tard, il voit la moitié des Français envahir les rues pour lui crier leur colère. Sept ans plus tard, comme Mitterrand, il se garde bien de proposer quoi que ce soit et le mot « programme » déchaîne ses sarcasmes.

En 2007, alors que la droite ferraille depuis sept ans contre les 35 heures des socialistes, Nicolas Sarkozy a une autre trouvaille ingénieuse : il propose aux Français de « Travailler plus pour gagner plus ». Malheureusement, si cette formule séduisante se révèle électoralement payante, elle a été vite démolie par la réalité d'une crise qui frappe d'abord les jeunes.

Et si c'était Giscard qui avait raison ? À l'âge de soixante-dix ans, oubliant sa propre expérience, il a déclaré à la télévision : « Un projet présidentiel ce n'est pas un programme de gouvernement, c'est quelque chose qui doit prendre les gens aux tripes ! »

Providentiel

Ségolène Royal a grandi dans un village des Vosges, à trois pas de ce Domrémy où Jeanne la Pucelle entendait des voix qui l'appelaient à sauver la France. Elle venait prier dans la chapelle taillée dans la pierre, à la lumière des cierges. En 2006, lorsqu'elle est apparue dans le firmament politique, comme une envoyée spéciale de la madone, elle ne doutait visiblement pas d'avoir un contrat avec la Providence. Pour commencer, elle était assurée de vaincre sans peine ses deux adversaires, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn, qui, c'était clair comme le jour, n'étaient point investis d'une mission divine. Elle était radieuse, auréolée d'une grâce surnaturelle : même au soir de sa défaite, en 2007, elle restait comme emportée par ces forces de l'esprit invoquées par

Mitterrand peu de temps avant sa mort.

De Jeanne d'Arc à Ségolène Royal, en passant par de Gaulle et Napoléon, l'espèce des hommes providentiels n'a jamais été en voie de disparition. Comme Raymond Barre, certains adorateurs de la Providence se vantaient tant d'être à jamais protégés par elle qu'elle s'est vengée et les a laissés tomber.

Les politiques donnent différents noms à la Providence pour éviter une connotation trop religieuse. De Gaulle, militaire, préférait parler de « baraka », mais on peut imaginer que dans ses prières en la petite église de Colombey, il demandait à la Divine de lui conserver le soutien des Français. Les hommes et femmes politiques, grâce à Dieu, ne s'en remettent pas tous à la puissance d'En-haut. Certains se contentent d'un gri-gri, caché sous leur chemise. Beaucoup, à l'instar de Giscard, consultent les voyantes pour qu'elles les mettent en communication avec l'Au-delà. Mitterrand, semble-t-il, n'avait pas besoin d'intermédiaire.

Mais il y a tous ceux qui ne croient à rien, ni à Dieu ni à diable. Ceux-là puisent foi et espérance dans les sondages d'opinion qui sont comme la version mathématique de la Providence. Ce sont eux qui ont averti Ségolène qu'elle allait être appelée. Eux aussi qui ont envoyé des signes irrésistibles à Dominique Strauss-Kahn jusqu'au jour où la fatalité s'en est mêlée.

En politique, il faut être attentif à tous les indices providentiels, sinon au premier revers électoral, vous perdez la foi.

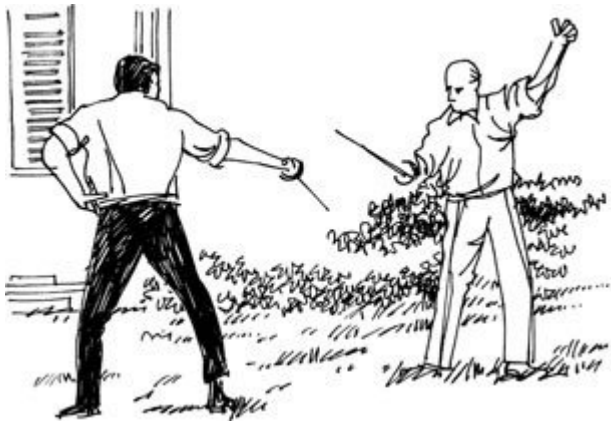
Q

Querelles

La vie politique en est jalonnée et, il faut bien le dire, elles en constituent le sel. Il y en a des dérisoires et d'historiques, de furtives et de tenaces. Certaines sont poussées par des sentiments d'aversion tandis que d'autres sont de pure politique, c'est-à-dire spectaculaires, théâtrales, factices.

À ma connaissance, dans la Ve République, une seule s'est vidée dans le sang. Oh ! Une minuscule goutte de sang qui a fait rire les Français. C'était en 1967, en avril, un mois après des élections législatives qui avaient donné une courte majorité aux gaullistes. Le Premier ministre Pompidou était venu prononcer à l'Assemblée un discours pour présenter sa politique. Le lendemain, un débat très chaud s'était ouvert dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. François Mitterrand avait interrompu Pompidou au milieu de son intervention pour l'accuser d'avoir organisé des fraudes électorales outre-mer. Mais quand, à son tour, le patriarche socialiste Guy Mollet s'avise de couper la parole au Premier ministre, celui-ci refuse et toute la représentation nationale s'agite, s'invective, se menace même du poing. Dans ce beau tohu-bohu, Gaston Defferre, bien connu pour sa virulence marseillaise, lance le mot d'« abruti » au visage d'un député-godillot nommé René Ribière, élu de Montmorency. Lequel bondit : « Vous m'en rendrez raison. Sur le pré. »

Contre toute attente, s'agissant de deux hommes ayant largement passé l'âge de raison, le duel aura lieu : à Neuilly et à l'épée. Interdit en France depuis Louis XIII, il n'a pas été empêché par la police qui affirme pourtant avoir tout essayé. Defferre s'est entraîné sérieusement avec un maître d'armes. Ribière a choisi l'escrime qu'il avait un peu pratiquée dans sa jeunesse. Il a été touché au bras. L'histoire qui a fait le tour du royaume ne dit pas si les adversaires, selon le code, se sont serré la main. Cet épisode, pas tout à fait digne des *Trois Mousquetaires*, n'a pas laissé de trace, pas même de cicatrice sur le biceps du vaincu, rien qu'une imperceptible blessure d'amour-propre.



Les querelles entre compagnons d'armes, camarades de parti, frères ennemis, sont autrement cruelles. Citons pour mémoire, car chacun les garde à l'esprit, par ordre chronologique : le duel de Gaulle-Pompidou (dont j'ai révélé l'existence dans un livre portant ce titre, ce qui m'a valu les réprimandes des gaullistes), les conflits quasi mortels Chirac-Chaban-Delmas, Giscard-Chirac, Mitterrand-Rocard (le plus long : vingt ans), Chirac-Balladur, et enfin (mais la liste n'est pas close), Sarkozy-Villepin.

D'autres sont moins fameuses et moins explosives. On n'imagine pas François Mitterrand et Michel Rocard lever la main l'un sur l'autre ni même s'invectiver. C'était plus feutré, plus civilisé : on est à gauche, que diable !

Il arrive pourtant que l'échange de coups soit évité de justesse : c'est ce qui s'est passé le 24 mai 1990, au Sénat, au cours d'un déjeuner du groupe gaulliste présidé par Charles Pasqua. Invité obligé : le président du parti, le RPR, Jacques Chirac. Depuis la défaite deux ans plus tôt face à François Mitterrand, Pasqua, qui a été l'homme de main, d'affaires et parfois de paille de Chirac, répète à tous les échos qu'après deux échecs présidentiels son champion est fini, lessivé, hors d'usage. Ces amabilités sont venues aux oreilles de l'intéressé qui, alors, avait l'ouïe fine.

Le repas se déroule de façon correcte, glaciale, lourde. Les deux hommes s'évitent du regard. Petit avertissement : quand Pasqua déclare qu'il y a « deux stratégies au RPR », Chirac met aussitôt les choses au point : « Stratégie, stratégie ? Il s'agit seulement, pour certains, de me mettre à la porte pour prendre ma place. » Mais le ton monte ensuite, après le café, lorsqu'il y a une séance du groupe au complet. Pour commencer, Pasqua donne la parole « au président du mouvement », sans citer son nom ni prononcer un mot de bienvenue. Chirac se lance dans un réquisitoire sans y aller par quatre chemins mais en quatre mots : « Ça ne va pas. » Et très vite, il dégaine, accusant « monsieur Pasqua », dit-il, de tenir en public le langage de la fermeté et, en privé, de se montrer conciliant envers l'UDF de Giscard, le parti socialiste et même le Front national. Pour preuve, il tire de sa poche une lettre dont l'autre nie aussitôt être l'auteur. « Tu pourrais au moins avoir le

courage de tes opinions ! » Pasqua tente une sortie par le biais d'une galéjade méridionale mais ne fait que s'attirer cette remarque de son adversaire : « L'heure n'est pas aux pirouettes. »

L'atmosphère devient si brûlante que le vétéran Yves Guéna s'empresse de lever la séance pour éviter, de justesse, une bataille de chiffonniers. Les deux hommes ne devaient jamais se réconcilier. Bien au contraire : leur querelle se répéta, se gonfla, s'amplifia, mois après mois, année après année. Pasqua attribue à son ex-grand ami tous les malheurs judiciaires qui ont jalonné son troisième âge.

Aujourd'hui, je ne sais pas encore si Sarkozy réussira enfin à pendre Dominique de Villepin à un croc de boucher, comme il s'y est engagé devant quelques journalistes. La querelle entre ces deux êtres, si dissemblables en tout, n'a pas un seul jour perdu de son intensité. Et tous les terrains sont bons pour leur tenir lieu de pré.

Gaston Defferre, ou plutôt René Ribière, avait raison : mieux vaut un bon duel à l'ancienne que ces querelles lancinantes, réchauffées, interminables, dont on ne se rappelle plus ni pourquoi ni comment elles se sont déclarées.

R

Racisme

Un tag sur le mur d'une mosquée, une bombe artisanale devant une synagogue, et c'est l'effet d'aubaine assuré pour les politiques. Notre pays est sans doute le seul au monde où le racisme primaire, le plus bête, celui qui se contente de la gesticulation, déclenche une miraculeuse union sacrée. Mais, du coup, effet secondaire, la France passe aux yeux des autres pour le pays le plus raciste – antisémite ou islamophobe – de la planète. Comme il y a sur le territoire national une communauté arabe, héritière de la colonisation, très importante, et la communauté juive la plus nombreuse d'Europe, ce soupçon est légitimé sans autre forme de vérification.

Les deux présidents de la République, Chirac et Mitterrand, ont été particulièrement démonstratifs dans leur hostilité au racisme. Raison de bonne politique ? Si l'on met en doute leur sincérité, c'est tout le monde politique, micro ou macro-cosmique, qui doit encourir ce reproche. On ne peut pas soupçonner Jacques Chirac d'antisémitisme. Enfant, il a grimpé sur les genoux de Marcel Dassault qui s'appelait alors Bloch et était le bienfaiteur de son père. Ah, bien sûr, quand il n'était pas encore président de la République, il a eu ce fâcheux dérapage sur les « odeurs » que répand dans les HLM la cuisson du méchoui. Mais il a repoussé toute espèce de complaisance à l'égard du Front national au moment où les trois quarts de son parti y aspiraient et où son homme de confiance (ou de main ?) Charles Pasqua l'y encourageait. À Paris, il réservait un traitement de faveur aux écoles judéo-intégristes des rabbins loubavitch, ce qui irritait beaucoup Simone Veil. Et son père spirituel Pompidou, ancien fondé de pouvoir des barons de Rothschild et leur grand ami, était également irréprochable. N'avait-il pas, sur avis de son ministre de l'Intérieur Marcellin, interdit les mouvements d'extrême droite ancêtres du Front national ?

Dans cette matière, François Mitterrand avait beaucoup à se faire pardonner comme on devait l'apprendre aux derniers mois de son règne. Il avait écrit des articles délicatement pétainistes au début de l'Occupation, ce qui lui avait valu la francisque des mains du Maréchal dont il faisait certaines années fleurir la tombe à l'île d'Yeu. Il n'avait, disait-il, jamais eu connaissance des lois antijuives de Vichy alors qu'on pouvait voir leurs traces sur tous les magasins de fourrure de France et de Navarre. Mais le pire c'est qu'il avait conservé son amitié, d'ailleurs intéressée, pour le nommé

Bousquet, grand ordonnateur de la rafle du Vél d'Hiv. On comprend que, à l'Élysée, dans le combat républicain contre le racisme et l'antisémitisme, il en rajoutait.

Au printemps de 1990, le pays a été submergé par une vague d'indignation lorsque le cimetière juif de Carpentras a été profané et vandalisé. Mitterrand a aussitôt décrété la mobilisation générale et pris lui-même la tête d'un grand cortège à Paris. Tout le monde a répondu à l'appel, excepté l'archevêque juif de Paris, Mgr Lustiger, qui reniflait une forte odeur de récupération. Manquaient aussi Le Pen – allez savoir pourquoi – et Giscard qui n'allait pas marcher trois rangs derrière son successeur.

Se rendant à Carpentras, dans ce paisible petit cimetière d'ailleurs à moitié à l'état sauvage, herbes folles entre les tombes, le ministre de l'Intérieur socialiste Pierre Joxe, gardien de la Mitterrandie, déclarait : « Les coupables sont connus : ce sont le racisme et l'antisémitisme. »

Bon, pour l'heure, les coupables couraient toujours : la police et la gendarmerie étaient bredouilles et les pieuses déclarations des grands serviteurs de l'État laïque et républicain ne faisaient que souligner leur impuissance. Je me suis alors cru plus fin limier que les professionnels du gouvernement et, aux premières heures de l'été, je me suis installé aux portes de Carpentras, au pied des dentelles de Montmirail qui constituaient un décor superbe et inattendu à cette odieuse machination dénoncée par le chef de l'État.

Le début de l'été, dans cette Provence d'une impeccable beauté, au milieu des vignes, dans les parfums de lavande et de thym : on pense bien que je n'étais pas pressé de dénicher les coupables. Carpentras en cette saison est la ville la plus paisible qui soit. D'ailleurs, la moitié de l'après-midi est consacrée à la sieste. Tout le monde dort, de la communauté arabe des ramasseurs de fruits jusqu'au représentant local du Front national, un avocat distingué au nom vaguement juif. La petite synagogue de Carpentras, coincée entre deux immeubles d'habitation, était toujours fermée : il fallait demander

la clef à un voisin qui vous la confiait sans difficulté. Depuis « l'affaire », des touristes juifs américains venaient la visiter, ce qui plongeait les Carpentrassiens dans des abîmes de perplexité et de fierté. Quant aux descendants des Juifs du pape, les Crémieux et les Carcassonne, ceux qui demeuraient sur cette terre, la plupart cultivant la vigne et n'ayant gardé de la religion juive que quelques traditions, ils n'étaient visiblement pas inquiets pour leur sécurité.

Ravi de mon séjour, au bout de deux ou trois semaines je suis rentré à Paris sans avoir deviné la moindre trace d'un antisémitisme qui s'attaquerait aux pierres tombales. On a appris, plusieurs années plus tard, que la profanation était l'œuvre de quelques jeunes gens adorateurs de Lucifer : ils ont été jugés, condamnés sans excessive sévérité, et la vie à Carpentras a repris son cours dans le chant des cigales. Mitterrand – « bien fatigué », comme on dit en Provence d'un agonisant lorsqu'on appelle le curé pour l'extrême-onction – a quitté l'Élysée après avoir abjuré ses péchés de jeunesse antisémites. Chirac, son successeur, a prononcé, à côté de ce qui fut autrefois le Vél d'Hiv et dont il ne reste rien, un beau discours sur la responsabilité de la France dans les persécutions des Juifs, des mots auxquels son prédécesseur ne s'était pas risqué. La République a été alors fière de son Président qui n'est pourtant pas un orateur des plus exaltants.

Après Chirac est venu Sarkozy qui, lui, ne bénéficiait pas d'un préjugé aussi favorable des divers mouvements et ligues contre le racisme. Ayant un ancêtre juif, il n'a pas fait l'objet d'un procès antisémite. Et s'il s'était promis de nettoyer la banlieue de la racaille, personne ne pouvait en déduire qu'il ouvrait la chasse aux « beurs ». Le sixième président de l'actuelle République s'est proclamé le protecteur de toutes les communautés, noires, jaunes ou basanées vivant sur notre sol sans parvenir à en persuader le peuple. Les profanateurs de cimetières, les barbouilleurs de synagogues et de mosquées continuent d'officier. De temps en temps, un homme politique laisse échapper un mot qui déclenche le scandale – c'est arrivé à Brice Hortefeux à une réunion de son parti –, car de nos jours les instruments de la haute technologie, comme les téléphones portables, sont les détecteurs infaillibles des moindres arrière-pensées racistes. Et la vie politique continue inexorablement d'être jalonnée par des polémiques sur le sujet maudit.

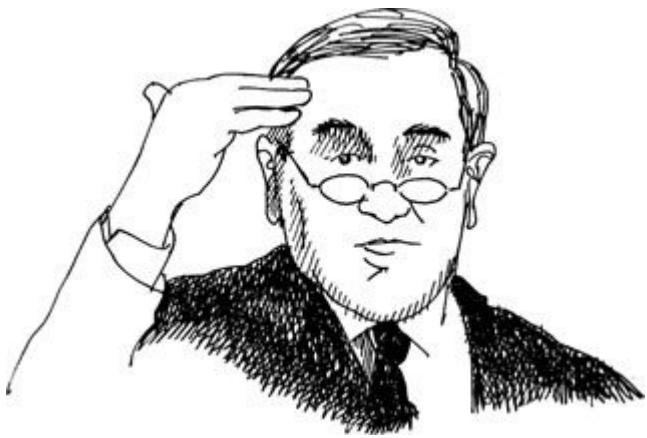
Raffarinade

Au XIX^e^ siècle, il y avait Joseph Prudhomme, personnage inventé, dessiné et théâtralisé par Henri Monnier. Il est passé à la postérité avec de belles sentences du genre de celle-ci : « Ce sabre est le plus beau jour de ma vie. Je saurai m'en servir pour défendre nos institutions et au besoin pour les combattre. » De nos jours, le même genre de vérités magistrales est connu sous le nom de « raffarinades ». Jean-Pierre Raffarin est le Joseph Prudhomme des temps modernes.

À peine réélu en 2002, Le Pen l'ayant délivré de Jospin, Chirac a choisi pour Premier ministre ce politicien du second rang, alors inconnu. L'intéressé a dû en être estomaqué, comme l'a été tout le microcosme. Pourquoi le Président, alors pourvu d'un blanc-seing (il avait été réélu par plus de 80 % des suffrages), a-t-il choisi ce faux jeune homme à la silhouette de retraité ? Raffarin n'appartenait pas à son clan néogaulliste mais à la famille (politique) du détesté Giscard d'Estaing. Pour faire oublier son Premier ministre de 1995, Chirac a opté pour l'anti-Juppé incarné : rondouillard, affable, un politicien à l'ancienne dont le père avait d'ailleurs été ministre, cinquante ans plus tôt, dans un gouvernement Mendès France.

Il pensait donc que cet hôte de Matignon ne lui ferait pas d'ombre, ne se pousserait pas du col, et ne provoquerait pas ces manifestations de masse qu'il redoutait par-dessus tout. Bonne pioche ? Il y a eu des ricanements du côté du RPR alors transcendé en UMP. Le bienheureux avait été commercial pour une marque de café : il avait donc toutes les qualités requises pour « vendre » cette énième expérience chiraquienne. Par-dessus le marché, il venait, avec une prescience miraculeuse, de pondre un bouquin intitulé *Pour une nouvelle gouvernance*, des lieux communs bien rédigés, qui tendait à prouver son aptitude à gouverner ce pays.

Sa longévité de Premier ministre a été de trois ans, une honnête moyenne. Elle n'a pas été marquée par des réussites notables mais par des troubles dans les banlieues qui, grâce à la télévision, ont fait frissonner le monde entier. Elle s'est soldée par une véritable Berezina politique : l'échec au référendum sur les traités institutionnels européens.



Ses interventions bonhommes, doucement moralisatrices, parsemées de piques enrobées de miel, ont été appelées « raffarinades » par une presse qui, en fin de compte, n'a pas eu trop à se plaindre de lui. Chirac non plus, qui ne l'a jamais pris pour un héritier présomptif. Quand il était « aux affaires », Raffarin était tenu par Sarkozy, « son » ministre de l'Intérieur, comme un usurpateur de petit calibre. Aujourd'hui, accordons-lui le crédit de ne pas

s'être rangé parmi les courtisans alimentaires. Il n'a pas réussi à devenir président du Sénat : il avait pourtant la manière. Il se console en étant le représentant autoproclamé du président de la République en Chine populaire. Il continue de fournir ses raffarinades aux médias qui leur font bonne place.

Réactionnaire

Certaines nuits, lorsque j'ai compté en vain les moutons pour trouver le sommeil, je suis pris de rêveries impardonnables, inqualifiables. Des fantasmes de fieffé réactionnaire (mais il n'y a pas de réactionnaire qui ne soit fieffé). J'en viens par exemple, au cours de ces innommables divagations, à imaginer que la Sécurité sociale n'indemnise plus les accidents de sports d'hiver, que les sans-abri qui transforment la voie publique en chambre à coucher soient sévèrement sanctionnés, que les élèves n'assimilant pas tout à fait la lecture soient placés dans des classes dites d'adaptation élémentaire, que les rave parties sauvages soient réprimées par les forces de l'ordre, que l'on revienne au service militaire obligatoire, etc. Comment de telles fariboles peuvent-elles me venir à l'esprit ? C'est que, tous les jours, j'entends dans tous les partis, gauche et droite confondues, des propos de cette nature proférés à mi-voix. C'est un dirigeant du parti communiste qui se plaignait un jour devant moi du nombre anormal d'étudiants africains plus ou moins sérieux dans les facultés. En fait, tout le monde peut être réactionnaire sans le savoir, comme Monsieur Jourdain est prosateur. Et après tout, nos présidents de la République n'expriment-ils pas une nostalgie de l'Ancien Régime lorsqu'ils se comportent en monarques de droit divin ? Démocrate et même progressiste quoiqu'il ait tardé à entrer en guerre contre l'Allemagne nazie, Roosevelt a déclaré qu'« un réactionnaire est un somnambule qui marche à reculons ». Dans l'Amérique de l'apartheid triomphant, il devait savoir de quoi il parlait.

Pour me faire pardonner mes égarements réactionnaires intimes, je tiens à préciser que parfois – et surtout lorsque j'ai eu un grand et beau dîner, avec les vins adéquats –, j'ai des rêveries révolutionnaires, je me prendrais presque pour Robespierre à vouloir guillotiner les patrons du CAC 40 et les nantis du bouclier fiscal.

Référendum

Quand il s'est mis en tête de réviser la Constitution pour pouvoir s'adresser directement aux parlementaires réunis en Congrès, Nicolas Sarkozy s'est bien gardé de recourir au référendum. Une si futile réforme ne valait pas un risque véritablement tellurique. L'arme référendaire, joyau de la Ve République et de l'héritage gaulliste, peut être mortelle pour qui la déclenche. De Gaulle lui-même en a fait la pathétique expérience, onze mois après la tempête étudiante et sa propre équipée à Baden. Comme les consuls de la Rome antique, le Général avait bravé les dieux en leur soumettant son

destin, dans une partie diabolique.

Le référendum est une sublimation de la politique qui pouvait ensorceler un joueur comme de Gaulle. Victorieux, c'est une apothéose, un sacre. Dans le cas contraire, c'est enfer et damnation. Mais depuis celui de 1962 qui a permis au Général, une fois la paix signée en Algérie et après un attentat auquel il avait échappé par miracle, de donner à la République un ultime coup de bonapartisme, les consultations référendaires ont été marquées du signe de l'incertitude, au fil du rasoir. Sarkozy est le premier président de la Ve République à ne pas s'être livré à ce jeu de la roulette russe.

De Gaulle lui-même aurait dû être plus circonspect. Au lendemain de la fin de la guerre, un référendum sur les institutions s'était soldé pour lui par une victoire à la Pyrrhus : quelques semaines plus tard, il ouvrait les yeux et démissionnait de la direction du gouvernement. Le Libérateur découvrait l'ingratitude des peuples. En 1958, revenu au pouvoir après une mortelle traversée du désert, son premier soin était de réintroduire le référendum. Les Français n'y ont vu que du feu, moi le premier. Ils attendaient que de Gaulle les libère d'une guerre d'Algérie qui durait depuis quatre ans et étaient prêts à lui signer tous les blancs-seings qu'il voudrait. Personne n'osait rappeler que le plus fameux référendum de notre histoire avait permis à Napoléon III de mettre à terre la République.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
REFERENDUM
du 28 septembre 1958
LOI CONSTITUTIONNELLE DU 3 JUIN 1958
Approuvez-vous la Constitution qui vous est proposée par le Gouvernement de la République ?
OUI

Mais le Général croyait davantage au principe de la légitimité qu'aux mécanismes incertains de la démocratie parlementaire. Il s'agissait donc de renouveler le contrat entre les Français et lui-même : « Moi, écrit-il dans ses *Mémoires d'espoir*, c'est sans droit héréditaire, sans plébiscite, sans élection, au seul impératif mais muet de la France que j'ai naguère été conduit à prendre en charge sa défense, son unité et son destin. » À chaque référendum, quel qu'en soit le sujet ou la matière, il explique aux citoyens : « Il s'agit de

répondre “oui” à de Gaulle. »

En 1968, la donne a changé. Il n’y a plus de grand sorcier. Au Quartier latin, les étudiants dressent des barricades en lançant vers l’Élysée : « Dix ans, ça suffit. » Le 24 mai, au plus fort de l’émeute, le Général, jugeant la situation « insaisissable », propose aux Français, en guise de remède, un référendum sur la rénovation de l’État, et en particulier du Sénat. Si désemparé soit-il, le Général admet aussitôt qu’il vient de « miser à côté de la plaque ». Pourtant, neuf mois plus tard, il tire le référendum de sa giberne, mais le charme est rompu et le « non » victorieux.

Après de Gaulle, le référendum cesse d’être un sortilège. Georges Pompidou en engage un sur l’entrée de la Grande-Bretagne dans l’Europe qu’il gagne sans éclat. Personne n’imagine que François Mitterrand, qui a dénoncé le référendum comme un instrument de coup d’État, va s’y convertir. Il menace le peuple de le consulter de cette façon sur la guerre scolaire, mais il préfère changer de gouvernement et de ministre de l’Éducation nationale. Puis il laisse le Premier ministre Michel Rocard lancer un référendum sur la Nouvelle-Calédonie et s’en lave lui-même les mains. L’abstention est massive : 63 % des électeurs.

En 1992, Mitterrand est au pied du mur : le Conseil constitutionnel déclare nécessaire de modifier la Constitution pour la mettre en conformité avec le traité européen signé à Maastricht. Aussitôt, un grand débat passionné s’ouvre, les partis étant pour la plupart eux-mêmes divisés entre eurosceptiques et inconditionnels de la cause européenne. Les conditions du succès semblent réunies : à gauche et à droite, avec ou sans passion, il y a une majorité pour approuver un traité qui vient d’être signé par les douze États européens.

Le président socialiste répugne pourtant à pratiquer la consultation référendaire avec la superbe dramatisation du Général. Il la fait précéder d’un vote des deux assemblées. Du coup, les citoyens, plus méfiants que jamais envers ce chef de l’État à qui l’on prête toutes les malices politiciennes, flairent une embrouille mitterrandienne. En outre, en fait de question, les Français ont sous les yeux un texte si compliqué et fumeux qu’il faut être candide pour l’avaler. Or nos compatriotes sont des électeurs roués, parfois pervers, dépourvus de toute espèce de naïveté. Après une campagne dans laquelle Mitterrand malade a jeté toutes ses dernières forces, l’inquiétude le gagne : « Il faut voter oui, recommande-t-il, mais on peut aussi répondre non. »

À malin, malin et demi : le corps électoral lui donne une victoire si exiguë, si ambiguë que le chef de l’État ne peut pas s’en flatter.

Son successeur Jacques Chirac n’est pas homme à lancer des défis inconsidérés à ce peuple incorrigible. Il a été échaudé par sa monumentale bévue de 1997 : la dissolution d’une Assemblée où il disposait d’une belle majorité. Ah non, on ne l’y reprendra pas ! Du moins pas de son plein gré. Mais trois ans après cette fausse manœuvre, il est piégé par une espèce de

conjuration autour de Lionel Jospin, avec Valéry Giscard d'Estaing aux avant-postes. Il est contraint de diminuer à cinq ans la durée du mandat présidentiel, c'est-à-dire de réviser la Constitution. De tous côtés, on lui réclame un référendum : il s'y résigne avec une visible amertume. Il intervient après un long silence, onze jours avant la consultation, demande aux Français de « prendre les dix minutes nécessaires pour aller voter ». De Gaulle doit se retourner dans sa tombe, s'il entend cette parole présidentielle sans lyrisme et sans conviction. Les Français comprennent : ils sont 70 % à s'abstenir et Chirac, pour tenter de minimiser le camouflet, promet de « faciliter l'usage du référendum ». En fait, il va attendre presque quatre ans pour consulter à nouveau les Français, toujours sur la question européenne décidément maudite. Et il essuiera un cinglant échec.

Le doute sur l'issue du scrutin n'apparaît qu'aux derniers jours de la campagne. En 1969, de Gaulle avait pressenti à l'avance son faux pas. Ses ministres le pressaient d'ajourner la consultation. Mais le cœur n'y était plus et le Général avait confié qu'en cas de victoire du « non », eh bien, ce serait « un beau départ ». En 2005, Jacques Chirac, même s'il sait qu'il ne sollicitera pas un troisième mandat, n'est pas dans le même état d'esprit désabusé.

Il est probable que les présidents de la République à venir tâcheront d'éviter ce recours à une Providence qui n'est pas toujours bienveillante. Faut-il verser des larmes sur ce déclin probable du référendum ? Alors que les peuples sont de mieux en mieux informés des subtilités de la politique, qu'ils s'y passionnent toujours davantage, leur demander de voter par oui ou non est décidément trop simpliste. Le temps est révolu où un homme pouvait lancer au peuple : « Moi ou le chaos. » Allons, on ne va pas s'en plaindre.

Réforme

Ce n'est pas un mot, c'est un totem. Il mériterait un dictionnaire à lui seul. Tous les hommes politiques se croient tenus de pousser ce cri de guerre, histoire de défier un pays allergique, comme tant d'autres, plus que d'autres, à la réforme, au changement.

Imaginez seulement – pure chimère – que l'on récapitule tout ce qui a été prophétisé, souhaité, revendiqué ou simplement annoncé sur la scène publique, on en conclurait qu'en France tout est toujours à réformer : la sécu, l'école, la fiscalité, l'armée, la Constitution et la manière de réformer. Comment nos politiques ne seraient-ils pas découragés d'avance par l'ampleur de la tâche ? Pourtant, imperturbables, ils continuent dès qu'ils parviennent au pouvoir à se lancer dans des réformes que leurs successeurs ne manqueront pas de réformer à leur tour, partant du principe qu'il n'y a point de réforme achevée.

Sous la V^{e} République, le premier à inscrire la réforme sur son étendard fut Chaban-Delmas et il le paya cher. Beau, fringant, sportif, général à l'âge où l'on court les filles (et il ne s'en privait certes pas), maire de Bordeaux à la

Libération succédant à un suppôt du Maréchal, il avait tout pour lui. Trop séduisant pour être sérieux, de Gaulle ne l'avait jamais fait ministre mais l'avait placé au perchoir de l'Assemblée nationale où il s'était montré pendant dix ans extrêmement décoratif. Après l'exil du Général, Pompidou ne pouvait qu'appeler à Matignon ce Compagnon et baron du gaullisme bien qu'il ne l'aimât guère, jaloux peut-être de son glorieux pedigree de résistant. Sitôt nommé, Chaban appela à ses côtés deux réformistes catalogués de gauche, Simon Nora et Jacques Delors. Pompidou fronça le sourcil et dès lors la coexistence des deux hommes devint de plus en plus aléatoire. Le Premier ministre voulait sincèrement une « Nouvelle Société », et s'attela, pour commencer, à la réforme de l'information. Le président de la République voulait surtout faire marcher les affaires de la France. Quand on était devant lui, au seul nom de Chaban, le buisson de ses sourcils se hérissait et son regard prenait l'éclat d'une épée. Parler de réforme, de progrès social, à cet ancien fondé de pouvoir des barons de Rothschild, c'était invoquer Lucifer au pied des autels. Chaban ne fit pas long feu, justement remplacé par un colonel de la Légion, Pierre Messmer.

Le flambeau de la réforme est repris par un autre sémillant personnage, Jean-Jacques Servan-Schreiber. Au moment où les socialistes passent à gauche avec armes et bagages, JJSS fonde un mouvement réformateur en réunissant radicaux et centristes. Il est fasciné par l'Amérique, par Kennedy, par tout ce qui vous a un petit air de nouveauté. Avec son journal *L'Express*, bientôt transformé en news magazine, il s'est fait un nom et une pelote. Antigaulliste depuis la première heure, il est discrètement cajolé par Giscard. Après la mort de Pompidou et l'échec de Chaban, le nouveau chef de l'État baptisé, lui, VGE, l'impose à son Premier ministre Chirac comme ministre… des Réformes. Portefeuille inédit créé pour lui : Chirac lui fait plus ou moins bon visage et l'appelle en privé « le turlupin ». JJSS fera au gouvernement un stage de treize jours, un des passages les plus furtifs qu'on ait jamais vus. Et son mouvement réformateur sera à peine moins éphémère.

Il faudra attendre une petite vingtaine d'années pour que la réforme revienne sur le tapis, en lettres majuscules, portée par un drôle de champion, nommé Balladur. Politiquement, le cher Édouard, comme l'appelle parfois Chirac, ne vient de nulle part. Mais après l'échec de la droite à la présidentielle de 1988, Balladur se sent pousser des ailes et voit s'ouvrir devant lui un destin de maître à penser de la droite. Avec une idée forte pour donner à l'électorat conservateur la foi du charbonnier : la réforme. Il en établit même en 1992 un dictionnaire, non pas amoureux mais magistral.

La réforme avait trouvé en lui un champion inattendu : dans notre société politique, il restera à jamais comme le personnage le plus conformiste, traditionaliste et même passéiste. C'était rien moins que la France dont il voulait commander la réforme. Persuadé qu'il était seul à droite à pouvoir faire passer sur notre vieux pays le souffle ardent de ce qu'on n'ose appeler sa religion réformée. Il avait tant d'intentions magnifiques que Chirac, après une

victoire écrasante de la droite aux législatives en mars 1993, l'a laissé mettre en pratique son dictionnaire sous la haute surveillance de Mitterrand.

Bien vu : un an plus tard, le pauvre Édouard n'avait pas réformé grand-chose. Le 23 février 1994, au cours d'un déjeuner qui réunissait à Matignon toute la nomenklatura de la droite, Chirac lui a lancé au visage un vigoureux réquisitoire. En dépit d'une majorité massive au Parlement, d'une popularité indiscutable, d'un état de grâce constamment lumineux, le Premier ministre n'avait entrepris aucune des réformes annoncées aux électeurs : ni celle de l'enseignement privé, ni celle de la formation des jeunes, pas plus que celles promises du financement de la Sécurité sociale (et des retraites en particulier), de la fiscalité locale, de la nomination aux postes stratégiques des secteur et service publics, de l'audiovisuel et même des retraites. Chirac accusait Balladur, devant un petit cénacle jubilant, d'avoir enterré les réformes de peur de fâcher Mitterrand. Balladur encaissa. Nullement découragé, il inscrivit le maître mot en tête de son programme présidentiel un an plus tard et en dressa à nouveau l'inventaire préalable dans un livre intitulé : *L'Action pour la réforme*.

Chirac, lui, n'a jamais promis de réformer quoi que ce soit. Au cours de sa longue carrière, il en a vu tant, de ces promesses de changement, se fracasser contre le mur des réalités. La preuve est faite – et de Gaulle l'avait administrée dès juin 1958 – que les promesses ambitieuses sont réalisables dans les cent jours suivant l'arrivée au pouvoir. Au-delà, on est réduit à la prudence, aux affaires courantes. Au train-train. Instruit par l'expérience, Sarkozy, disciple révérencieux de Balladur, s'est gardé de parler de réforme au cours de sa campagne présidentielle de 2007 – il s'est contenté de lancer en l'air le mot de « rupture », mais il ne s'agissait que de rompre au bout de douze ans avec Jacques Chirac, à mi-voix, qualifié par son terrible successeur de « roi fainéant ».

Remaniement

Le passe-temps diabolique des Premiers ministres, comme d'arracher une à une les pattes d'une mouche vivante. Pompidou, qui est resté plus de six ans à Matignon, disait avoir les remaniements en horreur. Un demi-siècle plus tard, Nicolas Sarkozy a inventé une nouvelle version du remaniement, raffinée comme un supplice chinois. Il l'annonce six mois à l'avance. Tout au long de cette période, il se délecte à voir les regards concupiscents de ceux qui s'attendent à être promus, et de chien battu des autres. Il a même, en 2010, poussé la cruauté jusqu'à encourager plusieurs de ses hommes à postuler ouvertement pour la fonction de Premier ministre. Ils ont été deux ou trois à tomber dans le panneau, dont Borloo, tandis que Fillon, plus expérimenté, a mobilisé ses députés et s'est posé en garant de la stabilité cinquième-républicaine. Résultat : le Président, si fier de son génie tactique, s'est trouvé enfermé dans le piège qu'il avait tendu. Il voulait se séparer d'un Fillon : il se

retrouvait avec un Fillon et demi. Encore heureux que le même Fillon ne lui ait pas jeté sa démission à la tête, pour se venger des humiliations infligées par les gens de l'Élysée depuis trois ans.

En théorie, le remaniement est l'apanage du chef de l'État. Celui-ci peut même changer de Premier ministre quand bon lui semble.

Quant aux membres du gouvernement, leur tête tient à deux fils, l'Élysée et Matignon. Pour pimenter le remaniement programmé, Nicolas Sarkozy l'a mis en scène à sa manière : à chaque Conseil du mercredi, il affectait de noter son petit monde gouvernemental sur un carnet, les bons et les mauvais. Ceux qui profitaient de chaque intervention pour esquisser une génuflexion à l'adresse du président de la République. Et ceux, comme Rama Yade, qui n'hésitaient pas à lui « balancer une vanne ». Avec un président rancunier, il vaut mieux redoubler de prudence.

Les présidents de la République s'exagèrent l'importance d'un remaniement pour l'opinion publique. Il n'y a de changement considérable que celui de Premier ministre. Et, comme on l'a vu, c'est une opération pleine de périls.

Résidence secondaire

C'est l'un des profits de la politique dans ses plus hautes fonctions, un simulacre d'enrichissement, une apothéose du train de vie : certains politiques ayant rang de chef se voient attribuer, pour la durée de leur mandat, une ou plusieurs résidences secondaires. En France, la République, depuis qu'elle est pourvue d'un président, lui offre, outre l'Élysée, un ou deux châteaux, de ceux qui appartenaient aux princes avant le règne de la guillotine. Pas de quoi crier au scandale, au privilège : les grands pays et les républiques bananières font de même.

Le fondateur de la V^e^ République négligeait comme on sait ces colifichets du pouvoir. De Gaulle avait sa propre résidence, La Boisserie, à Colombey-les-Deux-Églises, sa seule et unique propriété immobilière. On peut aujourd'hui la visiter, dans son état historique. On n'y trouvera aucun signe extérieur de cette grandeur dont le Général avait le culte : rien qu'un mobilier ordinaire acheté sans doute dans un magasin de Chaumont.

De Gaulle avait fait attribuer à André Malraux, pour qu'il y dialogue en paix avec les voix du silence, un pavillon de chasse, la Lanterne, construit en 1787, dans le parc de Versailles. Lorsque son appartement de Boulogne-Billancourt a été détruit par un attentat, le ministre de la Culture s'y est installé et en a confié la décoration à sa chère Louise de Vilmorin.

Protégé des curieux par de hauts murs, ce ravissant hôtel a ensuite pendant vingt ans abrité les rencontres secrètes des Premiers ministres.

Nicolas Sarkozy est venu quelques jours à la Lanterne entre son élection et son entrée à l'Élysée. Il y a pris goût et l'a alors enlevée au Premier ministre (à qui la Lanterne est attribuée par décret depuis 1959) en lui cédant

en échange le château de Souzy-la-Briche où Mitterrand passait des dimanches bucoliques entre Mazarine et sa mère.

Car le président de la République, depuis les beaux jours de la IIIe, dispose de plus de châteaux qu'il ne peut en occuper. Longtemps, il y a eu Vizille, austère forteresse dans le Dauphiné. Puis Rambouillet avec son beau morceau de forêt où les présidents successifs ont organisé quelques « sommets » internationaux. Bien trop « kitsch » aujourd'hui, pour Nicolas Sarkozy : son entretien exige un nombreux personnel, et l'État songe à le vendre sans oser pourtant céder ce bijou de famille à un émir du Golfe ou un oligarque russe.

Depuis quarante ans, la résidence d'été des chefs de l'État est le fort de Brégançon. Une bâtisse occupant un piton qui serait le comble de l'architecture militaire dans son austérité si elle n'était située à quelques mètres de la Côte, en pleine Méditerranée, à une encablure de Saint-Tropez. Au XIe siècle, sur son lit de mort, Charles d'Anjou, roi de Provence, l'avait cédée à Louis XI. De Gaulle l'a fait aménager en 1964, y a passé une nuit, fort mauvaise, et n'y a jamais remis les pieds. Mais son successeur, propriétaire de deux résidences secondaires à titre personnel, à Cajarc dans le Lot, et à Orvilliers dans les Yvelines, pouvait y inviter ses amis germanopratins en villégiature, de Françoise Sagan à Jacques Chazot. Ce n'est pas la maladie qui l'en dissuadait.

Brégançon est entré dans notre histoire politique en 1976 sous le règne (c'est le cas de le dire) de Valéry Giscard d'Estaing. Le Président avait bien en Auvergne un château qu'on n'oserait dire hérité de ses ancêtres. Il pouvait y jouer au gentilhomme. À Brégançon, il mêle les devoirs de sa charge aux tributs de la vie privée. C'est ainsi qu'en plein week-end de Pentecôte il reçoit son Premier ministre Chirac à la même table que son moniteur de tennis. Mais cet invité à jamais anonyme possède un quartier de noblesse qu'il n'a pas acheté comme le père du maître de maison. Selon une légende chiraquienne impossible à vérifier, le Président aurait eu droit à un fauteuil, les autres convives à une simple chaise. La France s'indigne de cette mesquinerie de seigneur sans la mettre en doute. Et sourit encore plus de l'épilogue : avant la fin de l'été, le Premier ministre rend au Président son tablier et entre avec lui

dans une guerre de trente ans.

Après ce drame national, le château fort de Brégançon sera négligé par la République. Mitterrand et Chirac vont découvrir que si la forteresse interdisait l'approche des galères barbaresques, elle ne décourage nullement les paparazzi professionnels et amateurs. Mitterrand préfère le Lubéron sur lequel tant de bobos de la gauche caviar ont jeté leur dévolu, mais surtout sa petite bergerie landaise de Latche. Quant à Chirac, il n'aime rien tant que lézarder et boire de la Corona dans un super palace. Nicolas Sarkozy, lui, passe ses vacances dans la superbe résidence d'été de son épouse, voisine mais beaucoup plus luxueuse. Il pourrait paraphraser un des derniers présidents du Conseil de la IVe, Félix Gaillard, qui cumulait l'intelligence, la jeunesse et la richesse. Écarté de Matignon pendant la guerre d'Algérie, cet aimable radical atypique m'avait accordé ma première interview politique à l'Assemblée : trente secondes. Pressé par le temps, je n'avais trouvé qu'à lui demander s'il regrettait son rôle de chef du gouvernement : « Pourquoi donc ? m'avait-il dit, mes meubles valent largement ceux de Matignon. »

Quoi qu'il en soit, le moment est venu d'avouer que je n'ai jamais été reçu dans une quelconque résidence secondaire de la République. Ces jolies demeures historiques qui appartiennent au patrimoine national abritent la vie privée de nos excellences et ne sont donc pas ouvertes aux journalistes. À ma connaissance, seul Alain Duhamel était admis à la Lanterne pour jouer au tennis avec Lionel Jospin. L'heureux homme : la partie se déroulait avec de nombreux gendarmes pour spectateurs. Ou pour ramasseurs de balles.

Restaurant

Dans son exercice discret, furtif, évanescent, la politique se fait à table. Non pas seulement entre la poire et le fromage, ni dans les palais de la République. Ainsi, lorsqu'il veut flatter un homologue, le chef de l'État ne l'invite pas à dîner à l'Élysée où la cuisine est d'office une des meilleures du pays, mais dans un restaurant, parfois même, selon l'hôte, dans un vulgaire bistrot sans nappes sur les tables mais réputé à la mode. Chaque Président a ses quartiers, ses habitudes, ses goûts.

Une exception qui fait scandale dans notre pays : Nicolas Sarkozy n'a aucun penchant pour les plaisirs de la table. Pire : il ne boit jamais une goutte de vin, ce qui en France pourrait passer pour un défaut de patriotisme. Ah, bien sûr, il lui arrive de recevoir au restaurant – mais il tient généralement ses assises au Bristol, un palace où la table est reconnue mais qui offre surtout la particularité de se trouver en face de l'Élysée, de l'autre côté de la rue –, comme si le chef de l'État voulait marquer par là son intention de ne pas s'attarder.

Sarkozy mis à part (qui ne l'emportera pas au paradis des gastronomes), vous pouvez faire le tour de l'échiquier politique au grand complet, sans négliger les conseillers et attachés de cabinet, vous ne trouverez pas cinq

hommes sur cent insensibles aux beautés de la cuisine française. Tous nos Présidents, sous toutes les Républiques, ont honoré comme il se doit ce patrimoine consacré par l'UNESCO. De Gaulle lui-même, qui a connu les privations des mess d'officiers et du blitz londonien, raffolait de la « cuisine de bonne femme » qui lui était servie à Colombey. Les autres, n'en parlons pas ! Tous gourmets, gourmands, parfois même voraces. Chacun ayant ses folies, depuis les tripoux de Pompidou – plat canaille s'il en est – jusqu'à la tête de veau de Chirac en passant par les œufs brouillés aux truffes de Giscard. Je me rappelle un petit déjeuner où, une fois, Mitterrand m'avait invité. Sur la table, il y avait un compotier plein de cerises. On était en novembre et n'importe qui aurait ouvert de grands yeux devant cette nature morte, insolente en cette saison. Nullement inquiet du qu'en-dira-t-on, le monarque socialiste plongeait dans le plat sa main noueuse de terrien et la portait à ses lèvres, débordante de fruits. J'avais déjà vu, un autre jour, Mitterrand avaler goulûment une ribambelle de tranches de saucisson. Quant à Chirac, c'est bien simple : il ne résiste pas dès que quelque chose de comestible lui passe à portée de la main.

La nomenclature des affinités gourmandes de nos gouvernants et opposants a été maintes fois rédigée. Et aussi la liste de leurs restaurants habituels. Depuis la Révolution, les affaires délicates se règlent dans les établissements réputés : Grimod de La Reynière disait que les pires décrets de la Constituante et même la mort du roi avaient été votés après des dîners trop arrosés chez Méot, restaurant célèbre du Palais-Royal, où se réunissaient Robespierre, Saint-Just, Fouquier-Tinville… qui, bien qu'adeptes de la guillotine, ne dédaignaient pas les ris de veau à la crème et les vol-au-vent aux crêtes de coq !

Par une précaution bien compréhensible, les hommes politiques n'invitent pas les journalistes dans ces restaurants où l'addition est prise de folie. Je me dois pourtant de remercier un vieux briscard du gaullisme, depuis longtemps disparu, Alexandre Sanguinetti, qui, ayant perdu un pari sur le résultat d'une élection, avait dû m'inviter au Grand Véfour. Un de ses collègues, centriste je crois, m'a fait découvrir Joël Robuchon à l'heure de sa troisième étoile. Mais les congrès étaient une bonne occasion de placer aux mêmes tables les politiques et les journalistes : ceux qui se sont tenus à Strasbourg, à Lyon et à Toulouse ont été marqués par d'inoubliables réjouissances gastronomiques.

Les rabibochages entre politiques se déroulent nécessairement dans un restaurant, au vu et au su de tout le monde. Jadis, Pompidou, Premier ministre, recevait son ministre des Finances peu aimé, Giscard, à la Brasserie Lipp, haut lieu de la France politicienne depuis la nuit des temps. Mais cet établissement, qui n'a pas changé une seule de ses mosaïques depuis trois Républiques, ne se prête plus de nos jours à de telles grandes manœuvres. Il y a trop de monde, le moindre mot prendrait des proportions démesurées. Et puis, la nourriture n'y a rien de gastronomique. En novembre 1982, dix-huit mois après une élection présidentielle qui a scellé leur haine inextinguible, Giscard et Chirac ont déjeuné ensemble à l'invitation du remuant député le général de Bénouville. Celui-ci avait choisi le restaurant Drouant, table attitrée des Goncourt. Il pensait sans doute flatter Giscard, qui se prenait, hélas, pour un nouveau Maupassant, et ouvrir des horizons à Chirac, futur auteur de best-seller, une trentaine d'années plus tard.

Malgré l'adresse du volubile Bénouville, le déjeuner n'a rien donné : ces repas politico-diplomatiques préparés de longue main sont rarement couronnés de succès. À la différence des contrats entre grands patrons du CAC 40, les alliances électorales conclues autour d'une bouteille de gevrey-chambertin ne tiennent généralement pas vingt-quatre heures.

Nos grands chefs, ceux qui sont consacrés par les guides, ne manquent jamais de se glorifier de la fréquentation des hommes politiques. Ils affichent leurs photos dédicacées en mêlant équitablement ceux de droite et ceux de gauche, histoire de distinguer les fourneaux de l'idéologie.

Retraite

Dans un louable souci de solidarité avec les aînés, l'État recommande et même commande aux entreprises de réserver des emplois aux seniors. Mais l'État, en tant que patron, fixe à ses salariés l'âge de leur mise à la retraite, afin de « faire la place aux jeunes ». On voit ainsi des chefs d'entreprises

publiques, des metteurs en scène, directeurs de théâtres subventionnés condamnés à ne plus exercer leur activité alors qu'ils auraient pu la poursuivre s'ils avaient été dans le secteur privé.

Mais c'est surtout pour eux-mêmes que nos politiques tâchent le plus d'échapper à la guillotine de la retraite. Pour se protéger de l'oisiveté en charentaises, ils ont leur maison, leur amicale, leur club anglais. C'est le Sénat. On peut y siéger jusqu'à la fin de ses jours. Les électeurs, les notables, savent qu'un sénateur chez nous est, par essence, chenu. En 1989, un homme pontifiant, Alain Poher, était réélu à la présidence de l'Assemblée pour la neuvième fois : il avait quatre-vingts ans et il siégeait dans cette Haute Assemblée depuis près de trente-cinq ans. C'était comme une caricature de sénateur. Il avait débuté dans la vie comme sous-chef de bureau au ministère des Finances tel un personnage de Courteline. Mais il avait été un résistant actif, ce qui en France ouvrait automatiquement la voie au gotha politique. À la longue, il avait fini par se prendre pour un homme d'État au point d'être candidat, après de Gaulle, à la présidence de la République.

En ce temps-là, les sénateurs pouvaient être élus pour neuf ans, ce qui permet de voir l'avenir sans trop d'angoisses. Aujourd'hui, révolution ! le bail est de six ans. Et tous les candidats y courent : UMP, gauche et surtout Verts. Au reste, qu'est-ce qui distingue un sénateur de droite de son collègue socialiste ou écolo ? Peut-être la cravate. Ou plutôt la boutonnière : toujours décorée chez les sénateurs de la majorité conservatrice.

Le Sénat dort sur un tas d'or : les élus cotisent pour une retraite qu'ils n'ont pas le temps de percevoir puisque la plupart meurent à la tâche.

À l'Assemblée, il n'y a pas davantage de limite d'âge. En 1993, on voyait encore dans les couloirs du Palais-Bourbon un député de quatre-vingt-dix ans, Édouard Frédéric-Dupont, toujours appelé « Dupont-des-Loges » parce qu'il était depuis 1936 l'élu et le protecteur des concierges de son fief des Invalides. Aux élections législatives, cette année-là, on enregistrait à Paris deux candidats de plus de soixante-dix-huit ans et un en Corse de plus de quatre-vingts ans. Mais aujourd'hui, les partis font bonne garde et ne présentent plus de candidat septuagénaire. Les sinécures pour patriarches sont rares, même pour les protégés du chef de l'État.

Beaucoup de députés s'inscrivent au barreau dans l'espoir de s'assurer en fin de carrière un siège dans un cabinet d'avocats et y exploiter leurs relations et leur carte de visite. Les plus prévoyants commencent jeunes comme Jean-François Copé qui, avant même d'avoir mené jusqu'au bout une carrière forcément, forcément présidentielle, est entré dans un de ces cabinets où l'on traite d'affaires plutôt que de défendre la veuve ou l'orphelin.

Rocard (Michel)

Au temps de sa splendeur, on l'appelait « Rocky ». Octogénaire, il mérite toujours ce surnom. Et il est toujours ambassadeur. Il prouve que la

politique, si elle est dangereuse pour le cœur, est aussi un élixir de longue vie. Récidiviste du mariage, Michel Rocard doit avoir des besoins d'argent pour financer les fins de mois de ses « ex ». Alors que Lionel Jospin, Premier ministre, le tenait à l'écart de toute responsabilité, nous lui avions demandé, Serge July et moi, de nous donner son témoignage pour un livre. Sa réponse a tenu en un mot : combien ? Il voulait d'avance une part de nos hypothétiques droits d'auteur. Ainsi finissent les socialistes autogestionnaires.

S'il était possible de résumer l'existence de ce petit homme toujours en peine d'une idée mirobolante dont il livrera une explication si amphigourique que les consonnes se bousculeront dans sa bouche, on dirait que Rocard n'a vécu que pour et contre François Mitterrand. La guerre entre ces deux hommes, si dissemblables, date des calendes grecques. En mai 68, déjà, il était chanté sur les barricades alors que l'aîné se faisait conspuer au Quartier latin. À plusieurs reprises, Rocard a été à deux doigts de gagner la partie, mais enfin c'est Mitterrand qui a eu le dernier mot.

Entre ce protestant grandi à l'ombre d'un scientifique illustre et ce catholique, éduqué par les bons pères, il n'y a jamais eu de trêve. Qui a tiré le premier ? Je crois bien que c'est Rocard. Il était socialiste depuis ses vingt ans et il n'a pas pu tolérer en 1965 que soit candidat à l'élection présidentielle l'ancien ministre de la guerre d'Algérie. Lui, dans cette grande affaire qui a opposé les intellectuels aux politiciens, il était du bon côté, et aux avant-postes. Mitterrand a traîné toute sa vie le boulet de ses remords.

Les couteaux ont été tirés à un congrès socialiste, à Metz, avant l'élection présidentielle. Rocard représentait la deuxième gauche, qui se voulait moderne, et paradoxalement c'est Mitterrand, socialiste de fraîche date, qui prêchait le vieux discours teinté de marxisme. D'un côté, il y avait Mauroy et les gros bataillons du Nord, de l'autre Fabius, Joxe, Jospin, la nouvelle vague venue des beaux quartiers. On s'est beaucoup jeté le socialisme à la figure : Mitterrand devait bien s'amuser.

On connaît les innombrables épisodes de cet affrontement : les socialistes pensaient que Mitterrand n'avait assuré la promotion de Rocard, au ministère de l'Agriculture puis à Matignon, que pour montrer aux Français son incompétence. Mais l'autre était toujours plus populaire. À chaque instant, il faisait comprendre que le Président était vieilli, dépassé, archaïque. En 1985, quand le chef de l'État a imposé la proportionnelle aux élections législatives, Rocard a carrément déclaré que c'était donner à la politique « un terrible coup de vieux ».

Mais Mitterrand réélu, il s'est mis à tant ramper qu'il y a gagné le surnom de « Génie des Carpettes ».

Devenu enfin Premier ministre, première marche vers l'objectif final, l'Élysée, il s'est montré déférent, courtisan, attendrissant. Mitterrand vieillissait et s'affaiblissait mais il n'était pas homme à mollir. Au bout de trois ans, hop !, Rocard s'est vu licencié et remplacé par une Édith Cresson qui n'avait aucun titre à une telle nomination. « J'ai été congédié comme un domestique », dira le Premier ministre. Mais quoi ! Rocard n'avait-il pas lui-même déclenché les hostilités en commettant le sacrilège de s'opposer trois ans avant l'élection de 1981 à la candidature de ce vieux socialiste de fraîche date ?

Et nous voici au dernier acte de la tragi-comédie. Condamné à la cohabitation par l'échec de la gauche aux législatives, Mitterrand est un vieux souverain malade et abandonné de tous. Rocard est plus flambard que jamais. Il a été porté à la tête du parti socialiste auquel il promet une rénovation en forme de « big bang » : en fait, c'est la mort du parti d'Épinay, du PS de Mitterrand, qu'il annonce, la page définitivement tournée sur les nationalisations et cette espère d'anticapitalisme primaire dont le président de la République a fait un dogme. Plébiscité par les socialistes, « Rocky » apparaît comme le successeur incontesté de celui que ses amis appellent « le vieux ». Un congrès à Lyon donne le coup d'envoi de cette marche triomphale programmée.

Quasi mourant, Mitterrand va alors réaliser un coup de maître et terrasser définitivement le dauphin détesté aux européennes de 1994 en mettant en selle Bernard Tapie étiqueté « radical de gauche » et pas tout à fait englouti encore dans ses affaires. Ce concurrent lance à l'ancien Premier ministre : « Être de gauche, ça se mérite ! » avant de fêter une victoire… non méritée.

« Rocky » n'aura jamais sa revanche : tout au plus pourra-t-il publier ses lamentations, en tentant de prendre les Français à témoin des ignominies dont il a été victime. Comme son vainqueur, il sera peu à peu abandonné par les siens partis courir des aventures çà et là à l'instar du meilleur d'entre eux,

Jean-Paul Huchon. Et je ne crois pas que les égards que lui a manifestés Nicolas Sarkozy soient l'ombre d'une consolation : cet homme a toujours eu une si haute idée de ses talents…

Sarkozy (Nicolas)

En langage usuel : Sarko. La tentation m'a traversé l'esprit de ne pas réserver au sixième président de la Ve République une entrée de ce dictionnaire. Mais le lecteur aurait vu là un impardonnable mépris. Il y a eu, sur cet illustre sujet, tant et tant de pamphlets, d'articles, de commentaires, tant de bavardages et de commérages, que j'ai hésité à y ajouter les miens. D'autant que nous entrons dans un nouveau cycle qui va voir se multiplier réquisitoires et plaidoiries. Le risque d'indigestion est bien là.

À ma connaissance, il n'y a pas eu d'homme que le pouvoir suprême ait à ce point transformé : certains diront « déformé ». La combinaison de la jeunesse du Président et de l'étendue démesurée des pouvoirs que lui confère la Constitution donne ce précipité explosif. D'autres éléments interviennent dans ce comportement à débordements, les origines, les déchirements familiaux, notamment. Mais lorsque Nicolas Sarkozy a effectué les premiers pas de sa vertigineuse ascension, personne n'imaginait le chef d'État volcanique qu'il allait devenir, à peine quinze ans plus tard. Au début de la décennie 1990, c'était un jeune homme, certes avide et impatient, mais alors dépourvu d'arrogance. Un détail : il ne tutoyait pas les journalistes. Il ne m'a jamais traité avec cette familiarité déplacée.

En 1992, à trente-sept ans, il était une espèce d'oiseau rare dans une tribu dite « gaulliste », vieillissante et déjà fatiguée. Chirac, Balladur, Pasqua : tous les chefs avaient roulé leur bosse et perdu à trois reprises l'élection présidentielle, épreuve reine de la République gaullienne. La dernière défaite, en 1988, avait été la plus terrible, plongeant Chirac dans un trou noir, Pasqua dans le doute et Balladur dans des espérances inouïes. Mitterrand était rongé corps et âme par le cancer et les scandales. Le gouvernement flottait dans le discrédit, entre Édith Cresson et Pierre Bérégovoy. Et à droite, il n'y avait que déchirures.

Au royaume des aveugles… Mais Sarkozy n'était pas borgne : il a vu alors la place à prendre. Le RPR l'utilise pour toutes ses interventions, dans les grands médias, comme devant de minuscules auditoires de sympathisants désabusés. Il réussit ce tour de force d'être à la fois, au service de Chirac, responsable de la communication et animateur du groupe d'experts, et simultanément de participer, chez Balladur, aux réunions de travail pour élaborer les réformes les plus urgentes. Quand on s'étonne devant lui de cette

habileté à poser un pied dans chaque champ, il répond : « La cassure entre ces deux hommes n'est pas pour demain ! C'est bien simple : Chirac travaille pour la présidentielle [de 1995] et Balladur pour le gouvernement de cohabitation de 1993. » Mais il ajoute, mi-figue mi-raisin : « Ah, bien sûr, si Chirac renonçait à livrer la bataille pour le pouvoir suprême, il faudrait voir… »

L'année suivante, quand Balladur le nomme au gouvernement, il lui dit : « Nicolas, vous allez être entre l'arbre et l'écorce… » Finaud, Sarkozy répond : « Je préfère ne pas savoir qui est l'arbre et qui est l'écorce. » Il a déjà tranché. À l'Élysée, Mitterrand ne choisira que plus tard. Le président socialiste, qui adore soupeser les vertus et les chances des « cadets » de la droite, n'a, curieusement, jamais deviné ce qui s'appelle un destin chez le secrétaire d'État. Quand on cultive, comme lui, l'art du temps, on ne peut pas être impressionné par tant de précipitation.

À cette époque, le chroniqueur économique de RTL, Jean-Yves Hollinger, et moi, nous invitons régulièrement Sarkozy à des déjeuners sans nous astreindre au secret de la confession. Un quart d'heure avant d'arriver, il nous fait demander s'il peut venir « avec Cécilia ». Hiératique comme une vestale, le regard plus que l'oreille en éveil, la compagne – quasi officielle – du ministre délégué du Budget ne prononce pas un traître mot.

Il est clair que Sarkozy a été préposé à l'élimination de Chirac. Face à nous, il affûte ses poignards. Grand maître de la fiscalité, il trouve bientôt des armes plus sophistiquées : le scandale, en soufflant à la presse l'affaire des terrains de Bernadette Chirac, la justice en lui délivrant les affaires des HLM de Paris et des emplois fictifs du RPR. Aux premiers jours de janvier 1995, alors que la cote de Balladur est encore au zénith, Sarkozy, à la télévision, dénonce avec éclat le « diviseur de la majorité, l'homme qui va priver la droite d'une victoire dès le premier tour de l'élection présidentielle et sacrifier ainsi l'intérêt de la France ».

Cette trahison va lui coûter cher. Dans le RPR à nouveau « chiraquisé », il est honni : « petit Judas » désigné à la vindicte des « compagnons » qui, eux, n'ont pas douté. À un meeting du parti gaulliste à Vincennes, il est bruyamment conspué : un instant, on peut même se demander si quelqu'un osera lui cracher à la figure. La pénitence va durer le temps d'un septennat et, ma foi, il la supporte sans trop d'amertume.

Philippe Séguin ayant, au cours d'une de ces explosions ténébreuses qui ont jalonné son parcours, jeté aux orties son habit de chef du RPR et sa casquette de leader gaulliste aux élections européennes, lui transmet l'un et l'autre. Il les prend, avec un touchant esprit de sacrifice. Séguin, l'eurosceptique, voulait ainsi, en désignant le petit prince des antichiraquiens et européen affirmé, châtier Chirac. Pour autant, Sarkozy ne sera pas, pas encore, pardonné par la tribu gaulliste. Le parricide ne sera jamais amnistié sans réserve.

Président, Sarkozy ne cesse de provoquer et de défier son ancien tuteur. L'odeur du sang lui est montée au nez déclenchant chez lui des fureurs incroyables. Pendant cinq ans, du haut d'un Élysée qui s'est attribué toutes les prérogatives, avec une ivresse sans mesure du pouvoir, le chef de l'État ne cesse plus d'exercer sa vindicte.

Scrutin

En une diabolique persévérance, nos plus éminents cerveaux politiques s'imaginent qu'il suffit de changer de mode de scrutin pour transformer en victoire une défaite assurée. L'expérience montre que le corps électoral, malin comme un singe, adore déjouer ces calculs. Il y a aussi des esprits opiniâtres qui passent leur vie à rechercher la pierre philosophale : un mode de scrutin équitable, clair, efficace, gage d'une démocratie heureuse.

Ne remontons pas au déluge. En 1958, de Gaulle a réglé ses comptes avec la IV^{e} République d'où venaient, selon lui, tous les maux et remplacé le scrutin proportionnel, générateur de crises ministérielles, par le scrutin uninominal à deux tours de la III^{e} République qui n'était pourtant pas un modèle de stabilité. Michel Debré, qui écrivait les lois fondamentales sous sa dictée, aurait volontiers choisi le mode de scrutin britannique, uninominal à un tour, qui garantit d'une poigne de fer le bipartisme. Mais il n'avait pas à ce

point voix au chapitre.

Le Général, dix ans plus tard, résume l'affaire en deux phrases dans ses *Mémoires d'espoir* : « Afin d'avoir une majorité, il faut un scrutin majoritaire. C'est ce que décide mon gouvernement, rejetant la représentation proportionnelle chère aux rivalités et aux exclusives des partis mais incompatible avec le soutien continu d'une politique. »

Ah ! Les deux tours, cette spécialité française qui tient du vaudeville et du roman noir et permet tous les coups, les jolis, les bas, les coups de théâtre et les coups sous la ceinture. Sous-produit de ce système : la cession par les petits candidats du premier tour des suffrages qu'ils ont récoltés aux grands candidats du second. L'Oise a été longtemps la terre d'élection, si l'on ose dire, de ce genre de négoce. À chaque élection, l'illustre avionneur Marcel Dassault, qui ne manquait pas de moyens financiers, voyait se présenter contre lui, et contre tout espoir d'être élus, des inconnus ne cherchant qu'à arrondir leurs fins de mois. Le député payait sans barguigner.

Ces marchandages entre deux tours, et entre cour et jardin, ne sont pas réservés aux législatives. Aux municipales de 1983, alors que la gauche au pouvoir depuis deux ans traversait des zones de turbulence, il y a eu une invraisemblable débauche de ces petits arrangements entre ennemis. À Marseille, un candidat du Front national a offert ses services à la droite moyennant une somme rondelette (30 000 euros). Au cours de ce marchandage, il a affirmé que la gauche lui avait offert le double.

Il ne s'agit pas toujours de gros sous. Il arrive que des candidats vendent leur fond de commerce électoral et leur âme ou ce qui en tient lieu, pour un ruban, une fonction subalterne avec voiture afférente, un strapontin dans un obscur lieu de pouvoir. On n'a jamais su ce que les socialistes, au cours de ces terribles municipales de 1983, avaient bien pu proposer à l'ancien maire de Talence (Gironde) qui avait claqué la porte du PS et ouvert un feu meurtrier, puis était rentré au bercail, en rejoignant la liste de ses camarades (d'hier) socialistes. La même année, les Verts, subitement à la mode, avaient fait l'objet de propositions alléchantes. Dans une commune du Val-de-Marne, le maire sortant, communiste, en grand danger de perdre son fauteuil, avait carrément déclaré aux nouveaux venus écologistes : « Vos conditions sont les miennes. »

Le plus beau coup de poker, en matière de loi électorale, a été tenté par Mitterrand en vue des législatives de 1986. Depuis leur arrivée au pouvoir, les socialistes, ayant traversé de multiples orages, étaient donnés archi-battus. Le chef de l'État, stratège politique reconnu, a son plan. Aux premiers jours de l'année 1985, à une quinzaine de mois de l'échéance, il annonce la couleur : « Dans la plupart de nos élections, qu'elles soient locales ou législatives, chaque fois que nous aurons l'occasion de commencer à instiller de la proportionnelle dans les modes de scrutin, ce sera bien. » La formule, imperceptiblement pédante, mobilise pendant des semaines le monde politique. Mitterrand, lui, n'en dit pas plus et laisse s'agiter les plumes. Tout le

monde est inquiet sinon mécontent, même les partenaires communistes qui craignent pour eux le pire s'il doit s'agir d'un scrutin départemental assorti d'une « répartition des restes », codicille vicieux d'un système drapé de vertu candide. Même les socialistes renâclent : dans chaque département, le PS devra choisir ceux de ses députés sortants qui seront réélus et ceux qui resteront sur le carreau. Certains départements redoutent une vraie terreur rose : la Haute-Garonne dont tous les sortants sont socialistes, le Nord où c'est le cas pour 90 % des députés. Si l'on ajoute à cette première difficulté la nécessité d'effectuer un dosage entre les courants du PS, le casse-tête vire au cauchemar.

Mais la justice, même électorale, est entre les mains de Dieu. Le coup de Jarnac mitterrandien ne donne pas de Trafalgar électoral. Dans l'assemblée élue en mars 1986, où entre un gros peloton du Front national, la droite républicaine l'emporte. Chirac devient Premier ministre et, en guise de couleuvre, fait avaler à Mitterrand un retour immédiat au scrutin majoritaire.

Cinq ans plus tard, le chef de l'État, qui a été réélu au terme d'une brève cohabitation, se retrouve dans la même situation. Assailli par les affaires et les procédures, il est assuré de perdre les prochaines élections législatives. À quinze mois de l'échéance, il propose à nouveau le retour à la proportionnelle dans les départements comptant au moins dix députés. Mais, cette fois, c'est le parti socialiste quasi unanime qui s'oppose. Et Mitterrand, en fin de règne, se le tient pour dit.

Il revient à Chirac, le néogaulliste proclamé, de donner un coup de pioche au système mis au point par de Gaulle en 1958. Succédant à Mitterrand à l'Élysée, il accepte la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel. L'idée est d'empêcher le retour de ces cohabitations si fertiles en désagréments. En votant pour l'Assemblée quelques semaines après avoir élu le chef de l'État, les électeurs sont présumés ne pas changer d'opinion. Ils donneront au Président une majorité selon son cœur…

Mais le dieu des urnes veille toujours : qui sait si, un jour, il ne soufflera pas aux électeurs l'envie de déjouer ce calcul impeccable ? D'ici là, d'autres réformes de nos modes de scrutin auront été tentées : nos grands politiques en ont toujours une, toute prête, ingénieuse, superbe, au fond de la poche.

Silence

Ici comme ailleurs, l'art du silence est plus rare que celui de la parole. La plupart de nos politiques négligent cette loi fondamentale, énoncée par Alfred de Vigny : « On étouffe les clameurs mais comment se venger du silence ? »

Le chef de l'État est particulièrement soumis à la tentation. À la première occasion, un train qui déraille, un fleuve qui déborde, on l'interpelle, on le supplie, on l'admoneste : « Parlez, monsieur le Président, parlez ! » Comme si, d'un seul mot présidentiel, les eaux pouvaient regagner leur lit…

Prince du verbe et orateur de feu, Mitterrand avait le génie du silence, laissant monter l'attente et l'impatience avant de gratifier enfin le bon peuple de sa sentence. Chirac, lui aussi, pouvait longuement se taire, mais pour une tout autre raison : il n'était pas doué pour le discours, moins encore pour l'improvisation. On lui fabriquait de longs laïus technocratiques et ampoulés, assaisonnés à petites doses de mots d'auteur. Parvenu au pouvoir après trente ans d'allocutions laborieuses, il a aussitôt compris tout le parti qu'il pouvait tirer d'une parcimonie orale. Il se défendait des micros. Sa philosophie était de laisser dire.

Il y a des silences passifs et d'autres, au contraire, éloquents, efficaces voire ravageurs. À l'automne 1983, notre société politique française prit le deuil : elle perdait son maître, Raymond Aron. Gauche ou droite, chacun y alla de son couplet pas toujours dithyrambique. Seul, superbe dans cette vallée de larmes, le président de la République, François Mitterrand, se tut. Il poussa même le mutisme jusqu'à ne pas être représenté aux funérailles du grand homme, le 20 octobre, au cimetière Montparnasse. Pas même par un bouquet. À ce moment de son règne, il ne voulait pas être soupçonné de la moindre attention envers un homme de droite.

Chez Nicolas Sarkozy, le silence est contre nature. Tout lui sert de prétexte à parler, à expliquer, à plaider. Le perron de l'Élysée est une tribune. Le chef de l'État ne manque jamais de dire, et avec éloquence, son chagrin ou son bonheur, sa fierté ou son regret, ses états d'âme.

Société civile

La politique est accueillante aux innocents. Elle réserve quelques places de choix, des fauteuils ministériels, à des hommes et des femmes qui ne se sont jamais frottés au corps électoral. C'est de Gaulle qui a lancé l'usage : il n'aimait guère les politiciens qu'il appelait les « politichiens ». Résultat : arrivant au pouvoir sur la dépouille de la IV^{e} République, il a fait entrer au gouvernement des hommes qui devaient y rester longtemps comme André Malraux et Maurice Couve de Murville.

Le record appartient à Michel Rocard : dans le deuxième gouvernement

qu'il a dirigé en 1988, après les élections législatives gagnées ric-rac par la gauche, 19 des 48 membres venaient de la société civile. Autrefois, on disait qu'il fallait compter, parmi les ministres, au moins un ou deux francs-maçons. De nos jours, un gouvernement est soumis à plusieurs quotas : il doit comporter son lot de francs-maçons, certes, mais aussi de représentants de la diversité, d'homosexuels et, tels les ratons laveurs de l'inventaire de Jacques Prévert, de spécimens de la société civile. Ces derniers se distinguant par un éblouissement sitôt assis dans un fauteuil ministériel. Ils s'imaginent qu'un vrai pouvoir leur est dévolu.

Rares, rarissimes sont celles et ceux qui, plongés tout neufs, tout crus dans la marmite de la politique y ont fait carrière. La plus folle trajectoire, qui ne sera pas accomplie de sitôt, est celle de Pompidou passé sans crier gare des affaires de la banque Rothschild à la direction du gouvernement. Mais c'était au temps du général de Gaulle, quand l'onction du patron valait toutes les légitimités démocratiques. Je crois bien que Georges Pompidou était plus doué pour la politique que pour la finance. Pourtant, son premier discours de Premier ministre, à l'Assemblée nationale, fut une catastrophe qui plongea les fidèles gaullistes appelés « godillots » dans des abîmes de consternation. Raymond Barre, le professeur, eut des débuts beaucoup plus brillants : mais, entre sa chaire de Sciences-Po et son fauteuil à Matignon, il était passé par Bruxelles où les eurocrates font de la politique soir et matin. Pompidou a attendu d'avoir été cinq ans Premier ministre pour se faire élire député, dans le Cantal. La circonscription était de tout repos. Celle dévolue à Raymond Barre, réunissant les 7e, 8e et 10e arrondissements de Lyon, ne présentait pas davantage de danger. Bernard Kouchner, le « French doctor » nommé ministre successivement par Mitterrand, Jospin et Sarkozy, n'a, lui, jamais réussi à obtenir une majorité dans les terres de choix qui lui ont été offertes.

Ni la notoriété, ni la cote dans les sondages d'opinion ne suffisent pour ouvrir l'accès à ce monde politique qui, comme les clubs anglais, ne se galvaude pas pour le premier venu.

Sondages

C'est l'opium des politiques. Ils en usent sans modération, ce qui entraîne chez eux, outre l'addiction, la cyclothymie, la schizophrénie ou de fulgurantes dépressions. Les mises en garde n'ont pourtant pas manqué dès que la vie publique s'est emparée de ce fascinant jouet.

On ne saurait évoquer ce sujet sans éprouver un peu de commisération envers ces candidats à un destin national qui rêvent ou cauchemardent en chiffres, en courbes, en graphiques et en camemberts, ces dessins qui tracent les frontières entre les groupes.

Les sondages d'opinion ont fait irruption dans notre vie politique au début des années 1960. Après l'élection à la Maison-Blanche de l'enchanteur Kennedy, les prodiges de la démocratie américaine ont fait rêver nos jeunes

ambitieux, les Lecanuet, Servan-Schreiber et Giscard d'Estaing. Les sondages apparaissaient comme des outils nécessaires à l'élaboration d'une stratégie. On était alors aux beaux jours du règne du Général qui, lui-même, ne consultait que distraitement ces statistiques. Sa réélection en 1965 était le cadet de ses soucis, et c'est seulement entre les deux tours, quelque peu humilié de n'avoir pas obtenu la majorité absolue au premier tour, que de Gaulle a daigné faire campagne. Son successeur, Pompidou, qui lui aussi faisait de la politique à la française et non à l'américaine, a mis en garde les jeunes loups de son parti contre un abus de ces sondages : « Quand on consulte trop souvent le thermomètre, proférait-il, on finit par attraper la fièvre. » Il n'y avait alors que deux ou trois instituts crédibles : ils fournissaient leurs enquêtes d'opinion non seulement aux journaux mais aussi aux partis et à des officines qui en usaient comme bon leur semblait.

Au *Nouveau Candide*, un hebdomadaire créé pour soutenir la politique algérienne du Général, entre les deux tours des législatives de 1962, nous avons été pourvus de sondages si invraisemblables, si favorables aux gaullistes, qu'avant de les publier, pour nous amuser, nous leur avons fait subir un coup de pouce à droite supplémentaire. Eh bien ! nous étions encore en deçà des résultats définitifs. Nous n'avons pas pour autant pris les sondages au sérieux : quelles manipulations inavouables n'avaient-ils pas déjà subi avant de tomber entre nos mains ! En ce temps-là, les enquêtes étaient effectuées par des étudiants pour se faire un peu d'argent de poche. Méthode artisanale, tripatouillage garanti.

Et aujourd'hui ? Les opinions sont recueillies de façon plus sophistiquée, avec des échantillons millimétrés. Les instituts spécialisés ont un devoir de crédibilité. Les sondages préalables aux consultations, s'ils s'éloignaient trop des résultats définitifs, risqueraient d'entraîner dans la chute leurs signataires. Faut-il rappeler que les instituts de sondage sont des entreprises ayant des actionnaires, des chiffres d'affaires et des bilans ? Grâce au ciel, ils n'ont pas pour exclusive clientèle les partis politiques et les futurs candidats aux élections. Là est la limite de la foi qu'on peut leur prêter. Le bon sens populaire soutient qu'un sondage commandé par un parti politique est fatalement favorable à celui-ci.

Soupe

Le mot est du Grand Charles : je le tiens de celui à qui il était adressé : Christian Fouchet. Dans les années 1950, il y avait un petit groupe de députés fidèles au Général, un peu en marge de cette IV^{e} République de malheur que le « Libérateur » maudissait soir et matin. Mais lorsque Mendès France a été appelé à former un gouvernement, les irréductibles se sont affranchis de leur serment à la croix de Lorraine et ont accepté des portefeuilles de ministre. Il y avait là, entre autres, le joli cœur Chaban-Delmas et Fouchet, un centurion gaulliste en permanence au garde-à-vous. Une fois par semaine, il s'obligeait

à aller saluer le Général qui débarquait de sa retraite de Haute-Marne. Quand il est venu après avoir été nommé ministre (des Affaires marocaines et tunisiennes), de Gaulle l'a accueilli en lui lançant, avec un gloussement au fond de la gorge : « Alors, Fouchet, vous aussi vous allez à la soupe ? »

La Quatrième est morte. De Gaulle, Mendès et Fouchet ont disparu depuis longtemps. La formule s'est perpétuée et il y a eu, sous cette Ve République pure et dure, d'innombrables exemples pour l'illustrer. Pour une place à la table du Conseil, on sacrifie sans l'ombre d'un scrupule ses engagements, ses convictions et même, en cas de besoin, son honneur.

Dans l'équipe formée par Nicolas Sarkozy à l'automne 2010, le plus remarqué est Alain Juppé nommé ministre (et d'État, s'il vous plaît) de la Défense avant de retrouver les Affaires étrangères. Lorsque le président de la République avait choisi de réintégrer l'état-major de l'Otan, crime de lèse-de Gaulle, Juppé avait déclaré à voix haute qu'il n'entrerait jamais dans un gouvernement couché devant les Américains. De surcroît, il avait promis aux Bordelais de ne jamais lâcher la mairie pour aller faire le ministre à Paris. Point de cumul, sacrebleu ! Sans compter tous ses malheurs judiciaires, qu'il doit à Sarkozy.

Vu les fonctions qu'il a exercées au service de l'État, il bénéficie d'une retraite confortable. Mais le titre, les honneurs, la considération et les ors de l'hôtel de Brienne et du Quai : tout cela doit bien plonger un homme, même raisonnable, dans des tentations plus irrésistibles encore que la cité des Doges, tentation de Venise qui lui a inspiré un livre. Surtout quand on y a goûté !

Personnellement, je n'ai jamais rencontré personne qui ait refusé la soupe ou craché dans la soupière. Il doit y en avoir mais aucun nom ne me vient à l'esprit. Pourtant, un tel héros se rendrait sûrement populaire. On l'imagine, écumant les radios et les télés, et racontant avec un splendide sérieux : « Le président de la République m'a proposé d'entrer au gouvernement. Mais je préfère, pour le moment, m'occuper de nos administrés à Trifouillis-sur-Marne. »

Ça serait d'un chic…

Soupe au lait

S'il y a un être au monde à qui ces trois mots ne sauraient s'appliquer, c'est Philippe Séguin : pour lui, la formule serait inappropriée, trop faible, trop douce, trop ménagère. Chez le défunt (les politiques disent « regretté » même lorsqu'ils n'éprouvent pas le moindre regret) Pantagruel de la Cour des comptes, les débordements étaient de l'ordre tellurique, des ouragans, des incendies qui embrasaient en un éclair cette montagne. On racontait, au début de sa carrière, qu'il lui arrivait de jeter par la fenêtre la machine à écrire puis la secrétaire assise devant le clavier. Je n'ai jamais assisté à l'une de ses éruptions volcaniques : sans doute les réservait-il à ses intimes.

Ses colères, qui constituaient sa marque de fabrique, l'ont privé d'un

destin national digne de ses convictions et de son franc-parler. Dommage… N'exprimaient-elles pas un drame intime, une fêlure secrète ? En tout cas, elles ont rendu Philippe Séguin impropre à la politique qui exige au premier chef la maîtrise de soi. Ses fureurs l'ont empêché de conquérir la Mairie de Paris, un job qui n'a pas toujours été dévolu à de grands fauves. Il y aurait pris sa revanche sur Jacques Chirac, qu'il a puissamment aidé en 1995, et qui lui a toujours préféré Juppé.

Cet esprit de premier ordre, avec de belles convictions républicaines, s'est empêtré dans des opérations politiques absurdes, comme sa conjuration anti-Chirac, en association avec Pasqua, et surtout un euro-scepticisme primaire, qu'il a su si mal plaider face à Mitterrand à l'occasion du référendum sur Maastricht. Finalement, il a fallu attendre sa mort pour que toute la classe politique déverse sur sa dépouille vêtue d'hermine une pluie d'éloges. Depuis, il a dû, comme le Général, son maître à penser, se retourner maintes fois dans sa tombe, en de posthumes et muettes explosions.

Stratagème

Il faut en user avec délicatesse car le retour de flamme peut faire mal. À la fin de son règne, alors que le pouvoir socialiste était contaminé jusqu'à la moelle par les affaires, les scandales, les procédures, François Mitterrand brûla sa dernière cartouche en appelant à Matignon un homme réputé honnête, vertueux, modeste et, par-dessus le marché, autodidacte. Un socialiste comme on n'en faisait déjà plus guère.

Ce nouveau Premier ministre, Pierre Bérégovoy, qui fantasmait en silence depuis dix ans sur cette promotion inouïe, grimpa à la tribune de l'Assemblée pour prononcer ou plutôt lire sa déclaration de politique générale, une sorte de pitch de son programme. Au moment où il annonça un projet de loi sur la transparence du patrimoine des élus, il y eut un sacré chahut dans l'hémicycle. L'opposition, la droite, submergea le malheureux « Béré » en lui lançant les noms de tous les socialistes impliqués dans les affaires, son tout nouveau ministre Bernard Tapie, mais aussi ses anciens collaborateurs, MM. Naouri et Boublil. Le Premier ministre tout neuf eut l'impression que son honneur était visé. Dans un grand geste du bras, il brandit une feuille de papier dont personne ne pouvait voir ce qui y était imprimé et s'écria : « Comme je suis un nouveau Premier ministre et un homme politique précautionneux, j'ai ici une liste de personnalités dont je pourrais éventuellement vous parler. » L'indignation à droite fut à son comble et, comme toujours, en semblable occasion, la moitié des députés de l'opposition quitta ses sièges. Le chevalier blanc de la droite au Parlement, Pierre Mazeaud, somma le Premier ministre de dévoiler les noms censés figurer sur ce méchant papier. Naturellement, Bérégovoy n'en fit rien. Il attendit l'après-dîner pour déclarer, le dos rond et la voix blanche : « Si j'ai pu blesser qui que ce soit, je lui présente mes excuses. »

Un vieux renard de la politique, peut-être bien Mitterrand en personne, avait soufflé à Bérégovoy ce stratagème assez classique dans la profession. Quelques années plus tôt, le maire de Marseille et ministre Gaston Defferre en avait usé avec succès au cours d'une élection municipale. Menacé de perdre sa belle mairie, son bureau avec vue sur son voilier dans le Vieux Port, le Gaston avait provoqué en un duel radiophonique son concurrent de droite, Jean-Claude Gaudin. Ponctuel, il était arrivé au studio encadré par une brigade de collaborateurs soi-disant militants. Sur la table, face à son adversaire, il avait posé bien en évidence une chemise de carton rouge sur laquelle était inscrit en lettres noires et grasses : dossier Gaudin. Le malheureux ainsi averti avait été tétanisé tout au long du débat. Defferre avait sauvé son fauteuil. Et il n'avait jamais révélé ce que contenait la chemise. De toute évidence, c'était un dossier factice, une fausse bombe mais une vraie force de dissuasion.

On pourrait croire que les politiques soucieux de dignité répugnent à ces médiocres farces. Erreur : président de la République, Georges Pompidou m'a fait le coup, à moi-même et sans doute à bien d'autres. Arrivant à l'Élysée encore furieux et blessé par cette affaire Markovic avec laquelle des pervers avaient tenté de déshonorer son couple, il s'était frappé la poitrine et m'avait dit : « J'ai ici sur un carnet qui ne me quitte jamais les noms de tous les gens qui ont participé à cette infamie. Tous les noms… » Georges Pompidou a exercé le pouvoir suprême près de cinq ans : à aucun moment, il n'a tiré de sa poche le redoutable carnet que personne n'a jamais vu, pas même son cher collaborateur Michel Jobert. J'en conclus que le chef de l'État avait, dans son veston, une poche intérieure parfaitement vide.

Strauss-Kahn (Dominique)

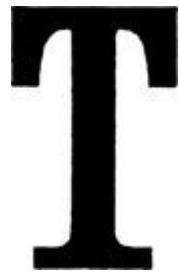
Vous avez bien lu : amoureux. Non pas que j'aie jamais été amoureux d'un homme ou d'une femme politique. Au contraire, je me suis efforcé d'écarter toute espèce de sentiment envers ces personnes qui se battent pour des idées, des ambitions, des espérances. Mais, bien entendu, je ne me suis pas interdit la sympathie, parfois aussi l'admiration.

Je parlerai donc le moins possible de Dominique Strauss-Kahn. Son histoire new-yorkaise, cette débauche de sexe et d'argent, avec orchestration médiatique planétaire, ne peut que dégoûter quiconque a du respect pour la politique et toutes les valeurs qu'elle implique. Je peux bien l'avouer à présent : je n'ai jamais eu de grande estime pour ce personnage qui avait trop de ravissement pour sa supériorité intellectuelle. Je l'ai un peu suivi au cours de sa campagne des primaires socialistes en 2006. À l'égard de Ségolène Royal, il manifestait une morgue déplaisante, fort surpris d'être obligé de ferrailler contre une femme qu'il tenait pour une bécassine.

Bizarrement choyé par les socialistes, cet homme incarne tout ce que le socialisme condamne : l'argent insolemment étalé (même si ce n'est pas le

sien), le machisme vulgaire selon lequel les femmes ne sont que des objets sexuels, l'arrogance de qui se croit tout permis, tout promis.

Arrêtons là : DSK est mort en mai 2011, je n'ai ni larme à verser ni fleur à déposer sur son tombeau politique.



Tapie (Bernard)

Ancien ministre, il a été jeté en prison par la justice de la République puis, une douzaine d'années plus tard, il a reçu d'une commission d'arbitrage au-dessus de tout soupçon la somme de 45 millions d'euros pour prix de son préjudice moral. Quel préjudice ? S'agit-il de le dédommager des mois de détention qu'il a dû subir ? La question ne sera sans doute jamais tranchée.

Ces 45 millions scandalisent une moitié des Français et font rire jaune l'autre moitié. D'autant qu'ils s'ajoutent à une somme sept fois supérieure pour prix du préjudice, nullement moral mais purement financier, subi lors du rachat à Tapie d'Adidas par le Crédit Lyonnais. Une fois payés dettes et impôts, il reste au malheureux un magot de 250 millions dûment versé par les contribuables.

S'il y a un adjectif qui convient mal à celui que ses amis appellent Nanar, c'est bien celui de « moral ». Sans parler du match de foot acheté lorsque Tapie était président de l'Olympique de Marseille (OM), l'ancien ministre avait fait ses affaires en rachetant puis revendant des entreprises en difficulté. Oh ! il n'est pas le seul... Il est de ces hommes qui ne sont pas présumés innocents, qui répandent l'odeur de l'argent, de la réussite, des paillettes et de la poudre de maquillage. Mais ce n'est pas l'amoralisme suspecté du tonitruant personnage qui pouvait effaroucher Mitterrand.

Tapie a été présenté au Président socialiste par Gaston Defferre qui songeait alors à lui transmettre en héritage la mairie de Marseille. Bonne idée : longtemps, les Marseillais ont adoré Tapie, sa « gniaque », son absence de scrupules, son bagout. Au temps de sa splendeur, le patron de l'OM recevait en smoking blanc sur son yacht (racheté à vil prix au navigateur Colas) ce qu'on appelait la Mitterrandie, un petit monde très mélangé où se côtoyaient avocats, princes des médias, et même des ministres. Un micro à la main, il pouvait conquérir le monde. D'ailleurs, il n'était heureux qu'un micro à la main. Tout jeune, il avait commencé une carrière de chanteur. Quand Mitterrand l'a nommé au gouvernement, à ce ministère de la Ville dont, déjà, personne ne voulait, il a été bien accueilli par le microcosme. Un homme qui avait cloué le bec à Le Pen à la télé allait à coup sûr pacifier les banlieues. Il promettait de fournir emploi et formation à tous ces jeunes qui n'avaient que le commerce de la drogue pour s'en tirer. Seuls quelques socialistes, Jospin, Rocard, Ségolène évitaient de se frotter à lui.

Puis viennent les années sombres, la faillite, la prison et Mitterrand n'est plus là pour lui garantir un semblant d'honorabilité.

Mais il s'en sortira toujours, pas forcément par la grande porte. On lui prête plus qu'il n'a : les relations, le bras long, des amitiés… Mais, pour se voir attribuer un quart de milliard d'euros par trois arbitres irréprochables, il doit bien avoir profité d'une bienveillance de l'Élysée, là où tout se décide. D'ailleurs, il y est reçu.

Il a beau jurer ses grands dieux, de sa voix râpeuse, qu'il ne se mêle plus de politique, on n'en croit rien. Quelqu'un à qui l'on donne un tel magot sans explication doit être du côté du pouvoir, de la puissance. Mais saura-t-on jamais quel est le secret de Bernard Tapie pour échapper à des accidents dont, normalement, personne ne se relève ?

Télévision

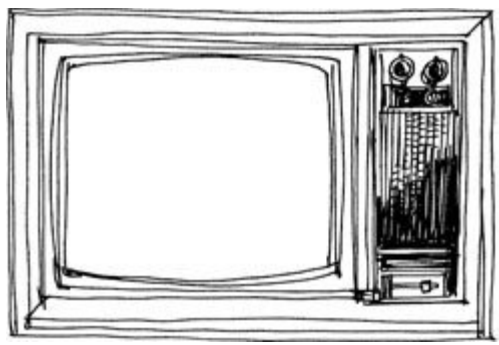
Quand il s'est installé au ministère de la Justice avant de déménager pour l'hôtel Matignon, Michel Debré m'a raconté, avec cette indignation chagrine qui lui faisait vibrer la voix, que François Mitterrand, un an plus tôt, avait quitté la chancellerie de la place Vendôme en emportant quelques objets plus ou moins précieux : notamment un récepteur de télévision. Je ne sais si l'histoire est vraie : les deux hommes se combattaient férocement et s'accusaient mutuellement des plus monstrueuses turpitudes. Si l'on faisait le compte de tous les meubles, tableaux, bibelots soustraits des ministères par leurs occupants éphémères, il y aurait de quoi remplir le Louvre et Versailles. En général, les ministres ont quelque scrupule à poursuivre leurs prédécesseurs, même quand ils appartiennent au parti d'un face.

Si Debré disait vrai, il serait ainsi prouvé que le pas-encore-socialiste François Mitterrand avait apprécié avant tout le monde le rôle majeur, influent et parfois directeur, que la télévision jouerait dans la politique. Bien avant de Gaulle : en 1965, se présentant à une réélection (mais la première au suffrage universel), le Général s'était refusé à faire campagne comme un inconnu. Mais, enfer et damnation, il avait été mis en ballottage et contraint à un second tour. Il en était si blessé, si humilié, que, le soir même du premier tour, de Colombey, il avait fait savoir à ses collaborateurs son intention de démissionner, faute du soutien des Français, fondement de sa légitimité.

Imaginez la panique au gouvernement : le Premier ministre Pompidou a dépêché dans la Haute-Marne le plus fidèle gaulliste du gouvernement, Louis Joxe. L'émissaire est chargé de convaincre l'historique chef de l'État, a) de ne pas bafouer l'élection présidentielle telle qu'il l'avait voulue, b) de faire campagne, notamment et en premier lieu, à la télévision.

Jusque-là, de Gaulle utilisait les « étranges lucarnes » (ainsi appelées par *Le Canard enchaîné*) comme la radio, l'instrument de la Résistance et de son destin. Dans ses allocutions télévisées, comme dans ses conférences de presse, l'image ne comptait pas.

Pompidou et Joxe, soutenus par André Malraux, sont donc à l'origine de la transformation de De Gaulle en un acteur de télévision, génial dans le registre populaire. Fini l'uniforme tiré de la naphtaline le soir de putsch : entre les deux tours de 1965, les Français découvrent, devant un interviewer prosterné nommé Michel Droit, plus gaulliste que lui, un de Gaulle paternel, sarcastique, « en pantoufles », disent les journaux. Un choc pour tout le monde et sans doute pour lui-même. Le Général fut réélu, naturellement. Conscient que la télévision ne devait pas être confiée à des mains trop légères, il la plaça sous bonne garde. Il y eut un ministre – ce fut longtemps le premier de la jeune classe, Alain Peyrefitte – chargé de contrôler, de diriger les journaux télévisés. Tous les après-midi, on lui soumettait le « conducteur » : il supprimait certains sujets, allongeait la durée de quelques-uns ou la réduisait. Il prenait à cœur ce métier de rédacteur en chef : il lui est même arrivé d'écrire un brouillon de commentaire à l'intention de Léon Zitrone, présentateur superstar mais pas jaloux pour deux sous de son indépendance.



Sur ces matières d'information et, si j'ose dire, de propagande, de Gaulle avait, depuis la guerre d'Algérie, une vision tranchée. Puisque la presse écrite était, dans sa très large majorité, hostile tant à sa politique qu'à sa personne, la radio et la télévision lui offraient une légitime compensation. Il a poussé cette emprise jusqu'aux radios dites périphériques : il a fait limoger le chroniqueur de Radio Luxembourg (pas encore RTL) Jean Grandmougin, coupable d'avoir pris le parti de l'Algérie française. Comme il devait le faire jusqu'à son dernier souffle, le Général était assidu, qu'il vente ou qu'il grêle, au 20 heures de la première chaîne de télévision.

Cet empire d'essence gaullienne fut à peine ébranlé par mai 68. Des journalistes de la télévision firent grève ou descendirent dans la rue avec des pancartes. Ils furent licenciés puis, pour la plupart, réintégrés, tel le jeune Michel Drucker. Le Premier ministre Chaban-Delmas fit passer sur les deux chaînes de télévision un souffle frais en recrutant des dirigeants comme Pierre Desgraupes et Marcel Jullian. C'est lui qui fut alors remercié.

En 1974, Giscard était persuadé que, ainsi que Kennedy, la télévision lui avait donné la victoire en diffusant les images d'un pouvoir jeune, moderne, réformateur, libéral. Il n'avait pas peur de la télévision. Il s'en servait avec

maîtrise : durant sa campagne, s'inspirant des méthodes américaines, il avait éliminé successivement Chaban-Delmas et Mitterrand qui, l'un comme l'autre, étaient pétrifiés dès que la caméra se mettait à tourner.

Mais la « télé », désormais pourvue de ce diminutif, ne savait pas encore comment s'y prendre avec les politiques. Le 13 avril 1981, elle délivra aux Français, pour ouvrir la campagne présidentielle, un spectacle qu'on eût dit réglé par un metteur en scène diabolique. Il faisait défiler l'un après l'autre les dix candidats, tous logés à la même enseigne, cinq minutes devant un mur de liège, beige pour les uns, rouge pour les autres, tous vêtus du même costume du dimanche, de la même cravate à rayures, tous avec le même message à délivrer : « Les autres vous mentent, je vais vous dire la vérité. »

Le meilleur acteur du monde confronté à ce traitement n'y résisterait pas. Malgré les répétitions intensives qui avaient précédé cette soirée, les dix ont joué toutes les variantes du trac : trac aguicheur de Georges Marchais, trac au sourire en coin de Chirac, trac tragique de Michel Debré, trac gamin de l'écologiste Brice Lalonde, trac essoufflé et hautain du président sortant, trac ânonnant de la pasionaria des travailleurs Arlette Laguiller, trac Comédie-Française à l'heure d'*Hernani* de François Mitterrand.

L'histoire retiendra que le président socialiste a certes permis les radios libres, pour la satisfaction d'un nombre dérisoire d'auditeurs, mais s'est livré dans l'audiovisuel à une chasse aux sorcières dont il est sorti, quatorze ans plus tard, bredouille.

Au cours des deux septennats, quelle incroyable sarabande dans tout ce qui touchait un tant soit peu à la télé ! On ne compte pas le nombre des hommes et des femmes licenciés par le fait du Prince, puis réinsérés, puis limogés.

Au monarque-à-la-rose, on doit une autre et plus respectable révolution : craintif et méfiant à l'égard de la télé, il ne tarda pas, une fois élu, à y prendre goût et à en user comme d'un instrument domestique. C'était au 20 heures de TF1, rendez-vous sacré, face à l'un de ces brillants camelots qui savent vous vendre les informations, noires ou roses, avec une aisance un peu détachée, Yves Mourousi. Il s'agissait, cette fois, de promouvoir un Mitterrand pour les jeunes, un Mitterrand « Tonton ». Devant son interlocuteur négligemment assis d'une fesse sur le coin du bureau, Mitterrand fit croire qu'il connaissait tous les orchestres de rock français. C'était un début : aujourd'hui, les politiques y compris le chef de l'État se bousculent au portillon des Drucker et autres Ruquier, entre la starlette à l'affiche d'un film ou le joueur de football du jour. Quand on observe ce qui agitait le monde pendant que Mitterrand batifolait : une veillée de guerre civile en Nouvelle-Calédonie, une promesse de rencontre du président des États-Unis, Ronald Reagan, avec le maître du Kremlin, Gorbatchev, l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne, on est ébahi par la séduction incroyable que la télé exerçait sur les gouvernants.

De cette époque mitterrandienne date quelques autres révolutions dans la

vie de ce couple politique-télé si ombrageux et tourmenté. Alors que les interventions des politiques à la télé étaient jusque-là formatées, encadrées, bridées, voici que le public, comme au théâtre, entre dans le studio pour soutenir ses acteurs préférés de ses rires et de ses applaudissements. Mais cela ne va pas sans dangers pour l'homme public. En janvier 1986, le Pr Barre, qui donne ses leçons désormais à l'opposition, est livré, sans autre défense que sa science bien connue, à cette espèce jusque-là peu fréquentée, les téléspectateurs.

Il débarque ce soir-là dans le studio de France 3, détendu, débonnaire, évidemment sûr de son savoir. Il n'a guère pris garde aux spectateurs, sagement assis devant et derrière lui. Il attaque sa leçon sur le mode magistral : le rôle du président de la République, la cohabitation, l'opposition dont il est lui-même un membre prudent. Brusquement, une femme se lève dans l'assistance et lui lance à la tête, avec véhémence, les réalités auxquelles elle est confrontée et dont ne parle pas le fameux enseignant : chômage, fins de mois impossibles, constats d'huissier. « Alors, dit-elle, votre avenir personnel, monsieur Barre, votre destin, votre carrière, c'est vraiment loin de mes soucis. » Sur le coup, le maître est sans voix. Profitant de son silence stupéfait, un étudiant prend le relais de la dame et, d'une voix presque mielleuse, dit à l'ancien Premier ministre que son savant discours n'a pas la moindre chance de retenir l'attention des jeunes. Comme si ça n'était pas suffisant, une pancarte est dressée dans le public, apparaît plein cadre à la télé, et, à l'heure du dîner, les Français peuvent lire deux insultes bien grasses adressées à M. Barre.

Le lendemain, tous les politologues du pays glosent et jacassent sur le thème rebattu de l'inadaptation de la parole politique aux préoccupations des gens (on n'ose pas dire des « vraies gens » formule dont s'est appropriée la droite de Maurice Barrès).

La bataille présidentielle de 1988, son échec qu'il attribue à sa piètre performance dans le débat télévisé qui l'a opposé à Mitterrand, cette terrible année des dernières espérances déçues laissent à Jacques Chirac une répugnance presque physique à la télé. Au contraire de son prédécesseur et de son successeur, jamais au cours de sa carrière « marathon » il n'éprouvera le moindre plaisir à se soumettre au rituel de la télé.

Se succédant à un rythme accéléré, 1986, 88, 93, 95, 97, les alternances au pouvoir donnent lieu à de grands ménages de printemps dans l'audiovisuel public et privé, et, mon Dieu !, il faut avouer que l'opinion, avec une extrême indulgence, s'apitoie bien quelques minutes sur les licenciés mais accepte, avec fatalisme, cette exception française que les pays d'Afrique ne vont pas tarder à nous emprunter.

Après Chirac qui redoute de soulever, par des mouvements intempestifs, des orages non désirés au sein de l'audiovisuel, arrive Sarkozy. L'intérêt qu'il porte aux médias est frénétique. Il y connaît, il tutoie tout le monde, du P-DG, bien sûr, au plus modeste des journalistes. Depuis son accession au trône

élyséen, il y a eu, il y a, il y aura de pleins volumes pour raconter ses amours tumultueuses avec les journaux, la radio et, par-dessus tout, la télé. Lecture divertissante qui fait grincer des dents le monarque fébrile et sa cour avachie. « Sarko » a choisi de nommer lui-même le P-DG de France-Télévision. En guerre permanente, les trois premières années de son règne, avec le tandem Patrick de Carolis-Patrice Duhamel, deux vieux routiers de la machine TV qui prétendent se passer de ses avis, il nomme au poste le plus convoité de l'État, un gestionnaire, Rémy Pflimlin, qui ne connaît de la télévision que ses chiffres – le déficit, les audiences, la masse salariale… Beaumarchais nous avait déjà raconté, à l'envers, ces sortes d'égarements : « Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint. »

Trahison

Elle est à la politique ce que le pas de deux est à la chorégraphie : une figure classique, un peu désuète mais toujours spectaculaire. Les plus beaux parcours l'ont empruntée. Pour la justifier, il y a un adage fort répandu chez les ambitieux selon lequel seuls les imbéciles ne changent pas – d'idole, de conviction, de philosophie.

Les hommes qui trahissent la droite pour rejoindre la gauche sont des héros. Exemple : Mitterrand qui se félicitait d'avoir opté pour ce chemin-là plutôt que pour l'inverse. Ceux qui, à l'instar d'Éric Besson, abandonnent la gauche pour se rallier à la droite sont des parias, des félons, des Judas. Autant dire qu'il y aurait des trahisons propres.

Pour les initiés, la trahison d'Édouard Balladur relevait de la fatalité. Trois ans avant d'être effective, elle était annoncée : le mentor de Chirac pérorait, écrivait, s'exprimait déjà deux fois plus que son chef de file. À la fin de son discours d'investiture, l'Édouard a provoqué à l'Assemblée nationale des sourires en biais lorsqu'il a promis à Chirac son « amitié indéfectible ». Indéfectible : il y a de ces promesses vertueuses qui sentent bon le péché. Sitôt à Matignon, Balladur sans vergogne a tiré le poignard de sa poche. Mis en garde par ses « amis », et d'abord par Pasqua qui n'allait pas tarder à le trahir à son tour, Chirac ne prenait pas la menace au sérieux. Lui-même avait quelques belles trahisons à son palmarès et il ne croyait pas son « ami de trente ans » capable de se poser en traître devant les Français. Il lui faudra du temps pour ouvrir les yeux. Dieu, ou plutôt le corps électoral, dont les arrêts sont pareillement imparables, a fait justice de cette trahison. Chirac n'a jamais pardonné au cher Édouard, ni d'ailleurs à ses comparses comme Sarkozy. En politique, il n'y a que la vengeance qui soit respectable.

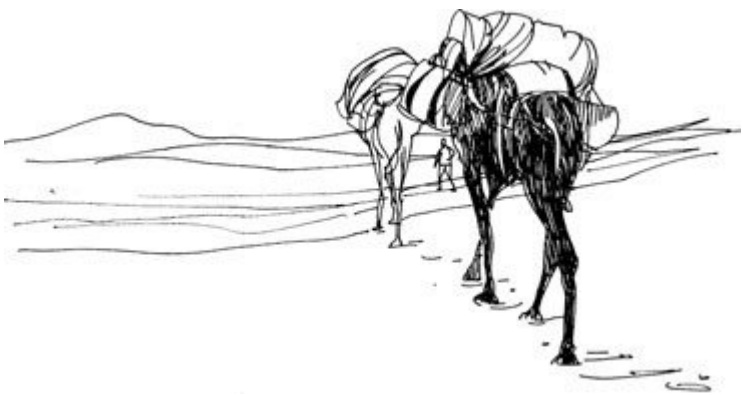
Balladur n'était pas un traître de mélodrame : plutôt un de ces abbés de cour qui égorgent en récitant leur chapelet. Besson, lui, a la trahison arrogante et même provocatrice. Personne avant lui n'avait lâché sa famille en pleine campagne électorale pour passer avec armes et bagages à l'ennemi. En guise de défi à l'opinion commune, il a été récompensé sur-le-champ par un

portefeuille ministériel, nullement fâché de voir ainsi son crime signé au *Journal officiel*. Avec un cynisme de seigneur, Sarkozy l'a placé aux avant-postes, comme pour encourager ses anciens camarades à se soulager sur lui de leur trop-plein de haine. Et Besson affectait une souveraine indifférence : « Bah ! disait-il, j'en ai tant vu et tant entendu qu'aucune insulte ne peut plus m'atteindre. »

Mais enfin, Besson est une exception. En règle générale, les trahisons ne s'avouent pas. Il faut cacher son mauvais coup sous une fidélité affichée à ses convictions, à son passé et, pourquoi pas, à sa patrie.

Ne vous étonnez donc pas de ne pas voir dans ce dictionnaire figurer le mot de « fidélité ». Pour celui-là, reportez-vous à votre Larousse habituel et vous mesurerez combien il serait déplacé ici : d'ailleurs, il n'y a guère de fidélité en politique qui survive aux remous ordinaires de la vie. La trahison, ça vous a une autre allure…

Traversée du désert



Ces mots relèvent du vocabulaire liturgique gaulliste. Quittant le pouvoir en 1946 sur un coup de tête, ou peut-être un vague à l'âme, le Général avait fait de sa retraite dans sa thébaïde de Haute-Marne une chanson de geste. Douze ans durant, il vivait six jours de la semaine derrière les hauts murs de sa Boisserie que nul ne songeait à escalader pour satisfaire une pieuse curiosité. Le septième jour, il se pliait dans une traction avant Citroën, voiture des cadres de la fonction publique, avec épouse et chauffeur. Il s'enfermait dans un bureau rue de Solférino (où le PS ne siégeait pas encore) et recevait des fidèles sous la foi du secret d'État. Il refusait les caméras, repoussait les micros, évitait les apparitions publiques. Reclus volontaire, il égrenait ses nostalgies comme les graines d'un chapelet et, au fil des saisons, perdait l'espoir d'un retour aux affaires.

Le difficile, dans ces sortes de traversée, est de trouver la sortie. Il y a des déserts dans lesquels on tourne en rond interminablement. De Gaulle a été arraché miraculeusement à cette pénitence à perpétuité par les chefs militaires

d'Algérie. Il ne leur a montré aucune reconnaissance : la gratitude n'entrait pas dans les dix commandements du Général.

Le désert est une fugitive tentation des hommes politiques. À la première déconvenue, ils l'implorent les yeux au ciel et la main sur le cœur. Alain Juppé, après avoir vu la France laborieuse se dresser contre lui, l'avait appelé de ses vœux dans un livre, mais il avait situé son Sahara à Venise : il y avait de quoi sourire. D'ailleurs, chez un politique d'un peu d'assurance, le renoncement à la vie publique, à sa pompe et à ses œuvres, n'est jamais pris au sérieux.

Il y a des déserts qui sont des bacs à sable. Le record de la traversée a été établi en 1992 par François Léotard qui, tout jeune, rêvait de se faire moine. À l'été, victime d'une minable polémique sur un mur mitoyen, il renonçait à tous ses mandats et, partant, à ses ambitions. Avant Noël, il était de retour, ses vœux d'abstinence oubliés. Il accédait aussitôt à la troisième place, au baromètre des hommes politiques, et se prenait à escompter de nouveau un destin national.

Giscard a été presque aussi rapide. En 1982, moins de dix-huit mois après nous avoir laissé son fauteuil vide en plein cadre de la télévision, il décidait que l'épreuve avait assez duré : le veuvage de la France pouvait prendre fin et lui-même esquisser son retour sur la pointe des pieds. Le délai de viduité était révolu. Lui qui avait eu naguère la planète pour pré carré et l'histoire pour toile de fond choisit le canton de Chamalières (Puy-de-Dôme) pour théâtre de sa résurrection. La modestie du décor ne devait pas manquer d'édifier les Français. Il mena une campagne d'une invraisemblable humilité. Il s'arrêtait dans chaque mairie pour expliquer à un auditoire du troisième âge sa stratégie pour désenclaver le canton.

Bien sûr, il fut élu haut la main. De là, il put reconquérir successivement son siège de député, puis de parlementaire européen, puis de président-fondateur de l'UDF. La boucle était bouclée puisque c'est de Chamalières qu'il avait annoncé en 1974 sa candidature à la présidence de la République. Il pouvait croire qu'une majorité allait de nouveau faire le « bon choix ». Il n'en fut rien : en 1988, son Premier ministre Raymond Barre lui coupait l'herbe sous le pied ; en 1995, c'était au tour d'Édouard Balladur.

Écarté du pouvoir par une défaite qui, croyait-il, n'était pas la sienne, Raymond Barre se lance en 1981 dans une traversée du désert qu'il imagine épique comme celle du Général, avec, en fin de parcours, un appel des Français ou de l'histoire. Mais, erreur : il se fait élire député. Imagine-t-on de Gaulle somnolant sur un banc de l'Assemblée devant les caméras de télévision ? Après que les Français eurent dédaigné leur chance d'avoir le professeur pour guide du char de l'État, Barre a fini sa vie en administrant de-ci de-là au pays des leçons de vertu. En 2007, c'est l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin qui semble condamné à un désert éternel par la victoire de son ennemi juré Sarkozy. Mais une chance se présente avec le procès Clearstream dans lequel le nouveau chef de l'État lui assigne la place

du « coupable ». Il s'en saisit : dès lors, plus de désert. L'ancien Premier ministre retrouve les projecteurs, ses illusions et, il n'en doute pas, les caresses de la Providence.

Trente-cinq heures

Elles ont eu une conséquence incontestable : elles ont inscrit dans l'histoire, pour la plus grande considération des générations futures, le nom de Martine Aubry. Et nous pouvons nous vanter, Béatrix de l'Aulnoit et moi, d'y être pour quelque chose. Si nous avions touché des droits d'auteur sur ce titre de « Dame des 35 heures » dont nous avions les premiers baptisé Mme Aubry, notre fortune aurait été faite.

À la parution, Martine, comme outragée, a versé bien des larmes et invité à Lille trente-cinq dignitaires socialistes. Même Jean Glavany a délaissé la campagne de Jospin pour venir la consoler. Incorrigibles, nous avons riposté en invitant à dîner chez Lipp trente-cinq rédacteurs en chef et journalistes politiques. Et il faut avouer qu'on était fort joyeux.

Au bout de toutes ces années, et après tant d'événements, il paraît que l'ancienne ministre des 35 heures ne nous a pas pardonné. Tout Martine Aubry est là : une incapacité physiologique à reconnaître ses lacunes, ses erreurs, ses défaillances.

Cette épatante journée des Dupes qui a accouché des 35 heures illustre les délices et les poisons de l'art politique. Rendons à César, c'est-à-dire à Mitterrand, ce qui lui revient : les 35 heures figuraient en bonne place dans les 110 propositions du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981. Six semaines après sa victoire, le nouveau chef de l'État est allé les plaider devant les partenaires européens de la France – ils étaient neuf en ce temps-là – réunis en Conseil à Luxembourg. Idée aussitôt rejetée, à l'unanimité. Mitterrand ne se l'est pas fait dire deux fois : il a rempoché ses 35 heures en disant sobrement : « Ce sera pour plus tard… » Ce le fut en effet : quinze ans plus tard, le parti socialiste – dans l'opposition – adopte les 35 heures et les emplois jeunes.

Dominique Strauss-Kahn, alors brouillé avec Martine (de ces brouilles qui durent le temps d'une alternance) dira : « Nous ne pensions jamais mettre en œuvre ces deux mesures en même temps. » L'ancienne secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, expliquera : « Les socialistes étaient pressés. Ils avaient une hantise : ne pas être au pouvoir pour plus de deux ans. »

Sitôt nommée ministre par Jospin, Martine est légèrement mortifiée de n'avoir pas reçu le portefeuille de l'Économie et des Finances. En compensation, elle reçoit le titre officieux de n° 2 du gouvernement. Est-ce de ce temps-là que datent les bisbilles entre Aubry et Strauss-Kahn, ces deux stars de la « dream team » socialiste ? Ne s'étaient-ils pas fâchés cinq ans plus tôt quand ils étaient ministres, mais moins haut placés, dans le gouvernement de feu Bérégovoy ? Peu importe. En vérité, Martine n'est pas d'humeur à

supporter que n'importe qui lui fasse de l'ombre. Les 35 heures les opposaient ouvertement. Deux semaines avant la fameuse conférence de Matignon qui a accouché de l'immortelle RTT, DSK jette une lampée d'huile sur le feu en déclarant en première page à *Libération* : « Nous n'avons jamais dit : 35 heures payées 39. Ce serait détruire des emplois… » Martine ne prend pas son téléphone : elle fonce à Matignon pour offrir à Jospin un de ces récitals de cris, imprécations, menaces et glapissements dont elle s'est fait une spécialité. Jacques Delors démissionnait deux fois par semaine. Sa fille hurle, éructe, vocifère au moins une fois par jour. C'est chez elle comme un signe de santé. Cette propension aux fureurs ne la quitte pas : quand elle débarque au siège du PS, venant de Lille, son premier mouvement est de pousser un coup de gueule. Dans les bureaux voisins, les petites mains constatent placidement : « Elle est là. »

La grande affaire des 35 heures, grâce à laquelle « elle s'est prise pour Jaurès », dira le syndicaliste Marc Blondel, lui permet de déployer un de ses grands talents : l'art du mensonge. Même sa garde rapprochée admire l'aplomb avec lequel elle émet des contrevérités d'une voix… péremptoire. Dès qu'elle s'est emparée du dossier « réduction de la durée du travail », à l'automne 1997, elle s'est embarquée sur la voie des mensonges et c'est miracle qu'elle ait évité les accidents de parcours. Elle a menti à son Premier ministre, en lui promettant qu'elle avait arraché au président du patronat, Jean Gandois, son accord sur une loi avec date butoir. Et, dans la foulée, elle a menti à Gandois, son protecteur, son ancien patron, son parrain, en l'assurant que le Premier ministre avait renoncé à ladite date butoir. Tant et si bien que toute cette journée destinée à l'histoire et au « mouvement social » n'a été que cachotteries, arrière-pensées et contrevérités.

D'entrée de jeu, Lionel Jospin a annoncé que les 35 heures feraient l'objet d'un texte de loi. Gandois n'a pas bronché. Son n° 2, Denis Kessler, le tirait pas la manche : « On fout le camp, on fout le camp. » L'autre restait

impassible. Il avait un secret arrangement avec Martine : il acceptait la voie législative, elle lui garantissait qu'il n'y aurait pas de date butoir.

L'usage dans ces sortes de négociations à grand spectacle veut qu'à la mi-temps les partenaires sociaux reçoivent le texte de la déclaration finale du Premier ministre. C'est le principal collaborateur de Martine, Dominique Marcel, qui a été chargé de remettre ce document à Gandois. Celui-ci a poussé un soupir de soulagement : point de date. Et, grâce à Dieu, personne n'a évoqué au cours de l'après-midi cette question explosive de calendrier. Quand enfin Lionel Jospin a tiré la conclusion de la grande concertation, et lorsqu'il a annoncé deux dates butoirs, la première deux ans plus tard, Jean Gandois a été comme pétrifié de colère. Il n'a demandé d'explications à Martine ni ce jour-là ni plus tard. Il avait été odieusement trahi. Huit mois plus tard, les 35 heures étaient votées par les députés, validées par le Conseil constitutionnel.

Ceux des dirigeants ou apparatchiks du PS qui ne la connaissaient guère avant le congrès de Reims sont stupéfaits de sa façon fruste, simpliste et, pour tout dire, grossière de mentir. Les autres, les anciens, s'étonnent qu'après une carrière bien remplie, avec ses déceptions et ses échecs, elle ne se soit pas amendée. L'un d'eux, du courant qu'on n'ose appeler « royaliste », raconte gaiement : « Quelques mois après son débarquement rue de Solférino, elle m'a demandé de venir travailler avec elle. Je lui ai répondu que je le ferai lorsqu'elle m'aura avoué qu'elle avait triché à l'élection du premier secrétaire. Elle m'a dit : "Je n'ai pas triché." Et chaque fois que je la croisais, elle me tenait le même langage. Puis un jour, sur le ton de la confidence, elle m'a dit : "Écoute, je n'ai pas triché. Dans le Nord, nous n'avons pas triché. En Normandie, chez Fabius, il y a eu des fraudes, oui. Mais pas chez moi." »

À cette incorrigible propension au mensonge, elle ajoute – ce qui n'est pas incompatible – une inépuisable faculté de mépris. Dans cette *Dame des 35 heures* qu'elle évoque parfois comme une blessure de guerre toujours saignante, nous rapportions ce qualificatif de « nul » qu'elle sert sans nuance à la terre entière. En mai 2010, les Français l'ont entendue accabler de ce mépris sans nuance le président de la République. Quelques experts ont cru à

une stratégie délibérée. Mais non : Martine Aubry est réellement convaincue que Nicolas Sarkozy est une de ces « nullités » qui exercent des fonctions imméritées. Quand elle est devenue maire de Lille, son prédécesseur Pierre Mauroy était traité de gestionnaire nul. Et nuls aussi tous les fidèles du patriarche dans le Nord. Elle prétendait même que ces gens-là nous avaient dicté notre livre : « J'en ai les preuves », ajoutait-elle.

Au parti socialiste, tout le monde a, un jour ou l'autre, eu droit à ses fureurs méprisantes : Moscovici, Valls, Peillon, et Ségolène Royal, bien sûr. Sans oublier François Hollande à qui elle porte une haine au couteau. Ses alliés du moment restent vigilants. À la direction du parti socialiste, elle ne dispose pas d'une garde rapprochée de fidèles comme ont pu en avoir naguère Jospin ou Hollande.

Bizarrement, cette fermeté dans les ressentiments ne s'accompagne pas d'une égale force de résolution. La première secrétaire a eu beaucoup de mal à déterminer ses « convictions » sur le problème des retraites. Un de ses adjoints à la direction du PS s'étonne encore qu'elle ait du mal à prendre certaines décisions sans importance.

Peut-être cette « dame de fer », du modèle Angela Merkel mais de gauche, est-elle restée une écorchée vive. Elle doit bien être un peu la fille de Jacques Delors, l'homme que ses scrupules ont empêché de se saisir du pouvoir.

Trotskiste

Encore une exception française : il existe chez nous des partis qui revendiquent le parrainage de la bête noire de Staline, ce Léon Trotski qui fut l'un des stratèges de la révolution bolchevique puis l'organisateur de l'Armée rouge avant d'être assassiné par ses anciens compagnons.

En France, aujourd'hui, les trotskistes sont révolutionnaires, socialistes mais résolument opposés au parti socialiste. C'est d'ailleurs en cela qu'ils sont les héritiers du Léon de l'Histoire.

La figure tutélaire du trotskisme, en France, c'est Alain Krivine qui appartient, comme Lénine ou Trotski, à la petite bourgeoisie. En 1966, à vingt-cinq ans, il a fondé la Jeunesse communiste révolutionnaire, dissoute au lendemain de mai 1968, puis la Ligue communiste révolutionnaire également interdite. Peu importe, c'est un homme qui ne se décourage jamais. Il a été deux fois candidat à la présidence de la République sans jamais espérer exercer le pouvoir. Pour prix d'un si bel acharnement, la politique lui a donné pendant cinq ans un mandat de parlementaire européen. Mais plutôt que les sages tribunes des assemblées, il faut, à cet orateur de choc, des estrades en plein air et le soutien des poings levés.

À la différence de Lionel Jospin qui a renié son passé trotskiste d'un « ce n'est pas moi, c'est mon frère », Krivine est resté jusqu'au bout fidèle au rêve fou de sa jeunesse, ce qui n'est pas si fréquent. Il a quand même écrit un livre

intitulé *Ça te passera avec l'âge*, pour se moquer de sa constance dans l'illusion.

Tuer

Il n'est pas nécessaire de haïr, en politique, mais il faut savoir tuer. Pour s'ouvrir une voie royale, il convient de la débarrasser de tout ce qui pourrait l'obstruer, amis, ennemis, témoins, parasites. Tous les moyens sont bons pour tirer sur la gachette : il n'y a pas ici d'éthique, la trahison et le parricide sont également autorisés. La seule règle est de n'avouer jamais : en politique, il est facile de verser du sang sans laisser de traces.

Dans notre histoire, le meurtre politique a été pratiqué depuis l'éternité sans être châtié. Le seul fait qu'il permette la conquête du pouvoir, justifie son absolution.

Mais en politique, c'est bien connu, nul n'est jamais mort à moins de reposer six pieds sous terre. Il n'y a donc pas de mise à mort, si bien conçue soit-elle, qui soit définitive. Le meurtre et la vengeance sont pour ainsi dire des rituels qu'on ne doit pas prendre au tragique.

En février 1994, Edouard Balladur pour pratiquer la cohabitation dans toute sa splendeur et provoquer le président de la République, Mitterrand, exécute de façon foudroyante le président-fondateur de Canal+, André Rousselet, ami, protégé et compère de longue date du chef de l'État. Rousselet se fend d'un grand article indigné dans *Le Monde*, qu'il intitule « Édouard m'a tuer ».

Sa lecture n'arrive pas à m'apitoyer. Le lendemain matin, sur RTL, je prononce un réquisitoire à moitié indigné, à moitié narquois pour rappeler au martyr qu'il a lui-même exercé la fonction de bourreau. Et je lui rafraîchis la mémoire : dès la fin mai 1981, arrivé à l'Élysée en qualité de directeur de cabinet du nouveau président de la République, Rousselet convoque à l'Élysée le P-DG de la Sofirad (alors société mère plus ou moins nationalisée d'Europe 1), Xavier Gouyou-Beauchamps, puis celui de l'agence Havas (totalement nationalisée), Yves Cannac, les deux hommes étant d'anciens éminents collaborateurs de Giscard. Le 22 juin, mis en appétit, il réserve le même traitement expéditif au patron d'Antenne 2, Maurice Ulrich, puis à celui de France 3, Claude Contamine, ainsi qu'au directeur de l'Information de Radio-France, Roland Faure. Fin juillet, sans attendre les vacances, il fait tomber les têtes des directeurs de TF1 et d'Antenne 2 (toutes deux nationalisées), Jean-Louis Guillaud et Jacqueline Baudrier. Trois semaines plus tard, il prononce la peine capitale de trois étoiles de la télévision : Jean-Pierre Elkabbach, Alain Duhamel et Jean-Marie Cavada. Et moi-même, pas mécontent de me trouver en si bonne compagnie, je suis l'objet d'une sentence de mort de sa part et réussirai *in extremis* à me défaire de la corde passée à mon cou.

Dans ma chronique, je précisais que le fondateur de Canal+ s'était

constitué une belle fortune personnelle grâce à la concession du patrimoine public accordée par son ami, le chef de l'État.

Il me poursuit en diffamation. En arrivant au Palais de Justice, je souffle à l'oreille de mon adversaire : « C'est vous qui allez souffrir. » Et en effet les magistrats, étonnés de cette curieuse fortune amassée grâce à Canal+, ont cuisiné André Rousselet pendant trois heures.

Pour finir, débouté de sa plainte, il a fait appel, il est même allé jusqu'en cassation sans pour autant me régler mon compte judiciaire. Le « tué » était mort et enterré.

Moralité : en politique, il ne faut pas gémir même si l'on est victime d'un mauvais coup. Il est préférable de laisser au temps le temps de choisir qui est la victime, qui est l'assassin. D'autant que les victimes ne sont pas très populaires. Les Français qui ont lu *Les Trois Mousquetaires* préfèrent les bretteurs qui savent, au bon moment, porter à leur adversaire une botte mortelle.

V

Verbatim

La France a frémi de curiosité et de gourmandise lorsque Jacques Attali, en mai 1993, a publié son gros livre intitulé *Verbatim*. Le conseiller spécial du Président ne s'en cachait pas. Il s'était installé à l'Élysée dans le bureau contigu à celui du chef de l'État afin de contribuer ainsi à l'Histoire. Il occupait dans le palais présidentiel une position unique : il n'était pas seulement en charge de préparer les sommets internationaux. À côté de cette fonction de « sherpa », il remplissait celle, nullement prévue par les institutions de la République, de « Grand Chambellan » du monarque.

Personne ne pouvait être reçu par le Président sans traverser la grande pièce où il se trouvait derrière un bureau vide. Quelques visiteurs, triés sur le volet, lui murmuraient des confidences en sortant de leur audience présidentielle. Le témoin était donc au-dessus de tout soupçon. On pouvait s'attendre à un compte-rendu, mot à mot, de toutes les conversations qu'avaient eues François Mitterrand à l'Élysée depuis douze ans. Un peu comme si le président de la République avait été victime d'un micro-espion caché sous son bureau.

Au dos du livre, Attali avait écrit avec une certaine malignité : « Nul n'est à même de corroborer mon témoignage. » Il voulait dire aussi que personne ne pouvait le contredire en dehors de Mitterrand. Mais Attali connaissait trop bien son « Florentin » pour imaginer qu'il provoque une polémique. Le Président a toujours haussé les épaules avec une souveraine indifférence et beaucoup de mépris aux propos qui lui étaient prêtés tous les jours.

Attali a poussé la malice jusqu'à affirmer que Mitterrand avait lu l'ouvrage, ce qui plaçait le chef de l'État dans une position délicate : soit il condamnait le piratage que constituait le livre, infligeant à l'auteur un véritable camouflet, soit il se cantonnait dans son silence habituel, ce qui équivalait à cautionner les « révélations » de son indélicat collaborateur.

À peine publié, ce *Verbatim* a provoqué de vives protestations. Notamment d'un homme au-dessus de tout soupçon, et très lié au Président, l'ancien ministre de la Justice, Robert Badinter, alors à la tête du Conseil constitutionnel.

Bernard Pivot a consacré son émission emblématique « Apostrophes » à *Verbatim* et m'a invité à y participer. J'avais moi aussi relevé, dès la page 40,

des contrevérités concernant RTL et il y en avait d'autres. La transcription d'un dialogue entre Mitterrand et le prix Nobel Elie Wiesel m'avait mis mal à l'aise. Il y avait là une espèce de contrefaçon. J'y suis allé et j'ai dit ce que j'avais à dire. Après l'émission, Attali m'a tourné le dos.

Finalement, le président de la République, lui, n'a rien dit. Habilement, il a laissé ses amis et confidents attitrés raconter qu'Attali avait plus inventé que transcrit.

Depuis, dans son œuvre quasi industrielle, le conseiller du Prince n'est jamais revenu sur ses années passées dans l'antichambre du souverain. C'est plus prudent !

Vérité

C'est le culte obligé de quiconque embrasse la carrière politique. Il faut avoir sans cesse le mot à la bouche et la main sur le cœur. Pourquoi ? Mystère. Rien n'indique que la vérité soit électoralement payante ni que le « bon » peuple y soit sensible. Dans ce monde des serments, vrais et faux, elle est rarement bonne à dire. Pascal a averti les politiques de son temps, du nôtre, et de demain : « Dire la vérité est utile à celui à qui on la dit, mais désavantageux à ceux qui la disent parce qu'ils se font haïr. » Un politique d'un peu d'expérience a vite fait le tour des bienfaits que procure la vérité. Il n'empêche, chacun, à quelque rang qu'il soit de la hiérarchie politique, continue bravement de l'annoncer, à ses risques et périls.

Il m'est arrivé une fois, pourtant, d'entendre un homme politique me jeter la vérité au visage et d'en éprouver comme une brûlure. L'homme en question s'appelait Norbert Segard. En 1978, cet élu (de droite) du Nord, âgé de cinquante-six ans, était ministre d'un gouvernement Barre sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. C'était un pur modéré, de langage, de comportement. Un matin, je devais l'interviewer, en direct. Il arrive dans le studio, accompagné de son conseiller en communication, Nicolas de Tavernost. Je savais qu'il souffrait d'un cancer depuis plusieurs mois. Et ce jour-là, tous les journaux, radiophoniques et de papier, annonçaient la mort, aux îles Marquises, de Jacques Brel, terrassé par un cancer du poumon.

Je demande à Tavernost comment va son patron. Il me répond d'une grimace. Je lui dis : « Ce matin, ce serait bien qu'il parle de son cancer à la radio. Il serait le premier homme public à dire une vérité que l'on cache… » Quelques minutes plus tard, enchaînant sur la mort de Brel, je demande à Norbert Segard : « Et vous, comment allez-vous ? » Il reprend son souffle, comme si je lui avais flanqué un coup de poing dans l'estomac, puis me parle longuement de son combat contre la maladie, de la cigarette qu'il a beaucoup fumée avant d'arrêter tout contact avec le tabac il y a huit ans. En sortant du studio, je le complimente pour son courage, et l'utilité de son témoignage. Il n'a l'air nullement sensible à mes félicitations : « Oui, me dit-il, oui, mais que va penser Giscard, que va dire le Président ? »

La règle, en politique, est d'essayer par tous les moyens d'échapper à la vérité. Même lorsque celle-ci, comme pour Segard, se révèle sans danger. De bons esprits, désabusés et cyniques, affirment que les hommes politiques sont tout bonnement incapables de dire la vérité. Je ne crois guère à cette sorte d'infirmité.

Veste

La plus fameuse, qui restera à jamais dans l'histoire de notre République, c'est celle qu'a prise Lionel Jospin, le 21 avril 2002. On aura beau dire, il n'y avait pas grand monde, ni chez les observateurs, ni chez les acteurs de la politique, pour l'envisager. Le parti socialiste comptait alors, et depuis longtemps, un expert en pronostics électoraux nommé Gérard Le Gall. C'était un ami de Jospin. Après la débâcle, le malheureux répétait partout qu'il avait mis en garde son camarade-candidat contre l'éventualité épouvantable, il faut croire qu'on n'aura pas écouté l'oiseau de malheur. Le jeudi, trois jours avant le scrutin, j'ai fait la tournée des popotes socialistes : on ne s'y préoccupait que du second tour.

D'où vient donc cet usage politique du mot de veste ? Je n'en sais rien. Le grand Larousse encyclopédique indique qu'il s'agit d'un « échec déshonorant en particulier aux élections ». Où le déshonneur ne va-t-il pas se nicher ? Une bonne veste est une étape obligée dans une carrière politique, et l'on ne connaît personne qui se soit soumis à l'épreuve du suffrage universel et ne l'ait pas connue une fois au moins. Il faut avoir un amour-propre disproportionné comme Giscard pour avoir vécu une claque électorale comme une blessure incurable à l'honneur. Depuis Mitterrand et Chirac, au contraire, un ou deux échecs à l'élection présidentielle apparaissent comme une promesse de victoire future. Ayant pris la petite veste que l'on sait à l'élection reine, en 2007, Ségolène Royal s'est présentée radieuse, le soir même, devant le dernier carré de ses fidèles, pour lui promettre la revanche. Il y a aussi, hélas !, des politiques qui ne peuvent survivre à une déculottée (au fait, pourquoi ce mot de « veste » signifie-t-il « déculottée » ?) : tel Pierre Bérégovoy, après un désastre aux législatives en 1993, dont il n'était personnellement pas responsable.

Il y a un autre usage, guère plus glorieux, de la veste en politique : on la retourne lorsqu'on change d'avis. C'est très mal vu, bien que selon un adage, seuls les imbéciles s'y refusent. Il est aussi commun, en politique, de retourner sa veste que d'en prendre une. C'est dire… Un homme un peu trop vite oublié, Edgar Faure, moraliste de la politique quoiqu'il fût lui-même plutôt du genre amoral, traité de girouette car il changeait d'avis comme… de veste, disait en zozotant : « Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent. »

Souvent, nos politiques ont du mal à se mettre dans le sens du vent de l'histoire. Ils retournent alors précipitamment leur veste plusieurs fois dans la journée. La question de l'Europe, notamment, a provoqué les plus beaux exercices de volte-face. En février 1984, l'UDF, le parti de Giscard d'Estaing, a changé d'avis trois fois en moins de trois heures : il y avait des élections européennes en vue et la question, déchirante en effet, était de savoir s'il fallait présenter des listes communes de candidats avec le RPR de Chirac. Ne sourions pas : la droite comme la gauche a toutes les peines du monde à passer ce genre d'épreuves. Au printemps de 1992, c'est le parti chiraquien

qui a tourné et retourné sa veste, douloureusement. Fallait-il, ne fallait-il pas soutenir le traité de Maastricht comme le souhaitait François Mitterrand ?

Le plus beau mouvement de retournement de veste de ces dernières années, on le doit à Éric Besson. Mais dans son cas, ce n'est pas seulement le vêtement, mais la peau, la stature, la physionomie et l'âme qui subissent une prodigieuse métamorphose. En 2007, Besson était un apparatchik du parti socialiste dont la notoriété ne dépassait pas la rue de Solférino. Au départ de la campagne présidentielle de 2007, il est chargé de diverses besognes d'écriture, notamment de trousser un petit brûlot anti-Sarkozy dont les militants socialistes pourront s'inspirer. Et patatras ! Voilà un beau jour que le même Besson se déclare – publiquement, s'il vous plaît – supporter enflammé du candidat de la droite.

On ne cite cet exemple que pour mémoire : le lecteur aura compris que les idées, les convictions n'ont pas grand-chose à voir avec le changement de costume. De casaque.

Veuve

Quand les hommes politiques quittent ce bas monde, ils nous laissent généralement une compagne pour perpétuer leur nom et leur souvenir. Mais c'est un fait établi que les vivants se méfient des veuves, craignant sans doute qu'elles s'avisent de prendre la place du cher disparu. Si bien que la plupart des veuves au nom illustre sont livrées à la discrétion, à la modestie, à l'effacement.

Le plus bel exemple de cette abnégation est évidemment Mme de Gaulle, la tante Yvonne de notre histoire. Tant de gens faisaient parler son grand homme et vous expliquaient ce qu'il aurait dit et fait s'il était encore en vie, que la célèbre dame en noir aurait eu le droit d'intervenir. Elle n'en a rien fait. Le Général lui avait laissé un si mince patrimoine que l'entretien de La Boisserie lui coûtait gros, mais jamais elle n'aurait demandé quoi que ce soit à qui que ce soit. Son fils l'amiral a pris en charge les questions d'intendance. Aux derniers jours de son existence, Mme de Gaulle s'est retirée dans un couvent pour être à l'abri des regards et des oreilles. Et sa mort n'a guère envahi les journaux.

L'épouse de Georges Pompidou est un autre cas de veuvage exemplaire. Elle ne s'était jamais mêlée de politique du vivant de son mari : elle n'a pas changé après sa mort. D'ailleurs, elle avait horreur de ce monde cruel qui l'avait couverte de boue au cours de l'hiver 1968-69. Elle détestait l'Élysée, Matignon. Elle aimait le théâtre, la musique, la peinture. Elle avait ses amies et sa fondation, au secours des personnes âgées. Pendant un bon quart de siècle, on a vu sa silhouette toute de distinction aux premières des théâtres et aux vernissages, mais le public n'a pour ainsi dire jamais entendu le son de sa voix. Et, comme Mme de Gaulle pour qui elle n'avait guère d'affection (il y avait entre elles cette affreuse affaire Markovic), elle a quitté notre monde sur

la pointe des pieds.

Il n'en sera pas de même, sans doute, pour les veuves à venir. De nos jours, les épouses de nos célébrités politiques sont rarement muettes. Dans la corbeille du mariage, elles ont parfois trouvé le démon de la politique. Elles s'estiment fondées, même sans mandat du peuple, à avoir leurs propres idées, leurs propres convictions. Danielle Mitterrand, plutôt discrète du vivant de son mari, était vraiment à gauche : pas la gauche caviar, mais celle de la Résistance avec les communistes en tête des troupes. Elle avait le culte de Fidel Castro : c'est assez dire que les prisons politiques ne la révoltaient pas. Sous le règne de son mari, elle n'a pas trop donné de la voix, de peur d'une réprimande conjugale. J'ai assisté à l'un de ces blâmes, entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1981. C'était sur l'aéroport de Perpignan, après un meeting qui, pour Mitterrand, sentait bon la victoire. À une poignée de journalistes, elle proclamait avec force que jamais la droite ne laisserait la gauche exercer le pouvoir : elle préférerait lâcher ses canons. Là-dessus, le presque Président est arrivé, a haussé les épaules et lui a demandé de se taire. Pendant quatorze ans, il a dû, à plusieurs reprises, lui taper ainsi sur les doigts. Mais elle s'est aussi battue pour des justes causes, comme celle des Kurdes.

Je n'ai jamais rencontré Danielle Mitterrand après la scène de Perpignan. Bien m'en a pris. Elle avait déclaré à la cantonade qu'elle m'arracherait les yeux (ou la langue ?) si elle croisait mon chemin. Mon crime était d'avoir révélé dans un livre l'existence de Mazarine. Elle a été une des dernières à savoir qu'il y avait un fruit, un joli fruit, de son infortune. Mitterrand lui-même a reconnu, civilement, Mazarine, et, sur sa tombe, Danielle a eu pour cette héritière de la main gauche un regard quasi maternel.

Dans ce monde politique qui n'est pas aussi inhumain que l'on croit, les veuves suscitent de la tendresse, parfois de la pitié, mais peu de considération. On ne les craint pas. J'ai eu l'occasion de rencontrer une veuve tout feu tout flamme, en juin 1978 : Jeannette Vermeersch, l'épouse, la camarade et le cerveau de Maurice Thorez. Dans une petite robe mauve, le cheveu blanc coupé court, elle est venue à RTL pour lancer quelques pavés contre les dirigeants du parti communiste coupables de bafouer les statuts du PC, de trahir la sainte règle du centralisme démocratique et de travailler à la division de toutes les forces qui luttent dans le monde pour le socialisme, en clair : de s'opposer à la mère patrie soviétique.

Jeannette Vermeersch sortait brusquement d'un très long silence au moment où une délégation du Parti communiste soviétique débarquait à Paris. Et alors que Georges Marchais, lui, se trouvait en vacances non pas en URSS mais en Roumanie, le pays du « regrettable » Ceaucescu.

La veuve de Maurice n'avait rien perdu de sa maîtrise dialectique. Questionnée sur les hôpitaux psychiatriques d'URSS où sont soignés les déviationnistes, elle s'est lancée dans un beau couplet sur la misère en Inde. Mais c'était surtout pour dénoncer le « malaise » de son parti que la pasionaria nordiste était sortie de sa retraite. Elle n'a pas eu trop de mal à

démontrer que le communisme en France amorçait un déclin qui allait s'amplifier dans des proportions imprévisibles au cours des vingt années suivantes.

Et puis, Marchais est rentré de ses bains de mer roumains, Liliane a défait les valises et Jeannette Vermeersch n'a plus eu que ses yeux pour pleurer sur sa vie de combats inutiles.

Vie privée

Tous les jours, un acteur de la politique se plaint, et souvent devant la justice, d'attaques insupportables contre sa vie privée. Qu'est-ce donc que cette vie-là, cette sorte de tabernacle devant lequel le peuple devrait se prosterner ? Comme son nom l'indique, c'est le contraire ou la contrepartie de la vie publique. Mais, à en croire nos moralistes de comptoir, il y aurait une ligne jaune, une sainte frontière entre l'une et l'autre.

Personnellement, je me suis souvent rebellé contre cette obligation de respecter un code écrit par je ne sais qui. À l'occasion, ça m'a valu une volée de bois vert, lorsque j'ai évoqué l'existence de Mazarine, fille protégée et par conséquent intouchable de François Mitterrand.

Il est vrai que jusqu'à une date relativement récente, l'interdiction de pénétrer dans le territoire de la vie privée des hommes publics était scrupuleusement observée. Nous, Français, nous avions toujours dans le passé respecté en silence le droit des « princes qui nous gouvernent » (expression due à Michel Debré avant qu'il en devienne un à son tour) à assouvir comme bon leur semblait leurs misérables petits appétits personnels. Sous la III^{e} République, nos parlementaires réglaient leurs problèmes d'alliances et de majorités dans les bordels les plus huppés de la capitale, rues de Provence et Chabanais. Les premières années de la V^{e} ont vu le règne de Mme Claude qui fournissait en amours tarifées ces princes qu'évoquait le père de la Constitution. On n'en parlait pas et personne ne s'en trouvait plus mal, en tout cas pas les journaux.

Comme souvent, le vent du progrès nous est venu de l'ouest. Les Anglais, champions de l'hypocrisie puritaine, ont été les premiers à condamner publiquement les débordements privés d'un homme public. Leur ministre de la Défense, John Profumo, s'est vu contraint de renoncer à sa carrière politique et de se reconvertir dans l'humanitaire. Il faut dire qu'il avait involontairement partagé les faveurs d'une call-girl, Christine Keeler, avec un agent de renseignement soviétique. Ce précédent scandaleux a coûté leurs espérances à nombre d'hommes politiques en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

La France ne mangeait pas de ce pain-là. Enfin, pas encore. Ou en tout cas plus discrètement. Dans les années 1960, les gaullistes régnants avaient réussi à dissuader le populaire patriarche Antoine Pinay d'être candidat contre de Gaulle à l'élection présidentielle. Ils l'ont menacé de sortir au grand jour

les rapports de police sur les tendres liens qu'il entretenait (le mot convient) avec une « jeunesse » qui aurait pu être sa petite-fille. Quatre ans plus tard, ils tentaient de faire le même coup à Pompidou, à l'aide de photos truquées mettant en scène son épouse dans un environnement peu convenable pour une future femme de Président.

Nos hommes politiques – et les femmes, mais de façon plus épisodique – sont les artisans de leurs propres malheurs. Ce sont eux qui ont organisé la confusion entre vie publique et vie privée. Le premier, dans le cadre d'une campagne dite « à l'américaine », Valéry Giscard d'Estaing a fait entrer sa fille dans la vie publique en l'affichant à ses côtés sur les murs. Sur le coup, personne ne s'est indigné. Une dizaine d'années plus tard, Michel Rocard, tout à sa colère d'avoir été « chassé » de son poste de Premier ministre, a fait un coup qu'il croyait magistral en annonçant lui-même qu'il allait divorcer. Là encore, aucune trace d'une émotion populaire. Mais le pli était pris : secrétaire d'État à l'Environnement, la socialiste Ségolène Royal a posé pour les photographes de *Paris Match* avec, dans ses bras, la petite fille dont elle venait d'accoucher. Un rituel repris par la sarkozyste Rachida Dati en 2008.

Le patron de Ségolène, François Mitterrand, avait de la vie privée des hommes publics une conception à géométrie variable. Pour avoir évoqué l'emprunt malheureux effectué par son ministre Bérégovoy auprès de son ami Patrice Pelat, il accusait la presse d'avoir jeté « aux chiens » l'honneur d'un homme. Au fond, tous ses amis, politiques ou non, devaient bénéficier d'un privilège d'immunité de vie privée.

Mais c'est Nicolas Sarkozy qui devait réaliser de façon la plus spectaculaire et même choquante la fusion entre vie publique et vie privée en divorçant presque en direct le soir de son élection. Puis en déclarant lors d'une conférence de presse : « Carla et moi, c'est du sérieux ! » Cette interpénétration du cercle familial et privé dans le domaine politique et public atteint, là, son degré ultime, avec un peu de goujaterie en prime.

Vin

Voici quelque chose d'inouï, de révoltant, de scandaleux, on peut même dire « un sacrilège » : depuis 2007, la France a placé à la tête de l'État républicain un homme qui refuse de boire une goutte de vin. Passe encore qu'il soit affligé de cette infirmité, mais qu'il s'en vante !

Tous nos hommes politiques, à cette regrettable exception près, boivent du vin non pas toujours par goût mais par respect pour une terre qui, depuis l'Antiquité, produit les meilleurs vins du monde. Pour se faire élire, un homme politique doit lever le verre en compagnie de ses électeurs, leur souhaiter bonne santé, c'est-à-dire, en l'occurrence, ce que le bon peuple appelle « une bonne descente ». Il faut croire que les électeurs de Neuilly boivent en cachette, naturellement des grands crus, et refusent de le confesser. Dans certains départements, il vaut mieux être amateur, connaisseur et

dégustateur si l'on veut obtenir la considération de la population locale. Il y a même des parlementaires honorables qui ont tendance à consommer sans modération et qui, sortant de déjeuner, cuvent discrètement sur leur siège de l'Assemblée ou du Sénat, en fermant les yeux. Raymond Barre, naguère, était adepte de ces petites siestes sans qu'il soit possible d'affirmer leur rapport avec un repas bien arrosé. Mais ce dictionnaire n'est pas destiné à établir la liste de ceux qui aiment trop le vin et des autres, appelés pisse-vinaigre.

Jusqu'à Nicolas Sarkozy, un président de la République avait pour devoir d'honorer notre richesse nationale et de servir à sa table un vin digne de la fonction. Si Chirac affectait d'aimer la bière, c'est que, mangeant beaucoup, il lui fallait boire également en grande quantité. Il croyait, à tort, que les excès de bière étaient moins dommageables que ceux du vin.

En butte aux pressions tonitruantes des ligues antialcooliques, nos gouvernants et législateurs ont adopté diverses mesures pour freiner la consommation du vin. On doit reconnaître une certaine témérité au premier de nos ministres qui se sont lancés dans cette croisade contre le vin : Claude Evin (ce nom doit être prononcé sans malice de mauvais goût) était originaire et élu d'une terre produisant un fameux petit blanc, la Loire-Atlantique.

De nos jours, sans aller jusqu'à l'ostracisme du président Sarkozy, nos politiques sont à mille lieues de leurs aînés des III^{e} et IV^{e} Républiques qui avaient le culte ostensible de l'assiette et du verre. Certains, à la fin d'un repas officiel, vont jusqu'à lever leur verre d'un bras péremptoire, puis – horreur ! – à le reposer sans y avoir porté les lèvres.

Vingt et un avril

La veille encore, les socialistes n'étaient nullement fébriles. À Matignon, Lionel Jospin était assuré d'éliminer, au plus tard dans deux semaines, ce Chirac « usé » qui lui avait gâché l'existence pendant cinq ans et qu'il détestait. Enfin, détester n'est pas le mot : chez Jospin, la détestation se traduit par une indifférence absolue, un mépris souverain, une morgue d'airain. On ne peut pas dire que Chirac, dans sa tour d'ivoire élyséenne, avait entravé le Premier ministre. Simplement, il a observé tous les faux pas jospiniens avec

une subtile commisération.

Du côté du président sortant, on affichait la même sérénité. C'était la quatrième campagne présidentielle de Chirac, et la plus facile : un Premier ministre ayant essuyé pendant cinq ans toutes les difficultés quotidiennes des Français serait plus facile à éliminer qu'un Balladur sept ans plus tôt.

Une règle observée par Chirac : ne jamais dire en public du mal de qui que ce soit. Laisser des seconds couteaux distribuer les piques…

Ce terrible 21 avril 2002, on ne cesse d'en fournir toutes les analyses possibles. Le corps électoral nous joue de ces tours… La politique française s'est retrouvée, ce jour-là, cul par-dessus tête. Un président sortant en tête au premier tour avec seulement 20 % des voix. Un Premier ministre éliminé. Un candidat du Front national, l'inoxydable Jean-Marie Le Pen, qualifié pour le second alors qu'il n'a pas la moindre chance de l'emporter et de gouverner le pays. Et, en définitive, un Chirac réélu au second tour avec le score quasi soviétique de plus de 82 % des suffrages – un plébiscite incroyable, comme un référendum, mais dont le bénéficiaire ne saura tirer parti pendant cinq ans.

Quant à donner les raisons de ce chaos politique et national, tout le monde s'échinera à le faire. Le nombre record de candidats, pas moins de seize, détraque le système pourtant perfectionné par divers verrous, comme l'obligation d'être parrainé par cinq cents notables répartis sur tout le territoire.

Depuis 2002, le syndrome du 21 avril atteint les deux grands partis qui se veulent hégémoniques, seuls habilités à gouverner alternativement le pays. Un instant évacuée en 2007, la menace Le Pen, signalée par les instituts de sondages, sonne régulièrement l'alarme. Toutes les imaginations sont à l'œuvre pour rechercher le remède à ce péril endémique visant l'élection présidentielle, couronne et sceptre de la V^e^ République.

De Gaulle, qui croyait pourtant que les Français étaient des veaux, comptait sur eux pour choisir naturellement, et presque inconsciemment, un homme d'État, avec un caractère, une stature et une vertu dignes de la France et de son histoire. Il n'imaginait pas que tant de petits personnages se présenteraient à l'élection présidentielle, non certes pour être élus, mais pour s'exprimer et se montrer des semaines durant aux Français. Il n'avait pas prévu qu'une Arlette Laguiller ou un Frédéric Nihous pourraient venir encombrer, perturber, notre sacre républicain.

Évidemment, c'est à gauche que ce 21 avril 2002 demeure comme une épine dans le cœur. Les socialistes ont pensé que les primaires obligeraient le peuple de gauche à s'unir derrière un candidat unique. Sérieusement, personne n'y a cru. Chez nous, on a le sens de la nuance. On ne confond pas un socialiste modèle Emmanuelli à un socialiste type Mélenchon. Et les centristes ! Combien y en a-t-il des centristes de toutes lignées ?

Le 21 avril 2002, on n'avait jamais autant vérifié cet adage : élections, pièges à cons. Sauf que le con de l'histoire, c'est ce pauvre Lionel Jospin, l'homme politique le plus gonflé d'orgueil qu'on ait connu cette année-là. Il

n'a rien eu de plus pressé que de renoncer à la vie publique, ce que personne ne lui demandait. Mais, cinq ans plus tard, quand il a vu une Ségolène Royal désignée par les socialistes à la candidature présidentielle, il a eu quelques instants la velléité de revenir à la politique. Hélas ! En dehors de deux ou trois Mohicans, personne au PS ne voulait porter le regard vers cet homme qui les avait un jour menés au plus grand désastre.

Virus

Il faut avoir le culot de Jacques Chirac pour oser déclarer, le 3 mars 2011, au *Point* : « Je ne suis pas atteint du virus de la politique. Je ne sais d'ailleurs pas si cela existe. » Par quelle bizarre maladie le grand Jacquot a-t-il pu rester sourd et aveugle pendant plus de quarante ans aux vicissitudes et aux chagrins de la politique ? Quand on voit tout ce qu'il a enduré, les insultes, les moqueries, les camouflets électoraux, on ne doute pas qu'il était lui-même malade pour s'accrocher ainsi.

Les médecins eux-mêmes sont médusés par cette étrange pathologie qu'est la politique. Ceux qui ont examiné le même Jacques Chirac après son accident cardio-vasculaire ne s'expliquent pas qu'il ait pu, après un si puissant choc, recouvrer l'usage de ses cinq sens ainsi que la parole et la mémoire. Ceux qui avaient soigné Mitterrand de son cancer et l'avaient opéré à deux reprises étaient encore plus impressionnés. Le chirurgien Bernard Debré, fils de l'ennemi mortel du Président, s'émerveillait de voir que leur patient, assurément illustre, avait bravé tumeurs et métastases pour tenir jusqu'au terme de son mandat.

Un virus ou une drogue ? Les deux termes s'emploient communément pour la politique. Il s'agit d'un mal inexpliqué qui brise des couples, ruine des santés, met fin brutalement à des vies. Il n'existe point de remède, seulement des répits accordés par le corps électoral. Certains individus sont atteints fort jeunes : tel est le cas de Nicolas Sarkozy. D'autres passent sur le tard de la fonction publique à la politique. Malheur à eux : ils sont perdus !

Voyages

Voyager, c'est le remède à la mélancolie inhérente à la vie politique. Du conseiller municipal ou général jusqu'au président de la République, tous nos notables et dignitaires se délectent de ce divertissement aux frais de la princesse : voyages d'étude pour les uns, d'État pour le souverain, la plupart ont une justification incontestable. Les voyages privés ont-ils leur place dans ce dictionnaire ? Ceux du chef de l'État ont un caractère politique évident puisqu'ils suscitent la critique, la raillerie ou l'indignation du peuple. Valéry Giscard d'Estaing aimait se rendre en Afrique, pour chasser les grands fauves à l'invitation de son « cousin » l'empereur Bokassa I^{er} ou d'autres dirigeants du continent ayant du gibier à la mesure de leur hôte royal. Mitterrand ne se lassait pas d'aller incognito à Venise où un ami mettait à sa disposition un

appartement sur le Grand Canal dont l'opposition le prétendait propriétaire. Chirac, n'étant ni chasseur ni le moins du monde romantique, avait du goût pour les palais des Mille et Une Nuits.

Ah ! Quelle indignation de notre bon peuple après les vacances de Noël 1992 de Jacques Chirac qui n'était alors que maire de Paris et chef du principal parti d'opposition. C'était le moment où l'affaire du petit million de francs (150 000 euros) prêté à Pierre Bérégovoy par le milliardaire préféré de François Mitterrand, Patrice Pelat, causait un de ces beaux scandales d'État dont nos compatriotes raffolent. Chirac, lui, était allé passer les fêtes au sultanat d'Oman, sur les bords de la mer Rouge. On a appris, trois ou quatre semaines plus tard, que la location d'avion pour transporter la petite famille avait coûté 500 000 francs (près de 80 000 euros), que la note d'hôtel s'élevait à 112 000 francs (17 000 euros), et le tout réglé par un mécène comme il y en a tant dans ces contrées pétrolifères.

Ce voyage-là, qui aurait dû rester incognito, s'était déroulé alors que, du côté de Chirac, on versait de grosses larmes sur les sans-abri de la capitale, les martyrs de Sarajevo et les morts de faim de Mogadiscio. Il paraît que l'illustre vacancier a haussé les épaules face à ces polémiques de boutiquier, avec la même superbe que, quelques années plus tard, devant le reportage de *Paris Match* sur son voyage de rêve à l'île Maurice. Nicolas Sarkozy, pour ses vacances près de Saint-Tropez, n'a pas besoin de faire appel à un prince arabe : il a chez son épouse le gîte assuré.

Mais les voyages officiels sont contrôlés à la loupe par le public qui, après tout, les subventionne. Le premier Président à avoir fait entrer dans la légende ces solennelles transhumances est le général de Gaulle. À Fécamp, joli port de pêche qui entendait le rester ou à Bayeux, il voulait vérifier de ses yeux l'idée qu'il se faisait de la France. Mais ses visites à la province tenaient de la tournée des popotes : deux ou trois ministres, deux ou trois officiers d'ordonnance, ses gardes du corps habituels lui suffisaient pour tout cortège. J'ai été de la dizaine de journalistes qui le suivaient dans sa grande tournée africaine. C'était mon premier reportage. À la dernière étape, nous étions alignés au carré et le Général nous a passés en revue. Devant moi, nouvelle tête, il a lancé : « Présentez-vous ! » J'ai prononcé mon nom et celui de la publication qui m'employait. Mais j'ai été abominablement mortifié par le commentaire du chef de l'État : « Ah, très bien, il y a de jolies images ! »

De Gaulle parvenait, sans peine, à faire de ses voyages à l'étranger des événements historiques. En tout cas, c'était une occasion pour lancer une réplique qui ferait le tour de la planète, depuis le « *mano en la mano* » au Mexique jusqu'à ce fracassant « Québec libre » quelques mois avant sa chute. Ses successeurs étaient contraints à la modestie : Pompidou a été assez tôt miné par la maladie. Ses derniers voyages présidentiels glaçaient le cœur et moi-même, qu'il avait si souvent reçu à table ou en tête à tête, je n'osais l'approcher ni lui poser une question. De Giscard, je ne me rappelle guère que le pataquès de son voyage en Israël, lorsqu'il avait regardé à la jumelle le

camp d'en face, déclenchant les protestations du monde occidental, réaction dont il se moquait éperdument.

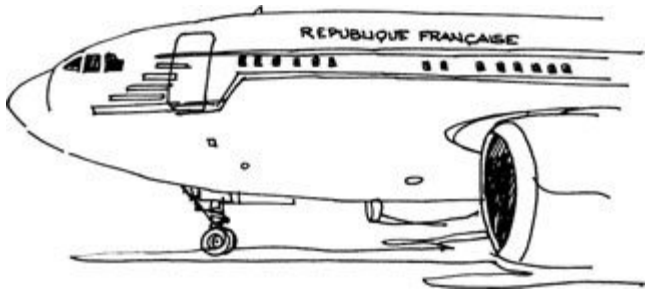
C'est François Mitterrand qui a doté les voyages présidentiels d'une pompe quasi royale. Il faut dire qu'avant d'entrer à l'Élysée le patriarche socialiste était déjà un roi sans royaume. C'est au début de l'année 1982 qu'il a saisi l'intérêt politique de ces déplacements à l'étranger : en février, il était à Rome, le mois suivant en Israël puis à Washington. Sept mois après son sacre et le raz de marée électoral de son parti, la gauche enfin au pouvoir était déjà dans la panade, les nationalisations avaient plombé la monnaie, les ministres multipliaient les bourdes et les sondages étaient inquiétants. Le plus sûr moyen d'échapper aux récriminations de la droite et aux cafouillages de ses hommes, c'était la fuite. Pour le printemps, il avait mis à son programme officiel le Japon, l'Afrique et l'Autriche coup sur coup !

Mitterrand en voyage présidentiel restera dans les annales de la République un spectacle baroque inoubliable. En premier lieu, le Président, avec la démarche souveraine, empesée, comme on imagine celle du Roi-Soleil. L'accompagne aussi un imposant cortège : une demi-douzaine de ministres, une trentaine d'invités, autant de collaborateurs, et une antenne médicale, et je ne sais quoi. Au total, entre 1981 et la fin de son long règne, par moins de 160 voyages officiels, avec une centaine de personnes pour escorter le monarque-à-la-rose. Au cours de ces intermèdes, Mitterrand se montrait fort courtois avec les journalistes, y compris ceux qui comme moi lui déplaisaient fort et qu'il n'avait pas réussi à faire congédier. Bref, loin de sa tour d'ivoire, il se montrait d'une humeur ma foi exquise.

Au cours du second septennat, ces voyages ont été officiellement chiffrés à 100 millions de francs (15 millions d'euros) par an. Mais qui oserait se plaindre ? Sûrement pas les collaborateurs du Président qui recevaient une indemnité dite de décalage horaire, même sans quitter notre fuseau, de 800 francs (125 euros) par jour. Encore moins tous les heureux élus, pas forcément de gauche, qui recevaient l'invitation à ces voyages comme une preuve tangible de leur importance. En 1993, alors qu'à soixante-dix-sept ans il souffrait à la fois d'un cancer et d'une cohabitation avec Balladur, Mitterrand, contre l'avis de ses médecins, s'est fixé, pour son voyage en Corée du Sud, un programme à achever un homme plus valide, après un vol de quatorze heures. À la visite aux Coréens, il avait fait ajouter une petite virée au Kazakhstan, sans autre but que touristique.

Jusqu'à son dernier jour de présidence, contre toute espèce de prudence, il cédait à la fringale de la bougeotte. Les voyages aériens, surtout par hélicoptère, étaient pour lui une espèce de drogue. La moindre occasion, le plus petit créneau dans son emploi du temps, et hop ! le voilà envolé pour Venise, pour Saulieu (il avait sa chambre ouverte chez le restaurateur Bernard Loiseau, chambre assez simple, avec mezzanine, où j'ai dormi moi aussi sans pour autant percer les secrets et les fantasmes de ses rêves). Vers la fin, quitter l'Élysée était devenu une obsession, un stratagème sans doute pour estomper

les échéances qui se rapprochaient cruellement et qui se résumaient dans l'affreux mot de « fin » : fin du pouvoir, d'une carrière, d'une vie.



De Sarkozy à de Gaulle, tous nos Présidents ont à cœur de visiter régulièrement la province, mettre leurs pieds sur cette vieille terre labourée par l'histoire, dans laquelle ils ne sont pas tous pareillement enracinés.

Nicolas Sarkozy n'est pas de nos provinces. Il n'a pas dans les veines cette petite goutte de sang paysan qui est pour les Français une espèce de sang bleu. Et quand il touche le cul d'une vache, c'est pour faire comme l'autre, son prédécesseur qu'il ne cesse de brocarder. Ses virées pré ou postélectorales dans les cantons de la « France profonde » (ah ! cette expression, avec sa note de commisération…), il les expédie à toute allure, à l'abri derrière un triple cordon policier.

Il rêve de voyages d'État, la main dans la main avec Carla qui fait de toutes ces expéditions protocolaires, avec chasses aux contrats à la clef, des lunes de miel pour presse people. Depuis que sa *beauty queen* a réussi l'épreuve de la visite à la reine d'Angleterre, il ne craint plus les impairs.

Pourtant, avec lui, l'incongruité est toujours possible. Il y a immanquablement une minute où son besoin de familiarité avec les grands de ce monde va le pousser à une incorrection.

Pour lui, comme jadis pour Mitterrand, les applaudissements orchestrés de l'étranger font oublier les chagrins d'une impopularité record dans l'hexagone. Même lorsque la presse du pays visité profite de sa venue pour reprendre à son compte les insanités répandues ici par *Le Canard enchaîné* ou Mediapart.

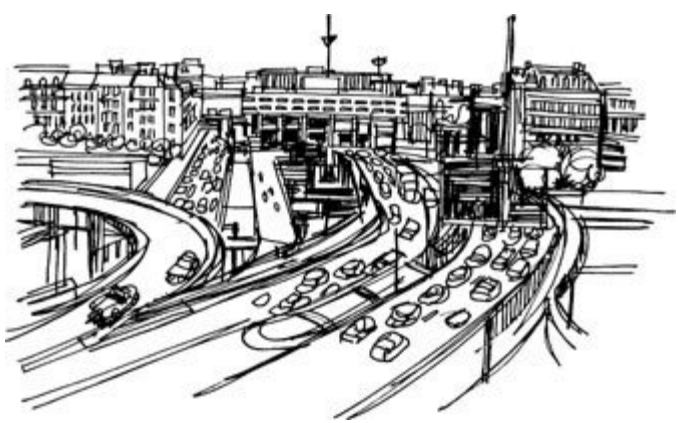
Les voyages lointains avec leurs flonflons exotiques et leurs colliers de jasmin sont le meilleur antidote à la misérable raillerie gauloise. Un président qui resterait confiné à l'Élysée tomberait vite dans une épouvantable dépression !

Z

Zizi

D'où vient ce sobriquet vaguement égrillard ? Aucun des vétérans lyonnais consultés n'a fourni d'explication. Louis Pradel entrera donc dans l'histoire à la lettre « Z », ce qui lui vaut les honneurs de la fin de cet ouvrage. Maire de Lyon pendant vingt ans, de la mort de son maître, Édouard Herriot, jusqu'à la sienne en 1976, il s'était acquis une constante notoriété en lançant le cochonnet à tous les tournois de boule qui ont fait la réputation de la « capitale des Gaules ». Les joueurs lyonnais l'auront sans doute baptisé « zizi » en signe de reconnaissance…

Ce fils de restaurateur aura eu une carrière comme on n'en fait plus. À dix-huit ans, il entrait au parti radical, à trente, il était adjoint au maire de Lyon, Édouard Herriot, à qui il a succédé le plus naturellement du monde. Politiquement, il n'était pas manchot. En 1965, il se proclamait encore partisan de l'Algérie française alors que celle-ci était morte depuis trois ans. À l'heure du gaullisme triomphant, ça n'allait pas sans risques. Six ans plus tard, aux municipales, il intégrait Jacques Soustelle, le maudit, sur ses listes avec des inconditionnels du Général. Ses affiches électorales portaient le sigle Pradel qui signifiait : « Pour la Réalisation Active des Espérances Lyonnaises ». Le Conseil constitutionnel ne pouvait sourciller. Malin, le zizi…



On lui doit surtout cette idée inouïe, stupéfiante, insensée : il est le seul maire d'une grande ville à avoir fait traverser celle-ci par une autoroute. Les

automobilistes en route pour la Côte d'Azur (ou de retour) se souviendront longtemps des bouchons interminables qui les retenaient dans Lyon sous un soleil implacable et sans pouvoir aller se restaurer dans un de ces autrement célèbres bouchons lyonnais. Contrairement à ce que lui promettaient des millions de malédictions, il a emporté au paradis, la veille de ses soixante-dix ans, sa diabolique traversée de Lyon avec tunnel long de 1 853 mètres que l'on mettra vingt ans à détourner. Ainsi va la France, sûre d'elle-même, orgueilleuse de ses exceptions.

Dans la même collection

Ouvrages parus

Philippe ALEXANDRE
Dictionnaire amoureux de la politique

Claude ALLÈGRE
Dictionnaire amoureux de la science

Jacques ATTALI
Dictionnaire amoureux du judaïsme

Alain BAUER
Dictionnaire amoureux de la franc-maçonnerie

Yves BERGER
Dictionnaire amoureux de l'Amérique (épuisé)

Jean-Claude CARRIÈRE
Dictionnaire amoureux de l'Inde
Dictionnaire amoureux du Mexique

Jean DES CARS
Dictionnaire amoureux des trains

Michel DEL CASTILLO
Dictionnaire amoureux de l'Espagne

Antoine de CAUNES
Dictionnaire amoureux du rock

Patrick CAUVIN
Dictionnaire amoureux des héros (épuisé)

Jacques CHANCEL
Dictionnaire amoureux de la télévision

Malek CHEBEL
Dictionnaire amoureux de l'Islam
Dictionnaire amoureux des mille et une nuits

Xavier DARCOS
Dictionnaire amoureux de la Rome antique

Bernard DEBRÉ
Dictionnaire amoureux de la médecine

Alain DECAUX
Dictionnaire amoureux de Alexandre Dumas

Didier DECOIN
Dictionnaire amoureux de la Bible

Jean-François DENIAU
Dictionnaire amoureux de la mer et de l'aventure

Alain DUCASSE
Dictionnaire amoureux de la cuisine

Dominique FERNANDEZ
Dictionnaire amoureux de la Russie
Dictionnaire amoureux de l'Italie (deux volumes sous coffret)

Max GALLO
Dictionnaire amoureux de l'Histoire de France

Claude HAGÈGE
Dictionnaire amoureux des langues

Daniel HERRERO
Dictionnaire amoureux du rugby

Christian LABORDE
Dictionnaire amoureux du Tour de France

Jacques LACARRIÈRE
Dictionnaire amoureux de la Grèce
Dictionnaire amoureux de la mythologie (épuisé)

André-Jean LAFAURIE
Dictionnaire amoureux du golf

Gilles LAPOUGE
Dictionnaire amoureux du Brésil

Michel LE BRIS
Dictionnaire amoureux des explorateurs

Jean-Yves LELOUP
Dictionnaire amoureux de Jérusalem

Paul LOMBARD
Dictionnaire amoureux de Marseille

Peter MAYLE
Dictionnaire amoureux de la Provence

Christian MILLAU
Dictionnaire amoureux de la gastronomie

Bernard PIVOT
Dictionnaire amoureux du vin

Gilles PUDLOWSKI
Dictionnaire amoureux de l'Alsace

Pierre-Jean RÉMY
Dictionnaire amoureux de l'Opéra

Alain REY
Dictionnaire amoureux des dictionnaires

Pierre ROSENBERG
Dictionnaire amoureux du Louvre

Elias SANBAR
Dictionnaire amoureux de la Palestine

Jérôme SAVARY
Dictionnaire amoureux du spectacle (épuisé)

Jean-Noël SCHIFANO
Dictionnaire amoureux de Naples

Alain SCHIFRES
Dictionnaire amoureux des menus plaisirs (épuisé)
Dictionnaire amoureux du bonheur

Robert SOLÉ
Dictionnaire amoureux de l'Égypte

Philippe SOLLERS
Dictionnaire amoureux de Venise

Michel TAURIAC

Dictionnaire amoureux de De Gaulle

Denis TILLINAC
Dictionnaire amoureux de la France
Dictionnaire amoureux du catholicisme

TRINH Xuan Thuan
Dictionnaire amoureux du ciel et des étoiles

Jean TULARD
Dictionnaire amoureux du cinéma

Mario VARGAS LLOSA
Dictionnaire amoureux de l'Amérique latine

Dominique VENNER
Dictionnaire amoureux de la chasse

Jacques VERGÈS
Dictionnaire amoureux de la justice

Pascal VERNUS
Dictionnaire amoureux de l'Égypte pharaonique

Frédéric VITOUX
Dictionnaire amoureux des chats

À paraître

Alain BARATON
Dictionnaire amoureux des jardins

Malek CHEBEL
Dictionnaire amoureux de l'Algérie

HOMÉRIC et Jean-Louis GOURAUD
Dictionnaire amoureux du cheval

Jean TULARD
Dictionnaire amoureux de Napoléon